

# Contraction of the Contraction o



CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - Nº 15604 7 F

**MARDI 28 MARS 1995** 

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

### Une enquête du « Monde » sur l'état de la France en 1995

QUELLES SONT les grandes questions auxquelles devra faire face le nouveau président de la République élu le 7 mai ? Quel est l'héritage que lui lègue François Mitterrand au terme de son double septennat? Quelles sont les forces et les faiblesses de la Prance dans la compétition internationale? Pour tenter d'apporter des réponses à ces interrogations, Le Monde propose, jusqu'au 1ª avril, une enquête en six volets sur l'état du pays. Les six thèmes que nous avons retenus, ces « six enjeux pour lo France », touchent au fonctionnement de la démocratie, au maintien de la cohésioo sociale et à la place de la France dans le monde. Le premier article est consacré à Pévolution des institutions.

# M. Jospin cherche à rassembler la gauche contre M. Chirac

La polémique s'envenime entre les chiraquiens et les balladuriens

LES SONDAGES lui donnant l'espoir d'être présent au second tour de l'élection présidentielle face à M. Chirac, M. Jospin s'efforce de rassembler sur son nom les voix de gauche qui lui font défaut. Toutefois, alors que la polémique s'envenime entre M. Balladur et le maire de Paris, mobilisant la droite, le candidat du PS doit à la fois se prémunir contre un éventuel redressement des intentions de vote en faveur du premier ministre et reprendre des voix qui se portent aujourd'hui sur M. Chirac. Aussi a-t-il choisi de dénoncer, dimanche 26 mars, le caractère factice de la posture de gauche adoptée par le maire de Paris. En mettant en avant le thème de la justice sociale et en promettant un « coup de pouce » au SMIC, 11 entend d'abord se distinguer du maire de Paris et souligner qu'il est, lui, le représentant authentique de son

Lire pages 6, 7, 10 et 36



### De nombreux Hutus fuient la capitale du Burundi

Les massacres interethniques auraient fait plusieurs centaines de morts

BUJUMBURA, la capitale burundaise, en proie depuis vendredi 24 mars à une forte slambée de violences interethniques, a continué à se vider, dimanche, de sa population hutue. Celle-ci fuit massivement, vers le Zaīre voisin, les massacres déclenchés par l'armée en majorité tutsie, qui anraient fait, selon certaines sources, entre 200 et 500 victimes. Il n'était cependant toujours pas prévu, lundi matin, d'évacuer les ressortissants occidentanx - notamment 900 Belges et 500 Français - qui se trouvent toujours dans la ville. Le gonvernement belge, dont trois ressortissants ont été tués la semaine dernière dans une embuscade, a toutefois conseillé aux familles de venir passer les fêtes de Pâques en Belgique. Sur France 2, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé a donné dimanche soir le même conseil aux femmes et en-

Trente-cinq mille réfugiés - dont

environ une moitié de Zaīrois habitant la capitale burundaise - sont entrés depuis vendredi dans la région de Uvira (Sud Kiva, à l'est du Zaire), a-t-on indiqué, dimanche, de source officielle à Kinshasa. A Genève, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a estimé que « des deux cótés de lo frontière lo coopération est bonne ». Il a souligné que la douzaine de camps situés en territoire zairois ont encore une capacité d'accueil de 50 000 personnes. De Rome, le pape a demandé

«l'orret de l'usage de lo force» et « le recours ou dialogue comme unique moyen d'obtenir un futur de stabilité et de concorde ». Jean Paul II avait déjà lancé samedi une mise en garde contre la menace d'un nouveau bain de sang en Afrique centrale, en rappelant les épreuves subies par le Rwanda, le massacre de plus de 500 000 Tutsis et Hutus modérés, après l'assassi-nat du président Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994. Depuis leur indépendance, en juillet 1962, les deux pays ont été souvent le théâtre d'affrontements ethniques qui ont fait à chaque fois des dizaines voire des centaines de milliers de victimes.

Alors que le Burundi était engagé sur la voie de la démocratisation, ses deux premiers présidents. d'origine hutue, ont été assassinés en 1993. Depuis, le pays vit dans une instabilité croissante que l'actuel gouvernement ne semble pas en mesure de combattre.

Lire page 2

#### **■** Le directeur d'« El Moudjahid » assassiné à Álger

Le directeur du quotidien gouvernemental El Moudjahid, Mohamed Abderrahmani, a été assassiné par balles. lundi matin 27 mars à Alger, ont annoncé les services de sécurité. C'est le trentième journaliste assassiné en Algérie depuis mai 1993 dans un attentat attribué aux islamistes.

#### Naissance de « l'espace Schengen »

The World

L'entrée en vigueur de la convention de Schengen, dimanche 26 mars, s'est traduite par la suppression des contrôles internes pour le trafic aénen, les frontières terrestres restant sous surveillance. p. 4 et 24

#### E Les juges et l'éthique

L'analyse des quatre-vingt-dix décisions disciplinaires rendues sous la Ve République montre que les magistrats doivent de plus en plus souvent répondre de leur éthique. Au travers de ces décisions, s'est élaboré un véritable corpus déontologique. p. 12

#### Disqualifications en formule 1

Les deux premiers du Grand Prix de formule 1 du Brésil, ont été disqualifiés pour carburant non conforme.

#### ■ Les éditoriaux du « Monde »

La peur de Schengen ; Droit au loge-

#### La guerre des képis et des casquettes statut particulier propre au corps de direc-

. LES GENDARMES en font une jaunisse : | les policiers, qui relèvent du ministère de l'intérieur, pourraient bientôt porter des grades, les mêmes qu'eux, qui sont des militaires de métier et dépendent du ministère de la défense. Il existerait ainsi des « maiors », des « lieutenants », des « capitaines », voire des « commandants » de police. Autant de grades qui rappellent les appellations en usage dans la police améri-

Plusieurs projets de décret en ce sens ont été présentés aux instances de concertation du ministère de l'intérieur, avant d'être soumis au Conseil supérieur de la fonction publique et au Conseil d'Etat. Ces textes visent à créer, au sein de la police, trols corps de fonctionnaires du haut en bas de la hiérarchie : un corps de direction et de conception (les commissaires et au-delà); un corps de commandement et d'encadrement (les officiers de police) et un corps de maîtrise et d'application (les gradés et les gardiens de la gans certains locaux de police, ont fait l'effet d'une bombe dans des brigades de gendarmerie.

tion et de conception, il est prévu d'instituer un grade de « brigadier-major de police » dans le premier corps, et trols grades de « lieutenant de police », de « capitaine de police » et de « commandant de police » dans le second corps. Ainsi, les anciens brigadlers-chefs pourraient être appelés « brigadiers-majors » ; les officiers de palx et les Inspecteurs de police, « lieutenants »; les inspecteurs principaux et officiers de paix principaux, « capitaines » et, pour s'en tenir à ces quelques exemples, les inspecteurs diylsionnaires, « commandants ».

Les gendarmes ressentent ces initiatives comme autant de coups portés à ce qui fait traditionnellement la « spécificité » de leur arme, à savoir son origine militaire depuis des siècles. « On confond les genres, on mélange les képis et les casquettes », commentent des gendarmes.

Au sein de cette institution, qui doit sa cohésion à la discipline militaire, il existe une rramide des officiers – avec les drades de lieutenant, capitaine et commandant - dont une bonne partie sort des écoles de Saint-Pourquoi un tel émoi? Dans l'attente du Cyr parmi les premiers de promotion. Il

existe aussi, chez les sous-officiers, un grade de major, qui fait souvent de son détenteur le « représentant » de la base face à la hié-

« On nie notre spécificité militaire, disent de nombreux gendarmes, en golvaudont ainsi nos galons et nos grades, » Beaucoup observent que les élus locaux, avec lesquels lis travaillent, et les civils ne sauront plus distinguer entre policiers et gendarmes. « On ourait voulu naus bonaliser ou sein d'un corps unique de lo sécurité publique, ajoutent-ils, qu'on ne s'y serait pas pris outrement. »

En réalité, déjà, les officiers des CRS portent des galons indentiques à ceux des militaires, et les fonctionnaires de la Sécurité civile, qui dépend du ministère de l'intérieur, sont eux aussi affublés de grades.

SI l'amertume réveille une « guerre des boutons » assez traditionnelle entre les deux administrations, c'est aussi que les gendarmes se reprennent à considérer qu'ils sont moins bien traités, sur le plan des ré-

Jacques Isnard

# L'effet de serre oppose riches et pauvres

DANS LA CHALEUR conviviale de Rio, en juin 1992, les représentants des 178 pays participants du sommet de la Terre avaient, comme un seul homme, signé la convention sur les changements climatiques. A l'époque, cela n'engageait chaque pays qn'à une chose : faire l'inventaire de ses émissions de gaz à effet de serre

(gaz carbonique et méthane, surtout) et préparer un plan de réduction de ces émissions. Au total, 167 pays ont finalement ratifié la convention signée à Rio et partici-peront donc à Berlin, du 28 mars au 7 avril, à la « première conférence des parties à lo conventioncadre des Nations unles sur les changements climatiques ». Y compris

les pays fermement opposés aux objectifs de la convention, comme les Etats pétroliers et la Chine, premier consommateur de charhon, qui craignent pour leurs revenus ou pour leur développement écono-

C'est donc à Berlin que l'on pourra tester en vraie grandeur la bonne ou mauvaise volonté environnementale des Etats du monde. Car, cette fois, il ne s'agit plus d'approuver des déclarations générales mais de s'engager concrètement pour atteindre un objectif ambitieux : retrouver en l'an 2000 le niveau d'émission des gaz à effet de serre atteint en 1990. Faute d'approcher cet objectif limité, il est exclu que la communauté mondiale touche au but ultime qu'elle s'est elle-même fixé : parvenir à une stabilisation de la concentration des gaz à effet de serre qui imprègnent l'atmosphère planétaire et donc enrayer le réchauffement climatique que cralgnent beaucoup d'observateurs scientifiques - mais

pas tous (Le Monde du 24 mars). La mise en œuvre de la convention-cadre va rencontrer une multitude d'obstacles sur sa route. Tout d'abord, il demeure une incertitude sur le phénomène même de réchauffement climatique. Car le réchauffement observé ces dernières décennies – entre 1 et 2 degrés Celsius selon les évaluations – n'im-piique pas forcément un réchauffement continu sur des millénaires. Et, surtout, il est difficile de faire la part d'un réchauffement climatique naturel, lié par exemple à la position des planètes autour du so-leil, et d'un réchauffement anthropique, dû aux seules activités hu-

Roger Cans

# Le parcours sans faute d'un architecte



DE L'ÉCOLE d'ingénieurs construite à Marne-la-Vallée jusqu'au vélodrome en cours d'élaboration à Berlin, en passant, bien sûr, par la Bibliothèque nationale de France, dont le président de la République inaugure, jeudi 30 mars, les bâtiments (vides), l'architecte Dominique Perrault (quarante-deux ans) achéve un parcours sans faute dans le registre qui est le sien : celui de l'héroisme technologique.

Il s'est imposé en quelques années comme un plasticien et un technicien hors de pair, dissimulant un discours puissamment formaliste sous l'éloquence tranquille de l'efficacité. L'utilisation maîtrisée des techniques de pointe, la recherche d'un vocabulaire spécifique à chaque type de structure, échappent à la gratuité. Là où d'autres poussent jusqu'à la rupture le principe d'une inventivité renouvelée, Perrault, tout en jouant d'une capacité d'invention similaire, d'une égale faculté à surprendre, mise sur la poésie plutôt que sur la provocation, sur l'émotion retenue plutôt que sur l'inso-



# INTERNATIONAL

LF MONDE / MARDI 28 MARS 1995 =

Hutus ont fui Bujumbura, la capitale du Burundi, pour échapper aux

affrontements entre extrémistes tueries de ces derniers jours dans hutus et tutsis. • CETTE FLAMBÉE rundais, Cyprien Ntaryamira, les quartiers du centre-ville où, se- de violence survient presque un an avaient trouvé la mort le 6 avril

byarimana, et son homologue bu-

cèdent au Burundi, depuis la mort, née par des militaires.

EXIL Des dizaines de milliers de lon certaines sources, de 200 à 500 après l'attentat au cours duquel le 1994 à Kigali. Plus de 500 000 per- le 21 octobre 1993, de Melchior l'Autus ont fui Bujumbura, la capisonnes avaient été massacrés au Rwanda dans les semaines suivant tu de l'histoire du pays, au cours cet attentat. ● LES CRISES se suc-

# Des dizaines de milliers de Hutus fuient le Burundi

Le gouvernement du président Sylvestre Ntibantunganya semble impuissant à juguler les violences interethniques à Bujumbura qui menacent de faire basculer le pays dans un drame à la rwandaise

de notre envoyé spécial Le calme règne à Buyenzi. Seul le passage de journalistes étrangers provoque une certaine nervo-

**BUJUMBURA** 

sité chez les militaires qui contrôlent tous les accès au quartier. Dimanche 26 mars, trois jours après les tueries, les cadavres n'ont pas encore été tous ramassés. Devant quelques badauds indifférents, sept corps ensanglantés gisent à ce croisement, à demi recouverts par des tissus. Quelques jeunes gens passent, parfois très agressifs, portant sur l'épaule des marchandises sans doute pillées dans une maison abandonnée.

L'école primaire, où, il y a encore quarante-huit heures, s'entassaient orès de 3 000 Hutus chassés de leur quartier lors des violences ethniques de l'an dernier, est déserte. Çà et là, un pan de mur noirci par le feu et des vêtemeots éparpillés. A la hauteur du marché aux meubles, les soldats bloquent tout véhicule. C'est ici qu'hier encore on apercevait seize cadavres éparpillés sous les étals. Un groupe d'hommes munis de gants de plastique traversent la rue, encadrés par des militaires. Ce sont des employés de la mairie chargés de ramasser les corps. L'armée s'occupe de nettoyer le quartier de Buyenzi ravagé par une vague de violence dans la nuit du 24 au 25 mars. Le bilan est difficile à établir. Un témoin digne de foi, arrivé le matin même sur les lieux, a compté quarante morts dans cinq habitations: hommes, femmes et enfants. Selon différentes sources, il y aurait entre 200 et 500 victimes.

En découvrant l'ampleur de la tuerie, les habitants de Bnyenzi, terrés chez eux pendant la nuit, ont fait leurs bagages en hâte pour fuir vers le Zaïre. Samedi matin, un flot ininterrompu de ruyards encombrait les vingt-cinq kilomètres de la petite route qui relie Bujum🐪 🕏 Deux pays en majorité hutue **OUGANDA** Toc Victoria TANZANIE Population (1994): 6 170 000 hab. Structure de la population

bura à la frontière zaïroise. A la sortie de la ville, la foule défilait sous l'œil goguenard des militaires qui, de temps à autre, fouillaient une vaiise à la recherche d'armes. Une cohue Indescriptible s'est abattue sur le poste-frontière de Gatumba. Des centaines de véhicules et de bicyclettes, entre lesquels se faufilaient des piétons surchargés, bloquaient la route. « C'est inacceptable de voir une armée chasser des compatriotes qu'elle se doit de protéger 7 », mur-

Lac

Tanganyika

50 km

confiés à la Belgique, qui conti-

nue, comme l'avait fait l'Alle-

magne, de s'appuyer sur les mo-

oarchies et les élites tutsies pour

Au moment des indépen-

dances, accordées le 1<sup>st</sup> juillet

1962, les deux pays connaissent

des destins différents. Les Hutus

s'installent au pouvoir au Rwan-

da, devenu République, poussant

à l'exil un grand nombre de Tut-

sis, tandls qu'au Burundi voisin la

monarchie tutsie reste en place.

Pour asseoir sa positiou, le roi

faire entrer des Hutus dans les

quatre goovernements qui se

L'assassinat de Pierre Ngen-

danduwe, premier ministre hotu,

en janvier 1965, plonge le pays

dans une crise qui débouche sur

une victoire massive des Hutus

aux élections législatives de mai.

Le rol ne tient pas compte des ré-

sultats et nomme un premier mi-

nistre tutsi. La gendarmerie, ma-

joritairement hutue, teute alors

de s'emparer du pouvoir par la

force en octobre. La répression

est extrêmement violente. Toute

l'élite politique hutue est massa-

succèdent de 1963 à 1965.

les administrer.

mono-ethnique hutue », dont les coups de main se font de plus en plus frégoeuts. Aujourd'hui, le gouvernement (Issu des élections multipartites de juin 1993) est à majorité hutue. Mais l'armée est toujours dominée par les Tutsis et les autorités ont peu d'emprise sur elle. « Nous sommes même impuissants à empêcher cet exode, se lamente un ministre, qui tient à gardet l'anonymat par crainte de représailles. Je ne suis pas en mesure d'apporter à ces pauvres gens le moindre soulagement. »

EXODE VERS LE ZAÎRE

L'armée justifie les violences de Buyenzi par une infiltratiou de « groupes armés » (les rebelles hutus) dans le quartier sud de Kanyosha, cible d'un ratissage de l'armée quelques jours plus tôt. On ignore commeut le conflit s'est étendu vers le centre-ville mais, de source militaire, on laisse entendre qu'il fallait éliminer les partisans des rebelles. Tout Hutu est soupconné de soutenir les maquisards et traîté en conséquence. Le drame de Buyenzi ressemble phis à une opération de répression qu'à un affrontement avec une bande ar-

« Les troubles devraient s'orrêter, avance un diplomate, puisque les extrémistes tutsis ont obtenu ce qu'ils voulaient : l'expulsion des Hutus de Kanyosho, Bwiza et Buyenzi. » Mais, dans la nuit de samedi à dimanche, c'était au tour de Kinama et Kamengue d'être visés par des tirs « provenont de postes militaires ». Au moins cinq personnes ont été. tuées. Les babitants de ces quartiers (les demiers de Bujumbura à être occupés par des Hutus) y ont vu un avertissement.

Dimanche matin, des centaines de personnes fuyaient Kamengue en direction du Zaire ou des collines. Parmi ceux qui restent, de disent « attendre une attaque des son impuissance. Il appelle les Buest un fief butu où les hommes de base. L'armée a déjà investi par les éliminer. Si les Hutus sont expulsés de ces quartiers, il ne resterait dans la capitale que les élites butues qui babltent Mutanga-

soldats pour cette nuit ». Kamengue Léonard Nyangoma ont établi une deux fois cette zone sans pouvoir Nord. Mais, là aussi, on envisage de se réfugier ailleurs. « Nous vi-vons dans l'inquiétude perma-

rundais à « s'organiser pour échapper à la logique des extrémistes » et déclare la guerre aux groupes terroristes. Pour l'Unité pour le progrès national (Uprona, principal parti d'opposition), « l'action des bandes armées o donné naissance à d'autres mouvements de violence» - allusiou aux milices butues et tutsies - et le pays « glisse vers la guerre ». Le Raddes (parti extrémiste tutsi), de son côté, met en

#### Constat impossible

Une délégation gouvernementale a tenté, samedi 25 mars, de visiter Bwiza, quartier sinistré par les violences. Cette tournée était organi-sée à l'initiative du Prodebu, mais il faliait être invité par le maire de la commune, membre de l'Uprona (le parti d'opposition de la minorité tutsie, représenté au sein du gouvernement d'union nationale). Es-timant que la sécurité n'est pas assurée, le maire refuse de conduire la délégation et le ministre de l'intérieur (Uprona) se range à son avis. La scène est ubuesque : de hauts responsables tutsis, dans un quartier grouillant de militaires (tutsis, eux aussi), tentent de convaincre leurs collègues hutus que Bwiza, désertée par ses habitants, est encore une zone à risque, même pour un convol escorté de cinquante soldats. « C'est clair, on veut nous cacher les dégâts de ces derniers jours ! », fulminent les délégués du Frodebu. A l'entrée de Bwiza, à trente mètres d'un poste militaire, des miliciens tutsis mettent le feu à une maison sans qu'aucun soldat ne réagisse. En fin de journée, le maire finit par accepter le convoi des visiteurs. Mais, au bout de cinq cents mètres, trois coups de feu éclatent. Il n'en fant pas plus pour annuier la visite et empêcher ainsi les ministres du Frodebu de constater les ravages causés par les milices torsies dans cette zone.

nente », dit cette épouse d'un haut fonctionnaire du Frodebu qui, elle aussi, demande à rester anonyme.« Hier soir, des rumeurs couraient sur un possible coup de main des miliciens tutsis; nos gardes ne pourraient pas grand chose contre ces bondes épaulées par les sol-

Les déclarations politiques ont ponctué ce nouveau rebondissement de la crise que vit le pays depuis dix-huit mois. Les propositious du président Sylvestre Ntibantunganya semblent illustrer

garde la communauté internationale coutre toute interventiou étrangère. « Ceux qui continuent à prétendre que les problèmes du pays doivent être résolus par les Burundais eux-mêmes, réplique le Frodebu, sont parmi les commanditaires des massacres ! ». Le parti au pou-voir reitère sa demande d'une intervention étrangère, car «l'Etat n'est plus capable d'assurer la sécurité de ses citoyens et des expa-

Jean Hélène

Terr

200

0.00

7: . . .

\*\*\*\*

 $\lambda = \pm \epsilon$ 

! س<del>رن</del>ال

.....

...

...

 $\sigma_{MH_{\rm in}}$ 

 $E_{\pi^{\prime}, p}^{*}$ 

 $\omega_{1,\alpha_0}$ 

 $z_{i+j_{r_{i+1}}}$ 

2

~ <sub>c</sub>

15. - 1

- ....

are e

1.25 mg.

•

2.4

Later Company

-- -- -- -- ---

10 mm

1. 10%, 444

 $v_{i} = v_{i} \in \mathcal{C}_{k+1}$ 

~

1.00000000

44 ...

21 - 21 <del>- 1</del>10

----

-- THE 

~ 2 San Day

#### Un pays divisé en manque d'espace

FRÈRES JUMEAUX d'Afrique centrale, le Rwanda et le Burun-Avec 27 800 km2 et 6 millions d'habitants, le Burundi est l'un des di, coutrairement à la plupart des plus petits et des plus densément États africains, ne furent pas créés par la colonisation. Après le peuples des Etats d'Afrique partage du contiuent entre les continentale (221 habitants au km²). Les terres arables de ce pays puissances européenues à la essentiellement agricole conférence de Berlin en 1885, ces représentent 44 % de sa superficie. deux royaumes bien organisés - La répartition des communautés est presque exactement la même qu'au Rwanda voisin: 82 % de Hutus, 13,5 % de Tutsis, 1 % de Twas (Pygmées). • Le catholicisme est la religion dominante. • Le Burundi accueille environ début du siècle jusqu'à la première guerre mondiale. Après le conflit. ils sont placés sous mandat de la Société des nations et

600 000 immigrés, auxquels il faut ajouter 300 000 réfugiés rwandais essentiellement hutus - qui sont arrivés dans le nord du pays en 1994, après le début de la guerre civile et du génocide, pour la phipart en provenance de la région de Butaré. Inversement, de nombreux Tutsis rwandais réfugiés au Burundi depuis l'indépendance ont regagné le Rwanda depuis l'arrivée au pouvoir du Pront patriotique rwandais. L'armée compte 7 200 hommes, dont 5 500 gendarmes, pour la plupart tutsis. De même, les réformes promises n'ont toujours pas mis fin au traitement préférentiel dont bénéficient les Tutsis en matière d'enseignement supérieur. Les Hutus représentent

 La capitale Bujumbura compte 300 000 habitants, 92,5 % de la population vit dans les zones rurales. Le pays tire 89 % de ses ressources des exportations de café, le PNB par habitant est de 210 dollars. Le taux d'analphabétisme est de 39 % chez les hommes et 60 % chez les femmes. Les langues officielles sont le français et le kirundi.

80 % des effectifs de

l'enseignement primaire, une

proportion qui tombe à 20 % dans

mure un douanier rageur. Ici, à deux pas du Zaire, les langues se délient plus facilement

que dans la capitale. Tous les témoignages Incriminent l'armée: naire, a fondé, en 1994, un mouve-« Vendredi, affirme cet homme, des ment de guérilla, « l'Armée nombreux jeunes hommes qui

> Trois décennies de violence dans deux États jumeaux posé par sou fils, Ntare V, qui nomme Michel Micombero premier ministre. Cefui-ci renverse le roi en novembre, proclame la République et purge l'armée de ses officiers butus.

Twas\_\_\_ 1%

soldats sont sortis du comp de

Buyenzi et ont commencé à tirer in-

distinctement sur tout le monde. » Entre 30 000 et 50 000 personnes,

dont la moitié de Zaïrois, ont fui

après les événements de Buyenzi

et de Bwiza. Les Burundais iront

rejoindre leurs 200 000 compa-

triotes déjà exilés au Zaire après

les massacres de 1972, 1988, 1991 et

réfugiés, ce ministre, membre du

Front pour la démocratie au Bu-.

rundi (Frodebu, au pouvoir), lâche

ces mots, désabusé: « Nyangomo

Léonard Nyangoma, ancien mi-

nistre de l'intérieur, démission-

va faire de nouvelles recrues. »

1993. En remontant la cohorte des

MULTIPARTISME

avec la même structure de popu-lation: Hutus (85 %), Tutsis Une nouvelle tentative de coop d'État en avril 1972 est réprimée dans un bain de sang. Quelque (14 %) et Twas (1 %) – tombent 200 000 hutus sont massacrés et dans l'escarcelle de l'Allemagne et deviennent des protectorats avant d'être intégrés dans 300 000 autres contraints à l'exil dans les pays voisins. En 1976, le l'Afrique orientale allemande, du

crée. En juillet 1966, le roi est dé- seur, le major Buyoya reste néanmoins confrouté à la demande pressante de la majorité hutue de pouvoir participer à la gestiou du pays. Moins d'un an après sou accessiou au pouvoir, les forces de sécurité massacreut plus de 20 000 civils hutus, au cours d'une opération de « maintieu de l'ordre » dans le uord du pays. Ces dramatiques événements - et les pressions des bailleurs de fonds - le poussent à s'engager sur la voie de la démocratisation, ll désigne un premier ministre

#### Les familles françaises et belges incitées à rentrer

Paris et Bruxelles ont conseillé aux familles françaises et belges résidant au Burundi d'anticiper les vacances de Pâques et de rentrer provisoirement en France, mais n'envisagent pas de mesure d'évacuation pour le moment. « La situation est sérieuse et tous les ingrédients d'un affrontement entre les extrémistes hutus et tutsis sont réunis. a déclaré dimanche 26 mars le ministre français des affaires étrangères. Alain Juppé. Mais, en accord avec nos partenaires européens, nous considérons que le moment n'est pas veuu d'une évacuation. » Alain Juppé a rappelé que l'Union européenne et la France avaient tenté depuis plusieurs semaines de mener une action préventive an Burundi pour y accroître la présence internationale et « essayer d'isoler les extrémistes. L'ONU est saisie de cette question, le Conseil de sécurité en sera peut-être saisi dans les jours qui viennent »,

Mwambutsa IV prend soin de colooel Jean-Baptiste Bagaza, un Tutsi, s'empare du pouvoir sans effusion de sang. Président de l'Union pour le progrès national (Uprona), un parti créé à la fin des années 40, il est élo à la tête de l'État eu 1984 (il était le seul candidat) avec 99,63 % des suffrages. Mais le 3 septembre 1987, alors qu'il se trouve à l'étranger, il est, à son tour, renversé par un coup d'État militaire, dirigé par le major Pierre Buyoya, l'un de ses proches, qui constitue aussitôt un Comité militaire de salut national composé de trente et un officiers.

Plus libéral que sou prédéces-

hutu et approuve la formation d'on gouvernement où doivent siéger en nombre égal des mi-

nistres des deux communautés. Ces réformes balbutiantes devaieut déboucher en mars 1992 sur une uouvelle Constitution ouvrant la voie au multipartisme. Un mois plus tard, une loi autorisant les partis politiques est promulguée. Le règne de l'Uprona touche à son terme et, à la fin de l'année, sept partis d'oppositiou sont officiellement reconnus. Le président Buyoya annonce début 1993 que des élections présidentielle et législatives seront organisées en juin.

Melchior Ndadaye, le président du Front démocratique du Burundi (Frodebu), principal parti d'oppositiou, est élu le la juin avec 64,75 % des suffrages devant Pierre Buyoya (32,39 %), Les observateurs étrangers qualifient de « libres et honnêtes » ces électious où se sont exprimés 97.3 % des inscrits. Quatre semaines plus tard, le Frodebu – majoritairemeot hutu – remportera les législatives en obtenant 71.40 % des volx devaut l'Uproua (21,43 %). Aucun des autres partis en lice n'a été en mesure d'eniever un seul des 81 sièges dn Pariement. Avec 65 députés, le Frodebu s'assore une coufortable majorité.

Pierre Buyoya accepte sa défaite. Fort de ses résultats, Melchior Ndadaye forme rapidement un gouvernement mixte. Mais le premier président hutu de l'histoire du pays u'allait pas vraiment avoir le temps de travailler. Le 21 octobre, des militaires tutsis tentent de s'emparer du pouvoir et l'assassinent, plongeant le pays dans un nouveau tourbillon de violence. Une vague de représailles de la communauté butue et la sévère répression de l'armée tutsie qui s'ensuit fout plus de 50 000 morts et chassent quelque 700 000 hutus dans les pays avol-

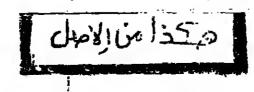
PÉRIODE TRANSITORE

Trois mois sont nécessaires pour qu'un nouveau président soit nommé \_ par consensus -, puisqu'une élection au suffrage universel u'est pas envisageable. Cyprien Ntaryamira, un butu, ancien ministre de l'agriculture, est finalement accepté par l'opposition tutsie. Mais il meurt, à son tour, le 6 avril 1994, à Kigali, dans l'attentat qui vise le président rwandais, Juvénal Habyarimana. Le uuméro deux du Frodebu, Syivestre Ntibantuganya, président de l'Assemblée nationale, assure une seconde fois l'intérim. Son parti veut le placer à la présideuce. Mais l'oppositiou pose des conditions. Des négociations difficiles aboutissent le 10 septembre à la signature d'un accord intervenu quelques jours plus tôt entre les deux grands partis. Le Frodebu accepte de partager le pouvoir (presque à égalité avec l'opposition), eu échange l'Uprona ne fait plus obstacle à la désignation de M. Ntibantuganya à la tête de l'État.

Cet accord annule quasiment la victoire électorale du Frodebu et institue une période transitoire jusqu'au 9 juin 1998, date de la prochaine élection présidentielle. Pour les radicaux hutus, l'Uproua, soutenue par l'armée, vient ainsi d'achever son « coup d'État constitutionnel » lancé le 21 octobre 1993. Accentuant sa pression, l'Uprona exige \_ et obtient \_ au début de cette année le départ de Jean Miuani, le uouveau président de l'Assemblée, et celui du premier ministre Anatole Kauyenkiko, pourtant issu de ses

A l'évidence, le président Ntibantuganya et ses fidèles du Frodebu u'ont pas les moyens de s'opposer à l'aile dure de l'Uprona et à l'armée (forte de 7200 hommes), pour ainsi dire exclusivement tutsie. Pas plus qu'ils n'ont les moyens de ramener à la raison les décus du Frodebu mobilisés derrière Léouard Nyangoma, l'ancien ministre de l'intérieur qui dirige le Front de défense de la démocratie (FDD). Le Frodebo et l'Uprona luttent pour le pouvoir. Les extrémistes hutus et tutsis se battent pour la survie, voire la suprématie de leur communauté.

Frédéric Fritscher



S. Carrie

Total Paris

The second second

N XZ ES

with a made

. . . . . .

F11 1- 202 2 2 2 2

# Pour la police de Tokyo, la secte Aum a bien produit du gaz toxique

Les forces de l'ordre cernent le centre-laboratoire de Kamikuishiki

La secte Aum Shinri-kyo est soupçonnée par les poli-ciers qui enquêtent sur l'attentat commis le 20 mars dans le métro de Tokyo d'avoir produit des gaz l'attentat, la fréquentation du métro a baissé.

TOKYO

de notre correspondant Après une semaine d'enquête sur l'attentat au gaz toxique du 20 mars dans le métro de Tokyo, qui a causé la mort de dix personnes et l'intoxication de cinq mille autres, la secte Aum Shimi-kyo est désormais soupçonnée par la police de «préparation à homicide ». Cette disposition du code pénal a notamment été utilisée en 1969 dans l'inculpation des membres de la Praction Armée rouge, groupe terroriste d'extrême ganche. La police y a re-

Jusqu'à présent, la police avait effectué des perquisitions dans les locaux de la secte dans le cadre de Penquête sur l'enjèvement du secrétaire général d'un cabinet de notaire, survenu le 28 février. Le nouveau tour que prend l'enquête sur l'attentat du métro indique que la police est désormais convaincue que la secte a produit du gaz

cours pour poursuivre des per-

sonnes en possession de substances

Les perquisitions ont repris dimanche sur le site do plus grand centre de la secte, à Kamikuishiki, à une centaine de kilomètres au sudouest de Tokyo. Un millier de policiers et de membres des forces d'autodéfense sont concentrés autour du bâtiment, dénommé « Satian 7 » (satian viendrait du mot sanskrit satya signifiant « vérité»), qui semble avoir été un laboratoire.

Des traces de sarin avaient été découvertes sur le sol non loin de ce bâtiment à la suite de plaintes de villageois qui avaient senti des odeurs suspectes. La police a confirmé que la secte s'est dotée d'équipements chimiques. L'enquête a par ailleurs établi que l'attentat au sarin survenu dans la ville de Matsumoto en juin 1994 (sept morts) visait des personnes qui avaient engagé une action en justice contre la secte pour l'utilisation, non conforme au contrat de vente, d'un terrain qu'elle avait ac-

HAUTE SURVEILLANCE

quis.

Selon la police, l'attentat dans le métro de Tokyo pourrait avoir été perpétré après que la secte eut appris que les enquêteurs dans l'affaire de l'enlèvement du secrétaire général du cabinet de notaire étaient sur le point de procéder à une perquisition sur le site de Ka-

La police, qui apparemment ne dispose pas encore de suffisamment d'éléments pour arrêter les dirigeants de la secte, s'efforce en tout cas d'éviter qu'ils ne quittent le pays. Le « gourou » Shoko Asahara, dont la Rolls-Royce a été déconverte dans le parking d'un hôtei dans le quartier de Shinjuku à Tokyo, est toujours introuvable. L'avocat de la secte, ainsi que le chef de la branche de celle-ci à Moscou, ont participé, dimanche

soir 26 mars, à une émission de télévision sur une chaîne privée au cours de laquelle ils ont accusé les Etats-Unis d'avoir répandu du sarin à Kamiknishiki.

Line semaine après l'attentat le métro de Tokyo reste placé sous haute surveillance. Le nombre des passagers aux heures de pointe a diminué de 10 %. Les poubelles de 148 stations ont été supprimées, et régulièrement les conducteurs de rame, qui annoncent au micro le nom des stations, appellent les passagers à regarder autour d'eux s'il o'y a pas de paquets suspects. Les appels anonymes annoncant la présence d'explosif dans les wagons se sont multipliés. Des unités de la sécurité du métro patrouillent régulièrement dans les couloirs et dans les wagons. Dans certaines stations, des zones sont toujours interdites

Le métro de Tokyo transporte chaque jour 8 millions de passagers, soit 2,1 milliards par an. Jusqo'à l'attentat du 20 mars, c'était l'un des plus sûrs du monde et il n'avait. jamais été le théâtre d'agressions. Les Japonais ne sont plus aussi certains de la sécurité dans leurs villes : selon un sondage réalisé en décembre, 88,7 % des personnes interrogées craignaient une augmentation de la criminalité. L'attentat dans le métro ne peut que les avoir confirmées dans leur appréhension.

aux passagers.

Philippe Pons

# Hommage national des Philippines à l'employée exécutée à Singapour

L'« affaire » Flor Contemplacion a ouvert une crise entre les deux pays

Les Philippins ont fait des funérailles nationales, dimanche tion des relations entre Manille et Singapour met en évi-26 mars, à l'employée de maison pendue à Singapour après avoir été accusée d'un double meurire. La dégrada-

dence la crise d'identité que traverse l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN).

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les Singapouriens n'en reviennent pas : celle que leur justice a jugée conpable d'un double meurire et a fait pendre, le 17 mars, a été enterrée, dimanche 26 mars, à proximité de Manille, en héroine nationale en présence d'au moins cioquante mille persoones à la suite d'une messe concélébrée par deux évêques. Aux Philippines, ou les réactions vont de l'amertume à la colère, Flor Contemplacion est devenue, avant tout, le symbole de la condition de plus de deux millions de travailleurs émigrés, pour la plupart non qualifiés, contraints à s'expatrier pour aider leur parents pauvres à joindre les deux

D'un côté, l'application à la lettre d'une loi sévère l'emporte sur toute autre considération, y compris diplomatique. De l'autre, une émotion d'autant plus forte que l'opinion est habituée aux circonstances atténuantes et que la rigidité du système judiciaire de Singapour finit par être percue comme une justice de riches. L'incompréhension étant donc totale, des dizaines de drapeaux de Singapour ont été brûles aux Philippines, et, sans toutefois faire de victimes, des grenades ont explosé dimanche matin devant les bureaux, à Manille, de Singapore Airlines et du ministère philippin des affaires étrangères.

commando communiste. Sur le plan bilatéral, la crise est ouverte. Ses deux appels personnels à la clémence ayant été rejétés, le président Ramos s'est senti d'autant plus acculé à la défensive qu'a commencé la campagne pour le renouvellemeot, en mai, de la Chambre des représentants, de la monié du Sénat, des gouverneurs et d'élus locaux. Prévue du 10 ao 12 avril, une visite officielle de Coh Chok Tong, premier ministre de Singapour, a été reportée sine die et les ambassadeurs rappelés. L'armée de l'air philippine a rapatrié quelque deux cents domestiques sur les 75 000 qui sont employées à

LE MALAISE DE L'ASEAN

Mais, au-delà d'un coofiit de cultures, cette affaire souligne également la fragilité de l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est dont les deux pays sont des membres fondateurs et qui doit accueillir dans ses rangs, en juillet, le Vietnam. Jusqu'à la fin, en 1989, de l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge, l'ASEAN, créée en 1967, a trouvé son ciment dans une alliance antiviernamienne et antisoviétique. Avec l'accord de paix de 1991 sur le Cambodge, la fin de la guerre et l'éclatement de l'URSS, elle tente, dans un contexte plus flou et moins manichéen, de se trouver de oouvelles raisons

L'attentat a été revendiqué par un d'être : au premier chef, la délicate définition de relations avec la Chine, la difficile ébauche d'une zone interne de libre-échange, la mise en place d'un cadre de discussion des problèmes régionaux de sécurité et le règlement malaisé de contentieux entre Etats membres.

Tout en s'attaquant à ces questions, l'ASEAN découvre que la cohabitation entre des cultures politiques différentes est une source supplémentaire de tension. Délà. l'an dernier, quand des séminaires privés sur la question du Timor oriental avaient été organisés dans trois capitales de l'Association (Manille, Kuala-Lumpur et Bangkok), l'Indonésie avait exercé de fortes pressions pour que ses partenaires privilégient la relation de bon voisinage, donc la raison d'Etat, quitte à restreindre leurs propres traditions de liberté, parfois relative, d'ex-

Même si les esprits se calment au fil des mois, ce qui n'est d'ailleurs pas encore évident, l'exécution de Flor Contemplacion aura au moins ranimé un débat avec lequel l'ASEAN devra apprendre à vivre puisque que rien n'annonce, pour l'instant, que les Etats qui la composent soient à la veille d'harmoniser des systèmes politiques dont l'éventail va encore s'élargir avec l'adhésioo du Vietnam.

Jean-Claude Pomonti

### Washington veut une libération rapide des deux Américains détenus en Irak

- --- WASHINGTON ----

de notre correspondant qu'un minimum de publicité soit accordée à l'affaire des deux ressortissants américains détenus en trak dennis le 13 mars, et condamnés, samedi 25 mars, à buit ans de prison par un tribunal de Bagdad. Cette discrétion constitue, seloo l'administration démocrate, le meilleur gage d'une libération ra-

Ce souhait pourrait cependant être compromis par les retombées politiques, aux Etats-Unis, de ce nouveau différend américano-irakien. Deux « candidats à la candidature » républicaine à l'élection présidentielle de 1996, le sénateur de l'Indiana Richard Lugar et le commentateur Pat Buchanan, oot réclamé que « les options militaires » soient aussi envisagées.

La Maisoo Blanche se garde d'agiter une telle meoace, craignant de donner un prétexte au régime du président Saddam Hussein pour durcir sa position.

« LIMITER LES DÉGÂTS »

Josqo'à présent, les Irakieos n'ont pas souhaité exploiter leur avantage: David Daliberti et William Barloon o'ont été accusés que d'« entrée illégale » en Irak. Les deux hommes, qui travaillent pour des entreprises liées par contrat au Pentagone, ont été arrêtés après avoir franchi la frontière entre le Koweit et l'Irak. Les relations entre Washington et Bagdad sont ao phis bas, les Etats-Unis ayant récemment obtenu des Nations unies une reconductioo des sanctions internationales imposées à l'Irak depuis l'invasion du Koweit, en juillet 1990.

Le régime de Saddam Hussein vient de rejeter un projet de résolutioo des Etats-Unis relatif aux quantités de pétrole que l'Irak est autorisé à exporter. Alors que, selon les résolutions du Conseil de sécurité, Bagdad peut vendre l'équivalent de 1,6 milliard de dollars de brut sur six mois, la proposition américaine envisage oo montant de 1 milliard de dollars sur trois mois. Le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz a estimé qu'il s'agissait de la part de Wasbington d'une « tentative pour retarder la levée du blocus » imposé à

Les Etats-Unis craignent que le président Saddam Hussein utilise les prisonniers américains comme un allègement des sanctions. Leon Maison Blanche, a estimé que cette affaire devait être traitée « par des voies diplomatiques, sur une base privée, et non par le canal des Nations utiles ...

En évitant toute escalade verbale, la Maison Blanche espère « limiter les dégâts»: le dernier Américain détenu en Irak, Kenneth Beaty, avait été condamné à huit ans de prison, et bbéré au bout de six mois et demi. Il avait été arrêté au printemps 1993 dans les mêmes conditions, dans la région frontalière, et condamné à Bagdad pour « espionnage », avant d'être élargi sur « décision personnelle » du président Saddam Hussein.

# L'armée algérienne aurait tué plus de 300 maquisards islamistes

SELON LES QUOTIDIENS El Watan et Le armé (GIA) étaient rassemblés pour un l'époque, il est vrai, l'idée d'un « dialogue sans Soir, l'armée a achevé, dimanche 26 mars, la plus importante opération de répression jamais tancée en trois ans, utilisant troupes d'élite et aviation contre les maquis islamistes Panetta; secrétaire général de la "des montagnes d'Ain Deffa; à environ 150 kilomètres à l'ouest d'Alger, Samedi, El Watan faisait état de quelque 300 morts parmi les maquisards, Dimanche, Le Soir, citant des « sources dignes de foi », avançait le chiffre de 600 morts. Ces informations, noo confirmées officiellement, oe tiennent pas compte des

> Selon la version d'El Watan, l'opération a commencé mardi, par une embuscade tendue par des unités d'élite, équipées d'armes lourdes. Seraient tombés dans le piège quelque 400 « moudjahidine » (combattants), circulant en convoi d'une trentaine de camions, qui venaient de la région de Mascara et faisaleot cise El Watan, aurait été déclenchée après les révélations d'un « repenti ». En revanche, à en dans l'est et l'ouest du pays. croire Le Soir, l'attaque aurait été menée aiors L. Z. qu'un millier d'hommes do Groupe islamique d'Ain Defia, n'avaient reçu aucune publicité. A

pertes de l'armée.

congrès. Quoi qu'il en soit, ces informations confirment que des zones entières du pays échappent à l'autorité de l'Etat. Excepté les grandes villes et les localités importantes, notamment les sièges des wilayas (préfectures), les forces de sécurité semblent réticentes à se déployer sur le terrain, où elles ne lancent que des opérations ponctuelles. Une grande partie de la population se trouve donc, de facto, livrée aux diktats des islamistes et aux exactions des gangs de délinquants.

Les militaires, appuyés notamment par des hélicoptères, ont continué, jusqu'à samedi, à traquer les islamistes réfugiés dans les forêts et les maquis très denses d'Ain Defla.

Ce n'est pas la première opération de «nettoyage massif » contre les maquis. Fin 1993, une offensive similaire avait été menée dans la région de Jijel, an nord-est, faisant 300 morts, route vers la capitale pour reoforcer les maquisards et civils. A l'été 1994, des dizaines groupes armés de l'Algérois. L'opération, préde milliers d'hectares de forêts ont été détruits, de milliers d'hectares de forêts ont été détruits, cembre prochain ». Le même jour, à Alger, le à la suite de bombardements au napalm menés

Mais ces opérations, contrairement à celle

exclusive » entre le pouvoir et l'opposition - y compris islamiste - n'était pas encore passée de mode. Son principal artisan, le président Zeroual, n'en reconnaîtra officiellement l'échec que lors de son discours du 1º novembre 1994. Dans la foulée, le chef de l'Etat avait annoncé la tenue d'une élection présidentielle, avant la fin de l'année 1995, et la poursuite de l'« éradication totale » des groupes armés.

Le large écho accordé à l'affaire d'Ain Defla par la presse locale, pourtant tenue d'ordinaire à la plus grande réserve sur les questions sécuritaires, vise-t-il à convaincre l'opinion que les forces gouvernementales ont les moyens de « pacifier » l'Algérie avant l'organisation de ce scrutin? En visite officielle à Abou Dhabi, le ministre des affaires étrangères, Mohamed Salah Dembri, a en tout cas indiqué, dimanche, que l'élection présidentielle, initialement prévue pouruillet. « aura probablement lieu en de chef de l'Etat annonçait que ce scrutin serait suivi d'élections législatives et municipales.

# Selon M. Pérès, Israël n'aurait pas dû bombarder en 1981 le réacteur nucléaire français fourni à Bagdad

**JÉRUSALEM** 

de notre correspondant « Personnage unique sur la scène mondiale, ordemment indépendant et constamment créatif », François Mitterrand, dans la nouvelle aotobiographie de Shimoo Pérès (1), est



chapitre entier. Opioze pages hagio-BELIOGRAPHIE graphiques d'oh îl ressort que l'hôte de l'Elysée et le chef de la diplomatie israélienne eotretiennent depuis trois décennies « une profonde amitié qui ne s'est jamais démentie ». Une fois, une seule, ces rela-

tions ont failli mai tourner. Fin 1980, quelques mois avant son élection à la présidence de la Répoblique, révèle M. Pérès, le candidat socialiste lui fait une promesse solennelle: «Si je suis élu président, la France ne fournira pas à l'Irak la seconde livraison de plutonium enrichl » promise par Valéry Giscard d'Estaing pour les installations oucléaires de Saddam Hussein. « Convoincu » que construit par la France, « n'est pas capable, à ce moment-là, de pro-

duire une arme nucléaire ». M. Pérès, qui est alors chef de l'oppositioo travailliste, rapporte cette promesse au premier ministre israéilen de l'époque, Menahem

Le chef du Likoud enregistre et ne dit rien. En fait, dès octobre 1980, Begin a pris secrètement la décision de faire préparer une opération de bombardemeot. En avril 1981, conformément à la tradition parlementaire israélienne, il convoque le chef de l'oppositioo et l'informe : Osirak sera très prochainement bombardé.

UNE « PROVOCATION »

On est alors à quelques semaines des élections eo Israel. Le chef de l'opposition travailliste, qui n'est pas informé de la date exacte du bombardement, supplie qu'on attende ao moins l'élection présidentielle française du 10 mai. Begin accepte le délai demandé, M. Mitterand est élu. M. Pérès peose alors le danger écarté. Mais il apprend bientôt que non seulement l'opération n'est pas annulée mais encore qu'elle est fixée pour le 21 mai. « Bambarder un réacteur fourni par la France le jour même où Mitterrand prenait le fameux réacteor Oslrak, ses fonctions de président, écrit-il, est été perçu, à juste titre, comme une provocation délibérée. » Une

fois encore, M. Pérès en appelle à Begin. « Par précaution, écrit l'auteur de « Battling for peace », et pour être sûr qu'Israel n'allait pas agir le jour où Français Mitterrand allait faire son entrée à l'Elysée, je décidai de ne pas assister à san inauguratian. »

Finalement, le bombardement d'Osirak aura lien le 7 Juin, trois semaines avant les élections israéliennes qui donneront la victoire au Likood. «Je pensais, écrit M. Pérès, qu'il valait mieux luisser Saddam Hussein sur la voie erronée qu'il poursuivait plutôt que de le pousser [par le bombardement] à rechercher une alternative plus pratique et plus accessible pour ses abjectifs nucléaires. » Or M. Pérès constate: « Après le bambardement israélien, Saddam Hussein s'est engagé dans une voie alternative et taut mantre aujaurd'hui que, s'il n'avait pas envahi le Koweit idéclanchant la guerre du Golfe], il aurait pu atteindre san

«Aujaurd'hui encore, cooclot M. Pérès, je crois que François Mitterrand aurait tenu sa promesse. »

Patrice Claude

\* Battling For Peace. Memoirs. 400 pages. Editions Weidenfeld & Nicolson, Londres.

#### AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE COMMUNE D'ORLÉANS AMÉNAGEMENT DU CLOS ROZAY

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé, du 28 mars 1995 au 21 avril 1995 inclus, aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement du clos Rozay et parcellaire, en vue de la détermination des parcelles nécessaires à la réalisation de

Durant toute la durée de l'enquête, soit du 20 mars 1995 au 21 avril 1995, les pièces des dossiers relatifs à ces enquêtes seront tenues à la disposition du public en mairie d'Orléans et à la préfecture du Loiret où chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture

- à la mairie d'OKLÉANS : du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h, excepté le 17 avril 1995

- à la préfecture du LOIRET :

du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 17 h, le vendredl, de 8 h 30 à 16 h, excepté le 17 avril 1995

Les personnes qui le désireraient pourront, au cours de cette période soit consigner leurs observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet, soit les adresser par écrit au commissaire-enquêteur qui aura son siège à la mairie d'Orléans, à l'attention de M. Robert LECLERCQ, ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public sur le projet considéré :

☐ le lundi 20 mars 1995, de 10 h 30 à 13 h 30,

☐ le vendredi 7 avril 1995, de 10 h 30 à 13 h 30,

D le mercredi 19 avril 1995, de 10 h 30 à 13 h 30, D le vendredi 21 avril 1995, de 14 h à 17 h.

Les rapports et conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à

disposition du public, pendant une durée de 1 an, à compter du 29 mai 1995 en mairie d'Oriéans, à la sous-préfecture d'Oriéans et à la préfecture du Loiret (direction des relations avec les collectivités territoriales - bureau de l'aménagement et de l'urbanisme).

Le préfet. Pour le préfet, et par délégation, le secrétaire général, Louis DUCAMP

# Les contrôles sont renforcés aux frontières de l'« espace Schengen »

L'ouverture de la nouvelle zone frontalière européenne a transféré le contrôle des étrangers aux limites externes des sept pays de l'Union signataires de la convention

L'entrée en vigueur des accords de Schengen, le 26 mars, a conduit à un renforcement des contrôles aux frontières externes des sept pays de l'Union européenne qui ont décide d'appliquer cette convention. La

BAHRATAL (Saxe,

frontière germano-tchèque) de notre envoyé spéciol «Dormez, braves Européens de Schengen! Les policiers allemands veillent aux frontières sur votre sécurité. » Ainsi aurait pu être rédigé le message enregistré, cette nuitlà, par la caméra d'une chaîne de télévision allemande. Peu avant minuit, le radio-téléphone avait grésillé dans la 4×4 Mercedes de Martin Becker, responsable d'un des secteurs de la frootière germano-tchèque pour la Bundesgrenz-scbutz (BGS, police fédérale des frontières). Deux immigrés illégaux turcs venaient d'être interpellés quelque part dans la profonde forêt, aux confins des deux pays. L'équipe de télévision n'avait ou être avertie à temps de l'arrivée des deux clandestins, menottes aux poignets, au poste de la BGS à Bahratal, à soixante kilomètres au sud-est de Dresde. Qu'à cela oe tienne, les policiers ont rejoué la scène. La camionnette verte avait réembarqué les Turcs, afio que leur nouvelle arrivée sous escorte puisse être filmée, pour l'édification du téléspectateur. Trois jours plus tôt, les deux hommes avaient atterri en Slovaquie en provenance d'Istanbul. De là, ils étalent passés en République tchèque, d'où ils espéraient rentrer en Allepolice des frontières allemande est aux avant-postes pour tester ce nouveau dispositif sécuritaire.

C'est entre la Baltique et l'Autriche, le long

frontières extérieures terrestres de l'esde la Pologne et de la République tchèque

IL PARAÎT QUE

MAINTENANT NOUS

L'ESPACE SCHENGEN!

SOMMES DANS

trafics en tout genre venus de l'Est. pace Schengen. Au poste-frontière de Bar-hatal (Saxe), les policiers allemands s'ef-forcent de concilier « les exigences de Cette première journée de « libre circula-

que se trouve en effet la plus longue des Schengen » avec la nécessité de déjouer les des contrôles pour le trafic aérien interne au « nouvel espace Schengen ». Aux frontières terrestres internes, les nouvelles dis-positions ont également été appliquées sans problème majeur. La majorité de la classe la majorité de la classe la cla

and the second

All have been

فأبير وبالمهم تشرحه

والمنابيض والمراد

ميكان ا

passeport sans visa, ils devaient être remis aux policiers tchèques. Dans le village de Bahratal, un modeste bătiment préfabriqué, hérité de l'ex-Allemagne de l'Est, abrite l'un des six postes chargés de la surveillance (hors des points de contrôle fixes sur les routes et voies ferrées) de la longue « frontlère verte », qui, sur 454 kilomètres, sépare l'Allemagne - et donc aujourd'hui l'Europe de Schengen de la République tchèque. Le jour, cioq équipes de « chasseurs de frontière » arpentent la section de 85 kilomètres dont elles ont la charge. La nuit, période la plus propice aux passages illégaux et donc aux « planques », la surveillance est renforcée par une sixième patrouille. Entre la Baltique et l'Autriche, le long des frontières avec la Pologne et la République tchèque, lice des frontières allemande emploie en permanence 4600 hommes. C'est la plus longue des

10 000 DM LE PASSAGE

l'espace Schengeo.

Sitôt quittée la route, le puissant 4x4 s'enfonce dans une forét de bouleaux et de pins encore peuplée d'un impressionnant gibier, autremagne. Arrêtés en possession d'un frootière n'Intéressait personne Dans ce secteur, ils peuvent at-

rain de passage assez propice aux cousins pauvres de l'Europe orientale attirés par l'opulence de l'Ouest. Les tarifs pratiqués par les passeurs soot d'ailleurs proporfois très prisé de la nomenklatura tionnels au relief du terrain et est-allemande, Jusqu'en 1989, cette donc à la facilité de se cacher.

bois : « Ici, des Indiens ont été arrētés voici quelques jours. Ils étaient passés à pied, et la voiture de leur passeur les attendait. Ils ne savaient même pas le nom des pays qu'ils avaient traversés. Ils cherchaient seulement l'Europe. » Roumains, Bulgares (Tziganes pour la piu-

CHANGE

fois moindres que ceux pratiqués dans l'ex-Allemagne de l'Est où le chômage sévit et ils n'ont pas besoin de visa pour passer en Saxe. L'un des grands problèmes des po-liciers de BGS est aussi la prostitution. Récemment, deux Turcs résidant aux Pays-bas ont été ioterpellés à la frontière co compagnie d'une jeune Tchèque de seize ans « achetée » 900 DM à Prague. « La route E 15 (sur l'axe Prague-Berlin) est la grande route des bordels d'Europe », commente M. Becker.

curité », rapporte-t-il. Les frontières avec la Pologue et

la République tchèque sont deve-

nues des enjeux sécuritaires, mais

La police des frontières allemande est également confrontée quotidiennement à l'intense trafic des grosses cylindrées volées en Europe de l'Ouest; comme aux

nouveaux itinéraires de la drogne part), mais aussi Algériens, Sriqui, depuis la guerre en ex-Yougo-Lankais... Cette forêt est devenue slavie, passent par la Pologne et la un point de ralliement pour « ceux République tchèque. La intte qui tentent leur chance en Allecontre les « nouvelles mafias de magne », comme les désigne le po-Pex-URSS » ne se livre cependant licier, le béret vert du BGS vissé pas seulement aux frontières. Aux sur le crane. « Les gens des Lander de l'Est ont surtout peur des étran-gers d cause de la délinquance points de passage, leurs agents « sont en règle ». qu'ils apportent. Ils ont gagné la ti-berté mais perdu le sentiment de sé-

Depuis plusieurs mois, des effectifs ont été redéployés aux frontières de l'Est dans la perspective du nouvel espace européen. « Désormais, nous sommes responsables de toutes les entrées non plus seulement aux yeux des Allemands mais de tous les Européens de l'espace Schengen », constate non sans enthonsiasme Michael Drewes, responsable des postesfrontières dans le secteur de Pirna. « Notre objectif est donc d'atteindre au plus vite le maximum des nouvelles exigences de contrôle Schengen. Parfois, il faudra improviser », dit-il. Ao poste-frontière de Schmilka, des lignes de passage distinctes ont été traçées pour les ressortissants de l'Union européenne. Désormais, tons les Tchèques franchissant cette frontière devront être « passés » au terminal du système d'information Schengen (SIS) alors que les contrôles étaient jusqu'à présent aléatoires. Le même système devrait permettre de stopper à la frontière allemande toute personoe interdite d'entrée en France, voire de la livrer à la justice française. L'enoui est que, quatre jours avant l'entrée en vigueur du traité, aucun policier n'avait été formé au maniement du nouveau système et que les terminaux spécifiques an SIS n'avaient pas été livrés. Un plan d'aménagement des postes et d'équipement en terminaux et en scanner doit s'étaler sur deux ans. Les fonctionnaires devront désormais savoir recognaître non plus seulement les quatre titres de séjour valables en Allemagne, mais les soixante et un reconnus par les sept pays de Schengen. «On pionge dans l'eau froide. Mais tous les pays sont dans le même bain », se rassure Manfred Remmer, respousable du BGS entre la Saxe et la République

Philippe Bernard



# Les aéroports européens expérimentent les nouvelles procédures d'entrée

L'ENTRÉE EN VIGUEUR de la convention de Schengeo, dimanche 26 mars, dans sept des quinze pays de l'Union européenne, a donné lieu comme prévu, dans les aéroports, à la supression des contrôles pour le trafic aérien interne à ce nouvel «espace Schengen», qui va de la frontière polonaise à Gibraltar. Aux frontières terrestres, où les contrôles peuvent être maintenus provisoirement, la situation a été diflérente d'un pays à l'autre. Cette mise en place s'est parfois accompagnée de difficultés pour les voyageurs entrant dans l'espace Schengen, qui font l'objet de nouvelles procédures de controle communes aux sept pays concernés.

gers d'un vol en provenance d'Amsterdam, pour séparer les passagers des vols Schen-sens sans restriction. Aucun policier n'était où il inaugurait l'espace Schengen.

débarqués dimanche à 8 h 38 au satellite numéro 6, réservé dorénavant aux « vols Schengen ». Certains, valise à la main, sur le point de quitter le bâtiment en béton, avouent « n'avair rien remarqué ». Plus perspicace, une voyageuse précise : « On a - gagné du temps. Point de formalités. C'est sans daute grace aux accards de Schengen. » D'autres passagers sont plus circonspects, comme ce Jeune homme qui, depuis sa descente d'avion, ne sait que faire de son passeport, qu'il tient, serré, dans sa main

FILES D'ATTENTE

Quelques aéroports, celui de Shipol, aux Les aéroports parisiens s'étaient préparés Pays-Bas, ou les aéroports de Nice et Marde longue date an jour J. A l'aéroport de seille, n'ont pas pu appliquer encore toutes sur l'autoroute Barcelone-Perpignan. Rolssy-Charles-de-Gaulle, les nouvelles les nouvelles dispositions, en raisoo de re-

gen des vols non-Schengen. A Lyon-Satolas, un seul vol en provenance de Bruxelles a pu bénéficier des nouvelles dispositions. Dans d'autres aéroports, comme celui de Madrid-Barajas, l'application des contrôles renforcés pour les passagers venant des pays extérieurs à l'espace Schengen a donné lieu à de longues files d'attente, en raison de la saturation des postes de contrôle.

Aux frontières terrestres internes, aucune difficulté particulière n'était attendue, mais les polices avaient des instructions différentes d'un pays à l'autre. Ainsi, au poste frontière franco-espagnol de La Junquera-Le Perthus, la circulation était totalement libre do côté espagnol, mais des restrictions étaient encore imposées du côté français

Du côté espagnol, de nombreux véhimesures ont été inaugurées par les passa- tards daos les travaux d'aménagement cules traversaient la frontière dans les deux dimanche matin à l'aéroport de Lisbonne,

visible. La fin des contrôles avait été célébrée par une cérémonie an cours de laquelle les autorités ont découvert une plaque de marbre avec cette inscription: «Le 26 mars 1995, les barrières de ce poste ont été auvertes pour laisser la passage à une Europe unie. »

Street or them the 'S « SANS ENTRAVES »

La mise en application des accords Schengen a été saluée en France par le Parti socialiste et Jacques Delors. «La suppression des contrôles est une mesure spectaculaire pour les citoyens, pour les représen-tants de la Communauté et aussi pour ceux qui, ne faisant pas partie des sept pays signataires, peuvent désormais circuler mieux et sans entraves », a déclaré l'ancien président de la Commission de Bruxelles en arrivant

# Les républicains veulent remettre en cause l'héritage social du New Deal

WASHINGTON

de notre correspondant que les républicains ont promise à l'Amérique est entrée dans sa créé à l'époque du New Deal de phase la plus symbolique. Si le Coogrès dans son ensemble approuve la réforme du système de protection sociale adoptée, le ce projet qui incarne -jusqu'à la 24 mars, par la Chambre des représentants (Le Mande daté 26- libérale de la majorité républicaine 27 mars), ce sont des pans entiers de la Chambre basse et de son

des plus démuois, qui vont La « révolution » conservatrice s'écrouler. Avec elle, c'est le principe même de l'Etat providence Roosevelt qui est meoacé. Une certaine conception du « rêve américain » est donc en jeu avec caricature - la philosophie pitra-

bouillant speaker, le Georgien

Newt Gingrich. Désormais, l'« aide aux familles avec enfants à charge » (AFDC), un programme qui bénéficie à plus de 14 millions de femmes et d'eafants déshérités, ne sera plus accordée que pour une période maximale de cinq ans, à condition toutefois que les intéressés trouvent un emploi au bout de deux ans. Les mères célibataires

de moins de dix-huit ans ne recevront plus aucun secours (PEglise et les associations anti-avortement se soot insurgées contre cette mesure), et aucune allocation supplémentaire ne sera accordée en cas de nouvelle naissance. Les bons alimentaires (créés en 1961), que percoiveot plus de 27.5 millions d'Américains, seront supprimés, dès lors que leurs bénéficiaires n'auront pas trouvé un emploi au bout de 90 jours. Bien d'autres catégories sociales connaissant une situation précaire sont touchées, comme les drogués et les alcooliques, mais aussi les immierés « légaux » : bien qu'en situation régulière ils se vetraient refuser un certain nombre d'aides sociales. Eofin, les quelque 25,3 millions d'enfants qui bénéficient de repas scolaires devront compter sur le bon vouloir des

ÉLECTORALISME

Au total, ce sont quarante programmes fédéraux - concernant grosso modo un Américain sur dix - qui seront regroupés en cinq nouveaux ensembles faisant l'objet d'une subvention globale accordée à chaque Etat. Au nom du principe selon lequel les gouverneurs sont mieux placés que l'administration fédérale pour évaluer les besoins des plus démunis. Or c'est précisément dans cette liberté que réside le danger. L'expénence montre que les Etats dirigés par les républicains rognent systématiquement sur les dépenses à caractère social. La réforme do welfare relève donc anjourd'hui plus d'un exercice budgétaire que d'une réflexion approfondie à pro- des propositions républicaines.

sociale dont chacun reconnaît

qu'il devait être corrigé. Haro donc sur une aide sociale qoi aurait favorisé, depnis soixante ans, une culture de la dépendance, de la pauvreté et de l'exclusion | Et qui, à ce titre, porte une part de responsabilité dans les maux chroniques dont souffre l'Amérique: criminalité, drogue, explosion des naissances illégitimes et du nombre de familles monoparentales, puisque celles-ci sont encouragées par la « générosité laxiste » de l'Etat.

Au cours d'un débat parlementaire souvent tendu, républicains et démocrates se sont mutuellement accusés des plus noirs desseins, les premiers déoooçant l'« immoralité» et la « cruauté » des propositions du Grand Old Party. « Il s'agit de punir des enfants innocents pour les erreurs de leurs parents », a résumé le démocrate Sam Gibbons. Il est temps « d'inverser une politique fédérale décadente » consistant à « récompenser des attitudes inacceptables et auto-destructrices », a répliqué le républicain Bill Archer. Partant d'un tel postulat, certains élus républicains n'ont pas hésité à dresser un parallèle entre les bénéficiaires des programmes sociaux (quelque 40 millions d'Américains), et ces « animaux qui deviennent dépendants de ceux qui les nourrissent ». « Nous avons renversé l'ordre naturel », a lancé le républicain John Mica, de Floride.

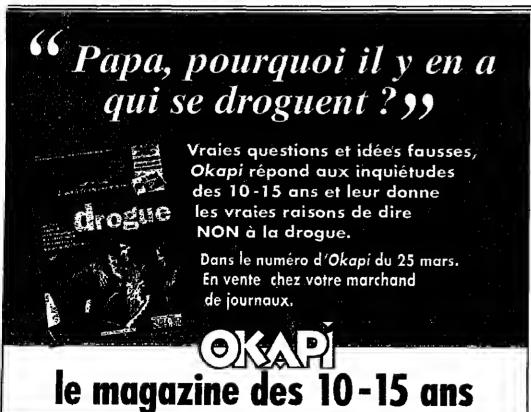
Fait rarissime, la hiérarchie catholique est intervenue pour dénoncer les conséquences sociales et morales, à ses yeux négatives.

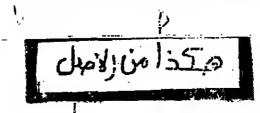
Pourtant, même s'ils se sont nettement divisés au moment du vote final, républicains et démocrates ont fait le même constat : le système actuel du welfure coûte cher, est inefficace, et encourage une mentalité d'assistés, les républicains n'hésitant pas à parler de « forme moderne d'esclavage ».

Bill Clinton a qualifié, quant à lui, de « hante » le fait que la Chambre des réprésentants ne soit pas parvenue à adopter une « véritable réforme du système d'aide sociale qui encouragerait le travail et la responsabilité ». Mais le président américain récolte, en un sens, ce qu'il a hii-même semé: lors de la campagne présidentielle de 1992, il n'avait cessé de souligner l'urgence d'« abolir l'aide sociale telle que naus la connaissons ». Les républicains ont pris ce conseil au pied de la lettre, en le complétant par une approche ra-

Même s'il est probable que le Sénat atténue la portée de la « copie » de la Chambre des représentants, l'architecture générale de la réforme ne devrait pas changer fondamentalement. Celle-ci doit en effet permettre d'économiser 69 milliards de dollars sur cinq ans, soit près d'un tiers de la « facture » de quelque 200 milliards de dollars représentée par les promesses fiscales du Grand Old Party. Les priorités des républicains trahissent une forte préoccupation électoraliste : il s'agit de courtiser cette fameuse classe moyenne qui va élire le prochain président américain en 1996. Et tant pis si, en chemin, les inégalités se creusent.

Laurent Zecchini





INTERNATIONAL

Le parti de M. Landsbergis remporte

VILNIUS. L'opposition conservatrice est arrivée largement en tête des élections locales et régionales, samedi 25 mars, marquées par la défaite des anciens communistes au pouvoir depuis octobre 1992. L'Union de la patrie, de Vytautas Landsbergis, le père de l'indépendance de la Litua-

nie, a remporté 29,1 % des voix, tandis que le Parti démocrate du travail (dominé par les ex-communistes) totalise 19,9 % des voix, bien loin des

41 % obterrus lors des législatives de 1992, qui lui avaient donné une ma-

Les chrétiens-démocrates arrivent en troisième position avec 16,9 % des voix, suivis du Parti agraire avec 6,9 %. A Vilnius, l'Action électorale po-

lonaise a raflé 19 des 27 sièges au conseil régional de la capitale, où est

concentrée une minorité polonaise estimée à plus de 200 000 personnes.

LES RÉSISTANTS TCHÉTCHÈNES sont préparés à une guerre longue

et négocieront seulement si les Russes se retirent, a déclaré, dimanche

26 mars, le commandant en chef des forces indépendantistes, le général

Asian Maskhadov. « Nous nous préparons à défendre Chali », a affirmé à

l'AFP le général Maskhadov, qui a fait une apparition imprévue dans la

ville, considérée comme la capitale de la Tchétchénie après la chute de

Dimanche, tôt dans la matinée, l'artillerie russe a fait sauter un impor-

tant barrage dans le centre de Chali et les hélicopères ont encerclé la

ville, en tirant avec leurs mitrailleuses. L'armée russe a fait d'impor-

tantes avancées la semaine dernière, prenant ootamment la ville d'Ar-

goun après l'avoir bombardée pendant trois mois. Selon le général

Maskhadov, « les Russes veulent prendre Chali et Gudermes et nous pous-

ser vers les montagnes. Après, ils diront qu'ils ont gagné la guerre et que

■ KAZAKHSTAN : le président Noursoultan Nazarbalev a convoqué

pour le 29 avril un référendum destiné à prolonger son mandat jusqu'à

l'an 2000, a annoncé, samedi 25 mars, l'agence ITAR-TASS. Le président

kazakh, élu en décembre 1991 pour cinq ans, a dissous ce mois-ci le Par-

Les Russes concentrent leurs attaques

sur la ville tchétchène de Chali

nous sommes justes des bandits. » – (AFP.)

les élections locales en Lituanie

jorité absolue au Parlement.

Grozny en février.

FUROPE

lement. - (AFR)

# La majorité de la classe politique turque soutient l'intervention dans le Kurdistan irakien

M<sup>me</sup> Ciller insiste sur le caractère temporaire de l'opération

Le premier ministre turc déploie tous les efforts nord de l'Irak contre les combattants du Parti débat portant sur la durée souhaitable de l'in-

diplomatiques pour justifier la vaste opération des travailleurs du Kurdistan (PKK). Elle peut tervention. Ankara veut voir rétablir l'autorité militaire menée depuis une semaine dans le compter, à l'intérieur, sur un relatif consensus, le de Bagdad sur le Kurdistan irakien.

#### ISTANBUL

de notre correspondante Alors que 35 000 soldats turcs entament la deuxième semaine de leur opération au nord de Pirak, les autorités turques s'efforcent de justifier leur décision et de désamorcer son impact négatif sur la scène internationale. Le premier ministre Tansu Ciller a ainsi rappelé aux occidentaux leur part de responsabilité: « Tout le monde sait que le vide du pouvoir au nord de l'Irak n'a pas été créé par la Turquie. C'est une conséquence malheureuse de la guerre du Golfe. Cette situation affecte notre pays plus que tout autre, a expliqué M= Ciller dans un message à la nation, samedi

En Turquie même, où « l'Opération acier » contre le PKK o'est pas remise en cause, le débat est centré sur la sécurité à long terme dans la région frontalière et la nécessité ou noo - du maintien d'une zone de sécurité permanente. « Je suggère la création d'une zone de sécurité à long terme afin d'assurer la sécurité régionale de la Turquie, et de ne pas donner aux brigands séparatistes (le PKK), l'occasion de reprendre leurs meurtres», a déclaré Alparsian Türkes, qui représente l'extrême droite nationaliste, à la tête do Parti d'Actioo Nationale (MHP). A l'autre extrémité de

l'éventail politique, Bülent Ecevit, le dirigeant du Parti démocratique de gauche (DSP) qui avait ordonné l'invasion de Chypre en 1974, s'est également déclaré en faveur du maintien des troupes turques en Irak du nord « jusqu'à ce que l'inté-grité territoriale de l'Irak puisse être restaurée.»

Le premier ministre, de son côté, s'en tient à soo message initial. « Nous n'avons aucune intention de rester là-bas. Notre but est de terminer cette opération le plus rapidement possible, avec le minimum de pertes humaines. Nos soldats rentreront à la maison lorsque la région sera débarrassée des terroristes et que leurs camps sont détruits », a déclaré

Les autorités militaires affirment que l'offensive se déroule dans de bonnes conditions, soulignant leur volonté de protéger la population civile. Cela n'a pas paru suffisant au Haut Commissariat des Nations unles pour les réfugiés (HCR) qui a déplacé, dimanche 25 mars, 1000 réfugiés kurdes de Turquie vers le camp d'Atrush, à 100 kilomètres de la frontière, pour les mettre hors de portée des soldats turcs. Ils y ont rejoint 10 000 de leurs compatriotes réfugiés en Irak du pord depuis l'an dernier. Par ailleurs, des dépêches font état d'au moins un mort et de plusieurs blessés parmi les civils kurdes irakiens, à la suite de bombardements aériens turcs. Exposant, pour preuve, des quantités d'armes et de munitions, l'armée affirme avoir anéanti 25 camps do PKK et tué 168 de ses combattants. Selon les sources officielles, 16 soldats turcs auraient trouvé la mort. De son côté, le PKK a publié des chiffres contradictoires, faisant état de 11 ou 13 morts dans ses rangs et 178 parmi les troupes turques.

FLOU LÉGAL De toute évidence, les militants kurdes ont en largement le temps de s'enfuir tandis qu'Ankara renforcait lentement, et au vu de tous, son dispositif militaire. L'offensive. de moindre ampleur, lancée par la Turquie au nord de Pirak en 1992, n'avait pas empêché le PKK de revenir s'installer dans les montagnes le long des 285 kilomètres de frootière. C'est pourquoi la Turquie est à la recherche d'une solution per-

Le flou légal et politique maintemu par les Alliés en Irak, où une zone d'exclusion est imposée au nord du 36 parallèle, a toujours dérangé la Turquie qui se dit attachée au maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak. Ankara n'avait jamais caché son malaise devant le développement d'une administration kurde qui faisait planer le

spectre d'un Kurdistan indépeodant. Le souvemement turc avait établi une coopération avec les Kurdes frakiens, notamment avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Masoud Barzani qui contrôlait la zone frontière pour limiter l'action du PKK, mais les violents combats entre le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont mis fin à la relative stabilté dans cette région.

Les autorités turques souhaitent une réconciliation entre les Kurdes irakiens et Bagdad. Le ministre des affaires étrangères Murat Karayalcin a confirmé que des discussions étaient en cours depuis un certain temps. « L'opération devrait accélérer le processus de solution », a-t-îl déclaré au journal Hürriyet. « Les occords (d'autonomie) signés par Saddam Hussein avec les Kurdes en 1970 et 1974 doivent être mis en ap-

Le chef de la diplomatie, qui s'apprête à quitter son poste dans le cadre d'un remaniement ministériel annoncé pour le lundi 27 mars, transmettra ce lourd dossier à son successeur désigné. Erdal mônu, l'ancien dirigeant du Parti populaire social-démocrate (SHP), qui fait ainsi un retour inattendu sur la scène politique.

#### Nicole Pope

#### ■ ALBANIE: an moins deux personnes ont été blessées, dimanche 26 mars à Tirana, lors d'affrontements entre les forces de l'ordre et plus de mille jeunes qui tentaient de pénétrer de force dans l'ambassade américaine pour obtenir des visas. - (Reuter.) AMÉRIQUES ■ ETATS-UNIS : un ancien conseiller du président Ronald Reagan,

Alan Keyes, aujourd'hui animateur d'une émission radiophonique, a annoncé, dimanche 26 janvier, sa candidature à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de 1996. Cette candidature porte à cinq le nombre des républicains ayant déclaré leur intention de briguer l'investiture de leur parti. ~ (AFR) CUBA: le gouvernement cubain a signé, samedi 25 mars, le traité

d'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans la Caraibe, plus connu sous le nom de traité de Tlatelolco. - (AFP.) CUATÉMALA: l'explosion d'un entrepôt de munitions de l'armée a fait quatre morts et une dizaine de blessés graves au moins; dimanche 26 mars, dans le principal aéroport de la capitale.- (AFE)

■ MAROC: la condamnation à un an de prison ferme de Mª Khadidia Benameur, une militante syndicale employée dans un complexe agro-industriel de Sidi Slimane, au nord-est de Rabat, a provoqué des réactions indignées de la part de son syndicat, l'Union marocaine du travail (UMT). Mª Benameur était accusée d'« entrave à la liberté de tra-

#### PROCHE-GRIENT

■ KOWEIT: les quelque 1200 employés de la Kuwait Oil Company (KOC) ont repris le travail, samedi 25 mars, après une semaine de grève, à la suite d'une promesse gouvernementale de régler leurs problèmes. Ils réclamaient de mellieures conditions de travail et des promotions. Il s'agit du premier mouvement de grève organisé depuis 1980 au sein de la KOC, la principale compagnie petrolière de l'émirat. – (AFP)

■ Le ministre français de la défense, François Léotard, devait se rendre, hindi 27 mars, au Koweit pour signer un accord qui prévoit la vente de huit canonnières pour un montant de 2,5 milliards de francs. Il s'agit de bâtiments de 40 mètres de long, du modèle P 37 BR. Le contrat inclut la fourniture du système embarqué de traitement de données, de leurrage et de détection, mais il laisse ouverte l'option d'installer, ou non, des missiles mer-mer Exocet ou mer-air Mistral. ■ EGYPTE: sept islamistes ont été; tués, samedi 25 et dimanche

26 mars, dans différentes régions du sud égyptien, ont annoncé les services de sécurité. Les sept victimes appartiendraient à la Gamaa islamiya, le principal mouvement intégriste en lutte armée contre le gouvernement égyptien. Leurs décès portent à 696 le nombre de personnes tuées en Egypte, depuis le début de la vague de violence islamiste en mars 1992. - (AFP.)

■ BIRMANIE: trente-deux soldats out été tués et soixante autres blessés, vendredi 24 mars, lors d'affrontements entre forces gouvernementales et l'armée Maung Tai (MTA) du « roi de l'opium » Khun Sa, a rapporté, samedi, une chaîne de télévision thailandaise contrôlée par Parmée. Les combats ont eu lieu à Ban Pang Ko (est du pays), à une dizaine de kilomètres de la frontière thailandaise. - (AFP.)

#### ÉCONOMIE

■ CANADA: les négociations sur la pêche au turbot, menées à Vancouver entre représentants canadiens et européens, se sont achevées, samedi 25 mars, sans parvenir à un accord, alors même qu'une flottille de douze chalutiers espagnols continue à pêcher sur les bancs de Terre-Neuve. Le ministre canadien des pêches, Brian Tobin, a indiqué qu'un navire de surveillance était près à cisailler les câbles des chaluts si les pê-

cheurs espagnols s'obstinaient. - (AFP) ■ UNION EUROPÉENNE : Pinflation a légèrement augmenté en février, atteignant 3,1 % en moyenne en giissement sur un an, selon Eurostat. La France conserve le taux le plus bas (1,7 %), suivie par la Belgique et la Finlande (1,8 %), le Luxembourg (2,2 %), le Danemark (2,3 %), l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et l'Irlande (2,4 %), la Suède (2,6 %),

Pitalie (4,3 %), le Portugal (4,6 %), l'Espagne (4,8 %) et la Grèce (10,4 %). En Grande-Bretagne, le chiffre de février n'est pas comu. – (AFR)

E La production industrielle dans l'U.E. a augmenté de 4,8 % en 1994, avec une hausse de 1,3 % au dernier trimestre, seion Eurostat. La progression sur ce trimestre a été de 3,4 % en Suède, 2,6 % en friande, 1,7 % au Danemark et en Italie, 1,5 % en Allemagne, en Autriche et en Espagne, 1,3 % en Finlande, 1,1 % en Grande-Bretagne, 0,9 % en France, 0,5 % aux Pays-Bas. La production a baissé de 0,4 % en Grèce et de 1,1 %

■ GRANDE-BRETAGNE: le produit intérieur brut a augmenté de 0,8 % ao quatrième trimestre 1994 par rapport au troisième et de 4,2 % en rythme annuel. Pour l'ensemble de l'année, la croissance a été de 3,9 %. - (AFP.)

# Les Tchèques manifestentcontre la politique sociale and insurance

du gouvernement

de notre correspondont : Soixante mille personnes ont manifesté, samedi 25 mars à Prague, à l'appel des syndicats, cootre les projets du gouvernement en matière sociale. Ce rassemblement, le plus important depuis la chute du communisme en 1989, témoigne d'une montée de l'oppositioo à la politique ultralibérale du cabinet de Vaclav Klaus. Il intervient à un moment où la coalition traverse une de ses plus graves crises, dans laquelle le président Vactav Havel a dû interveoir pour sauver un semblant d'unité.

· -n

---

. - - - -

. . . . .

. . .

- - - J

Les dizaines de milliers de manifestants, venus de toutes les régions do pays, veulent mettre en échec les projets de report de l'âge de la retraite et de limitatioo des allocations sociales aux seuls plus pauvres. Pays « modèle », la Répoblique tchèque a passé les cinq premières années de l'après-communisme saos tension sociale - le taux de chômage est l'un des plus bas ao monde (3,5 %) - ni lostabilité politique. Néanmoins, derrière un soutien global des citoyeos au passage rapide à l'économie de marché se cache un mécontentement grandissant, eo particulier parmi les salariés et les retraités. Ces deux catégories oot été durement touchées par la baisse du poovoir d'acbat des premières années et, aujourd'hui, alors que la machine écocomique repart (hausse du produit intérieur de 2,7 % eo 1994) et que les mégalités se creusent, elles ne veulent plus faire de sacrifices.

Ce mécontentement social est une aubaine pour ceux, dans la coalition goovernementale, qui tenteot de se démarquer des cooceptions de M. Klaos et de son ministre des affaires sociales, Jindrich Vodicka, membre de soo parti (ODS). A un an des législatives, les petits partis chrétiendémocrate et bbéral de la coalition espèrent capter les déçus de l'ultralihéralisme et freiner la montée du Parti social-démo-

### Le chef des Serbes de Bosnie ordonne la mobilisation générale

LE CHEF DES SERBES de Bosnie, Radovan Karadzic, a ordomé, dimanche 26 mars, la mobilisation générale afin de « briser » l'offensive de l'armée gouvernementale bosniaque qui, après une semaine de combats acharnés, a repoussé les forces sécessionnistes serbes sur deux fronts. Selon l'ONU, l'armée gouvernementale s'est, au prix de lourdes pertes, emparée de deux relais de télécommunications, l'un situé à l'est de Tuzia et l'autre installé dans les monts Viasic qui surplombent la Bosnie centrale. Sur ce deuxième front, les forces bosniaques ont également pris une hauteur stratégique d'où l'artillerie serbe bombardait les villes sous contrôle bosniaque de Travnik et de Zenica. Cette avancée pourrait être le prélude d'une éventuelle offensive printanière visant à prendre en tenaille le corridor de Posavina, cordon ombilical traversant le nord-de la Bosnie et reliant tous les territoires sous contrôle serbe en Bosnie et en Croatie.

Alors .que l'ONU estime « extrèmement dongereuse » la situation militaire en Bosnie, les experts da « groupe de contact » des grandes puissances devait se réunir, lundi à Londres, pour relancer le pro-

cessus de paix et convenir d'une oouvelle approche prévoyant un règiement par étape de la crise dans l'ex-Yougoslavie. Mais le rejet par Belgrade de l'initiative, d'inspiration française, pour une reconnaissance mutuelle des Républiques issues de l'ex-Yougoslavie en échange d'une suspension des sanctions Internationales devrait amener les grandes puissances à réviser leur positions respectives. - (AFP, Reuter AP): Samuel

■ DES DIZAINES DE MILLIERS D'ALBANAIS DU ROSOVO ont manifesté, samedi 25 mars, en Suisse et en Allemagne en faveur de l'indépendance de cette province du sud de la Serbie, peuplée à 90 % d'Albanais de souche et privée en 1990 de son statut d'autonomie. Répondant à l'appel du leader des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, à ses compatriotes vivant à l'étranger, plus de 30 000 personnes se sont rassemblées à Bonn et quelque 12 000 à Berne pour demander à la communauté internationale de mettre un terme à la repression policière et de placer la région sous la protection des Nations unies afin d'éviter un conflit armé. - (AFP.)

# Le PS flamand fait son examen de conscience après les révélations de l'affaire Agusta

Le commissaire européen, Karel Van Miert, de nouveau sur la sellette

BRUXELLES de notre correspondant « C'est lo fin de mo génération politique: ceux qui suivront ne seront pas des gens semblables à ceux qui, pendant des années, jouaient aux donneurs de leçons [... ] Même après tout ce qui s'est passé, on aura toujours besoin des socialistes». Ainsi Louis Tobback, la cinquantaine, trente ans de passé militant, s'est-il adressé, samedi 25 mars à Anvers, ao congrès du Parti socialiste flamand (SP) doot il est Pactuel président. A deux mois des élections législatives anticipées, l'ancien ministre de l'intérieur a teoté de remobiliser des militants sous le choc des multiples rebondissements de l'affaire Agusta. Sans nier le laxisme révélé par l'enquête sur les pots-de-vin, il a invoqué un système délétère étendu à l'ensemble do pays et s'est fait menaçant pour dire qu'il n'accepterait pas que seul le SP soit mis en accusation.

Le congrès d'Anvers s'est tenu en l'absence de Frank Vandenbroocke, président du SP de 1989 à 1994, qui a donné sa démission, le 22 mars, du ministère des affaires étrangères. M. Tobback a pris sa défense, le décrivant comme un Idéaliste, désemparé par la décooverte des pratiques en vigueur dans son propre parti. Ainsi s'expliquerait Martin Plichta l'ordre qu'il avait donné de rait gagné en force s'il o'avait

accompli par l'exécutant auquel Il était demandé, o'est manifestement pas compris par de nomaux médias pour s'indigner de ce... « guspillage».

Les « découvertes » de M. Vandenbroucke sont embarrassantes pour le commisssaire européen Karel Van Miert, qui fut président du SP jusqo'à la fin de 1988 (donc pendant la négociatioo de l'achat d'hélicoptères à la firme Italienne Agusta). Après des perquisitions à son domicile et dans son bureao à la Commission, il o'était plus question de lui dans la presse. Mais les enquêteurs s'intéressent à sa compagne, Carla Galle, directrice du secrétariat général du SP jusqu'en 1991. Seloo les défenseurs d'Etienne Mangé, ancien trésorier du SP, incarcéré depuis le 17 février, celui-ci l'aurait mise en cause. La publicité faite à des déclarations d'avocats eoclins à disculper leur clieot en chargeant des tiers contribue d'ailleurs à empoisonner le climat et à ajouter à la confusion des esprits. Le discours de M. Tobback au-

«brûler» l'argeot d'une caisse pas esquivé la question des enrinoire découverte en 1991 (Le chissements personnels. La villa Monde du 24 mars). Ce geste ex- dans le Midi de la France est en piatoire, qui ne fut d'ailleurs pas passe de deveoir l'ingrédient classique des « affaires » belges. Après Guy Mathot, ancien ministre socialiste wallon, et Léo breux Belges, qui oot téléphoné Dektroix, ministre social-chrétien flamand de la défense amené à donner sa démission en décembre 1994, Luc Wallyn, ancien secrétaire général adjoint du SP, incarcéré dans le cadre de l'enquête Agusta, doit s'expliquer sur le financement d'une coûteuse résidence secondaire près

de Montélimar.

Toutes les investigations sur les pots-de-vin, d'abord au profit du PS francophone, puis du SP, sont parties de la recherche d'un mobile dans le mystérieux assassioat, le 18 juillet 1991, d'André Cools, un ancien vicepremier ministre liégeois. S'appoyaot sur le «témoignage» d'un certain Georges Delfosse, Philippe Moureaux, un autre dirigeant du Parti socialiste francophooe, avait soupçonné, en termes à peine voilés, soo « ca-marade » Goy Mathot d'avoir trempé dans ce crime. Les dires de Georges Delfosse paraissant de plus en plus suspects, M. Mathot et d'autres personnes mises en cause ont annoncé des plaintes en diffamation.

Jean de la Guértvière



FRANCE

PRÉSIDENTIELLE La compétition s'aiguise pour la mobilisation des électeurs de gauche, Lionel Jospin devant assurer sa présence au

second tour • CLIVAGE. Le candidat socialiste dénonce les prétentions de Jacques Chirac à « dépasser » le divage entre la gauche et la droite. Il s'efforce, en même temps,

concurrents communiste, écologiste, trotskiste et radical • DIVER-GENCES. Les candidats de gauche divergent sur la réduction de la durée jours. Sur la question européenne,

trente-sept heures, M. Hue et Me Voynet de trente-cinq heures. M. Hory de la semaine de quatre

de disputer les voix de gauche à ses du travail : M. Jospin parle de avant la conférence intergouvernementale de 1996. M. Jospin veut préciser le rôle des institutions, tandis que M. Hue réclame l'organisation d'un nouveau référendum.

# M. Jospin prépare le rassemblement des électeurs de gauche

Le candidat socialiste, en bonne voie pour être présent au second tour, doit néanmoins s'en assurer l'accès et s'atteler dès maintenant à favoriser le report des suffrages face à une droite qui pourrait avoir du mai à panser ses plaies

IL Y A LES CHIFFRES et il y a l'espoir. Selon les sondages, une gauche rassemblée au second tour évoluerait entre 40 % et 45 % des intentions de vote, mais, par-delà l'arithmétique, il y aura toujours la politique : le rêve d'une gauche rassemblée et rassembleuse, l'espérance entretenue sur la fameuse « dynamique » du second tour, capable de renverser les montagnes de la droite. Tellement marqué par la campagne de 1981 de François Mitterrand, Lionel Jospin, à chacun de ses déplacements, n'évite jamais d'entretenir ce rêve, celui, comme il le répète, « du rassemblement nécessaire » face à une droite qui, croit-il aussi, aura, quoi qu'il advienne, du mal à panser ses plaies. Mai 1981: 25,84 % pour M. Mitterrand au premier tour, 51,75 % à l'arrivée. Ces deux chiffres trottent constamment dans la tête du candidat socialiste.

Les temps ont bien changé. Le mythe de la « force tranquille » envolé, le rêve semble bien loin, mais tout le monde, à gauche, commence à se pencher sur l'improbable pari. Depuis le début de cette campagne, hormis la candidate de Lutte ouvrière qui, refroidie par son ralliement à la cause de M. Mitterrand en 1981, s'estime détachée de toutes ses contingences, personne n'a injurié l'avenir. Les différences de fond ne

sentation des « propositions » du candidat Jospin, communistes et écologistes n'ont pas compris, par exemple, la demi-mesure que représente, à leurs yeux, la promesse de ramener le temps de travail à trente-sept heures hebdomadaires, sans plus de détail sur les salaires. De même existent davantage que des nuances sur l'avenir de la CSG, de la défense nationale et la construction européenne. Dominique Voynet ne cesse de réclamer un débat public, avant le premier tour, avec M. Jospin, pour obtenir des engagements précis, notamment sur le rétablissement du scrutin proportionnel pour les élections législatives, l'arrêt définitif des essais nucléaires et l'abandon progressif du « nucléaire civil ». Cette démarche est, en réalité, à but interne: assurant « n'avoir iamais confondu sa droite avec sa gauche », la candidate des Verts a besoin de tels signaux pour convaincre son mouvement de faire un choix clair

LA PRESSION DES MUNICIPALES

Robert Hue se contente d'égratigner le candidat socialiste. Il l'accuse de « repasser les plats », mais pour se déclarer aussitôt « unitaire ». En réalité, le secrétaire national du PCF est devant cette pro-

manquent pourtant pas. Dès la pré- blématique : pour signer le élections locales, les relations avec les mais gratuitement », assurait, en renouveau de son parti, il doit réaliser un bon score au premier tour, sans mettre en péril la présence de M. Jospin au second tour, indispensable pour regénérer l'union de la gauche aux élections municipales

communistes sont extremement harmanieuses. » Ancien président de l'association nationale des élus communistes et républicains, M. Hue saisit mieux que quiconque l'importance et la réalité d'un tel ca-

#### De bons reports communistes et écologistes

Dans le cas d'un second tour opposant Lionel Jospin à un candidat de droite (Edouard Balladur ou Jacques Chirac), le candidat socialiste est assuré d'un bou report de l'électorat communiste. Sur 100 electeurs ayant voté pour Robert Hue au premier tour, au moins 65 % voteraient pour M. Jospin, selon une enquête de CSA réalisée les 15 et 16 mars auprès de 1 006 personnes.

Eu revanche, la majorité des électeurs d'Ariette Laguiller se réfugient dans l'abstention (44 % contre 33 % qui votent pour M. Jospin, pour 100 électeurs, selon CSA). Si les trop modestes résultats de Dominique Voynet, d'Antoine Waechter et de Jeau-François Hory ne permettent pas d'anticiper le report de leurs électorats respectifs, une nette majorité de sympathisants écologistes (environ 70 %) vote pour M. Jospin, selon un sondage de Louis-Harris effectué le 22 mars auprès de 1 002 personnes.

Cette pression des élections municipales sur l'élection présidentielle favorise naturellement toutes ces négociations dans l'ombre entre les « partis-frères » de la gauche. « Cela fait vingt ans que cela dure, explique avec amusement Jean Glavany, secrétaire national du PS à la communication. Six mois avant des

Les négociations entre le PS et le PCF se mènent, de l'avis des deux partis, dans les meilleurs conditions, ce qui devrait aller dans le sens des intérêts de M. Jospin. Son lieutenant, Daniel Vaillant, ne doute pas d'un « appel positif et dynamique » des communistes entre les deux tours. « Moi, je ne roule ja-

1981, Georges Marchais avant d'être démenti par les faits. Donnant moins dans ce genre de forfanterie, son successeur sait bien qu'il u'a pas le choix. Toutes les autres formations de gauche vont

être prises dans la même nasse. Pour créer une véritable dynamique de gauche entre les deux tours, il faut à M. Jospin des parte-naires volontaires plutôt que résienés. Au fil de la campagne, le candidat socialiste a commencé à låcher du lest pour manifester son souci d'onverture constructive. Pour rassurer les communistes, il a fini par dire que l'application de la semaine des trente-sent heures se ferait sans dommage pour les salaires et il annonce une reflexion sur l'objectif des trente-cinq heuresà la fin du quinquennat. Pour séduire les Verts, il a laissé entendre qu'il est ouvert à toutes discussions sur le scrutiu proportionnel, sa seule condition portant sur le calendrier. Il pourrait donner d'autres gages de sa bonne volonté dans les jours prochains.

Aux yeux de tous ses partenaires de gauche, M. Jospin a le mérite d'avoir été, avec son fidèle, Jean-Christophe Cambadélis, le principal architecte des Assises de la transformation sociale, voulues à l'été 1993 par Michel Rocard. Celni qui

était à l'époque le premier secrétaire du PS pensait déjà à « son » élection présidentielle. M. Jospin pensait peut-être aussi à la sienne. En tous cas, c'est lui, aujourd'hui, qui peut retirer le plus grand bénéfice des ces « primaires idéologiques » de la gauche, qui hi ont redonné le gout du dialogue. Dans une « adresse » aux candidats, adoptée le 4 décembre 1994 à Saint-Denis et que M. Jospin avait persomellement signée, il était rappele que « le rassemblement au second tour ne saurait s'effectuer qu'en retrouvant le chemin de la réforme et de la transformation de la société, en s'attaquant aux logiques du libéralisme économique ».

3 620

BEET THE LANGE R

 $\{ r(g^{\alpha_{i,j}}) \mid r^{\alpha_{i,j}}$ 

TC (---

نسر بالمين

ANC I

2.00

2.5

The state of

e y w de 

Acres 180 Car  $\tau_{\omega(t)}(y) = 2^{-\alpha} (y) = -\frac{1}{2} (y)$ 

24 5 5 6 5 5 .....

# 7771 TO 10

20 C 10 C

45, 07, 47, 57

270 2 0 0

. . . . . .

20 PM 12 PM

I have been

A STATE

A 150 1 25

and the state of the second section is

200

Le même texte définissait huit « attentes » sur les thèmes suivants : la question de l'emploi, la réduction du temps de travail, la lutte contre les exclusions et les inégalités sociales, l'exercice de la démocratie, les problèmes de société tels que le sida, la drogue et la sécurité, la crise écologique, la politique d'immigration et d'intégration, l'Europe. Ces huit points forment autant de chapitres dans « les propositions pour la France » de M. Jospin. Preuve supplémentaire que le terrain d'envol du second tour a été

**Daniel Carton** 

# Les propositions comparées des candidats de gauche

 L'emplol et la réduction du temps de travail. Lionel Jospin propose de réduire la durée hebdomadaire du travail, sans amputation des salaires, en fixant «un cap, 37 heures dans deux ans comme première étape, sans daute pour aller vers les 35 heures pendant 35 heures tout de suit et 30 heures le quinquennat ». Il préconise un allègement des charges sociales sur les bas salaires, une limitation plus stricte des cumuls emploi-retraite et trois grands programmes d'emplois pour la reconstruction des banlieues, le développement des services aux personnes et la préservation du paysage et du patri-

Robert Hue se prononce pour la réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures sans diminution de salaire. Il propose la renationalisation, « sur de nouvelles bases », des groupes privatisés depuis 1986. Pour favoriser l'emploi des jeunes, le candidat communiste veut transformer 500 000 em-

plois précaires en emplois stables. Jean-François Hory avance le principe suivant: pour les salaires payés moins de 10 000 francs nets par mois, quatre Jours de travail, cinq jours de revenu. Le candidat de Radical souhaite la mise « hors la loi » du chômage des jeunes et la menter tous les salaires de création d'emplois publics ou d'utitité publique.

Dominique Voynet propose « une réduction massive, rapide et générale » du temps de travail, par application d'une loi-cadre sur les en l'an 2000. Elle préconise une politique de grands travaux en faveur des transports collectifs et du ferroutage et le développement des gique ».

Arlette Laguiller veut interdire le licenciement pour les entreprises qui font des bénéfices et réquisitionner celles qui licencient. Elle prône la nationalisation des banques pour financer de grands

 Salaires. M. Jospin veut donner « un coup de pouce au SMIC » dès le 1º juillet. Outre le relèvement du SMIC à 7500 francs contre 6 009 francs en brut actuellement -, M. Hue propose d'augmenter de 1 000 francs tous les salaires inférieurs à 15 000 francs par mois, et un rattrapage de 600 francs par mois pour les retraites. M. Hory préconise un relèvement de 15% du SMIC et du RML M™ Laguiller propose d'aug1 500 francs.

• Fiscalité. M. Jospin veut in-

troduire « plus de clarté et de justice dans l'impôt sur le revenu ». Il propose aussi de relever de 33 % à 40 % l'impôt sur les bénéfices 1100 nelle, M. Hue se prononce pour l'exonération de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'babitation pour les révenus inférieurs au SMIC. Il propose de quadrupler l'impôt sur la fortune afin de financer un plan d'urgence contre l'exclusion. M Voynet est favorable à une réforme fiscale taxant la spéculation financière et propose l'institution d'« écotaxes » sur les activités polluantes. M™ Laguiller veut rétablir à 50 % le taux de l'impôt

sur les sociétés. Protection sociale. M. Jospin étend la CSG à l'ensemble des revenus du capital, hormis l'épargne populaire. Le PCF propose de remplacer la CSG par la taxation des revenus financiers au même taux que les salaires. M. Hory propose une contribution générale sur le revenu (CGR) pour remplacer l'impôt sur le revenu, la CSG et les cotisations sociales. M= Laguiller veut augmenter les recettes de l'État, en obligeant « les bourgeois à Sécu, si tant est ou'il existe vrai-

 Institutions. M. Jospin veut distribués des sociétés. Favorable à aux ministres et aux députésune réforme de la taxe profession- d'avoir une responsabilité exénel aux elections legislatives. M. Hue se prononce pour un mandat de sept ans non renouvelable. Favorable à la proportion-

veulent limiter strictement le

payer », pour « combier le trou de la ment ».

instituer le quinquennat. Il interdit cutive dans une collectivité locale. Il souhaite une réflexion sur l'instauration d'un scrutin proportion-

nelle intégrale, il préconise le quinqoennat renoovelable, l'interdiction du cumul des mandats électifs, le scrutin proportionnel pour toutes les élections et l'élection des sénateurs au suffrage direct. Les Verts sont favorables au scrutin proportionnel dans toutes les assemblées élues au scrutin direct, notamment à l'Assemblée nationale. Ils souhaitent la réduction des pouvoirs du président de la République. Ils réclament le référendum d'initiative citoyenne à tous les triveaux, à l'exception des sujets touchant aux droits de l'homme, et

 Europe. Lionel Jospin souhaite préciser avant 1996 le rôle et la composition du Conseil, de la Commission, des pouvoirs da Parlement européen et des Parlements nationaux. Son objectif est de faire en sorte que la règle de l'unaminité soit remplacée par la règle de la majorité.

Pavorable à une transformation radicale de l'actuelle Union européeune, le PCF réclame l'organisation d'un nouveau référendum. présiable à la conférence intergouvernementale de 1996. M. Hory se prononce pour une Europe fédérale et l'élection au suffrage universel direct d'un président de

Pour l'élection du Parlement européen, Me Voynet propose la présentation de listes transnationales respectant la parité houimesfemmes. L'exécutif européen serait élo par ce Parlement et responsable devant hit M= Laguiller est favorable à des « États unis socialistes d'Europe », mais juge l'Europe de Maastricht et de Scheogen

« anachronique ». Défense. M. Jospin maintient · la conscription et propose de nouvelles formes de service civil. Il est favorable au maintien de la force

de dissuasion nucléaire et à la constitution d'une armée européenne comprenant une force d'intervention rapide. Le PEF est-bostile à la constitution d'une . « super-armée européenne ». Il propose de substituer à l'OTAN un système de sécurité commune inchiant tous les pays du continent curopéen, y compris ceux de l'ex-URSS. M. Hue propose de prélever 70 milliards de francs sur les crédits prévus pour la loi de programm tion militaire pour les affecter à l'éducation. Il demande la poursuite du moratoire sur les essais nucléaires.

Pour M. Hory, il faut instaurer une armée professionnelle et un service civil, ouvert aux femmes, d'une durée de six mois. La candidate écologiste réclame l'interdiction définitive des essais uncléaires, la réduction du budget militaire et le retrait des troupes françaises stationnées en Afrique. Elle est favorable à l'institution d'une force de police internationale, placée sous le contrôle de l'ONU, et au transfert d'une partie des moyens militaires nationaux à une instance européenne de sécurité. Arlette Laguiller veut supprimer « l'armée permanente ».



7h45

# Franz-Olivier Giesbert

L'interview du matin : il parle aux meilleurs.

les meilleurs lui parlent, EURÖPE 1

# Le candidat socialiste veut rendre à l'éducation une « priorité absolue »

M. Jospin s'est adressé à des enseignants

L'HEURE N'EST PAS aux bilans critiques. Devant les trois ceots à quatre cents personnes - universitaires, enseignants, militants et syndicalistes - venus à la Mutualité, dimanche 26 mars, à l'invitation du Parti socialiste, pour débattre de « l'avenir de l'école », l'ancien ministre de l'éducation nationale, candidat à l'élection présidentielle, a livré son message dès l'introduction de son discours. « L'essentiel de l'effort a été accompli alors que j'étais ministre de l'éducation nationale », a déclaré, sans ambages, Lionel Jospin.

L'ouverture des débats avait été assurée, le matin, par Laurent Fa-bius et Jacques Delors, qui font tous deux leur devoir aux côtés de M. Jospin. L'ancien premier ministre avait rappelé « la différence d'apprache profonde entre la gauche et la droite ». L'ancien président de la Commission eoropéenne avait invité à la réflexioo sur les conséqueoces, en matière de formatioo, « de l'évolution vers une société où le travail ne formerait plus le fondement du lien social ».

URGENCE POUR LE SUPÉRIEUR

En début d'après-midi, le premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli, avait « chauffé la salle » avec un discours trempé dans l'acide sur « l'ignorance parfois touchante » dont fait preuve le candidat Edouard Balladur lorsqu'il est question de la jeunesse et de l'école, et sur la « discrétion », en la matière, de Jacques Chirac, « qui fit distribuer aux étudiants plus de coups de matraques qu'il ne leur délivra de diplômes entre 1986 et 1988 ». Le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, o'a pas été oublié, avec « sa callection éparse d'effets d'annonce destinés à gagner du temps jusqu' à l'échéance présidentielle » Il revenant à M. fospin de préciser

ses intentions, très attendues, mais jusque là seulement esquissées dans son discours-programme do début de mars. C'est dans l'enseignement supérieur que « l'urgence " est la plus grande », a t-il souligné, et c'est sur ce terrain, aussi, que « les conservateurs ont toujours

échoué ». Rappelant que « des progrès considérables » avaient été accomplis grace à la politique contractuelle, « suspendue de facto par l'actuel gouvernement », et ao plan « Uoiversité 2000 », mis en place par son ministère, le candidat des socialistes a promis, ootamment, « la reprise du plan social étudiant ». « Sur la base de critères sociaux, a t-il affirmé, taut étudiant qui fait preuve de so motivation et de ses capacités à poursuivre des études supérieures doit voir ses moyens ga-

Autres engagements, salués par les applaudissements vigoureux du public de la Mutualité : le rétablissement do financement du CNRS et l'intégration au service public de l'université privée Léonard de Vinci, voulue par Charles Pasqua dans les Hauts-de-Seine et goalifiée d'« entreprise pharaanique » par M. Emmanuelli et, par M. Jospin, de « véritable provocation pour la grande université voisine de Nanterre, qui déborde d'étudiants ».

Pour ce qui concerne l'enseignemeot primaire et secondaire, M. Jospin a redit que s'il est élu, il rendra à l'école, au collège et au lycée une « priorité absolue », y compris sur le plan budgétaire, et qu'il s'attachera à opérer « une déconcentration audacieuse » du système éducatif. Il a fait preuve de discrétion, en revanche, sur le front des réformes pédagogiques à accomplir, si ce o'est une attaque en règle des « fausses initiatives de la droite depuis deux ans », ootamment sur le collège. La même discrétion a prévalu sur la laïcité, sauf pour une allusion rapide à « un authentique service public, évidem-

Les dernières paroles du candidat ont été pour les enseignants, doot M. Emmanuelli avait, quel-ques instants plus tôt, sainé « la gé-nérosité, la compédérice et le dévouement ». M. Jospin s'est engagé, s'il est élu, à poursuivre la revalorisation des traitements, engagée il y a cinq ans et qui n'était dans son esprit, a-t-il assuré, « qu'une pre-

droite, elle le sera pour mol », avait

déclaré le candidat socialiste, la

veille, lors d'une réunion publique

nous avons mis en œuvre le RMI,

c'est parce que nous en avions la

volonté politique. Nous devons, désormais, réaliser le droit au lage-

rai », a-t-ll ajooté. « Je suis un

candidat qui veut une France plus

iuste, un candidat qui refuse l'indif-

férence, car je suis un candidat qui

veut porter la justice », a-t-11 dit, en

critiquant les actions des gouver-

oemeots Chirac et Balladur qui

ont, seloo lui, « coapé les crédits

«L'heure de vérité ». A ses yeux,

le maire de Paris est un « candidat

à droite, qui essaye de se présenter comme un opposant au gouverne-

ment qu'il a sautenu (...) depuis

deux ans (...) et qui tente de dire

M. Jospin a vivement critiqué

sociaux vitaux ».

Christine Garin

# Le CNPF réclame une « entreprise France » plus compétitive

Avant l'élection présidentielle, M. Gandois présente un guide des « actions prioritaires »

A quatre semaines du premier tour de l'élection cument de treize pages intitulé Ce qui va guider des entreprises et les actions prioritaires qui, seprésidentielle, le Conseil national du patronat français (CNPF) a présenté, lundi 27 mars, un do-

notre action. Pour son nouveau président, Jean Gandois, l'idée est d'exprimer « les convictions

lon elles, doivent être conduites par tous les ac-

ON ATTENDATT de Jean Gandois, président du CNPF, un Livre bligne par lequel le patronat dirait ce .qoi lui tieot à cœur aux home mes politiques en général et aux : andidats à l'élection présidentie le en particulier. L'opuscule de trei', e pages intitulé Ce qui va guider notre action, rendu public, lundi 27 mars, reprend sans vraiment les approfondir les analyses et les the mes développés depuis plusieurs 1 1 vois par le nouveau pré-sident du CTVPF et par ses proches. Le CNPF' atteod d'abord une

France plus Afficace. « Quatrième exportateur r. ondial, le pays s'est glabalement enrichi. Il s'est pourtant appairri 12'ans sa cohésion sociale en tolérai.nº le développement da chômage str. i cturel plus important et plus tena. 's que dans beau-coup d'autres pays' (...) Au total, plus de 5 millions de pe. sonnes sont hors du marché du travail. Cette situation est socialement . et économiquement insupportable 11'ans toutes les acceptions du mat. »

Pour inverser cette tendance, il importe d'arrêter la cro) issance des

déficits publics, selon l'organisation patrooale, qui croit à «un faisceau d'actions fortes à canjuguer: baisse massive des charges pour la main-d'œuvre peu qualifiée : souplesses nouvelles et simplificatian de la législation du travoil : dans ce cadre plus large, incitation à l'aménagement du temps de travail; nouveaux efforts pour rendre solvables les besoins en lagements et en emplois de service ».

M. Gandois tient à « contenir et moderniser l'Etat ». « Les privatisatians doivent être poursuivies dans tautes les entreprises du secteur cancurrentiel » et « l'entreprise France doit se soumettre davantage à l'impératif de compétitivité glabale qui impose à tous les rouages d'un pays d'être perfarmants ».

Cela suppose de repenser la protection sociale qui dévore « 20 % à 30 % de notre production intérieure brute ». Sans remettre en cause la sécurité sociale, le CNPF prône la remise à plat des différents régimes: il souhaite adjoindre aux retraites par répartition des ré-

dévelappement dait impérativement ètre favorisé ». Ces efforts ne dispenseront pas de maîtriser les dépenses de santé et d'orienter les indemnisations du chômage afin d'aider les sans-emploi à en trouver un. L'entreprise revendique toute sa place dans la gestion paritaire de ces régimes sociaux.

UNE ÉCONOMIE PLUS SOUPLE : Enfin, le CNPF appelle de ses vœux une réforme de l'éducation nationale « qui devrait privilégier la construction de prajets personnels et non plus, comme c'est trop souvent le cas, conduire à la relégation por l'échec ». Il propose un partenariat entre l'éducation nationale et les eotreptises pour réussir l'alternance entre le développement personnel et la qualification pro-

fessionnelle. La deuxième partie de l'opuscule est consacrée à « une économie plus soaple » qui exige un renforcement du tissu des PME (financements plus aisés, règles de transmission assouplies, simplification du droit social et des documents administratifs). Certaines de ces transformations + supposent un dia/ague social plus apaisé et plus structuré ».

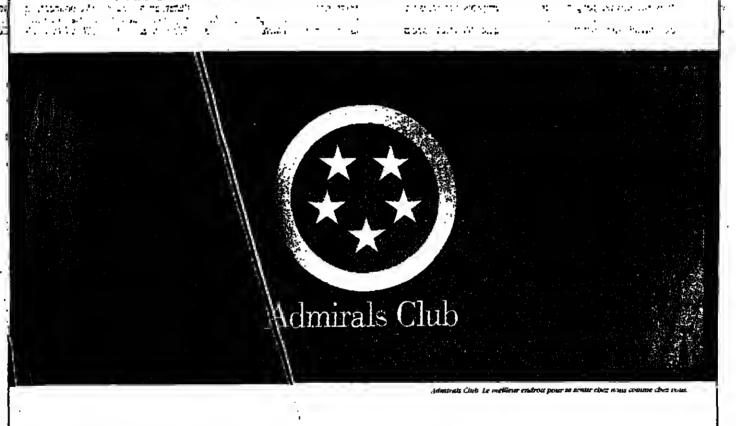
Les daux derniers chapitres consacrés: aux questions internationales - « Un monde ouvert » et « Pour une nouvelle ambioon européenne « - sont moins développés. Le CNi<sup>o</sup>F réclame des règles de concurrence plus claires entre les nations de façon à ce que la réciprocité et la loyauté des échanges ne souffrent pas de contestation. Notamment, les entreprises souhaitent " une Europe auverte mais datée de mayens rapides et simples de cléfense commer-

Ce guide publié, le CNPF et son président ne s'exprimeront plus avant l'élection presidentielle. Leur prochaine manifestation publique pourrait être des assises du patronat, elles aussi de stinées à conforter l'organisation patronale dans son rôle d'« acteur crédible dans la société française ».

Alain Faujas



# Admirals Club. Vous Etes Chez Nous Comme Chez Vous.



Chez American, nous nous soucions du bien être de nos voyageurs d'affaires. Les salons Admirals Club répartis dans

40 aéroports du monde entier, permettent aux voyageurs de se détendre. Spacieux et confortables, ces salons sont de

véritables havres de paix. Tout y est conçu pour que voir s vous sentiez comme chez vous. Vous pourrez ainsi vous relaxer.

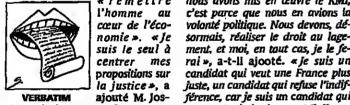
Et si vous souhaitez travailler vous trouverez téléphones et télécopieurs dans chaeun de nos salons Admirals Club. Pour toutes informations ou réservations, contactez votre ager, ce de voyages ou Americ an Airlines au 42 89 05 22 (Paris/lic

de France) ou 05 23 00 35 (n° vert/province). 3615 AMERICAN A IRLINES (1,27 Fmm).

**American Airlines** 

### « L'économie et le social »

INVITÉ de «L'heure de vérité », clusian n'en est pas ane pour la sur France 2, dimanche 26 mars, Lionel Jospin a préconisé « une politique économique centrée sur la justice », car il faut, a-t-il assuré, à Saint-Etienne. « En 1988, quand « remettre



la justice», a ajouté M. Jospin en insistant sur « l'auementation des salaires, la justice fiscale, la diminution de la durée du travail, le droit au logement, la protection sociale assurée et enrichie ».

Pour le candidat socialiste, « ce qu'il faut modifier, c'est l'idée que le Jacques Chirac, à ce sujet, à social serait an solde de l'économie ». « Il faut conjuguer ensemble, a-t-il dit, l'économie et le social. Si an augmente les salaires, comme je le propose, de façon maîtrisée, on réalise alars un effort social, an répare une injustice faite aux salariés. . Le candidat socialiste a ainsi proposé de « mieux asseoir la croissance économique par la

« La priarité à la lutte contre l'ex-



Edilicas IRES, 36 rus Tramassac BP 5043 - 69245 LYON Cedex 05 Tel : 78.37.25.99 - Fex : 78.37.57.92

qu'il cesseroit d'appartenir à la droite; qui veut balayer le clivage gauche-droite; qui se donne une image sociale », a-t-ll expliqué. « Avez-vous vu Jacques Chirac, déjà, dans une manifestation, sauf peut-être pour l'école privée ? A-t-il déjà participé à une grève, à un mouvement revendicatif, tout ce qui appartient, pour nous, à nos vies ? », a interrogé le candidat socialiste, avant de conclure: « Il a eu, lui, la carrière politique d'un homme de droite. » « Il faut que ceux qui vont voter dans ce pays sachent qui est qui,

d'où l'on vient et ce que l'an incarne, a encore dit M. Jospin. J'incarne à l'évidence, depuis toujours, des valeurs de justice, des valeurs d'égalité, de solidarité, et l'on n'a pas vu Jacques Chirac, dans sa carrière politique. s'identifier à ce genre de choses. »

**OUTE** élection

présidentielle a

pour enjeu,

outre un pro-

pouvoir et de la

façon dont il est

et sera exercé. Le

auestion

débat présidentiel de 1981 avait

peu porté sur cette question, la

d'autres priontés et la gauche pa-

raissant vouée, par nature, à

mettre en œuvre une conception

du pouvoir différente de celle de

la droite. Cependant, redevenue

minoritaire dans le pays après ses

victoires de mai et de juin 1981.

elle allait se replier, elle aussi,

dans la forteresse de s institutions,

qui lui permettait de faire face à la

contestation sociale. Les réformes

promises par François Mitterrand

porteuse d'innovation parce que

M. Mitterrand avait gagné, à

l'épreuve de la cohabitation, le

statut d'un « président-arbitre »,

statut auquel il devait, pour une

part, sa victoire sur Jacques

Chirac. C'est alors que la confu-

sion a commencé à s'établir. La lé-

gitimité dominante était-elle celle

du pré:sident réélu sur le slogan

mier ministre désigné par lui, Mi-

che'i Rocard, qui devait mettre ce

slogan en application au Parle-

pas aliéner la moindre des préro-

gatives que lui attribuait, sinon les

textes, du moins la pratique des

institutions. D'emblée, à l'ouver-

ture parlementaire en direction

des centristes, qui aurait fait du

premier ministre le chef d'une vé-

ritable majorité de coalition,

M. Mitterrand avait préféré l'ou-

verture présidentielle : dissolution

de l'Assemblée et ralliements Indi-

viduels. La cohabitation entre ces

deux méthodes - M. Rocard s'ef-

forcant malgré tout d'obtenir, à

l'Assemblée, le soutien du groupe

centriste – devait se conclure par

la défaite du chef du gouverne-

ment, après que le président eut

lul-même renforcé sa position à la

faveur de l'engagement de la

affaibli et le référendum sur

Maastricht ne lui ayant pas permis

de reprendre la main, l'écrase-

ment de la gauche aux élections

législatives de mars 1993 a obugé

M. Mitterrand à composer avec le

premier ministre appuyé sur la

nouvelle majorité parlementaire.

Edouard Balladur. La question de

l'équilibre des pouvoirs est, dès

lors, restée en suspens, et ce n'est

pas un hasard si les principaux

candidats à l'élection présiden-

tielle lui ont accordé de l'impor-

Chacun voit bien que quatorze

années de mitterrandisme,

« éclairées » - si l'on peut dire -

par la cascade des instructions ju-

proches du chef de l'Etat et, der-

nière d'entre elles, par celle qui

porte sur les écoutes télépho-

niques ordonnées en toute illéga-

lité par une « cellule » installée à

l'Elysée, obligent à réfléchir sur le

rôle du président de la Répu-

diciaires qui ont mis en cause des

tance dans leurs propositions.

France dans la guerre du Golfe. L'échec d'Edith Cresson l'ayant

En fait, le présideot o'entendait

L'élection de 1988 avait paru

étaient bien loin.

ment?



# La construction européenne a contribué à accroître la présidentialisation du régime

La concentration au sommet des décisions n'a jamais paru avussi écrasante

Critiqué pour l'excès du pouvoir détenu par le président de la République, le régime établi par crlse économique im-osant général de Gaulle en 1958 a traversé quatre ernances politiques et deux cohabitations

sans être remis en question. Son caractère « présidentialiste » a même été renforcé, d'une part, par la construction européenne, qui donne au chef de l'Etat, hors des périodes de cohabita-

tion, la maîtrise des décisions applicables à la Franc e; d'autre part, par l'utilisation que François Mitterrand a faite de sa fonction face à ses riva LIX ou à ses adversaires.

Jacques Chirac dénonce la « dérive monarchique » qui affecterait le régime depuis Georges Pompldou et se prononce pour un rééquilibrage au profit du gouvernemeot et du Parlement. Liooel Jospin propose le quinquennat comme remède à l'excès du pouvoir présidentiel. Edouard Balladur promet de soumettre à référendum une révision de la Constitution qui, entre autres réformes, réduirait la durée du mandat du chef de l'Etat oo limiterait son exercice à un septenuat noo

De quelque manière qu'oo l'aborde, la question du fonctionnemeot des institutions est posée. Si l'élection du président de la République au suffrage universel apparaît toujours comme un fait irréversible, du moins est-il permis et même recommandé de s'interroger sur les attributions du titulaire de la fonction et sur celles

Les nominations

Constitution. Le président de la

République « nomme aux emplois

civils et militaires de l'Etat »,

Constitution. Il précise que les

conseillers-maîtres à la Cour des

comptes, les ambassadeurs, les

d'administration centrale et les

officiers généraux sont nommés

• Loi organique. Prévue par la

28 novembre 1958 - prise par

ordonnance -, et dont le dernier

Constitution, une lol organique du

qui reviennent au gouvernement

La concentration du pouvoir au

sommet n'a jamais paru, en effet,

aussi ecrasance, et le relatir erra

cement du chef de l'Etat depuis

deux ans ne permet certes pas

d'entrevoir la naissance d'une

nouvelle pratique institutionnelle.

bien au contraire 1 On peut

craindre que le vide qui s'est peu à

peu créé depuis deux ans, ajouté à

la division de la droite, n'ait pour

conséquence, si celle-ci l'emporte,

une nouvelle inflation du pouvoir

politique ioternationale, le pre-

mier magistrat de la République

béoéficie d'une protectioo quasi

absolue grace à l'arme de la disso-

lution, qui fait que, s'il arrive qu'il

soit privé de contrôle sur le parti

majoritaire à l'Assemblée natio-

nale, il peut du moins obliger ce-

hui-ci à borner ses ambitions à une

« guérilla » stérile. Il exerce uo

Chef des armées, maître de la

en conseil des ministres.

et au Parlement.

présidentiel.

préfets, les recteurs, les directeurs

indique l'article 13 de la

conseillers d'Etat, les

les nominations aux plus hauts emplois de la fonction publique, de l'armée et des sociétés nationales ou établissements publics.

La construction européenne va dans le sens d'un renforcement de cette puissance, puisque le chef de l'Etat représente la France aux réunions do Conseil européen et peut diriger, à travers le secrétariat général créé pour cette tâche, l'action des ministères en matière européenoe. SI l'on considère que, selon le Rapport public du Conseil d'Etat pour 1992 (édité par La Documentation française), « la Cammunauté [deveoue l'Uolon] introduit choque onnée dans notre corpus juridique plus de règles que le gouvernement français (54 % environ contre 46 %) » et que, selon une célèbre déclaration de jacques Delors, dans le domaine économique et social, « 80 % de la législation sera d'origine communautaire » en 1998, on voit de quel

état date du 31 décembre 1992.

établit la liste des autres emplois

auxquels il est pourvu en conseil

dirigeants des établissements

publics, sociétés publiques ou

Tour extérieur. La loi permet.

ministres de membres des corps

de l'Etat dont le recrutement est

normalement assuré par l'ENA.

extérieur » parmi les préfets, les

poids pèse l'exécutif - et singu liè-

rement son chef - dans l'élabi ara-

tion des textes qui régissent l'a vie

tricht a certes iotro dolt la

possibilité, pour le Parlement,

d'objecter à un projet de directive

ou de règlement euror seen avant

son adoption. M. Chir ac propose

d'aller plus loin et die renforcer

cette réserve d'examen n parlemen-

taire, au risque de soumettre la

politique européen de du gouver-

pement à des aléas, partisans ou à

Il avait été env isagé, à la fin de la deuxième légi:stature socialiste,

que le premier 'ministre soumette

à l'Assemblée nationale, avant

chaque réunio a du Conseil euro-

péen, une déc laration de politique

générale, ave c engagement de sa

responsabiline, afin que la repré-

sentation o ationale soit appelée à

l'action des lobby:

A révision constit ution-

nelle préalable à l'a ratifi-

a cation du traité d e Maas-

Des amis du pouvoir peovent

ainsi être intégrés au « tour

aussi la nomination en consell des

sociétés nationales.

ambassadeurs, etc.

collective des Français.

des ministres, notamment ceux de

se prononcer sor les po sitions fasse le travail que les citoyens adoptées au niveau de l'U nion et, si elle les approuve, à s'y associer. Cette formule aurait l'av. antage de faire des députés - et, à travers eux, des citoyens - les ' partenaires de décisions qu'ils dét soncent volootiers, aujourd'b iui, comme

tombées d'en baut. On pourrait imag iner, pour les nominations, que 'les choix faits en conseil des min istres - c'est-àdire, en réalité, par s le président ou avec soo accord . - soient, pour certaines fonctir ms à déterminer, soumis au cont rôle des commissions pariemen taires, comme cela se fait aux Ét ats-Unis. La suspicion qui pese : sur la désignation d'amis du po uvoir, dont on se demande s'ils sont distingués pour leurs compf stences ou pour leur fidélité, po urrait être ainsi soit confirmée, soit, au contraire, dissipée. L'A ssemblée oationale serait, là a ussi, davantage associée et assur serait une part de respon-

sabilité sur les choix de l'exécutif. La cc socentration du pouvoir au somm et s'accompagne, en effet, d'une confusion qui aggrave l'absenc e de contrôle. La prééminent le du chef de l'Etat et la déper idance dans laquelle le goi avernement et la majorité parler nentaire se trouvent placés visà vis de lui oot pour conséquence u n effacement de l'instance de dél'abération et de contrôle que devrait être le Parlement. Or, si cehil-ci oe peut plus guère être à l'initiative des principaux textes de loi, du moins peut-il en surveiller l'application et exercer sa vigilance sur l'emploi des crédits qu'il vote chaque automne. Il pourrait d'autant plus remplir cette dernière fonction que les textes lui en donnent le droit eo permettant aux rapporteurs budgétaires d'enquêter « sur place et sur pièces » dans les administrations, ce que bien peu d'entre eux

peine de faire. Ils manquent de temps, dirontils. C'est en effet un problème. pour lequel il existe une solution : il suffirait de décider que, dorénavant, un parlementaire ne pourra pas exercer d'autre mandat ou qu'au moins, comme le propose M. Jospin, il ne pourra pas détenir de fonction exécutive à la tête d'une ville, d'un département ou d'une région. Permettre en outre à la minorité, comme le propose M. Balladur, d'imposer la création d'une commission d'enquête parlementaire - de la même manière: que M. Giscard d'Estaing lui avait donné, par la révision de 1974, la possibilité de saisir le Conse'il constitutionnel d'une loi, votéie par la majorité - renforcerait aussi

le rôle du Parlement. Cependant, pour que celui-ci

soot en droit d'attendre de lui, une autre conditioo, plus délicate au regard de l'opinioo publique, serait à remplir : assurer à ses membres les moyens d'information, d'enquête, d'expertise qui leur sont aujourd'hui chichement comptés par rapport à ceux dont dispose l'exécutif. Dans les démocraties modernes comparables, les services parlementaires sont plus étoffés qu'ils ne le sont en Prance. Avec les lois adoptées cette année l'initiative de Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, les députés peuvent rémunérer un troisième assistant, mais il n'est pas sûr que cela suffise à pallier les insuffisances des services collectifs, quelle que soit la qualité

de leurs fonctionnaires.

LARIFICATION contrôle sont requis, enfin, face aux effets de la décentralisation. La multiplicité des niveaux administratifs commune, institutions latercommunales, département, région - donne aux pouvoirs locaux l'alture d'un maquis inextricable pour les administrés et propice, en outre, aux irrégularités. La Cour des comptes et les chambres régionales progressent, certes, dans la connaissance des procédures et améliorent leur surveillance, mais la confusion reste grande. Comment admetttre, en outre, que le président d'one communauté urbaine on celui d'un syndicat intercommunal soient désignés par les élus, hors du contrôle des citoyens, alors que le ponvoir qu'ils exercent est souvent bien plus important que

celui des maires? Près de quarante ans après la fondation de la Ve République, la modernisation qu'elle a rendue possible est de nouveau à l'ordre du jour. Seul le pouvoir arrêtant le pouvoir, c'est bien de nouveaux contre-pouvoirs qu'il faudrait discuter. Le sujet n'est pas de ceux dont les candidats à la fonction stiprême s'empressent de parlet. Cauant à un rééquilibrage au détriment du ponvoir présidentiel, toute révision de la Constitution dépendant de celui dont elle aurait alors pour effet de limiter la puissance, il y a lieu de douter de l'audace dont fera preuve le futur élu si des engagements en ce sens ne lui ont pas été imposés au préalable. Et même dans ce cas...

Patrick Jarreau

Prochain article: La démocratie des juges et des médias

#### Repères

1981 • 24 janvier. Les cent dix propositions de François Mitterrand prévoient la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, renouvelable une fois, ou sa limitation à un septennat non renouvelable ; l'instauration de la représectation proportionnelle pour les élections législatives. régionales et municipales ; la réforme du Conseil supérieur de la magistrature. ● 24 septembre. Au cours de sa remière conférence de presse, M. Mitterrand déclare qu'il

s' « accommode » des institutions.

 3 mars. Promulgation de la première loi de décentralisation. qui institue, notamment, l'élection des conseils régionaux au suffrage universel. • 19 novembre. Promulgation de la réforme du mode de scrutin municipal, qui fait une part à la représentation proportionnelle.

• 12 juillet. M. Mitterrand annonce le retrait du projet de loi sur l'enseignement privé et propose de réviser la Constitution pour permettre de soumettre à référendum les réformes portant sur des sujets « de société », ce que la majorité de droite do Sénat refuse le 7 août.

• 10 juillet. Nouveau mode de scrutin pour l'élection de l'Assemblée nationale, fondé sur la représentation proportionnelle dans le cadre départemental. • 30 novembre. Loi limitant le cumul des mandats électifs.

• 24 novembre. Loi Pasqua rétablissant le scrutin majoritaire pour l'élection des députés.

• 12 mars. Promulgation de deux lois sur le patrimoine des élus et le financement de la vie politique. • 6 novembre. Approbation, par référendum, de la loi sur la Nouvelle-Calédonie.

• 15 janvier. Deux lois sur le financement des partis et des campagnes électorales, comportant une amnistie des défits antérieurement commis à ce titre.

• 23 juin. Le Parlement, réuni en Congrès, approuve la révision de la Constitution préalable à la Maastricht.

• 20 septembre. La ratification du traité de Maastricht est autorisée par référendum.

• 19 juillet. Le Congrès du Parlement approuve, sur proposition d'Edouard Balladur, premier ministre, avec l'accord de M. Mitterrand, une révision de la Constitution créant la Cour de justice de la République et modifiant la composition du CSM.

• 19 novembre. Le congrès du Parlement approuve une révision de la Constitution sur le droit d'asile, proposée par M. Balladur, avec l'accord de M. Mitterrand, pour contrer la position prise sur cette question par le Conseil constitutionneL

### pouvoir quasi discrétiounaire sur

Départements

a augmenté au détriment de celle de l'iètat.

ي نور المناطقة Les depenses publiques و يورية

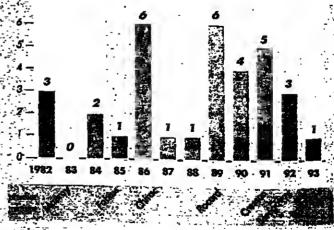
en milliards de francs

La part des régions et des départements; dans les dépenses publiques

Les effectifs de la fonction publique

Source : "Les collectivités la coles en chillres lebraction générale des col lecivités locales

La pression du gouvernement surfe Raflement



L'utilisation de l'engagement de responsabilité du gouvernement. pour contrainare sa majorité à eu tendance à augmenter.

LE MONDE / MARDI 28 MARS 1995 / 9 Il est difficile pour un homme d'affaires de se concentrer sur ses dossiers tout en se livrant à l'éternelle bataille de l'accoudoir. Voilà ASPEU pourquoi, au sein de L'Espace Europe, nous avons réaménagé l'intervalle entre nos sièges. Désormais, vous trouverez deux fauteuils DECHANCES séparés par une tablette qui vous offriront une assise plus large, plus confortable et plus apte à préserver votre intimité. Maintenant, quand vous êtes assis à votre place vous avez encore plus de place. LE DROIT À L'INTIMITÉ

NOSSIECES

# L'Etat accélère le remboursement de la TVA aux entreprises

POUR RÉGLER le problème dit du « décalage d'un mois », le gouvernement avait annoncé qu'il accélérerait le remboursement de la TVA aux entreprises qui feraient un effort en matière d'emploi. Il a tenu parole : les plus grandes entreprises qui ont accepté la règle du jeu viennent de percevoir une nouvelle aide de l'Etat, d'un montant de 1,6 milliard de francs.

Le dispositif prévoyait que les entreprises perçoivent 30 000 francs par emploi supplémentaire créé ou par contrat d'apprentissage ou de formation en alternance pour les jeunes agés de de moins de 26 ans. Le remboursemeot de 1,6 milliard de francs correspond donc à 106 000 emplois créés an second semestre 1994 et à 10 000 contrats d'insertion. Ces nouveaux virements portent à 55 milliards les remboursements de TVA décidés par l'État en faveur des entreprises depuis plus d'un an et demi.

■ PRÉVISION: la croissance française serait de 3,3 % en 1995 et de 2,9 % en 1996, selon la dernière note de conjoncture du Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE). L'institut escompte une baisse d'un point du taux de chômage en deux ans. Il prévoit, de plus, une baisse sensible des déficits publics (4,9 % en 1995, 3,7 % en 1996) mais avec, pour contrepartie, une forte décélération du pouvoir d'achat des ménages.

MACCUSATIONS: Dominique Voynet, candidate des Verts à l'élection présidentielle, a dénoncé, dimanche 26 mars, « l'organisatian par le RPR de la mairie de Paris d'inscriptions frauduleuses sur les listes électorales » à l'occasion des élections municipales de 1989. Rappelant que les Verts avaient porté plainte en janvier 1989, elle a dénoncé « un système organisé de fraude électorale de grande ampleur mettant en cause nan seulement les respansables RPR de la mairie de Paris, mais aussi Jacques Chirac lui-même », et a demandé que le maire de Paris « s'explique publiquement sur cette grave offaire ». PRÉSIDENCE : Gérard Longuet, président du Parti républicain, a indiqué sur Radio J, dimanche 26 mars, qu'il souhaite quitter ses fonctions après l'élection présidentielle. « Pour être président de parti, il faut avoir une ambitian paur son parti, je l'ai, et pour saimême, je ne crois pas l'avoir », a déclaré M. Longuet, mis en examen dans le cadre du dossier sur le financement du PR.

SCHENGEN: Ariette Laguiller, candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle, commentant au «Grand Jury RTL-Le Mande l'entrée en vigueur des accords de Schengen, a déclaré, dimanche 26 mars, qu'elle « dautait que le système capitaliste réussisse à faire une Europe libre et fraternelle ». « La libre circulation paraît être un progrès, même si au début du siècle an circulait mieux en Europe qu'aujaurd'hui, mais cela dit je vois cet espace libre assez mal parti », a ajouté Mª Laguiller.

# Une élection municipale partielle

NORD: Hérin (2º tour)

1., 2592; V., 2046; A., 21,06 %; E., 2010. Liste de Michel Bassez (PC), m. s., soutenue par le PC, 835 (41,54 %), 19 sièges ; liste div. d. de Philippe Massaro, 718 (35,72 %), 5 sièges ; liste d'Alphonse Delpointe (PC), soutenue par le PS, 457

(22,73 %), 3 sièges. 19 mars 1995 : L, 2 592 ; V., 2 018 ; A., 22,14 % ; E., 1 954 ; liste de Michel Bassez (PC), m. s., soutenue par le PC, 758 (38,79 %); liste divers droite de Philippe Massaro, 658 (33,67%); liste d'Alphonse Delpointe (PC), souteoue par le PS, 538 (27,53 %).

[Michel Bassez, accusé de « gestion personnelle et autoritaire » par une partie de son conseil municipal - grief qui avait débouché sur la démission de treize conseillers socialistes et divers gauche - réussit à sauver son fauteuil de maire. A l'inverse, les contesta-PS, n'ont pas réussi leur pari et out même perdu des voix par rapport au premier tour. La division de la gauche permet à la liste de droite de M. Massaro de faire entrer cinq membres au conseil municipal, alors qu'elle en était totalement absente précédem-

# Quinze mille personnes ont fait « la fête à Edouard » au Bourget

M. Balladur a stigmatisé les « vieilles recettes »

Le meeting organisé par les partisans d'Edouard sonnes, dont beaucoup étaient venues de pro-Balladur au Parc des expositions du Bourget, vince. Le discours du candidat était précédé teurs. Il a stigmatisé, à la tribune, les « vieilles par les partisés de la colitique à la co

Dingo... Les Bretons font déguster

leurs huftres, André Rossinot dédi-

cace son livre (Le Manifeste des radi-

près de Paris, a attiré quelque quinze mille per- d'une « fête populaire », au cours de laquelle recettes des professionnels de la politique »,

hésité, non plus, à installer un faux mur de «tags», où il est écrit «Liberté ». Un stand « jeumes » propose, à la fois, la lettre mensuelle

Bientôt, une vague se déplace dans la foule. Un speaker tente de raisonner la salle par un : « Chers amis, merci de bien vouloir laisser les amis sont déchaînés. « Edouard, président ! Doudou avec nous ! » Les rdes du corps et la cinquantaine de membres du service d'ordre sont obligés de jouer des coudes. Edouard Balladur avance ainsi, visage sous la lumière et sourire contrit, seul an milieu de son cordon de sécurité, dans un bruit de chaises et de tables renversées, d'encouragements et de plaintes de militants

Quand il revient à la tribune du meeting, derrière un rideau éclairé de bleu, blanc, rouge, sous l'Hymne

à la joie de Beethoven, le premier ministre se montre moins patient « Calmez-vous, calmez-vous ! » dit-fi pour faire taire les vivats. Devant l'insistance de la salle, Edouard Bald'Act Up et le bulletin Chrétiens et siladur ne peut s'empêcher de se montrer agacé, décontenancé, pris il esquisse un sourire, lève la main comme on dit bonjour de koin. Autour de hii, la foule, toujours elle; s'est mélangée aux personnalités

> Edouard Balladur parle et, dans son dos, règne une ambiance de salle de pas perdus : des enfants, des femmes en tailleur, des jeunes gens traversent la scène, discutent, s'assoient par terre et se plaignent de la chaleur des sunlights. « C'est le b... ! » dit un notable. « C'est exactement ce qu'il nous fallait », ki répond un autre, en ajustant le col de son imperméable.

présentes sur la tribune et « tolle »

Dominique Le Guilledoux

caux), une artiste chante Sous les ponts de Paris, et l'ancien champion du monde Jacques Secrétin joue au ping-pong. Les jeunes s'arrachent les derniers tee-shirts de la campagne: une imitation du sigle de Coca-Cola, assortie du slogan « Just Doudou it! ». La foule entoure une personnalité. « C'est Simane! » murmure-t-on. « Ah! quelle horreur! » s'exclame un militant, qui arbore un badge de « jeune du

BLEU MARINE ET CHOUCROUTE Des fanfares et les cornes des

supporteurs chauffent la salle. La bourgeoisie « bieu marine » est là, mais on voit anssi des visages plus meurtris, des joggings bon marché; on entend des accents du Nord et d'autres terroirs. Les milieux populaires portent le badge «Balladur fait reculer le chômage » ; les plus aisés, « Balladur, c'est plus sûr ». L'accordéon, les restaurants de choucroute et de moules-frites, de crêpes et de cassoulet, les grandes travées de tables, la bière, le petit vin blanc : on a su donner le ton. On n'a pas

#### COMMENTAIRE LE « PROFESSIONNEL » ET LE « BIEN-PENSANT »

DANS LE TRAIN spécialement

affrété, samedi 25 mars à 7 h 46, an

départ de Strasbourg - 220 per-

sonnes perdues dans cinq rames -,

Ludovic demande à Renaud des

nouvelles d'Anne-Delphine. La

femme de Robert lit Voici, et Robert,

militaire gaulliste à la retraite, dit

qu'avec « Chirac, on sait ce que c'est,

Renaud, vingt-trois ans, qui pré-

pare un magistère franco-allemand

de juriste d'affaires, raconte que les

jeunes doivent se faire à l'idée de

connaître na jour le chômage.

« C'est un challenge, ça peut être

sympa. » Roland, cinquante-deux

ans, ne s'explique pas pourquoi il soutient Balladur autrement qu'en

disant: « C'est physique, voyez-

vous. » Anne, militante du CDS et

nostalgique de Jacques Delors,

avoue que « le coup de pied au c..., pour faire la fête avec Doudou, il a

La rencontre du Bourget s'ap-

pelle : « La fête avec les régions, la

Prance avec Edouard ». Dehors, un

petit train emmène les balladuriens

des parkings aux grands halls. Les

manèges sont gratuits. Il y a des

montagnes russes et des autos tam-

ponneuses, qui s'intitulent Mondo

fallu se le donner ».

paroles en l'air, jamais de concret ».

L'ESPOIR n'a pas, à nouveau, changé de camp, mais il règne aujourd'hui dans les deux équipes, La « fête à Edouard », décidée il y a quinze jours pour éviter une démobilisation, ne pouvait mieux survenic Au lendemain de la publication d'enquêtes d'opinion indiquant que la chute du candidat Balladur dans les sondages était enrayée, l'incontestable réussite du rassemblement du Bourget a de quoi redonner confiance aux animateurs de la campagne du premier mi-

Jamais Edouard Balladur n'a songé à baisser les bras, mais, ces derniers temps, son combat semblait ne plus être que celui de l'honneur et de la protection de l'avenir de ses fidèles. Aujourd'hui, les uns et

les autres peuvent se dire que rien n'est joué. Pour cela, il leur a fallu changer de stratégie et de tactique: un duel, au second tour, entre les deux rivaux de droite, longtemps écarté, est maintenant souhaité; le premier ministre a retiré son habit de chef de gouvernement pour revêtir celui d'un candidat se pliant à tous les us et coutumes d'une campagne; les attaques contre Jacques Chirac se font suffisamment claires pour que nul ne puisse feindre de ne pas les

La sèche réplique des chiraquiens confirme qu'lls s'inquiètent de cette contre-offensive, dont ils veulent empêcher le développement en dénonçant son caractère artificiel. M. Chirac devait penser que certaines pratiques étaient réservees aux « professionnels », mais M. Balladur montre qu'un « bienpensant > peut s'adapter aux habitudes de ses rivaux.

Thierry Bréhier

# « Dans cette campagne, on parle trop des hommes du passé »

« VOTRE PRÉSENCE ici, si nombreux, me montre combien nous sommes înnombrables à partager les mêmes convictions », a souligné Edouard Balladur, samedi 25 mars



an Bourget, devant les quelque 15 000 persomies venues lui apporter leur soutien. Au long d'un discours d'un peu plus d'une

heure, il a notamment déclaré : « Nous devons faire de cette cam-pagne une période de débat, d'expication de vérité. Je n'accepte pos que la campagne se transforme en compétition de démagogie. » «En Pronce, a continué le candidat, le tissu social est fragile; le retour à la croissance, désonnais acquis grâce à nous, ne résout pas tous les problèmes. Chacun aspire, et c'est légitime, au mieux être. Ces aspirations, nul ne sait la forme qu'elles peuvent revêtir si elles ne sont pos satisfaites. Là encore, il revient à ceux qui aspirent à diriger la France d'en tenir le plus grand compte, de ne pas soulever par maladresse ou démagogie des attentes en sochant qu'on les décevra. »

Après avoir assuré que les «les vieilles recettes des professionnels de la politique ne respectent pas les Français», M. Balladur a expliqué qu'il veut « d'abord que tout soit fait pour vaincre le chômage », son « devoième combat » étant de « restaurer dans notre pays une plus grande justice ». Pour cela, il veut «aller plus loin» que ce qu'a déjà permis « une longue évolution », qui a fait « de la France une des sociétés où la protection sociale est le mieux assurée ». Il précise : « Notre système d'assurance-maladie, en particulier, est menacé. Faire croîre que l'on peut laisser augmenter sans contrôle les dépenses de santé est une attitude litique de facilité électoraliste mettrait en cause les efforts courageusement consentis par l'ensemble des professions médicales pour maîtriser les dépenses de malactie. Ceux qui incitent aniourd'hui à rouvrir les varmes espèrent sans doute grappiller, cà et là, quelques voix en flattant les corporationes, arais ils pagnarant ainsi un ré-veil cloulament. L. L. Ces, servit colors fini du système de médecina libérale auquel nous sommes tous légitime-

P. W. ...

....

202

1

20 1 W.

ACM SHOWING THE

Fame of the last

D2 ----

Ear is

C --

TOWN !

ment attachés.» La «troisième ambition» de M. Balladur est « que la France continue à être le moteur de la construction européenne ». «Sur l'Europe, a-t-il affirmé, ma ligne n'a jamais varié. (\_) C'est un atout considérable dans la conduite de notre politique en la matière. C'est, en tout cas, le seul moyen d'être écouté et respecté par nos partenaires. » Il a ajouté : «La France est grande lorsqu'elle délivre son message d'universalité. La France est grande lorsqu'elle parle des droits de l'homme. Pourquoi ne pas vous le dire? J'ai souffert de voir reçu à Paris, et même avec amitié, l'un des derniers dirigeants staliniens du monde.»

Le candidat a observé enfin: « Dans cette campagne, on parle trop du passé, des hommes du passé, de leurs animosités, puis de leurs réconciliations, des combinaisons du passé, des méthodes du passé. Moi je ne veux penser qu'à l'avenir, à l'entrée de la France dans le prochain

# M. Chirac dénonce le « dérapage » du premier ministre

LE MAIRE DE PARIS a fait son autocritique, dimanche 26 mars, sur France 3, en déclarant que « supprimer l'impôt sur la fortune, entre 1986 et 1988, a été une erreur ». Invité à expliquer la modification de son discours, M. Chirac a ajouté: « Croyez-vous que les choses sont les mêmes qu'en 1988?»

M. Chirac et ses partisans ont consacré une partie de leurs interventions du week-end à se défendre contre les accusations de démagogie lancées par M. Balladur. L'ancien président du RPR, qui, par ailleurs, a indiqué qu'il refuse de débattre à la télévision avec M. Balladur ou M. Jospin, a affirmé que les propos tenus à son sujet - saus qu'il soit nommé - par le premier ministre-candidat, samedi, an Bourget, étaient « très agressifs et déplacés ». « l'espère que c'est un dérapage», a-t-il dit, ajoutant que quand « la polémique commence, il y a forcément escalade ». Rejetant l'étiquette de conservateur, le maire de Paris a

expliqué que « pour résoudre les problèmes » de la société française, « ce qui compte, c'est se référer à des valeurs, qui ne sont ni de gauche mi de droite ». Il s'en est aussi pris aux «bien pensants» qui assurent que « pour faire baisser le chômage, il faut faire baisser les salaires »

De son côté, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et président du RPR par intérim, qui s'exprimait sur France 2, a dénoncé « les débordements d'éloquence un peu hargneuse » et le « pilonnage » des balladuriens contre M. Chirac. « Edouard Balladur, a-t-II ajouté en se référant au meeting du Bourget, a dit, aussi, qu'il n'est pas un professionnel de la politique. (...) Peut-être que, justement, le propre d'un pro-fessionnel, c'est de gurder son sangfroid. On n'a pas besoin d'amateurs par les temps qui courent ! » A propos des accusations de démagogie, le ministre des affaires étrangères a déclaré : « Ceux qui veulent changer les choses sont toujours toxés de dé-

Quand 4 régions, 7 départements et 7 villes s'accordent pour promouvoir un projet commun, c'est nécessairement un enjeu d'aménagement du territoire.

Languedoc-Roussillon, Auvergne et Rhône-Alpes, les départements de Haute-Garonne, du Tarn, de l'Aveyron, de la Lozère, de la Haute-Loire, de la Loire et du Rhône et les villes de Toulouse, Albi, Rodez, Mende, Le Puy-en-Velay, Saint-Etienne et Lyon, signaient une charte pour le développement économique du Sud du Massif central. Au centre de ce programme sigure la réalisation d'un axe autoroutier entre Toulouse et Lyon pour communiquer plus vite, plus sûrement et assurer une diffusion équilibrée des fruits de la croissance. Aujourd'hui l'aménagement de cet axe est engagé mais au rythme actuel des crédits, il faudrait 20 ans pour le terminer ! L'Axe Européen Toulouse-Lyon est un enjen national; préparer un avenir solidaire exige de mobiliser les financements nécessaires pour réaliser avant 2005 la "diagonale du développement" du Sud du Massif central.

Le 25 octobre 1993, les régions Midi-Pyrénées,



Syndicat Mixte d'Etudes et de Promotion de l'Axe Européen Toulouse-Lyon

FRANCE-RÉGIONS

# Le Fonds d'aménagement du territoire a été affecté

Dans la répartition des 2,4 milliards de francs décidée par le gouvernement,

le Nord - Pas-de-Calais se taille la part du lion

jeures de la « loi Pasqua » sur le développement et l'aménagement du territoire du 4 février 1995 est la création d'un Fonds national d'aménagement qui se substitue, dans un souci de simplification, à sept chapitres budgétaires auparavant distincts. Ce regroupement obéit aussi à la volonté de raccourcir et de déconcentrer, au profit des préfets sur le terrain, les processus de décision. Le premier ministre vient d'adresser aux préfets de région et de départements, ainsi qu'aux trésoriers-payeurs généraux, une longue circulaire qui leur explique l'esprit dans lequel ils devrout gérer ces crédits, dans le respect de la réglementation commu-

Ce fonds, doté de 2,4 milliards de francs en 1995, est divisé en deux sections, l'une générale, l'autre locale gérée par les préfets de région - de montants à peu près identiques. Les enveloppes régionales sont calculées selon des critères qui prennent en compte les engagements déjà souscrits par l'Etat dans les contrats de plan (1994-1998) signés avec chaque région, ainsi que la population et le superficie des zones classées prioritaires.

EVITER LES AIDES AUTOMATIQUES Edouard Balladur demande aux préfets « d'éviter la dispersion des crédits entre de mutiples types d'actions ou entre trop d'opérations ». Devraient être considérées comme prioritaires les subventions qui encourageront « les opérations de diversification économique et les rapprochements entre initiatives privées et interventions publiques ».

Sur le plan géographique, les interventions financières conduites par les préfets devront être concentrées sur les parties du territoire les bills fragles : zones de revitalisation rurales, pôles de conversion industrielle. Edouard Balladur demande aussi de favoriser les opérations de coopération

L'UNE DES INNOVATIONS ma- interrégionale et transfrootalière. Dans la mesure du possible, il est fortement recommandé aux préfets « d'éviter les aides automatiques et reconductibles » et de veiller à la « dégressivité des apports de l'Etat ». En prinicipe, ce fonds ne doit pas « servir à financer la construction de bâtiments industriels ». La déconcentration des crédits s'arrête au niveau des préfets de région. « Est totalement proscrite la définition d'enveloppes départementales », précise Mati-

> UN TOTAL DE 1,325 MILLIARD L'attribution de crédits aux préfets de région n'exclue pas la possibilité, pour eux, de solliciter aussi la section géoérale du foods d'améoagement. Les demandes - celles qui sont particulièrement urgentes ou qui impliquent plusieurs départements ministériels devront passer par la Datar. C'est au cours d'un comité interministériel (CIAT) présidé par le premier ministre que les crédits de la section générale seront répartis et affectés. Edonard Balladur précise aussi dans la circulaire que les cré-dits relatifs à la politique des massifs montagneux et ceux qui relèvent du contrat interrégional du Bassin parisien seront prélevés sur la section générale et non sur les enveloppes régionales.

La circulaire détaille la répartition, région par région, des enveloppes déléguées en 1995 aux préfets. Sur un total de 1,325 milliard, le Nord - Pas-de-Calais se taille la part du lion avec 260 millions, suivi par la Lorraine (114,9 millions). Rhône-Alpes reçoit 76,1 millions, l'Auvergne 72, Provence-Alpes-Côte d'Azur 71,6, le Languedoc-Roussillon 70,8, Midi-Pyrénées 69,1. L'Alsace ne dispose que de 22.8 millions et l'Ile-de-France \* sauve l'honneur » avec 10 mil-

F. Gr.

# Importante restructuration hospitalière dans les Deux-Sèvres

La restructuration des trois hôpitaux ruraux du nord des Deux-Sèvres (Bressuire, Thouars, Parthenay) devrait être effective en juillet. Le rapprochement de ces établissements, de taille sensiblement égale, a été avalisé par le schéma régional d'organisation sanitaire et sociale et constitue, par son ampleur, une première. « Chacun d'eux ne pouvait continuer à être performant seul. Aujourd'hui, les techniques médicales sont de plus en plus pointues. Les spécialistes s'épuisent dans leur domaine parce qu'ils sont seuls », reconnaît Claude Boutet, le maire de Bressuire. Serge Moulin, son collègue de Thouars, ne voit « que des améliorations et non des régressions » dans ce changement.

AUCUNE SUPPRESSION D'ENPLOI

Les inquiétudes manifestées dans un premier temps par les élus ne sont apparemment plus de mise. La sérémité est plus grande également chez les médecins, « qui craignaient de perdre leur maîtrise sur leur spécialité médicale ». Conscients du fait qu'ils étaient condamnés à s'entendre ou à disparaître, les partenaires ont coopéré pour travailler à leur rapprochement. L'administration se félicite de cette évolution : « En jouant sur les différences et les complémentarités de

chaque hopital, nous atteindrons un nombre suffisant d'opérations. Nous ferons des économies et nous gugnerons en qualité », assure Daniel Desmaison, directeur départemental de l'action sanitaire et sociale.

Seules les réticences des usagers, constitués en association de défense, détonneot dans cette unanimité. « Nous cruignons que cette restructuration ne s'opère au détriment des malades. On peut redouter des fermetures de services et la disparition d'un certain nombre de lits » dit Daniel Fasanino, responsable de l'association. Les syndicats sont partages. La CGT est contre ; la CFDT pour. « Il fallait éviter la disparition de plusieurs des sites qui étaient une menace réelle, assure le cédétiste Alain Savarit. Dans la restructuration, chaque hôpital aura son pôle de compétences et il n'y aura pas de

suppression d'emplois.» Le nouvel établissement aura son siège administratif à Parthenay et chaque maire assurera à tour de rôle la présidence de son conseil d'administration. Un souci d'équilibre que les élus veulent voir s'exprimer aussi dans le maintien des urgences et le développement de spécialités dans chacun des trois sites. « Aucum hôpital ne sera pénalisé », assure le maire de

PSYCHIATRIE: quatre syndicats de psychiatres parisiens ont dénoncé, jeudi 23 mars, un projet de restructuration des hôpitaux psychiatriques dans la capitale qui abontirait à la fermeture d'une dizaine de « secteurs », ces eotités géographiques sur lesquelles repose toute l'organisation de la senté mentale en France. Dans une lettre-cadre datée do 15 septembre 1994, rendue publique par l'intersyndicale des psychiatres de secteur, le préfet de région lle-de-France, pré-

fet de Paris, calcule, eo prévision du prochain schéma régional d'organisation sanitaire (SROS), que le « nombre théorique de secteurs » sur Paris devrait être ramené à trente, contre trente-huit actuellement. De même, le quota des intersecteurs infanto-jnvéniles serait abaissé de quatorze à dix. Ces fermetures de services toucheraieot au total 5 000 patients, 50 psychiatres, 40 psychologues et 400 à 500 infirmiers, ont

# L'Europe des cultures à Poitiers

Un colloque international au Futuroscope a souligné l'importance des collectivités locales pour développer une identité commune, menacée par les autoroutes de l'information

Quels rôles peuvent jouer les coffectivités terri-roscope de Poitiers, à l'occasion de rencontres toriales pour promouvoir l'idée culturelle dans la construction européenne ? Des élus et fonctionnaires de la Communauté ont débattu sur ce thème, vendredi 24 et samedi 25 mars au Futu-

**POSTIERS** 

de notre correspondont

tions culturelles que sont nées de

réelles coopérations entre collecti-

vités territoriales d'Etats différents.

Cette observation a fourni la pre-

mière base de réflexion des ren-

contres internationales organisées

au Puturoscope de Poitiers, ven-

dredi et samedi. Dans la dernière

décennie, se sont constitués ce

an'il est désormais conveno d'ap-

peler des « réseaux » - de villes, de

collectivités de type département

ou région - et les responsables des

institutions européennes se sont

inscrits dans le tissu complexe des

relations culturelles internatio-

Le premier, le Conseil de l'Eu-

rope en a fait l'inventaire et a sti-

mulé les regroupements dans les secteurs d'activité où la coopéra-

tion restait faible. Ce n'est qu'en-

suite, alors que se profilaient à

l'horizon le traité de Maastricht et

l'intégration de la culture dans les

préoccupations de l'Uoion euro-

péenne, que la Commission, à tra-

vers sa direction générale spéciali-

nales à travers cette pratique.

C'est souvent à partir de rela-

ouvertes par Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, qui a plaidé en fayeur « d'une dimension culturelle de l'aménage-

l'encouragement au réseau, en of-

frant de nouveaux moyens. Ainsi,

le chapitre particulier do pro-

gramme «kaléidoscope », créé en

1990, soutient les manifestations

culturelles, encourage la création,

de plus en plus comme un réel élé-

ment de développement local. Une

vie culturelle locale riche offre

souvent un élément décisif dans la décision d'implantation d'une so-

ciété. Pourtant, même si l'informa-

tion suit lentement son chemin, les

collectivités oublient encore que la

politique culturelle constitue une

action éligible dans le cadre des

LA CONTRE-CULTURE DES GHETTOS

Toujours insuffisants, comme le

« déplore » Jacques Toubon, ces

fonds aident néanmoins au bou-

clage de projets de développe-

ment. A titre d'exemple, entre 1989

et 1993, 1,7 milliard d'écus (un écu

vaut environ 6,4 francs) a été dé-

bloqué pour le financement d'ac-

tions nées à la colture. Le ministre

fonds structurels.

La culture est, aussi, considérée

favorise la coopération.

ment du territoire imaginé à l'échelle commu-

sée, reprit à son compte plaide, par ailleurs, en faveur « d'une dimension culturelle de formation : « Dans le monde de Bill l'aménagement du territoire imaginé à l'échelle communoutaire ». Mais que peut bien signifier le mot « culturel » dans les banlieues

eo voie de marginalisation des grandes mégapoles, quand « l'art » consiste à survivre au quotidien? Jacques Toubon ne désarme pas: « C'est à ce niveau que la culture me semble jouer, dit-il, un rôle essentiel de socie et de longage commun. Je pense que le partage de nos expé-riences et de nos efforts doit affirmer notre refus des ghettos et de l'exclusion, comme notre souci de l'urbanisme et de l'esthétique quotidienne ». Pierre-André Palllet, délégué général de la délégation à l'aménagement do territoire et à l'action régionale (Datar), croit également aux vertus de la culture comme « clé de l'égalité des chances ». Il n'en craint pas moins, au cœur des cités déshéritées. « l'émergence d'une contre-culture. celle du ghetto urbain, c'est-à-dire lo culture de lo roncœur et de l'amertume ». Le délégué général s'interroge aussi à propos de

nautaire ». M. Toubon a également souligné le rôle que la culture peut jouer pour lutter contre l'exclusion dans les banlieues défavorisées, en déclarant : « Elle me semble jouer un rôle essentiel de socie et de langage commun ».

> Goles, quel sera le poids de notre identité culturelle ? Avec lo perte du contact vis-à-vis du monde réel, les technologies de l'immotériel n'occoucheront-elles pas du monde le plus matérioliste qui soit, gavé de pensées homogénéisées? ». Pierre-André Paillet se pose la question de savoir si «l'enjeu des politiques culturelles n'est pas de se demander ce que sera la dignité d'un homme qui aurait perdu toute identité cultu-

relle ». A l'heure de l'entrée en vigueur des accords de Schengen, Jacques Toubon juge, malgré tout, que la libre circulation des idées et des créatures est le meilleur moyen, pour les Européens, d'accéder en toute égalité et en toute liberté à la culture. Attentif à l'instauration « d'une véritable indépendance en matière culturelle »,le ministre cite un mot de Jean Monnet (originaire de Charente) pour qui, « si l'Europe était à refaire, il faudrait commencer par la culture ».

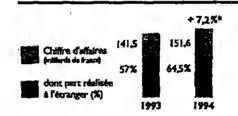
Alain Blanchard

#### **RESULTATS 1994**

Un résultat net consolidé en croissance de 10%, en dépit d'une évolution défavorable des marchés financiers et immobiliers.

Chiffre d'affaires consolidé et part réalisée à l'étranger

20,130



\* + 2.9% à cárimère constan

Contribution des principaux centres de profit d'assurance au chiffre d'affaires consolidé

(car diggetupe qu guande)	
UAP France	61,7
Colonia Konzem AG	31,4
Sun Life	19,3
Royale Beige	17,3
UAP Internacional	12,5
Aures	9,4
P W W	

Résultat net consolidé (part du Groupe)



Progression du chiffre d'affaires de 7,2 %.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 151,6 milliards de francs progressant de 7,2 % par rapport à l'exercice 1993. A champ de consolidation inchangé, la progression eût été de 2,9 %; cette faible augmentation résulte principalement des fortes persurbations qui ont affecté le marché britannique de l'assurance vie.

Nette omélioration de la rentabilité des activités d'assurance.

Le résultat net consolidé, part du Groupe, s'élève à 1568 millions de francs, en progression de 10,2 % par rapport à 1993. Ce résultat tient compte de la charge exceptionnelle de 4,4 milliards de francs correspondant aux provisionnements complémentaires et aux pertes réalisées sur les créances Immobilières reprises par l'UAP à la Banque Worms. Cette charge est supportée pour moidé par la Compagnie UAP et pour le complément, à égalité, par les Sociétés UAP Vie et UAP Incendie-Accidents. Les opéradons d'assurance ont apporté en 1994 une contribution au résultat net consolidé de 3 992 millions de francs, en forte progression par rapport à 1993. L'activité d'assurance de dommages a connu sur les différents marchès où opère le Groupe des conditions d'exploitation en très nette amélioration, le ratio des sinistres aux primes revenant de 82 à 75,8%. La poursuite des efforts de réduction des coûts d'intermédiation a porté ses fruits et permis une amélioration sensible

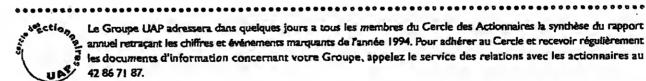
L'activité de banque apporte une contribution négative, à hauteur de 490 millions ; la nette réduction de cette perte par rapport à 1993 traduit notamment l'incidence de l'allégement des charges de la Banque Worms qui a cédé à l'UAP l'ensemble des ses créances

Dividende 1994 inchangé.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des Actionnaires, le 26 juin prochain, le versement d'un dividende inchangé de 3 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 1,50 franc. Ce dividende pourra être perçu sous forme d'attribution d'actions nouvelles.

"En dépit de l'évolution défavorable des marches financiers et de l'opprofondissement de la crise de l'immobilier, l'UAP a pu preserver la craissance de son résultat qui progresse de 10%. Les politiques engagées seront poursuiries avec pour objectif principal l'accroissement de la rentabilité du Groupe qui reste plus que jamois la priorité de l'UAP".

Jacques Friedmann



Le Groupe UAP adressera dans quelques jours a tous les membres du Cercle des Actionnaires la synthèse du rapport annuel retraçant les chiffres et événements marquants de l'année 1994. Pour adhérer au Cercle et recevoir régulièrement les documents d'information concernant votre Groupe, appelez le service des relations avec les actionnaires au 42 86 71 87.



de complaisance, émettre des chèques sans provision, faire de l'auto-stop... rien n'est laissé au hasard. AU FIL DES ANS, on voit apparaître un embryon de jurispru-

dence autour du devoir de réserve, mais aussi de la notion d'impartialité. O DANS UN ENTRETIEN accorde au Monde, Antoine Garapon, secré-taire général de l'Institut des hautes

études sur la justice, estime que le juge, « qui est appelé à remplir un rôle de plus en plus important, doit répondre de sa liberté par une responsabilité accrue ».

# Les magistrats doivent de plus en plus répondre de leur éthique

Depuis 1958, le nombre de saisines des instances disciplinaires par le garde des sceaux est en augmentation. Ainsi, au fil du temps, s'élabore un corpus déontologique, non seulement sur le devoir de réserve, mais aussi sur l'impartialité des juges

LORSQUE la République parle de la justice, elle manie volontiers nne langue riche en symboles. Avant d'entrer en fonctions, tous les magistrats de France revêtent ainsi solennetlement leur robe pour la première fois afin de prêter serment devant leurs futurs pairs: « Je jure, promettent-ils, de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations, et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat. » Dans le monde judiciaire, même la définition de la faute s'inspire d'une conception presque sacrée de la magistrature : au regard du statut de 1958, la faute disciplinaire n'est pas une vulgaire ignorance des règlements mais un manquement aux « devoirs de son état, à l'honneur, à la délicatesse ou à lo dignité ».

Cette définition de la faute est suffisamment floue pour autoriser

tracer les contours des exigences éthiques contenues dans le statut de la magistrature, la direction des services judiciaires de la chancellerie a donc étudié avec précision les quatre-vingt-dix décisions disciplinaires rendues depuis la naissance de la V° République. Publié en partie dans la revue Justice (datée mars 1995) du Syndicat de la magistrature, ce voyage au pays de l'éthique et des convenances, est à la fois édifiant et cocasse : on y apprend ce que l'on doit faire, ou ne pas faire, lorsque l'on appartient à une profession qui est censée incarner la vertu.

Certains des interdits sanctionnés par les instances disciplinaires paraissent évidents. «Il est inadmissible au'un mogistrat puisse faire l'objet d'une condamnation correctionnelle pour conduite sous l'empire d'un état alcoolique en état



Antoine Garapon, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice

# « Il ne suffit pas d'avoir des lois bien faites : il faut de bons juges »

« N'y a-t-il pas un paradoxe à ce que les décisions du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) qui tentent de définir l'éthique du magistrat restent totalement se-

- C'est effectivement très paradoxal puisque ces décisions sont destinées à établir une jurisprudence connue de tous les magistrats ! Pendant longtemps, on a pensé qu'il fallait cacher ces affaires parce que le secret permettrait de préserver l'honorabilité du corps. Aujourd'hui, on pense an contraire que la transparence légitime et que le secret fait peur. L'interdiction de publicité est absurde. Il faut à l'évidence y

Ce secret est d'autant plus dommageable que le rapport est très Intéressant. Au-jourd'hui, les magistrats, comme la société civile, ne savent plus ce qu'est un bon juge. A travers les interdictions qu'elle formule et les sanctions qu'elle prononce, la jurisprudence disciplinaire nous donne, en uégatif, les qualités que l'on attend aujourd'hui dn magistrat: l'obligation de réserve, mais également l'impartialité, à laquelle le CSM donne une dimension de plus en plus objective. La nécessité de donner l'apparence de l'objectivité est d'ailleurs soulignée à plusieurs reprises par le CSM. ce qui, à la longue, ne sera peut-être pas sans conséquences sur notre procédure...

cas, a l'avantage de renvoyer à des détails proorganiques entre la justice et le pouvoir pob- bien faites : il faut également de bons juges. tique pour aborder le domaine essentiel de l'éthique : le comportement concret du juge.

- Qu'est-ce qui relève, selon vous, de

Ethique dans le comportement du juge? tion des pratiques professionnelles. Depuis - L'éthique concerne le verbal, le gestuel, le quelques années, le législateur demande au Péthique dans le comportement du juge ?

ton, bref tout ce qui n'est pas codifiable mais juge des choses de plus en plus contradicqui est essentiel. il y a, par exemple, une manière raciste de s'adresser à un prévenu étran- proche des gens et concilier les points de vue. ger à l'audience tout en respectant les formali- Face à cette multiplication des tâches, le juge manière de prononcer son nom. L'éthique de-les repères identitaires dont il a besoin. vrait, selon moi, s'étendre à la conduite de la

par le droit comme la pression psychologique. Nous sortons aujourd'hui d'une conception positiviste issue de la Révolution dans laquelle faite par le CSM est tout à fait symbolique on considérait que le juge était, selon l'expression consacrée, la « bouche de la loi ». Son pouvoir était, selon le mot de Montesquieu, « nul » : il se contentait d'appliquer les textes.

« L'éthique concerne le verbal, le gestuel, le ton, bref tout ce qui n'est pas codifiable mais qui est essentiel »

Cette conception négligeait totalement la Cette discipline, qui est définie au cas par conduite concrète de la procédure alors que les justiciables sont en droit d'attendre du magissaïques de la vie des juridictions et du compor- trat un comportement irréprochable. Depuis tement du juge. On quitte donc le domaine quelques années, ou est en train de éthéré des débats théologiques sur les rapports comprendre qu'il ne suffit pas d'avoir des lois

- Selou le rapport, ce souci de l'éthique ap-paraît dans les années 70. Pourquoi ? - Cette évolution correspond à une évolu-

toires : il doit à la fois négocier et trancher, être tés prescrites par la lol, ne serait-ce que dans la est un peu perdu. L'éthique peut donc lui offrir

Cette évolution correspond également à un procédure : je pense notamment à la technique : contexte intellectuel et politique : le juge, qui d'interrogatoire ou aux armes non codifiées est appelé à remplir un rôle de plus en plus inportant, doit répondre de sa liberté par une responsabilité accrue. La référence au serment puisque ce serment était une sorte d'automalédiction conditionnelle : le juge s'exposait an jugement de Dieu si ses sentences u'étaient pas justes. Le problème majeur de nos démocraties désacralisées, c'est d'inventer des instances de responsabilisation laigues. Le juge, qui joue de plus en plus un rôle de contre-pouvoir, doit être soumis à une juridiction renforcée.

- Fant-II, dans cette logique, augmenter le nombre de poursuites disciplinaires, qui est encore très faible comparé à ce que l'on constate chez nos voisius?

- En France, le nombre des procédures disciplinaires est très inférieur à ce que Pon observe en Italie ou aux Etats-Unis, par exemple. Ce n'est pas une bonne chose. L'activité disciplinaire du CSM doit permettre de soulever des débats et de renforcer le sentiment que les juges ne sont pas un pouvoir arbitraire mais une autorité bornée, contrôlée, responsabilisée par une instance supérieure qui a pour but de garantir au justiciable l'unité, la cobérence et la qualité de la justice. Mais il faut pour cela que la procédure disciplinaire offre plus de garanties, notamment au regard de la convention européenne des droits de l'homme. »

> Propos recueillis par Anne Chemin

ou pour faux et usage, abus de confiance et complicité, détournements », note aînsi le rapport en faisant référence à des décisions de 1964, 1992 et 1993. Ces faîts, note le CSM en 1993, sont par nature inconciliables avec « l'exercice du pouvoir de juge ». Ont également été sanctionnées la délivrance d'attestations de complaisances, l'émission de chèques sans provisions ou l'établissement de reconnaissances de dettes sans objet. Quant au non-paiement de factures dans des délais raisonnables, il porte atteinte, note le CSM en 1992, à «l'autorité et au crédit de l'institution judiciaire ».

Depuis 1958, les instances disciplinaires ont également sanctionué, à plusieurs reprises, des magistrats paresseux on négligents. Plusieurs décisions premient ainsi en compte les retards de service, les omissions d'actes on les comportements absentéistes. En 1993, le CSM critique des « délibérés indûment prolongés, présentant pour certains un caractère particulièrement abusif» et des retards de traitement de dossiers ayant entraîné la prescription de l'action publique, « faisant ainsi obstacle ou cours normal de la fustice ».

Mais le comportement professionnel n'est pas tout. Dans la magistrature, la vie privée n'est jamais tout à fait privée : tous les agissements d'un magistrat, note ainsi le CSM, peuvent en effet « avoir un retentissement à l'exténeur, dans to mesure où ils portent otteinte à l'image de celui qui est appelé à juger autrui, et par voie de conséquence, à l'institution judiciaire elle-même ». Un magistrat ne saurait ainsi fréquenter des membres du «milieu» ou des proxénètes, de même qu'il ne saurait cohabiter avec une prostituée, « recevoir à son domicile des toxicomanes ou des repris de justice ». ou pratiquer un sport avec un pré-

AUTO-STOP INTEROIT

Certains de ces interdits font cependant sourire: en 1964, le CSM a sanctionné un magistrat qui se rendait à l'audience en auto-stop parce qu'il prenait ainsi le risque de voyager en compagnie de prévenus, ce qui ne scrait pas compatible avec «l'autorité nécessaire à l'exercice de ses fonctions ».

Au-delà de ces décisions parfois cocasses, les instances disciplinaires tentent, depuis les années 70, de forger un véritable guide éthique de la magistrature. « L'examen de l'ensemble des décisions du CSM et des avis de lo commission de discipline du parquet, note le rapport, révèle une évolution du droit disciplinaire allant dans le sens d'un apport de plus en plus marqué de règles et de amsi sanctionné en 1976 un magisprincipes directeurs de coractère trat qui avait affirmé dans un prodéontologique. » Le mot déontolo- cès-verbal que l'attitude d'un avogie apparaît pour la première fois dans une décision de 1986 et un attendu de principe de 1994 fixe le cadre de ces préoccupations nonvelles. « Les juges, écrit le CSM, doivent présenter en leur personne même les qualités de rigueur, d'in-tégrité et de loyauté qui seules traduisent le sens de leurs responsabilités et la conscience de leurs devoirs,

mission et légitiment leur oction. » 'Au fil des ans, un embryon de jurisprudence s'est donc constitué autour de la notion d'impartialité. «Il incombe à tout magistrat, affirme le CSM en 1992, d'observer tout comportement de nature à entraîner le risque que son impartialité puisse être mise en doute et que puisse être, de ce fait, atteinte l'autorité de l'institution judiciaire. » Dans tine décision de 1993, le CSM de magistrats. précise qu'un magistrat est ainsi «tenu de l'obligation morale de se déporter (c'est-à-dire d'abandonner le dossier) dès lors qu'il entre- \* Justice, revue du Syndicat de la avec une des parties en litige ». Il ne Cedex 11. Tél.: (1) 48-05-47-88.

saurait en outre « faire connaître d'avance aux parties le sens dans lequel il se propose de juger », intervenir dans des procédures mettant en cause certaines de ses relations ou procéder à des « classements sans suite de faveur ». Le devoir d'impartialité est également un devoir d'apparence : le magistrat doit ainsi « éviter tout comportement de nature à entraîner le risque que son impartiolité puisse être

Le CSM souligne également au fil des ans l'importance du devoir de réserve, qui est également un devoir de courtoisie. « L'obligation de réserve imposée aux magistrats, note le rapport, sans porter atteinte à leur liberté d'opinion leur interdit toute critique et toute expression outrancière de nature à compromettre la confiance et le respect que leur fonction doit inspirer au justiciable. » Uu magistrat doit donc s'exprimer de manière « prudente et mesurée », et éviter les expressions «outranclères» qui pour-

#### Le Conseil supérieur de la magistrature

L'organe disciplinaire des mazistrats est le Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Réuni en formation disciplinaire, il comprend trois personnalités désignées par les présidents de la République, du Sénat et de PAssemblée nationale, un conseiller d'Eat élu par l'assembiée générale du Conseil, et six magistrats élus par leurs pairs. Les maeistrats du sière comparaissent devant le CSM-siège, présidé par le premier président de la Cour de cassation ; les magistrats de parquet devant le CSM-parquet, présidé par le de cassation. Le garde des Sceaux est le seul à pouvoir saisir les instances disciplinaires. Le CSM peut prononcer une réprimande avec inscription an dossier, un déplacement d'office, le retrait de certaines fonc-tions, l'abaissement d'échelon, la rétrogradation, la mise à la retraite d'office on la révocation. Pour les magistrats dn siège, la décision du CSM s'impose. Pour les magistrats du parquet, elle est transmise au garde des Scraux, qui n'est pas obligé de suivre l'avis du CSM-parquet. Les sanctions disciplinaires peuvent faire Pobjet d'un recours pour excès de pouvoir de-vant le Conseil d'Etat.

raient faire douter de sa « sérénité et de son objectivité ». Le CSM a cat « frisait avec la complicité au profit d'un escroc international ».

Depuis une dizaine d'années, le nombre de décisions rendues par les instances disciplinaires a considérablement angmenté. «Lo chancellerie, plus exigeante quant au respect des devoirs et obligations statutaires des magistrats, saisit les instances disciplinaires de comporles rendent dignes d'exercer leur tements qui, il y o quelques années seulement, n'auraient sans doote pas donné lieu à poursuites », concint le rapport. Ce souci ne saurait cependant se passer d'une réflexion sur la procédure disciplinaire elle-même : parce qu'elle ne une réserve rigoureuse et d'éviter donne pas lieu à une véritable décision pénale, cette procédure n'est toujours pas soumise aux exigences de la Convention européenne des droits de l'homme, ce que regrettent tous les syndicats

tient ou a entretenu des relations magistrature, BP 155, 75523 Paris

# Admissions parallèles À L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE

Bac + 2, Bac + 3 ou 4, vous souhaitez poursuivre vos études à Paris dans une Grande Ecole de Commerce reconnue par l'Etat, dont le diplôme est visé par le Ministère de l'Education Netionale.

Entrée en 1ère armée accessible aux titulaires d'un DEUG (Sciences Sconomiques, Dreit...), d'un DUT ou d'un BTS (Gestion, Commerce).

. Entrée en 2ème année accessible aux titulaires d'une licence, d'une maîtrise ou d'un diplôme

A l'ISC, nous avons réuni toutes les conditions pour - Un parteneriat actif avec 17 très grandes entreprises : Auchan, la Coface, la Compagnie Bancaire, le Crédit du Nord, le Crédit Lyonnais, Danona, la Gan, Hay Managament, Hawlett Packard, IBM, KPMG, Kraft Jacobs Suchard, la Mondiale, Philips, Rank Xerox, la SNCF, Usinor Sacilor.

9 options en 3ème année : Affaires Internationales, Distribution, Finance, Marketing/Stratégie, PME, Audit, Entrepreneur, Ressources Humaines, Droit et Fiscalité.

 250 enseignants de haut niveau. 27 accords accrédités avec des Business Schools et des universités internationales.

26 associations formidablement actives.

1ere Session

d'ingénieur ou d'IEP.

12 - 13 mai 1995; cióture des inscriptions le 25 avril 1995.

2eme Session 18 -19 juliet 1995; clôture des inscriptions le 30 juin 1995.

NSTITUT SUPÉRIEUR COMMERCE

Votre avenir en tête ISC - 22, boulevard du Fort de Vaux 75017 Paris - Tél: (1) 40.53.99.99

# Trois mille personnes défilent contre la diminution du nombre de visas accordés aux Algériens

Une centaine d'associations accusent le gouvernement de « non-assistance à personnes en danger »

Trois mille personnes ont manifesté, samedi 25 mars à Nantes, pour protester contre la dimi-nution du nombre de visas accordés par les au-

de notre correspondant «Algérie, un visa, une vie.» Le mot d'ordre lancé par plus d'une ceotaine d'associations, de syndicats et de partis, en sooties aux démocrates algériens, a rassemblé plus de trois mille personnes, same di mur entre la Fronce et l'Algé-25 mars, devant les bâtiments rie », a notamment déclaré du service des visas du ministère des affaires étrangères à Nantes. Venus de Bretagne, d'Ile-de-France, de Toulouse ou de Besançon, les manifestants out défilé jusqu'à la préfecture sous des banderoles qui dénonçaieot les lois Pasqua, les restrictions drastigoes apportées à la délivrance de visas et au

droit d'assie pour les Algériens. Parmi eux se trouvaleot le président de la Ligue des droits de l'homme, M' Henri Leclerc, le secrétaire géoéral du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les

Les demandes sans réponse de Dalila Taleb

Invitée à se rendre en France par le collectif Urgence-Algérie, pour participer à la manifestation de samedi, la présidente de l'associa-

tion algérienne Rassemblement action jeunesse (RAJ), Dalila Taleb,

n'aura pas pu le faire, faute de visa. Toutes les démarches faites par

l'association pour tenter d'entrer en contact avec les services consu-

laires ont échoué : « Nous ne disposons que deux numéros de téléphone

pour joindre l'ambassade. L'un ne répond jamais, l'autre sonne occupé

Quant au dossier de demande de visa, adressé « début février » aux

services de Nantes, il n'a « jamais reçu de réponse, même négative ! »

Agée de vingt-huit ans, Dalila Taleb est une figure connue de la jeu-

ses camarades. « Mais si l'on ne fait pas partie de lo nomenklatura,

en permanence », explique un des animateurs de RAJ,

danger de mort ou pas, on peut toujours attendre. »

And the second of the second s

1. 1.1.2

...

\*\* :

27.7

peuples), Mouload Aounit, le responsable de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) Alain Krivine et le philosophe Jacques Derrida. Tous avalent teou à marquer leur solidarité « ovec tous ceux qui sont massacrés ». « Evitons de dresser un rie», a notamment déclaré Me Leclerc, pour lequel « la France doit prêter assistance à ceux qui sont menacés dans leur vie. Il n'y a pas de raison de ne pas accorder de visa ».

1 500 DEMANDES PAR JOUR Le collectif d'organisation de

la manifestation n'avalt pas choisl Nantes au hasard. C'est ici, dans le quartier de Breil-Malville, qu'a été délocalisée depuis plus d'un an la sous-directioo de la circulatioo des étrangers, c'est-à-dire le service des visas, qui emploie huit cents ageats.

#### « PARCOURS DU COMBATTANT » Pour les organisations de défense des droits de l'homme

qui appelaieot au rassemblement national de samedi, les faits démontrent le contraire : «Les démarches sant devenues un vrai porcours du combattant, expliquent-elles. Neuf demandeurs sur dix échouent. Sur 1 200 demandes enregistrées choque jaur, 120 visas seulement sant accardés. En 1989, avant les violences, la France ovait délivré 800 000 visas à des Algériens. En 1994, elle en a délivré 100 000 »

Depuis les attentats anti-

Français de l'été dernier en Al-

gérie et la décision de fermer

au public les trois consulats d'Alger, Oran et Annaba, c'est à

Nantes que sont directement

traitées les demandes de visa

pour les ressortissants algériens

(Le Mande du 3 février). Ouvert

le 6 octobre 1994, le Bureau des visas Algérie (BVA) reçolt chaque jour entre entre 1 000 et

1 500 demandes venues d'Algé-

rie. « Seul le lieu d'instruction

des demandes change, avait

alors expliqué le ministre des

affaires étrangères, Alain Jup-

pé, mais le critère d'octroi des

visas n'est pas modifié. »

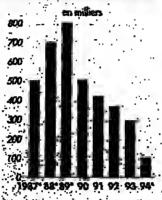
(voit graphique ci-cantre). Pour les manifestants, il est donc clair que « les autorités : françaises font tout pour dissuader et empêcher les citoyens algériens de venir en Fronce ». C'est pourquoi ils exigent la simplification des démarches, la justification des refus de visa, la reconnaissance du statut de réfugié pour les Algériennes et

Algériens en danger qui le demandent, enfin l'arrêt de toute expulsion vers l'Algérie.

Dans son intervention, Zaia Belhamiti, la jeune présidente du collectif nantais de solidarité, s'est fait l'écho des veuves et des orphelines algériennes: « Cambien sant-elles? 10 000, 15 000 ? qui sauhaitent, même temporairement, échapper à la barbarie. La Fronce, a-t-elle dit, leur répond par un barrage. Cela s'appelle de la nan-assistance à persannes en danger. »

Yves Decaens





Comme l'Algèrie, les autres pois du Maghreb sont concernés par le resserrement de la politique des visas.

nesse algéroise. Femme, militante, elle se déplace sans voiture et sans escorte – malgré les intimidations. « Pour obtenir un visa d'urgence, il faut pouvoir prouver qu'on est en danger de mort », dit l'un de

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ----

#### Le groupe BNP en 1994 : La préparation de l'avenir dans un environnement bancaire difficile

Le conseil d'administration de la BNP, réuni le 22 mars 1995 sous la présidence de Michel Pébereau, a pris connaissance des résultats consolidés pour l'exercice 1994. Le résultat net consolidé part du groupe atteint 1.656 millions de francs, en progression de 62,7 % par rapport à 1993.

Un environnement défavorable pour les activités bancaires : une baisse du produit net bancaire

concurrents, le groupe BNP a connu une baisse de ses recettes d'exploitation. En France, ses encours de crédit ont diminué du fait de la réduction de l'endemement des entreprises, et les marges correspondantes se sont contractées en raison de la vigueur de la concurrence, et de ses distorsions. En outre, les recettes de ses activités de marché au niveau mondial ont fortement baissé par rapport au niveau de 1993 - qui était exceptionnellement élevé il est vrai - du fait des perturbations provoquées par la hausse considérable des taux à long terme sur les marchés de trésorerie change et de taux.

Le groupe a réagi en Intensifiant son activité commerciale dans tous les secteurs et la conjoncture a été plus favorable dans d'autres domaines. La collecte de ressources et les placements en assurance-vie ont connu un bon développement ; plusieurs pays débiteurs ont repris leurs palements et réglé leurs atriérés ; les opérations sur actions ont enregistré de mès bonnes performances ; l'activité est restée soutenue en Asie.

Mais la progression de plus de 18 % des commissions et recettes diverses n'a que partiellement compensé la baisse de plus de 12 % de la valeur ajoutée sur capitaux : le produir net bancaire a baissé de 5,7 %.

#### Des frais de gestion maîtrisés

La réaction du groupe s'est aussi manifestée par une rigueur accrue de gestion. Les frais de gestion ont baissé de 1 %, pour la première fois dans l'histoire de la BNP. L'ensemble des composences a concouru à ce résultat, qu'il s'agisse des frais de fonctionnement, des frais de personnel, ou des dépenses informatiques. Le résultat brut d'exploitation s'établit à près de 10,4 militards de francs,

en baisse de 16,6 % par rapport à 1993.

#### Des dorations aux provisions en réduction sensible mais d'un montant encore élevé

Le groupe a continué à appliquer la politique mès rigoureuse de surveillance et de provisionnement des risques qui est tradicionnellement la sienne. L'amélioration de la structure financière des entreprises, en France et à l'étranger, a néaramoins permis une réduction de 31,8 % de la dotation aux provisions par rapport au niveau atteint en 1993, qui était sans précédent. La doration aux provisions reste considérable : près de 7,4 milliards de francs. Cela s'explique notamment par un effort supplémentaire de 2,1 milliards de francs de provisions au titre des risques sur les professionnels de l'immobilier pour lesquels l'encours global de crédits du groupe s'élève à 25,8 milliards de francs à la fin de 1994, ce qui représente 3,4 % des encours des prêts à la elientèle. La couverture des naques de crédits jugés préoccupants sur les professionnels de l'immobilier est portée à 52 % au niveau du groupe, les risques correspondants en France étant

Après prise en compte de la charge des éléments exceptionnels et divers, le bénéfice net avant impôt du groupe s'établit à 3.108 millions de francs, contre 1.552 millions de francs en 1993. La charge de l'impôt sur les sociétés progresse

Le résultat pet du groupe s'élève à 1.761 millions de francs, en hausse de plus de 81 % par rapport à 1993. Le résultat net, part du groupe, est de 1.656 millions de francs, en progression de 62,7%. Ce résultat intègre le bénéfice net social de la BNP SA, qui s'élève à 1.320 millions de francs. Le bénéfice net consolidé, part du groupe, est de 8,71 francs par action.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale mixte, convoquée pour le 23 mai 1995, la distribution d'un dividende de 3.20 francs par action, soit de 4.80 francs par action, avoir fiscal compris. Les actionnaires pourront opter pour le paiement du dividende en espèces ou en actions du 27 juin au 13 juillet Inclus. Les actions remises en paiement du dividende porterour jouissance du 1et janvier 1995.

#### Une mise en oeuvre systématique du projet d'entreprise

Pour la BNP. l'année 1994 aura été marquée par la mise en oeuvre, dans tous les domaines, du projet d'entreprise présenté au moment de la privatisation. Ce projet a un objectif clair : le développement dans la rentabilité selon deux axes prioritaires, la banque de proximité en France et la banque de grande clientèle au niveau mondial

Pour l'atteindre, la banque a engagé une véritable action de réingénierie dans une perspective à moyen terme, avec cinq objectifs : une politique commerciale offensive, un contrôle strict de ses cours, un renforcement du suivi des risques, une modernisation du contrôle de gestion et une gestion active du bilan.

Dans certe optique, pour la banque de proximité en France, la BNP a organisé les forces commerciales de son réseau en filières spécialisées par types de clientèle et accéléré le développement de son activité de banque électronique, tout en poursuivant son effort d'amélioration de la qualité de ses services. Pour la banque de grande clientèle à l'échelle mondiale, elle a choisi de se concentrer sur les clientèles et les métiers où elle considère pouvoir se situer parmi les tout premiers acteurs mondiaux. Elle a notamment erté des services spécialisés pour ses clientèles d'institutionnels et de banque privée internationale, tout en élargissant les compétences de sa direction des grandes entreprises et en réorientant ses services de banque-correspondante. Elle a eréé des lignes de métiers mondiales intégrées pour les obligations, les swaps et les options, en renforçant cette dernière activité par l'apport des équipes américaines de Cooper Neff. Elle a structuré son action en direction des pays émergents. La banque a cédé certaines filiales ou participations qui ne s'inscrivaient pas dans sa stratégie, et elle investit dans les mériers qui correspondent à ses priorités stratégiques.

Des plans à moyen terme d'amélioration de la productivité et de l'efficacité, par la réduction des dépenses, ont été mis en œuvre à la fois pour les opérations administratives, les achats, et l'informatique. Une réforme importante du contrôle interne et du contrôle de risques de crédit et de marché est engagée. Le contrôle de gestion est en cours de modernisation.

La gestion active du bilan de la banque s'est concrétisée en 1994 dans tre domaines. Le ratio de solvabilité du groupe est passé de 9,5 à 9,8 %, dont 5,7 % (au lieu de 5,6 %) pour le noyau dur. L'évolution récente de l'environnement bancaire, marquée par l'apparition de risques sectoriels divers et difficile-ment anticipables, a conduit le groupe à se protéger vis-à-vis de rels aléas : une provision de 2,6 milliards de francs pour risques sectoriels éventuels a été constituée à partir d'une fraction de même montant prélevée sur le fonds pour risques bançaires généraux. La direction de la gestion actif-passif s'attache à limiter la sensibilité des résultats du groupe aux variations de marché. La gestion du portefeuille de participations du groupe est en cours de réorganisation.

Daris le domaine, essentiel, des ressources et des relations humaines, la politique engagée pour mobiliser l'entreprise autour de son projet répond à des priorirés claires : assurer l'unité des équipes par une approche solidaire de la gestion de l'emploi ; placer la qualité et la déontologie au premiet rang des valeurs du groupe; assurer une gestion rigoureuse et motivante.

En 1994, la BNP s'est mobilisée pour préparer son avenir.

# Manifestation de soutien aux écoles bretonnes Diwan

DEUX MILLE PERSONNES ont défilé, samedi 25 mars, à Quimper (Finistère), pour soutenir l'association Diwan, en redressement iudiciaire depuis octobre 1993, et qui scolarise 1 100 élèves en langue bretonne. Cette manifestation intervient alors que le tribunal de grande instance de Quimper s'appréte à statuer, le 5 avril, sur le plan d'apprement de la dette de Diwan. L'ambiance de fête témoignait cependant de la confiance retrouvée du mouvement breton. Au mois de janvier, l'Etat avait annoncé qu'il abandonnait 80 % des sommes dues au titre des dettes fiscales. 500 000F manquaient encore pour boucher le trou. La région et les départements en ont pris en charge les deux tiers. Le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, avait profité d'une visite à Quimper, jeudi 23 mars, pour assurer qu'il prendrait en charge le tiers manquant. Reconnue comme « école sous contrat » en juillet 1994, Diwan devrait, en outre, voir les salaires de ses enseignants progressivement payés par l'État.

# AFFAIRES: GEC-Alsthom et les chemins de fer néerlandais démentent tout versement de pots de vin, après les informations publiées samedi 25 mars dans Libératian. Selon le quotidien, le juge Van Rumy-becke aurait, lors de sa perquisition du 14 mars au siège de GEC-Alsthom (Le Monde du 16 mars), découvert deux versements suspects pour un total de 6,4 millions de francs. Une enveloppe liée à un marché de 600 millions de francs pour la livraison de locomotives aux chemins de fer hollandais. « Aucun fonctionnaire ou homme politique néerlandais ni aucun responsable des chemins de fer néerlandais » n'ont reçu de versement de sa part, affirme le groupe industriel.

#HLM: la gestion de l'office HLM des Hauts-de-Seine sera au programme d'une séance extraordinaire du conseil général de ce département, qui devrait se tenir dans le courant du mois d'avril. Charles Pasqua, président du conseil général, a accepté, vendredi 24 mars, à la demande des élus communistes, de mettre cette question à l'ordre du jour de cette séance. L'Office HLM des Hauts-de-Seine fait l'objet d'une enquête, menée par deux juges de Créteil (Val-de-Marne), relative à des fausses factures susceptibles de dissimuler un financement occulte du

■ JUSTICE: le PDG de la société de signalisation SEREL, Francis Guillot, a été mis en examen et écroué au centre pénitentiaire de Presnes (Val-de-Marne), samedi 25 mars, dans le cadre de l'instruction sur l'affaire des fausses factures dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) en Ile-de-France (Le Monde du 23 mars). M. Guillot, déjà mis en cause à Nice dans le cadre de l'affaire Médecin, est soupçonné d'avoir commis un abus de biens sociaux pour un montant de près de 1 million de francs. Son adjoint, l'im Laprévotte, poursuivi dans cette même affaire du BTP, a aussi été mis en examen et incarcéré à Bois-d'Arcy (Yve-

■ AGRESSION: un adolescent de dix-sept ans, soupçonné d'avoir poignardé un collégien de quinze ans à la sortie du collège de Corbas (Rhône), a été mis en examen pour « tentative d'homicide » et écroué, L'agression avait eu lieu, mercredi 24 mars, à la suite d'un incident à propos d'une jeune fille. La victime avait refusé de renseigner quatre adolescents qui en cherchaient un cinquième.

■ MÉDECINE : un faux assistant-médecin allemand, sous contrat depuis le mois de mai 1994 à l'hôpital de Sarreguemines (Moselle), a été démasqué après avoir demandé à changer de service, a annoncé, samedi 24 mars, la direction de l'établissement. Reconnu « intelligent et travailleur », apprécié des malades, Mickaël Class, âgé d'une trentaine d'années, avait déjà travaillé à Forbach et à Metz. En vérifiant ses attestations de stage, l'hôpital a découvert qu'il était recherché en Allemagne pour falsification de son « diplôme » de médecine. La direction de l'hôpital a

porté plainte. Le faux médecin a disparu.

SOMPORT: six associations d'habitants de la vallée d'Aspe ont publié un communiqué, dimanche 26 mars, demandant à François Bayrou, président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques et ministre de l'éducation nationale, de suspendre les travaux du tunnel du Somport. A Paris, la veille, un collectif d'associations avait tenu un meeting avec Eric Petetin, chef de file des opposants au tunnel, et la candidate des Verts à l'élection présidentielle, Dominique Voynet.

#### Opération

#### « Nettoyage de printemps »

L'OPÉRATION « Nettoyage de printemps », menée, samedi 25 et dimanche 26 mars, à l'initiative du ministère de l'environnement, a suscité une grande variété d'actions locales. Cette campagne, inspirée de l'opération australienne « Clean the world » (nettoyer le monde), a permis aux associations françaises de ratisser des plages, de nettoyer des nivières et de débarrasser des forêts de leurs décharges sauvages. Des plongeurs ont inspecté des fonds de calanques, des spéléologues ont vidé des gouffres de leurs déchets. Le ministre de l'environnement, Michel Barnier, qui a assisté, samedi, au nettoyage de la Seine à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), a souhaité que « le respect de l'environnement devienne un réflexe civique permanent », ce qui rendrait les paysages plus avenants et permettrait de créer des « emplois verts de proximité »



#### INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA The Link Between Continents Since 1980

SAN FRANCISCO 114 Sansoma Street = San Francisco, CA 94104

Université à San Francisco California State APPROVED fully ACCREDITED W.A.U.C.

**Master of Business Administration** for International Management

■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational

Pour diplômés de l'enseignement superieur, avec expérience professionnelle ou stages validés

Autres programmes de l'Université : Bachelor, et **DOCTORATE** of Business Administration

Main European Information Center: 17-25, rue de Chaillot 75116 Paris

Tél: (1) 40.70.10.00 Fax: (1) 40.70.10.10

IUA Tél : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052



# L'association Droit au logement occupe un nouvel immeuble à Paris

Une centaine de personnes sans-abri et mal-logées ont été installées boulevard Malesherbes

L'association Droit au logement (DAL) a procéde, dimanche 26 mars, à l'occupation d'un immeuble vide à Paris pour réclamer l'application de « la loi sur les réquisitions ». Une centaine de « bénéficiaires » ont été installés dans le bâtiment situé au 37, boulevard Malesherbes, dans liée à une filiale du GAN.

VINGT-TROIS FAMILLES, en majorité africaines et maghrébines, avec quelque soixantequinze enfants, et vingt-cinq jeunes Français de moins de vingt-cinq ans sans ressources, dont trois couples, ont été installés, dimanche 26 mars, dans cet immeuble haussmannien de six étages (dont le dernier pourvu de chambres de bonnes), à deux pas de la place Saint-Augustin, à Paris. cause des sans-logis depuis qu'il a

Ce bâtiment de belle apparence comporte plusieurs dizaines de bureaux - dont un seul est encore en activité - et de logements, pour la plupart spacieux et en bon état. Selon l'association Droit au logement, il avalt commencé à être vidé de ses occupants il y a cinq ans et son dernier locataire privé est parti il y a quelques

L'opération s'est déroulée sans incident. Le dispositif policier, relativement important, mis en place dans l'après-midi, est resté discret, à l'inverse de ce qui s'était passé le dernier week-end de janvier rue du Dragon (Le Monde du

L'association présidée par Jean-Baptiste Eyraud a maintenant une technique éprouvée : repérage d'un immeuble vacant, préparation du « coup de force » pendant plusieurs semaines et, dans le plus grand secret, convocation, peu de temps avant le jour j, des familles, des personnalités et de la presse, rassemblement \* officiel \* place du Châtelet et parcours-diversion avant d'arriver à destination au pas de course.

Dimanche, plus de huit cents personnes se sont ainsi retrouvées devant le 37, boulevard Malesherbes, dont les professeurs Albert jacquard et Léon Schwarzenberg, Mgr Jacques Gaillot (tous trois coprésidents de l'association Droits devant, création socioculturelle de DAL) et les comédiens Miou-Miou et Lambert Wilson. L'interprète des Valseuses participait pour la première fois à ce genre d'action, tandis que Lambert Wilson est sensibilisé à la

Prance et Gaz de Prance ont accepté de reloger les familles dans des locaux qu'ils possèdent en

DAL, qui ne vise que des bâtiments appartenant à des institutions ou à de grosses sociétés, ne réclame pas de rester dans les lieux occupés, même s'il a tendance, aujourd'hui, à vouloir «s'implanter » dans les beaux quartiers (la Madeleine après

#### Jacques Chirac écrit à l'abbé Pierre

Jacques Chirac, en sa qualité de maire de Paris, a adressé, vendre-di 24 mars, une lettre – qui n'a pas encore été rendue publique – à Fabbé Pierre. Après avoir rappelé des réalisations de la Ville en ma-tière de logement social, M. Chirac indique que quatre-vingt-buit lo-gements a réhabilitation est en cours de finition, vont être livrés en avril-mai, permettant d'installer deux cent trente personnes. Cette opération entre dans le dispositif de l'ordonnance de 1945, que le maire de Paris a décidé de réappliquer en décembre dernier, après l'occupation, par DAL, de l'immeuble de la Cogedim, rue du Dragon, et le nouveau cri de colère de l'abbé Pierre contre « le scandale » des locaux vides.

D'autres tranches de logements seront programmées. Dans sa lettre au fondateur des communautés Emmaüs, Jacques Chirac son-ligne que le recours à l'ordomance de 1945 « n'est pas une solution à lui sent », mals qu'il favorise « la nécessité de maintenir, à l'égard de chocun, le pacte social aujourd'hui fragilisé ».

incarné l'abbé Pierre dans Hiver

Depuis le mois de mai 1994, quatre immeubles vacants ont été, de la même façon, « autoréquisitionnés » par DAL : ceux de la Banque de France, rue Béranger (3°), de Gaz de France, rue Condorcet (9), et de deux groupes immobiliers, la Copra, rue du Moulin-de-la-Pointe (134), et la Cogedim, rue du Dragon (6º). Les deux premiers ont été libéSaint-Germain-des-Prés). « Les familles, souligne Jean-Baptiste Eyraud, ne souhuitent pas du tout demeurer dans l'illégalité. Elles viennent de foyers et hôtels vétustes ou de taudis et elles veulent être normalement logées et payer un lover. » Pour avoir vécu dans des lieux insalubres, un certain nombre d'enfants sont atteints de saturnisme.

Des négociations devraient rapidement s'ouvrir entre DAL et la

Société parisienne immobilière de participation (SPIP). Un représentant du GAN est accouru, dimanche après-midi, boulevard Malesherbes. Cette occupation est en effet hautement symbolique, après l'annonce, la veille (Le Monde daté 26-27 mars), de la recapitalisation, à hauteur de 2 milliards de francs, du GAN par l'Etat. « Au lieu d'éponger les pertes financières du Crédit Lyonnais, du GAN, etc., avait bean jeu de dire le président de DAL, l'Etat ferait mieux de transformer ces fi-

EMPARRAS GOUVERNEMENTAL Dans ces affaires d'occupations

ancements en loyers publics. »

(illégales) d'immeubles, le gouvernement est embarrassé, maniant la carotte à Paris et le bâton à Toulouse, où, le dimanche 19 mars, les CRS sont intervenus sans ménagement.

Cet embarras n'est pas seulement dû au désaveu croissant de opinion publique face au scandale des bureaux et logements laissés vides, et à la mobilisation de plus en plus grande de personnalités connues (dont des artistes) ou à la période électorale.

Cette gêne a aussi des origines juridiques, sur lesquelles s'appuie fortement DAL. L'ordonnance de 1945 sur les réquisitions est aujourd'hui remise en vigueur, ne serait-ce que par le maire de Paris. Surtout l'arrêt de la cour d'appel de Paris dn 17 septembre 1993, instaurant la notion de « squat par nécessité», fait désormais jurisprudence. Une situation que le prochain gouvernement devra

Michel Castaing

# La peur du chômage freine l'achat de logements

Selon un sondage, un ménage sur deux souhaite devenir propriétaire mais seul un sur trois a l'intention de le faire

toujours autant être propriétaires de leur logement? A l'automne dernier, dans sa traditionnelle enquête consacrée au secteur. Pinsee constatait un coup de frein dans les intentions d'achat des ménages, sans que l'on sache vrai-ment s'il s'agissait d'un renoncement sous contrainte ou de la fin d'un grand mythe collectif (Le Monde du 12 octobre 1994). Depuis cette date, la question agite les milieux professionnels, confrontés depuis trois ans à une crise d'une rare gravité. Cinq d'entre elles - la Confédération nationale des administrateurs de biens, le Conseil supérieur du notariat, la Fédération nationale de l'immobilier, la Fédération nationale du bâtiment et l'Union nationale de la propriété immobilière - ont donc commandé un sondage à l'ipsos qui complète

les constatations de l'insee. Cette enquête effectuée du 3 au 13 mars auprès de 1 250 personnes (dont 102 propriétaires bailleurs) montre que si 44 % des Français déclarent « souhaiter » devenir propriétaires (de leur résidence principale, secondaire ou d'un logement à louer), ils ne sont plus que 34 % à avoir réellement « l'intention » de le faire. Du rêve à la réalité, l'échantillon des candidats s'est donc déjà réduit de 10 points. Plus précisément, un Français sur quatre seulement déclare ayoir l'intention d'acheter sa résidence principale, chiffre qui monte à 37 % chez les locataires (15 % pour les propriétaires). Les ménages penchent pour l'ancien alors que. les bailleurs optent pour le neuf, attirés par les diverses facilités (fiscales) qui leurs sont faites. Le plus gros frein à la propriété ?

LES FRANÇAIS souhaitent-ils La peur du chômage pour 53 % des aujours autant être propriétaires candidats sérieux 1 Mais, aussi, la cherté de l'argent puisqu'ils sont 37 % à citer « les charges financières liées à l'emprunt ». Par ailleurs, 37% mettent en avant «les charges, impôts et travaux liés à la ion et l'entretien d'un logelebon doct

LE COÛT DES TRAVAUX Les bailleurs mettent ce demier argument en tête (48 % des réponses), devant « les impôts sur le capital immobilier » (43 %). Cette méfiance quant au coût véritable de la propriété est fondée: au cours des trois demières années, 59 % des propriétaires occupants et 81 % des bailleurs déclarent avoir fait réaliser des travaux, les premiers majoritairement dans une maison individuelle ancienne, les seconds surtout dans des appartements anciens. Pour 54 % des propriétaires-occupants, ces travaux étaient inférieurs à

leurs). Ceux qui ne sonhaitent pas acheter évoquent « le risque d'endettement » (21 % des réponses), devant la nécessité de stabilité (14%) ou le coût de l'opération (14 %). Pour tous, la baisse des taux d'intérêt serait le meilleur moyen d'inciter les gens à devenir propriétaire (39 %), ainsi que l'introduc-tion de souplesses dans le remboursement (23 %). Viennent ensulte les assurances-chômage (19 % en moyenne mais 25 % chez les locataires), une aide à l'apport personnel (19%) et plus loin en-

כ בער בנה כהלבסמרופו מב כבר

30 000 francs (44 % pour les bail-

F. V.

12

2. 4. ...

# Les transports publics : question de vie ou de mort pour la ville

Lettre ouverte de l'Union des Transports Publics aux candidats à l'élection présidentielle.

Dans quelles villes voulons-nous vivre dans 5, 10, 15 ans? Le programme que vous proposez aujourd'hui pour la France implique une stratégie pour les villes : plus des 3/4 des Français sont des urbains et cette concentration vers la ville ne cessera de croître dans les années à venir. Véritable enjeu de société, le devenir des villes pose naturellement la question de l'avenir des transports publics : on ne répétera jamais assez leur rôle dans le développement économique, la protection de l'environnement, la qualité de la vie et la solidarité du territoire, préoccupations majeures des ci-

Les entreprises de transport public réunies au sein de L'UTP(1) ont la conviction que la cohésion sociale de notre pays et sa compétitivité au sein de l'Europe se joueront à l'échelle des villes, des communautés urbaines, des bassins de vie : l'intelligence des politiques de déplacement qui seront mises en oeuvre y sera

déterminante. Acteurs de la quotidienneté urbaine, elles ont acquis dans la gestion du service public qui leur est confiée une connaissance concrète du territoire des villes. Observateurs des mouvements de la société citadine, médiateurs naturels entre les citoyens et la collectivité, les entreprises mesurent l'urgence d'inscrire, pour les cinq ou sept ans à venir, les problèmes de mobilité dans une vision globale, moderne et anticipatrice.

Les villes sont en danger. Malgré l'existence récente d'une politique de la ville, force est de constater la rupture du tissu urbain avec des centres-villes dévitalisés et menacés d'asphyxie et une périphérie qui s'étale et se fracture. Aux villes naturellement créatrices de richesses par la concentration des activités et les occasions d'échanges qu'elles favorisent, se sont substituées des agglomérations polycentriques où les zones d'emplois et d'habitat coexistent sans cohérence géographique.

L'atomisation de l'espace urbain aggrave les fragmentations sociales avec leur corollaire, l'exclusion de plusieurs millions de personnes. La perte des repères d'une identité territoriale distend les solidarités de proximité et fragilise le sentiment collectif d'avoir des intérêts communs et un avenir à partager.

La maîtrise de la mobilité des hommes est la condition première d'une reconquête de la citoyenneté urbaine et le transport public y a un rôle majeur à jouer. Symbole du droit au déplacement pour tous, il permet une égalité d'accès aux emplois, aux équipements collectifs, à la culture et aux loisirs ; il retisse du lien social parce qu'il favorise l'intégration des banlieues et des quartiers défavorisés. Outil efficace d'aménagement urbain, il apporte des réponses rationnelles, à des coûts supportables pour la collectivité, aux problèmes de congestion des centres-villes, à la restructuration et la den-

sification des espaces éclatés de la nériphérie. Utilisateur des moyens de transport les plus économes et les plus respectueux de l'environnement, il contribue à une meilleure répartition de l'espace entre les différents modes de déplacement, et participe à un meilleur équilibre de la vie en

Le transport public est aussi un acteur de premier plan du développement économique local : il favorise les flux économiques en facilitant l'échange des biens et des personnes, il optimise le coût des déplacements à l'échelle de la collectivité, il génère des emplois directs et indirects, il participe, à égalité avec les équipements scolaires et universitaires, à l'attractivité des villes dans les choix de délocalisation des entreprises et des administrations. Enfin, le transport public permet une meilleure maîtrise du temps, ce bien collectif devenu un paramètre essentiel de la vie économique et sociale de notre civilisation urbaine.

L'incitation des citoyens à l'usage des transports en commun doit venir de la plus haute instance nationale de l'Etat, car la décentralisation ne dégage pas l'Etat de son rôle de garant de l'intérêt général.

C'est donc au futur chef de l'Etat, qu'il appartient de favoriser la mise en synergie des décideurs aux échelons nationaux et locaux afin d'impulser cette culture transport public dont la France a besoin pour être à égalité avec ses voisins euro-

C'est aussi à lui, qu'il appartient de décider de promouvoir le transport public au rang d'une grande cause d'intérêt général méritant, par l'importance des enjeux de société qu'elle engage, de devenir un thème prioritaire de pédagogie civique.

C'est enfin à lui qu'il appartient d'anticiper la mobilité dans la ville de demain avec un vrai projet d'amélioration de la qualité de la vie pour les générations futures.

Les entreprises de transport public attendent donc de l'Etat une politique volontariste qui permette le développement des «villes à vi-

Je garantis, au nom de l'ensemble des entreprises de transport public, qu'elles sont prêtes à assumer leurs responsabilités dans la mise en oeuvre d'un tel projet.

MICHEL CORNIL Président de l'Union des Transports Publics

(1) L'Union des Transports Publics est une organisation professionnelle qui regroupe les 150 entreprises de transport public urbain des villes de pius de 20 000 habitants. Elles desservent une population de 26 millions d'habitants répartis sur une superficie de 20.000 km? transportent 4 milliards et demi de personnes sur 28 000 km de lignes, gérent un parc de 21000 autobus, tramways, Val et métros qui parcourent 960 millions de km. Elles emploient 72 000 hommes et femmes et ugmentent leurs effectifs de 1% par an en moyenne depuis 1984. Leur chiffre d'affaires est de 28 milliards de francs .

وركذا من رلامل

# Ce bon docteur Hue

MARCHAIS l'avalt bien dīt, peu avant main: il lui fallait un successeur « créatif, tant sur le plan de la mise en œuvre de notre politique que sur celui de la pratique »; un homme « attaché au travail collectif », « respectueux de la démocratie », et, par surcroît, « modeste ». Perdu, M. Marchais! Car l'homme oe manque pas d'ambition, manifestemeat. «Le candidat communiste est sympathique, il apparaît sincère... » Voyons, qui parle? Eh! bien, Ro-bert Hue de Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste français, un soir, à Rennes, dans une salle omnisports, si vaste que la petite fédération du PCF d'Ille-et-Vilaine (neuf cents adhérents, au maximum) n'osait plus la louer depuis quinze ans.

C'est cela le changement. Chaque soir, le même scénario: une salle archi-comble, un microtrottoir, diffusé sur écran géant, où des jeunes, souveot, racontent qu'ils sont venus là, juste « pour voir ». Avec une demi-heure de retard, le candidat entre en mêlée, tout en rondeurs, tout en sourires, sur la musique de Human Nature, orchestrée par Miles Davis, un Américain. Il espère « transformer la sympathie en vote ». Au fil des quelque solicante dix meetings ins. crits sur son calendrier de campagne, Robert Hue a appris à improviser un discours d'une heure, bon poids, où les mots se bousculent. Un rond a succédé à un carré, à la tête du PCF, mais M. Hue est un carré dans un rond.

Un autre jour, à Douarnenez, un marin pleure, victime de « l'Europe bleue », un vieux gaillard fragile sous sa casquette, et le candidat sait s'y prendre. Il fait pivoter l'ancien matelot, de telle sorte que celui-ci se trouve précisément face au journaliste de passage, puis dit : Ca fait mal, un marin qui pieure. » C'est, peu après, à Quinper, cette vieille dame, dans son manteau de faux astrakan, à peine seize ans, c'est Charonne, du nom

4-1-6

des parents communistes »; l'histoire, à la fois tendre et caricaturale, d'une famille de « prolos », au temps où « le Parti » était partout présent. « l'ai adhéré pleinement à l'image de la Russie de Gagarine », confesse, en souriant, le secrétaire national du PCF, dans le saint des saints de la place du Colonel-Fabien, la salle à manger des dirigeants communistes. « Pour d'autres, ce fut le couronnement de la reine Elizabeth; chez nous, on a acheté la télé pour suivre la visite en France de Khrouchtchev », se

ON grand-père, cheminot, était socialiste. Au congrès de Tours, en 1920, il a quitté « la vieille maison » avant de poser la sienne à Cormeilles, dans le Parisis, où M. Hue est né. Son père était maçon, militant du Secours rouge, interpellé dès septembre 1940 par les nazis, puis résistant et communiste. Son grand frère, André, a été le chauffeur de la délégation du GRP (Gouvernement révolutionnaire provisoire) cooduite par Nguyen Thi Binh avant les accords de Paris du 27 janvier 1973 pour « la paix au Vietnam ». Sa sœur, Mireille, cadre de la fooction territoriale, est communiste. Edith, son épouse, Infirmière, aussi. Me Hue est d'origine juive polonaise. Plusieurs membres de sa famille sont morts dans les camps. Combattant au sein des Brigades internationales, en Espagne, soo père a ensuite participé au débanquement de Pro-

C'est dire que M. Hue n'est pas tout à fait le fruit du hasard. Il porte un nom normand, « un nom de Viking». La révolte, qu'il exprime aujourd'hui sur les tribunes, il l'a éprouvée en lui-même, d'abord. A sept ans, on le met sur un tatami. Il deviendra ceinture ooire de judo. A seize ans, il adhère aux leunesses communistes. « Mais je diffusais L'Humanité avant, avec mon père, préciset-il. On habitait tout près des carrières Lambert. Je me souviens de la sueur des travailleurs immierés descendaient là-dedons. C'est Le Pen qui a récupéré le magot. » A

« Pour d'autres, ce fut le couronnement de la reine Elizabeth. Chez nous, on a acheté la télé pour suivre la visite en France de Khrouchtchev »

descendue de l'un de ces cars qui, d'une ordinaire station du métro partout, remplissent les salles des meetings: « Je veux le voir, je veux le toucher. » Dans la famille rie française, qui fit buit morts communiste, le secrétaire du Parti, – huit morts de gauche –, écracommuniste, le secrétaire du Parti, si peu connu soit-il, c'est toujours le petit père du peuple.

Robert Hue le sait bien. Engagé dans l'élection la plus difficile qui soit pour le Parti communiste, il n'a qu'une obsession, les 6,76 % de suffrages récoltés par André Lajoinie en 1988, un score plancher qu'il doit à tout prix dépasser pour asseoir son autorité dans le parti et témoigner, avec son « petit matelas de voix », que le changement promis peut être bénéfique. Luimême, il est le pur produit d'une longue tradition familiale, rouge de père en fils, joliment rapportée par ce film de Jean-Jacques Zilbermann qui avait ému, voici un an, tant de « camarades », « Tout le

parisien, du nom d'une manifestation contre les partisans de l'Algébouillés contre les grilles de la station de métro. « Charonne, j'y suis encore dans mo tête. Quand je suis rentré chez moi, mon père n'était pas là. J'ai eu peur. »

A seize ans, c'est le collège -technique, parce qu'ou n'a pas eu la chance, chez les Hue, d'avoir des parents plus « friqués ». « Je voulais être médecin. J'ai pris des cours par correspondance pour devenir infirmier. Je me suis inscrit en fac de médecine. Puis j'ai tout arrêté, parce que je militais à fond. » Ar-rive 68: il lit les Essais de Montaigne. Edith et « Bob », comme on appelle parfois, au PCF, le « premier dirigeant », se retrouvent à l'Université nouvelle, rue de monde n'a pas eu la chance d'avoir Rennes, à Paris, pour suivre, notamment, les cours d'économie et de philosophie, livrés par des professeurs communistes qui ne sont plus, aujourd'hui, véritablemeat dans la ligne.

Révolutionnaire, M. Hue? Oui, mais façon classe ouvrière. Il n'aime guère ce monde, qui n'est pas de son monde, celui des habitués du boulevard Saint-Michel et de la rue Gay-Lussac, des jeunes gens mieux lotis que lui, qui brûlent des voitures. Dès 1964, il a suivi l'école élémentaire du parti, un jour par semaine, pendant cinq semaines. En 1967, c'est l'école fédérale, une semaine complète. En 1969, l'école centrale, un mois durant. En 1973, «l'école de quatre mois ». Pierre Blotin, ancien secrétaire de Jacques Dudos, en est le directeur. « C'était dur, intense, reconnaît M. Hue, bien plus dur, je crois, que l'université. » M. Blotin est aujourd'hui l'un des conseil-

lers-maîtres du secrétaire national. Entre-temps, un membre du « staff de Georges Marchais », José Alvarez, aujourd'hui décédé, a repéré le petit infirmier du Vald'Oise. En 1971, M. Hue est propulsé aux postes-clefs de la propagande, puis de l'organisation au sein de la fédération du Val-d'Oise. Un vrai cursus d'apparatchik, même s'il s'en défend. Concernant le stalinisme et la situation dans les pays de l'Est, il reconnaît encore: «Oh! je n'étais pas le gars qui voyoit clair avant les autres! » En 1977, il est élu, à trente ans, maire de Montigny-lès-Cormeilles, une commune de près de vingt mille habitants. C'est alors que survient

« l'affaire ».

La campagne présidentielle a permis

Le successeur de Georges Marchais

au secrétaire national du PCF d'imposer

remplit des salles que les communistes

n'osaient plus louer depuis quinze ans

son style à défaut d'asseoir son autorité.

ONSIEUR le maire a fic de drogue, dans une cité. Il a quelques raisons d'être sensible à cette question, et Charles Fiterman n'a-t-Il pas «recommandé aux élus communistes de prendre à bras-le-corps le problème de la drogue »? En février 1981, Il parraine une manifestation sous les fenêtres d'une familie de Marocains, soupçonnée d'alimenter le trafic. Racisme? Il en parle aujourd'hui sans le moindre regret. «La famille était marocaine. Les victimes du trafic étaient de petits Algenens. Ce n'était pas un problème d'immigration. Et je n'étais pas, comme on l'a prétendu, en service cammandé. Mais, à ce moment-là, Georges Marchais était encore très haut dans les sondages. Les socialistes, relayés par les médias, se

sont engouffrés dans cette affaire. J'ai eu le sentiment d'une injustice totale à notre égard. »

C'est à cette époque, en tout cas, que remonte la première véritable reacontre entre Robert Hue et Georges Marchais. Le jeune maire de Montigny, un peu contraint et forcé, est recruté par Marcel Rosette, sénateur du Val-de-Marne et maire de Vitry-sur-Seine, pour participer à la direction de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR). Il y est remarqué par Madeleine Vincent, membre du bureau politique, chargée des collectivités locales. Dès lors, son ascension est très rapide: en 1987, il entre au comité central, et, dès 1990, au bureau politique. - Je suis convaincu que c'est Madeleine Vincent qui m'a fait entrer au bureau politique, mais elle ne me l'a jamais dit », se souvient-il, témoignant du même coup du mystère persistant qui entoure les promotions ou les rétrogradations au sein de l'appareil

communiste. Trois années passent encore, et Georges Marchais, après de nombreuses consultations, lui propose, à la fin de 1993, de lui succédet. « Je suis també de l'armaire », reconnaît-il. Des quatre ou cinq prétendants évoqués par la presse, il est, alors, le moins connu. Il insiste seulement pour faire valoir un parcours « atypique » au sein du PCF. « Ah! mais pour mei, Robert n'était pas un inconnu, témoigne aujourd'hui M. Marchais. Il s'en est particulièrement bien sarti à l'ANECR. Aujourd'hui, il mène une bonne campagne, dans le jond et dans la forme. Il est humain, il passe bien. Naus avans fait un bon

Le 29 janvier 1994, au terme du vingt-huitième congrès du PCF, aussitot son nom prononcé, des délégués bien informés sortent des pancartes préparées à l'avance : « Bien bossé, super Morchais ! Bienvenue, super Hue! . Lui-meme, il a ce lapsus, fameux : « Non, ie ne suis pas sous tutelle de personne. » Il n'échappera plus désormais à ces sempiternelles questions: quel est son degré d'autonomie ? Quelle est la réalité du changement annoncé?

Les refondateurs, les premiers, alimentent le doute. Ils commencent même à trouver un peu saumatre l'image favorable du nouveau secrétaire national dans les médias. « Mais enfin, la correction apportee sur le bilan des pays socialistes, l'analyse sur le retord pris en 1956, même Gearges Marchais l'a dit depuis longtemps! », s'emporte l'un d'eux. Le demier numéro de Futurs, le bulletin des refondateurs, dénonce des « artifices de campagne [qui] masquent la poursuite, voire l'accentuation, à l'intérieur du PCF, d'une lutte criminelle cantre des maires dont an considère qu'il vaut mieux s'en débarrasser en leur faisant perdre leur ville ».

« Rabert Hue renvoie une image attractive. Mais quel crédit accarder à cet affichage, larsau'on observe la protique concrete du Parti? ». s'mterroge Prançois Asensi, député de Seine-Saint-Denis. « Si un simple changement d'image suffit à faire gagner un point au deux dans les sondages, alars, nous sammes canfortés dans natre analyse selan laquelle de réels changements, à tous les niveaux du parti, pourraient assurer une véritable remantée de l'influence communiste », ajoute Guy Hermier. En attendant, le député des Bouches-du-Rhône, comme d'autres élus constestataires, se heurte à un tir de barrage d'une partie de l'appareil dans la préparation des élections munici-

Robert Hue, justement, o'est encore jamais intervenu pour arbitrer un conflit interne. «Ce ne serait plus compris », estime-t-il. Mais surtout, le pourrait-il? Même s'il prend soin, lui-même, de ne pas entretenir plus que nécessaire la polémique avec le candidat socialiste, sa proposition de « pacte unitaire pour le progrès », formulée depuis un an, et destinée à ouvrir la voie à « une union nouvelle ». n'a toujours pas trouvé un début d'application. RANSFORMÉ

homme-sandwich du Parti communiste, Robert Hue n'a pas - pas encore? - d'affidés au PCF. Ses collaborateurs directs travaillaient auparavant auprès de M. Marchais. « C'est un vaillant », observe, malicieusement, Pierre Blotin. « Son autorité, il l'a déjà gagnée, par ses initiatives, ses passages à la télévisian, assure un membre du comité national. Quel que soit le résultat, persanne ne pourra lui faire de reproches. » Directeur de campagne et secrétaire chargé des fédérations, Jean-Claude Gayssot se frotte les mains en faisant le compte des nouvelles adhésions et de ces soutiens, parfois suprenants, apportés par le comédien Roger Hanin, beau-trère de Prançois Mitterrand, l'écrivain Cilles Perrault, l'architecte Roland

treuil et député de Seine-Saint-Denis, tous les élus contestataires vont finalement appeler à voter Robert Hue. Le candidat vise à « apporter la démonstration que la stratégie fonctionne », ce qu'il appelle encore « une pedagogie du fonctionnement ». D'ou ce « discaurs d'attaque » contre l'argentroi, qu'il veut mobilisateur, même s'il n'en méconnaît pas les limites. « C'est une étape, mais si je me contente de voulair aménager le monde, il vaut mieux que ce soit le Parti socialiste qui le fasse. Mai, communiste, j'ai vocation à changer le mande. » Ce rêve-là demeure une valeur sûre à ses yeux. «Le communisme, assure-t-il, a de

A l'exception, sans doute, de Jean-Pierre Brard, maire de Mon-Iean-Louis Saux



en son jardin ouvrier.

# Chômage: équité ou solidarité?

par Pierre-Alain Muet

'ALCHIMIE du langage ne permet pas toujours d'échapper au conformisme intellectuel qui caractérise souvent les travaux des administrations économiques, même lorsqu'ils sont censés éclairer les chemins du futur. En déclinant à longueur de page et à tout propos le devoir « d'équité », le rapport La France de l'an 2000 donne parfois l'impression de masquer sous la magle des mots des analyses étonnamment traditionnelles et qui, pour certaines, se trompeut cruellement

Qu'il s'agisse du chômage ou de la pérennité de l'Etat providence, aborder d'emblée les problèmes des cinq prochaines années en considérant la croissance comme une donnée assez largement exogène aux politiques économiques, c'est se condamner à traiter, comme nous l'avons trop souvent fait en Europe au cours des années 80, tous les problèmes à l'envers. La politique optimale se réduit alors le plus souvent à « ne pas faire plus de bêtises que nos voisins ». La théorie économique enseigne que cette approche, quoique parfaitement rationnelle au plan individuel, peut conduire à des situations catastrophiques au plan collectif. Entérinant notre incapacité à maintenir une croissance compatible avec le

rapport Minc n'est en fait qu'une version plus « économique » des politiques de replàtrage dont les pays européens ont décliné tous les aspects au cours des années 80.

Vingt ans après le premier choc pétroller, l'inflation a disparu. Mais, alors que les Etats-Unis et le Japon ne se sont jamais durablement éloignés du plein emploi, l'Union européenne est devenue une zone de chômage de masse. Pourquoi? La réponse généralement apportée à cette question par la pensée dominante est simple : la Prance et l'Europe souffrent des rigidités du marché du travail. C'est oublier un peu vite qu'au cours de la période en question les pays européens - et tout particulièrement la France - orat fait des efforts considérables dans le domaine de la flexibilité, de la concurrence et de l'austérité salariale, sans qu'il en résulte d'effets significatifs sur l'emploi.

con répète à loisir qu'à croissance égale la France crée moins d'emplois que ses partenuires, sans se donner la peine de vérifier la pertinence de ce verdict. Certes, la croissance de la productivité du travall est plus faible aux Etats-Unis qu'en Europe, mais l'écart était beaucoup plus élevé dans les années 60, alors même que l'Europe connaissait un chômage très faible. Si l'Allemagne occidentale n'a pas connu une montée du

chômage aussi massive qu'en Prance, c'est en raison d'une démographie beaucoup moins dynamique jusqu'au milieu des amées 80, et d'une croissance supérieure d'un point à la croissance française de 1986 à 1991, alors que sa population active augmentait à nouveau du fait

La vraie question est: pourquoi les pays européens n'ont-ils pu maintenir une croissance compament en Europe le choix du chômage ». Le terme délibéré serait correct s'il ne cachaît en fait un problème plus fondamental et en quelque sorte institutionnel.

Le chômage européen est en grande partie la conséquence de l'écart qui s'est creusé entre notre intégration économique et notre intégration politique. Pour ne pas remonter au déluge, c'est-à-dire quinze ans en arrière, il suffit de se

Une réduction importante et négociée du temps de travail permettra une utilisation plus intensive du capital et plus extensive du travail

tible avec le plein emploi? Elle mérite d'être posée, car, au coms des années où l'Europe abandonnait les politiques d'expansion, les Etats-Uris ont massivement utilisé la politique budgétaire pour sortir de la récession au début des années 80 et tout aussi masssivement utilisé la politique monétaire pour retrouver le plein emploi après la dernière récession. En plagiant le Rapport sur La Prance de l'an 2000, on pourrait tout aussi bien dire que « les politiques économiques ont fuit délibéré-

pencher sur la dernière récession.
Nous avons réussi ce prodige de transformer un choc potentiellement expansionniste – la réunification allemande – en choc déflationniste. Lorsqu'un Etat américain, frappé par un cyclone ou un trembiement de terre, est contraint d'investir massivement pour reconstruire son économie, le résultat est en général une forte expansion, non seulement dans l'Etat en question, mais aussi dans l'ensemble de l'Union. Car, d'une part, tous les

Prats participent par l'intermédiaire du budget fédéral à sa reconstruction – de sorte qu'ils en partagent à la fois les coûts et les bénéfices – et, d'autre part, la politique monétaire de l'Union n'est pas décidée en fonction de la situation particulière de l'Etat, mais en fonction de l'intérêt général.

On voit bien que nous avons subi au cours de cette période les inconvénients de la rigidité des changes, sans bénéficier des avantages d'une véritable umon économique et monétaire, c'est-à-dire l'expression concrète, à travers le budget et la mormaie, de la solidarité qu'impose une même communante de destins. On aurait aimé ou un groupe d'experts qui accorde une telle importance an rapport Standort Deutschland sur la compétitivité allemande - en oubliant au pas qu'une étude analogue avait été réaisée deux ans auparavant en France (Made in Prance, de D. Taddel et B. Corlat) - se penche tout aussi longuerneut sur le rapport Lamers de la CDU qui aborde avec une rare lucidité le problème du lien entre intégration monétaire et intégration politique. Eliminer d'un trait de plume la question du fédéralisme - 20 nom d'un débat « dépassé », comme aime à le proclamer le premier ministre-, c'est refuser d'engager une réflexion approfondie sur les niveaux adéquats de la décision publique: Union, l'Etat, la région, la commune. Qui peut croire aujourd'hui que l'on peut réaliser une union monétaire sans avancer simultanément dans la construction politique et démocratique de l'Eu-

Depuis une dizaine d'années, en raison du poids du chômage sur les négociations salariales, la hausse du salaire réel est inférieure à celle de la productivité du travail. Cet écart, qui a permis initialement la désinfiation, ne se traduit plus aujourd'hui par une réduction de l'inflation, mais par une déformation continue du partage de la vaieur ajourée an dém-

tage de la valeur ajontée an démiment des salairés. 30, cette déformation comigeait la dégradation antérieure de la part des profits et favorisait la reprise de l'investissement. Mais, dans un contexte où l'investissement est autofinancé à plus de 120 % (NDLR: au moins 1,20 F en caisse pour chaque franc investi), son pancipal impact est de rédure la croissance de la consommation sans contrepartie du côté de l'investissement. Or cette situation n'est pas seulement conjoncturelle; si la croissance de la demande des ménages reste limitée par la faible progression de la masse salariale, le cycle d'investissement qui s'amorce se retoumera rapidement sans susciter un cercle vermeux de croissance auto-entretenue. y Witterrand va

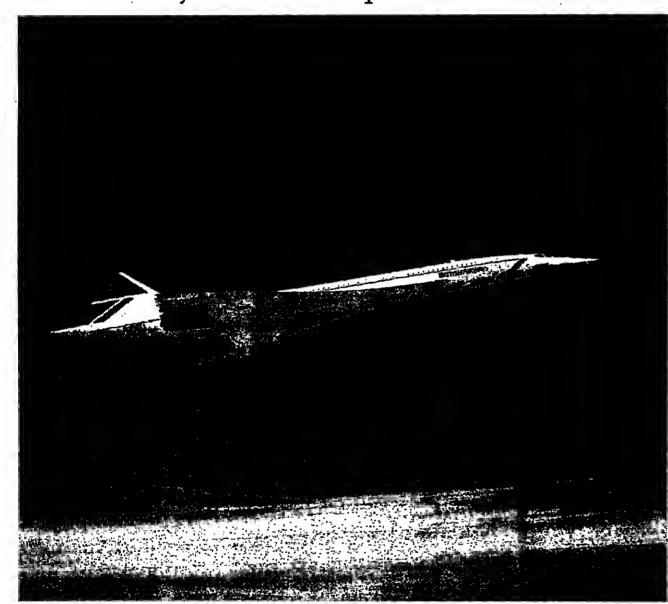
Néfaste aujourd'hui sur la croissance économique, la rigueur saladale est inefficace sur le contenu en emplois de la croissance. En d'autres termes, le fonctionnement spontané du marché du travail ne fournit pas l'évolution qui serait souhaitable à l'échelle macroéconomique: une crossance équilibrée des salaires et des profits, non inflationniste et plus riche en emplois. Nous pourrions, là encore, nous inspirer utilement de l'exemple allemand. Nous avons emprunté à l'Allemagne Findépendance de sa banque centrale en oubilant d'importer ce qui a fait la remarquable efficacité de l'économie allemande : son consensus social. Si les partenaires sociaux pouvaient s'accorder sur un objectif de croissance des salaires nominaux compatible à la fois avec une inflation à 2 % et des gains de pouvoir d'achat évoluant au même rythme que la productivité du travail, nous autions fait un grand pas en avant dans la crédibilité d'une reprise équilibrée et non inflationniste.

C'est aussi dans ce cadre contractuel que devraient être examinées les mesures susceptibles de modifier réellement le contenu en emplois de la croissance. Parmi celles-ci, la plus efficace est une réduction importante et négociée du temps de navail qui permette d'utiliser plus intensivement le capital et plus extensive-ment le travail. Sans impulsion à l'échelle nationale, cette évolution, qui est sans doute la seule qui solt susceptible d'accroître de façon significative le contenu en emplois de la croissance, ne se développera jamais à une échelle compatible avec l'argence de la situation.

An fond, derrère les deux impératifs d'une réduction du chômage 
- croissance forte et augmentation du contenu en emplois de la croissance - se dessine un vinantre 
mot . Celured n'est pas réquité, 
mais la solidarité. Car la théorie 
économique enseigne aussi que, 
dans une sination de sous-emploi, 
la solidarité - c'est à dire la coopération - se conjugue parfairement 
avec l'efficacité économique.

Pierre-Alain Muet est professeur à l'Ecole polytechnique et directeur du département d'économétrie de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Pour 5 aller-retour en Club Europe, British Airways vous offre le plus bel avion du monde.



Pour vous envoler en Concorde, appelez vite le (16) 38 69 20 10.

Pour 5 aller-retour effectués entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 août 1995, British Airways vous offre 1 aller-retour en Concorde pour New York. Pour tout savoir sur le "Billet de Rêve,"

tapez 3616 EXECUTIVE CLUB sur votre minitel (1,27 F/mn) ou contactez votre agence de voyages.

Cette offre est soumise à des conditions particulières.

**BRITISH AIRWAYS** 

La compagnie que le monde préfère

AU COURRIER DU « MONDE »

QUELLE PRIORITÉ ? L'intitulé de l'article de Laurent Mauduit dans Le Monde du 28 février, « Malgré une crolssance forte,

voier, « Maigré une croissance forte, les déficits publics n'ont pas diminué », m'a surpris par son sous-tière: « La France est loin de satisfaire aux critères définis par le traité de Maastricht, ce qui rend adéatoire l'objectif de 1997 pour la mounaie unique et laisse peu de marge de manœuvre pour des actions de luite contre le chômage ».

Le constat est évidemment incontestable et éloquent. Mais la présentation de la situation de la France n'est pas faite en fonction des préocupations prioritaires des Français. Ce qui est choquant, ce n'est pas que le déficit des finances publiques se creuse malgré la croissance économique de 2,5 % en 1994, mais que le chômage perdure à son niveau de 1993 maigré l'enrichissement global du pays. Manifestement, les pouvoirs publics ont échoué dans leur objectif affiché de faire régresser le chômage et l'exclusion. Que l'Europe monétaire en soit queique peu retardée, les Français ne s'en préocupent pas outre mesure. Ce qui intéresse d'abord et avant tout l'opinion, c'est la régression du chômage, surtout lorsque la production pro-

gresse!

Il y a donc bien un problème de répartition des richesses et des fruits de la croissance qui fait que l'on compte des millions d'exclus à côté d'un grand nombre de nantis.

Il y a encore un problème d'orientation de l'activité économique vers l'emploi qui dépend, pour une large part, de la construction européenne en cours et de son modèle économique.

nodèle économique. L'évolution vers l'Europe sans frontières, c'est-à-dire vers un espace européen indéterminé régi par le laisser-faire, et le laisser-passer, c'est l'instauration progressive de la loi de la jungle et la régression de l'humanisme des Etats membres, eux-même menacés dans leurs identité et pérépuité

dans leurs identité et pérémité.

La priorité de la lutte coutre le chômage sur celle de l'équilibre des finances publiques me paraît admise par la majorité des Prançais, de même, la recherche du plein emploi en France est plus urgente que l'union monétaire. Qui plus est, l'objectif du plein emploi atteint, l'équilibre des comptes sociaux réalisé, l'union monétaire deviendrait plus accessible.

Guy Babdor Paris

PLUSIEURS NOMS POUR UNE MONNAIE UNIOUE?

UNE MONNAIE UNIQUE?

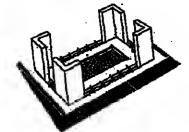
L'un des obstacles psychologiques au passage à la monnaie unique européeune semble tenir à la disparition du nom de la monnaie nationale. Ainsi, les Allemands seraient, dit-on, traumatisés par la perspective de la disparition du deutsche mark; il en va de même des Anglais et des Français.

Il existe toutefois une solution très simple à ce problème : il suffit de faire du nom de la monnaie unique un... préfire : elle s'appellerait officiellement l'« euro », mais rien n'empêcherait les Allemands de l'appeler « euromark » ou les Français « eurofranc », étant bien entendu qu'un euromark, un eurofranc et une eurofire seraient une seule et même entité.

Amsterdam

م كذا من رلامل

### CULTURE



GRANDS TRAVAUX François Mitterrand devrait inaugurer, le 30 mars, le bâtiment de la Bibliothèque nationale de France (BNF), construit quai François-Mauriac, dans

le 13º arrondissement à Paris. Le plus surplombant un cloître de verdure monumental - et le plus cher (7,8 milliards de francs) – des grands travaux présidentiels n'ouvrira au public que début 1997. ● LES QUATRE TOURS

grand comme le Palais-Royal, ont été imaginées par l'architecte Dominique Perrault. LE BATIMENT contient, en fait, deux bibliothèques : l'une réservée aux chercheurs; l'autre, en accès direct, destinée au grand public. La bibliothèque et son programme, qui ont beaucoup évolué en six ans, ont fait régulièrement l'objet de polémiques.

# M. Mitterrand va inaugurer la Bibliothèque nationale de France

Jeudi 30 mars, le président de la République pourra parcourir les salles (vides) du bâtiment réalisé par l'architecte Dominique Perrault dans le 13e arrondissement de Paris. Par son coût, son ampleur, son ambition, il s'agit de la réalisation la plus monumentale du double septennat

LA BIBLIOTHÈQUE nationale temps et dans les coûts fixés. Mais de France est non seulement le la naissance tardive de la BNF auplus monumental des grands travanz do double septennat mitterrandieu, mais elle reste le plus complexe à analyser. Et à décrire. Se fier à sa simplicité formelle quatre tours en forme de livre ouvert installées à chaque angle d'un cloître de jardins - serait perdre de vue une dynamique, un ensemble de forces et de réactions qui auront en pour résultat la réalisation, contre vents et marées, de l'œuvre majeure de Dominique Perrault, un architecte surdoné qui, au moment du concours, ne s'était fait remarquer que par une école à Marne-la-Vallée, l'Ecole supérieure d'ingénieurs en électronione et électrotechnique (ESIEE).

La Bibliothèque de France est arrivée tard dans les décisions présidentielles, alors qu'elle correspondait au plus criant des besoins pour l'avenir de la culture française. Pendant des années, les malheureux habitués de la vieille Bibliothèque nationale ont constaté la lente asphyxie de leur maison.

Jusqu'au jour « J », les tours

trop ternes, trop proches de la Seine

ra eu des conséquences annexes. Son surnom d'abord - TGB -, inspiré aux médias par le caractère récurrent de l'adjectif grand (de la Grande Arche an Grand Louvre), expression préférée des mégalo-

Le projet Perrault – ou plutôt, au stade initial du concours, le projet Mitterrand - restera difficile à comprendre en raison notamment de carences de communication. Percu comme surdimensionné, il fut l'objet d'une dérision aussi naturelle que populaire. Le scepticisme lateot nous conduisit, comme habitués de la vieille BN, à soutenir coûte que coûte le projet Tolbiac dans son essence, et bon gré mal gré le projet Perrault. Les mésaventures du Grand Louvre, les difficultés budgétaires, les cris d'intellectuels mal informés, les conflits de personnes, les avis d'experts supposés, tout faisait cramdre le report à des jours incertains d'une réalisation essen-

ont fait scandale: trop carrées, trop grises,

Lorsque, un beau jour de 1988, la Il y avait bien des réserves inidécision est venue, présidentielle, tiales, mais elles n'étaient pas c'est-à-dire souveraine, la Bibliod'ordre architectural. Comment ne thèque de France, désormais Bipas adhérer au choix du jury, le seul qui laissât sa chance à l'esbliothèque pationale, de France pace de la ville? A l'inverse de ses (BNE) se mit, comme pour faire écho à son surnom de TGB (Très concurrents qui, comme pour la Grande Bibliothèque), à avancer British Library de Londres, ont au rythme du TGV. C'est que la proposé des objets compacts, Per-BNF aura en aussi la chance d'être rault a imaginé une bibliothèque le dernier des grands travaux éclatée, largement ouverte jusqu'à d'Emile Biasini, secrétaire d'Etat libérer l'équivalent du jardin du d'origine gaultienne, que François Palais-Royal en son cœur, mais Mitterrand a mis en place pour dominée par quatre tours d'angle qui ont pour elles leur forme de que tout soit achevé dans les

livre à demi ouvert. Cela semble d'Austerlitz vers Ivry - choix que légitimer le choix d'un jury tenté par les symboles et laisse supposer qu'un tel symbole ne peut être que le fruit d'une sorte de puérilité. En fait, le jury s'est simplement inscrit dans la foulée du style Mitterrand, décrit comme auguleux, froid et glacé ; en un mot : pharaonique. Mais c'est ici le tombeau de Néfertiti qui inspire le caractère rythmé et longiligne de l'édifice, là ou Kheops a marqué l'architecture de la cour Napoléon : une pyramide de verre dessinée par Pei.

Puérilité? C'était sans compter avec Dominique Perrault. L'architecte, malgré son jeune âge (quarante-deux ans), et peut-être grâce à cela, était l'un des très rares à pouvoir mener à son terme une telle aventure. Et les quatre tours sout bieu là, truffées de livres, mand les bureaux sont relégués dans les premiers niveaux. Jusqu'au jour I de l'inauguration, les tours ont fait scandale: trop carrées, trop grises, trop ternes, trop proches de la Seine pour ne pas violenter la ville, trop éloignées de la triste forêt des gratte-ciel du quartier stalie, pour que joue le contraste entre leur perfection forcée et le « bâclage » de ce fond du treizième arrondissement. Ces tours, assimilées par le public à l'eusemble de l'ouvrage, pourraient connaître use fortune semblable à celle de la pyramide de Pei, qui, après avoir cristallisé la colère, est devenue, abusivement d'ailleurs, le symbole de l'eulorsque le quartier Tolbiac aura adopté sa forme définitive. De même, la qualité du rapport à la Seine implique que soit achevé le projet initial, en particulier la passerelle qui doit relier l'édifice au parc de Bercy. Par ailleurs, la décision de ne pas déplacer la gare

nous persistons à juger stupide interdit à la bibliothèque toute possibilité de s'inscrire un jour au cœur d'un véritable quartier.

Dominique Perrault est de cette espèce d'architectes, peut-être nouvelle, en tout cas exceptionnelle, qui semble maîtriser le détail de ses projets à l'instant même où

bliothèque de Londres, en cours d'achèvement, près de la gare Saint-Pancras.

Issues d'une cooception en apparence fonctionnaliste, et qui rappelle même un fragment du plan Voisin de Le Corbusier pour Paris en 1925 (des tours au centre de la ville), les quatre tours obéisseut à une logique trom-

Les deux niveaux, bibliothèque des chercheurs et bibliothèque publique, circulent autour de ce parc que personne ne pourra fouler

ils sont conçus. Le corollaire est que l'édifice reste difficilement compréhensible avant l'heure de l'inauguration et qu'il se révèle au moment où les derniers détails en sont achevés. Les chercheurs s'y sont pourtant ralliés, après avoir été in fine associés au projet. Mais, à l'évidence, il faudra attendre le jour où l'édifice entrera en fonction pour que les jugements se fondent sur la réalité et non sur les

Car la réalité de cette bibliothèque sera vraisemblablement double, ou même triple. Il y aura les aspects strictement positifs et, parions-le, enthousiasmants pour le public. Certes, les quatre tours semble du musée. Mais les tours sont appelées à rester dans un mettrone plus de remps à se faire export confusionnel avec le déaccepter. La BNF ne trouvers en explorable Himalaya de sommets effet sa signification urbaine que mai finis qui caractérise l'horizon dn trelzième arrondissement. Mais leur luminosité, le dialogue de la façade de verre et des volets inté-' tieurs, celui des tours avec l'esplanade de bois, seront du plus bel effet pour qui découvrira cet Eldorado du livre, même si l'on est loin de la discrétion trouvée par la Bi-

peuse, en tout cas sans aucun rapport avec les vieux doemes. Elles ne sont que le couronnement, le signal d'une réalité autre, celle du bâtiment que fréquenteront les lecteurs et qui s'inscrit autour de ce jardin central qui évoque le vieux Palais-Royal. Un véritable trompe-l'œil que cette forêt tant elle fait oublier la réalité des niveaux, met sens dessus dessous la notion de sous-sol. Les deux niveaux - bibliothèque des chercheurs et bibliothèque publique circulent autour de ce parc que personne ne pourra fouler. Le niveau supérieur bénéficie égalemeut de deux «rues» qui sout deux leurres quant à leur niveau réel. Mais ces fantasmagories ont été étudées au quart de poil pour ne pas être perceptibles et disparaître dans ce qu'on peut appeler la méthodologie poétique du sys-

tème Perranit. A la maîtrise du fonctionnement, à une circulation riche en espaces spectaculaires comme en recoins intimes répond un soln inégalé dans la recherche de matériaux. Etonnant dialogue des volumes et des matières : Dominique Perrault a l'art de tresser l'acier, de jouer des contrastes entre le métal, le bois, le verre, la lumière... Il joue d'une gamme infinie de volumes, depuis le confidentiel jusqu'au vertigineux. Aux grandes vagues d'acier traité qui deviendront les vecteurs de reflets multiples répondront la chaleur du bois omniprésent et celle d'une moquette dont le rouge sombre et l'épaisseur mesorée seront les gages de cette chaleur qui doit être, pense-t-on, le fait de toute bibliothèque.

Les chercheurs ont droit à un espace réservé donnant sur le fameux fragment de forêt, quintescence de Fontainebleau, quand le grand public, qui u'a accès qu'aux étages supérieurs, se voit interdire la vue sur ce jardin de pins, sauf à gagner une allée-reposoir séparée des salles de lecture par une cloison. On ne peut cumuler étude et contemplation végétale. Un petit rien sadique, peut-être traditionnel de la conception des bibliothèques, où les chercheurs sont usuellement protégés de la distraction, comme si une voisine de table était moins troublante qu'un arbre, un moineau ou un écureuil

Un petit rien sadique qui conduit à s'interroger non plus sur l'architecture mais sur l'image que se fait la société de ses cbercheurs : des érudits infantilisés. placés entre l'école materuelle cruelle et une situation monastique autoritaire. Ainsi, la bibliothéone de Perrault, associant le volontarisme du jeuné architecte, la mise an pas forcé des lecteurs, la sacralisation du livre au-delà de ce que Jorge Luis Borges aurait lui même rêvê, apparaît comme l'un des projets les plus radicaux, les plus aboutis de cette fin du deuxième millénaire.

Frédéric Edelmann

# Enterrer les hommes, élever les livres

LA PRINCIPALE RESERVE que l'on peut o poser au projet de Dominique Perrault est l'utilisation des quatre tours comme magasin pour les livres. Une réserve qui n'est pas motivée par la crainte d'un incendie ou d'une de ces catastrophes que les adversaires du projet s'amusent à Imaginer. Et n'est pas, non plus, liée au prix coûteux du système de triple paroi dans les étages des tours, le verre laissant apercevoir les hauts panneaux de bois qui, eux-mêmes, dissimulent les caissons hermétiques des magasins. Pour le vieil habitué de la BN de la rue Richelieu, il s'agit simplement d'un projet absurde.

La pensée générale se résume alnsi : pourquoi Installer les livres dans les tours, où la vue et la lumière laissent plutôt suggérer la présence des hommes, et pourquoi enterrer les hommes dans des espaces où les livres, dans la tradition de l'architecture des bibliothèques, auraient trouvé l'ombre et la protection nécessaires ?

L'idee, appare pouvant creuser à l'Infini dans les sous-sols qui bordent la Seine, se refusant à faire un « mastaba » de milliers de mètres carrés, l'architecte a imaginé ces tours comme quatre silos dont les grains seraient les livres appelés à rejoindre les lecteurs à leurs places respectives.

Il est pourtant difficile d'admettre que ces quatre bâtiments de près de 80 mètres de haut, les seuls qui soient véritablement visibles dans la ville, n'accueillent que du stockage de livres et des bureaux, et non des fonctions complémentaires de l'activité intellectuelle des chercheurs. Ce débat prouve que la bibliothèque n'a pas été pensée avec l'ampleur qu'elle méritait : les fonctions de recherche, de consultation, de colloques restent trop proches de la vieille BN et en deçà d'une ambition européenne.

#### COMMENTAIRE L'ULTIME RÊVE DU PRÉSIDENT

Quelques semaines avant de quitter l'Elysée, le président de la République pourra parcourir les salles achevées - mais vides du plus colossal de ses « grands travaux ». Sans aucun doute, celul qui lul tient le plus à cœur. Comme presque tous les projets mitterrandiens, il aura déchaîné critiques et polémiques, aujourd'hui en passe d'être ou-

On retiendra que cet établissement aura finalement été construit en un temps record: moins de dix ans entre son annonce (juillet 1988) et l'entrée à sa tête de Dominique Jamet,

du premier lecteur (printemps 1997). Quand la nouvelle rue comme relevant plus du re-British Library de Londres at- merclement que de la compévaux entammés depuis vingt

Les batailles qui ont accompagné l'élaboration de la BNF pouvaient-elies être évitées ? Sans doute. Elle se sont nourries de maladresses initiales, aggravées par l'existence d'un « domaine réservé » propre aux grands travaux, pratique lci particuliérement néfaste.

Rien ne justifiait en effet que le programme d'un tel établissement soit bouclé en quelques mois, que le monde de la recherche et la Bibliothèque nationale n'y soient pas assoclés dès le départ, que la nomination

personnalité brillante, est appa-

Ces erreurs, et la trop grande révérence accordée à l'amateurisme « éclairé » de l'Elysée, ont fatalement conduit à des dérapages, des volte-face, des incertitudes, aul ont engendré une cascade de réactions négatives. souvent excessives, voire Imméritées, et qui semblent maintenant dérisoires.

Cela n'a pas empêché au lourd convoi de la TGB de s'ébranier dans la bonne direction. Il est désormais sur les rails. Reste à financer son fonctionnement, qui devrait absorber à lui seul près de 10 % du budget de la culture.

# Le parcours boulimique de l'architecte Dominique Perrault

ON LUI DONNERAIT le Bon Dieu sans confession, avec sa tête d'enfant sage qui semble hésiter entre une carrière de séminariste et



toucher à son sourire, on obtient une de ces têtes que les enfants adorent et qui semblent se jouer du sérieux des adultes. Dominique Perranit, pourtant, est l'architecte de la Bibliothèque nationale de France (BNF). Et s'il sait faire le grand écart entre la part technicienne et la part poétique, inventive, parfois ludique que demande aussi ce métier ; c'est un homme sérieux et exigeant. Au soin porté à chaque détail de ses ceuvres, on pourrait même le trouver maniaque si, par ailleurs, il ne une œuvre dont la palette était déjà

manifestait une solide maîtrise d'un atelier auquel il sait exactement ce qu'il doit déléguer pour que tout soit achevé à son beure. Né en 1953, à Clermont-Ferrand,

Dominique Perrault obtient sou premier diplôme, celui d'architecte, à Paris en 1978. Il se dote, en 1979, d'un certificat d'urbanisme, puis d'un DEA d'histoire. Il crée son agence - année prémonitoire - en 1981. Il cumule alors les récompenses traditionnelles du jeune architecte. Sa biographie va ainsi tambour battant, jusqu'en 1993, où il voit couronné un commencement de carrière somptueux par le Grand Prix national d'architecture en 1987. Un jury plus prudent aurait peutêtre attendu l'achèvement de la BNF, concours remporté en 1989, livré comme prévu cette année. Lucidité ou imprudence ? Il était en effet de bon ton, à cette époque, de mépriser le chantier. En fait, Domi-

diverse malgré le nombre limité des bâtiments réalisés. C'est d'abord une école d'ingénieurs, l'ESIEE de Marne-la-Vallée, qui l'a fait connaître. Une structure à la fois compacte et urbaine, solitaire mais accueillante, poussant à son paroxysme les images futuristes et maintes fois rabachées ailleurs de l'aile d'avion, de la disposition en peigne, de la rue intérieure.

EFFICACE, PERSPICACE L'Hôtel industriel Berlier, à Paris. conçu deux ans plus tard, adoptait au contraire la forme stricte d'un parallélépipède qui, sans sa qualité de détails, de matières, sans son arachnéenne liberté, aurait été vite relégué au rang de banale barre. Ce bâtiment en lisière d'Ivry-sur-Seine, où il installera presque aussitôt son agence et les ingénieurs de la future BNF, obtient l'Equerre d'argent, qui est à un édifice ce que le Grand Prix

est à l'individu. On retrouve un Perrault baroque

grapherina and experience of the companies of the compani

mais toujours efficace, perspicace, dans l'usine de traitements des eaux d'Ivry, réalisation plus confidentielle qui montre pourtant que l'utilisation maîtrisée des courbures, les liens, la recherche d'un vocabulaire spécifique à chaque type de structure, peuvent échap-per à la gratuité fantaisiste de ce qu'on a pu appeler le style Zorgiub, du nom d'un héros maiéfique et mégalo d'une des aventures de la bande dessinée Spirou et Rantasio. Pour Usinor-Sacilor, c'est encore une nouvelle démarche : l'architecte adjoint un centre de conférences à une demeure du siècle passé qui, sans ostentation, acquiert le statut d'une sorte de château fort

au cœur d'un lac. Là où Jean Nouvel pousse jusqu'à la rupture le principe d'une inventivité renouvelée, plaçant sa signature dans la certitude du génie plutôt que dans la constance d'un style, Dominique Perrault, lui, tout en jouant d'une capacité d'inven-

tion égale, mise sur la poésie plutôt que sur la provocation, sur l'émotion reterme plutôt que sur l'insoleuce. On le voit bien, lorsqu'il gagne le concours pour le vélodrome et la piscine d'un hypothétique Berlin olympique. Les structures sont là, poissantes, et trouvent une étrange légitimité dans les rangées de pommiers en masse, enracinés autour de l'édifice.

FANTASQUE MAIS ORGANISÉ

Dominique Perrault poursuit cet itinéraire fécond, fantasque mais organisé, avec, notamment, sa femme Aude et Gaelle Lauriot-Prévost, ainsi qu'uo groupe de « grosses têtes » capable de faire prendre corps structurellement. techniquement, à des concepts qui pourraient sembler aux limites du réalisable. La ville de Bordeaux lui a confié le projet d'aménagement des deux rives de la Garonne. Où se place la modernité? Dans sa manière un peu crâneuse de dessiner

des axes et des tensions avec des tendeurs de vélo barrant son sché-ma d'urbanisme? Peut-être, si cela aide à faire passer le message d'un projet qui semble surtout de bon sens, qui s'organise dans le temps sans que tout soit figé par une mégalomanie dévastatrice comme cela s'est vu, il y a peu, à Lille. Nantes, également, lui a confié la réflexion sur l'aménagement de l'île Sainte-

Tout cela, pourtant, laisse à Dominique Perrault une bonne marge de manœuvre: on ne sort pas la construction de la Bibliothèque nationale de France en cinq ans sans une rare capacité d'organisation et une boulimie de travail. En revanche, il a adopté le parti de la sagesse en ne participant pas au concours du Grand Stade de Saint-Denis après avoir été l'un des favoris du concours pour le même stade, à Melun-Sénart.

# La Bibliothèque nationale de France, le public pourra de

Les quatre tours (80 m de hauteur) comportent chacune 7 étages de bureaux (en bas) et 11 étages de magasins (en haut) où seront stockés 40 % des livres de la BNF.

Le jardin de 12 000 m², planté de 250 arbres, majoritairement des pins, sera fermé au public. Seuls les jardiniers y auront accès. Et les lecteurs en cas d'alerte : il servira alors de sas d'évacuation.

# Ce qui reste à la BN, ce qui part à Tolbiac

IL FAUDRA douze à dix-huit mois pour déménager tous les livres (10 à 12 millions de volumes) de la BN à la BNF. Rejoindront également le quartier Tolbiac les 350 000 titres de périodiques ve-nus de Versailles et 1 million de documents sonores (disques, cas-

La notia des camions commencera de six à huit mois avant la date fatidique (déterminée à l'automne prochain eu tonction d l'avancement de l'informatique) et s'achèvera huit à dix mois après. Ce déménagement pertubera les lecteurs puisque avant l'ouverture de Tolblac les ou-vrages seront demandés à partir de la rue de Richelieu et rapatriés rive droite pour être communiqués. Après l'ouverture ils seront communiqués à Tolbiac et ceux qui resteront encore à Richelieu

feroot à leur tour la navette. Pendant les quatre semaines qui précéderont l'ouverture de Tolbiac, les lecteurs seront en « chômage technique »: aucun document ne sera communiqué.

#### CONCURRENCE

Resteront, rue de Richelieu, les 15 millions d'estampes, 1,1 million de photographies, les monnaies, médailles et antiques (570 000 pièces), les 650 000 cartes et plans, les 2 millions de documents musicaux et les 170 volumes de manuscrits. Les arts du spectacles, mal logés à la bibliothèques de l'Arsenal (une annexe de l'aocienne BN), devraient se caser rue de

Dans ses locaux dégagés par le départ des livres, le site de Richelieu devrait abriter le futur Institut national des arts où seraient rassemblés des foods de bibliothèques (la bibliothèque Jacques-Doucet, la bibliothèque du Louvre, celle de l'Ecole oationale supérieure des beaux-arts) ainsi qu'un certain nombre d'unités d'enseignement universitaire. Mais le mariage entre le monde universitaire et celui des musées, sur lequel repose cet institut, se fait difficilement en raison d'une très ancienne et toujours vivace concurrence entre les deux corps.

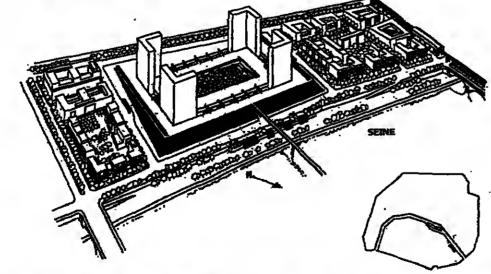
Micbel Laclotte, ancien directeur du Musée du Louvre, vient de rédiger un ultime rapport sur l'avenir de cet établissement dont la nécessité u'est plus à démontrer. Il est entre les mains du ministre de la culture.

E. de R.

Le socle du bâtiment forme une esplanade de 60 000 m². Elle est recouverte d'un bois exotique, l'ipé. Côté Seine, elle se termine par des emmarchements. Une passerelle la reliera au parc de Bercy, rive droite.

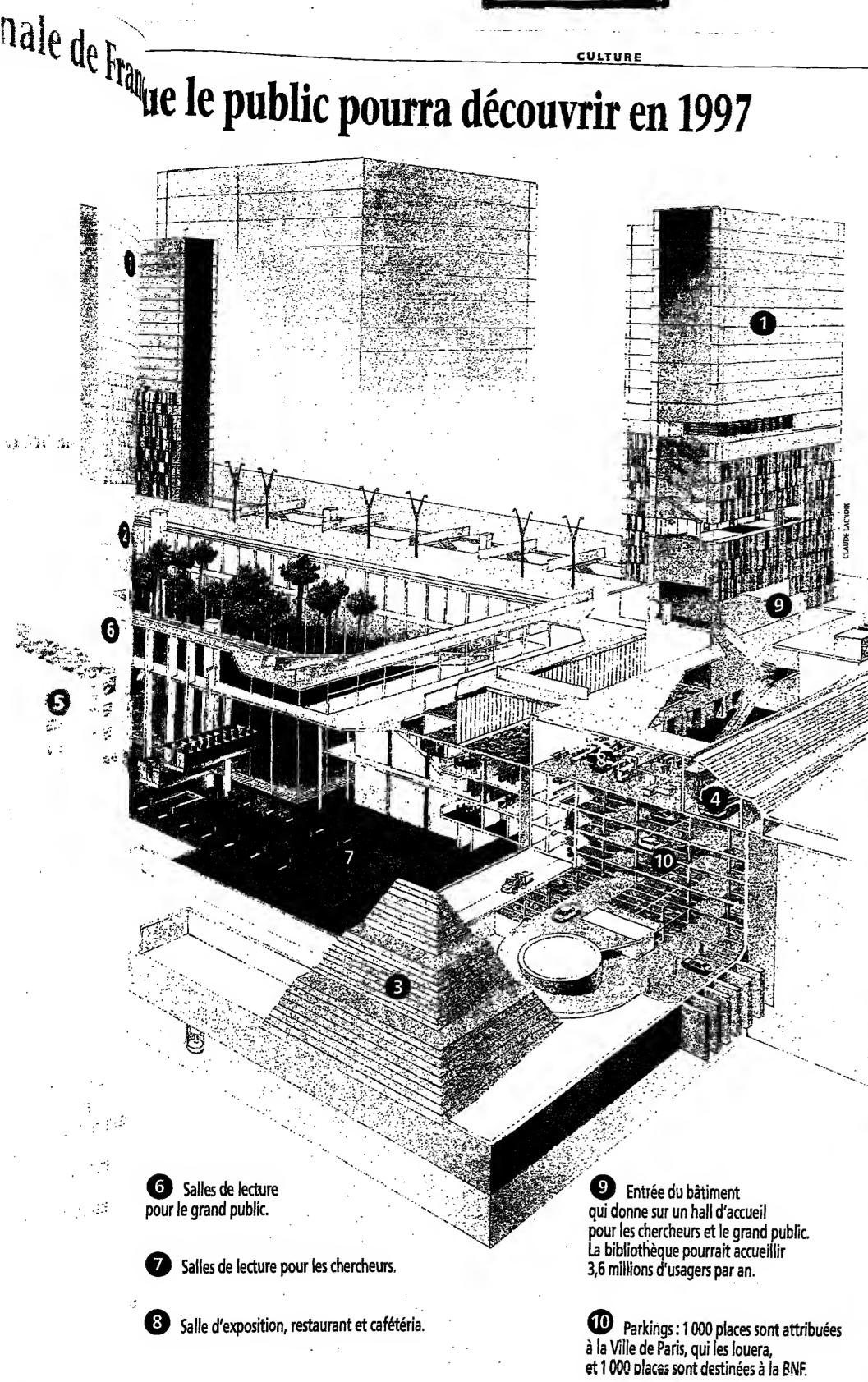
Aire de circulation souterraine pour les livraisons.

Un nouveau quartier de Paris



La BNF sera au centre d'un nouveau quartier de Paris, dont le nom de « code » est Seine Rive gauche. Ce vaste chantier, qui occupe 18 % du 13° arrondissement, mettra une vingtaine d'années avant d'être achevé. Néanmoins, en 1997, lors de l'ouverture au public de la bibliothèque, deux gros ensembles immobiliers seront en partie habités, de part et d'autre du bâtiment de Dominique Perrault.

Magasins situés dans le socle où seront stockés 60 % des livres. L'ensemble des magasins devraient être saturés autour de l'année 2050. Une partie des parkings pourrait être transformée en magasins pour gagner des espaces de stockage.



#### Chiffres 1 4 1

- Site: 7,5 ha.
   Jardin: 12 000 m².
- Tours : 80 m de hauteur.
- Surface totale: 365 000 m². Surface atile: 168 000 m² (dont 57 000 m2 pour les magasins. 55 000 m<sup>2</sup> pour les espaces publics
- et 16 000 m² pour les bureaux).

  Surface des salles de lecture:

  40 000 m². Les deux plus grandes
  salles auront 120 m de long, 30 m
  de large, 12 m de haut.

  Il y a un auditorium de 350 places,
  ume salle de conférences de une salle de conférences de
- de travail de 50 places.

   Public : la BNF aura 3 592 places dont 2 200 au rez-de-jardin pour la recherche (660 à l'ancienne BN, toutes salles comprises) et 1 392 pour la bibliothèque grand

200 places et six petites salles

- public du haut-de-jardin.

à leur disposition l'intégralité du fonds de la BNF sur demande et en libre accès (à terme) 480 000 volumes. Les magasins auront 400 km de rayonnages, un tiers dans les tours, deux tiers dans le socle. L'enrichissement de la BNF est de l'ordre de 93 000 volumes par an (contre 80 000 à l'ancienne BN, mais 270 000 à la bibliothèque du Congrès et 170 000 à la British Library). Le rythme de 120 000 par an prévu initialement n'a pu être maintenu. Les chercheurs disposeront en outre de 76 000 microfilms, de 950 000 microfiches, de 100 000 ouvrages numérisés, de 28 000 documents multimédias, de 300 000 images documentaires fixes numérisées, de 62 000 vidéogrammes et de 905 000 documents sonores.

Le grand public qui aura accès
à la bibliothèque haut-de-jardin
disposera de 380 000 volumes
(à terme) en libre accès, 200 000
au moment de l'ouverture.

Dispostratores les deux Départements : les deux niveaux seront divisés en quatre départements identiques : sciences et techniques ; littérature et arts ;

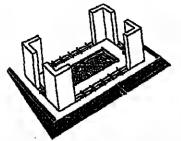
- sciences politiques, économiques et juridiques ; philosophie, histoire, sciences de l'homme et de la société.

  Coût: 7,2 milliards de francs (7,8 milliards en francs courants).

  Budget: environ 1,3 milliard de francs courants).
- à l'ancienne BN. Actuellement 1 800 personnes travaillent à la BNF, contre 500 pour l'ancienne BN, mais l'effectif devrait atteindre 2 700 employés (5 000 agents à Washington).

  Ateliers : la nouvelle bibliothèque sera dotée d'un centre de 60 000 m²
- à Bussy-Saint-Georges (près de Mame-la-Vallée) qui comprendra des ateliers (désacidification, désinfection, renforcement des papiers, restauration, supports de documents audiovisuels) et des magasins de stockage (y sera déposé un des quatre exemplaires du dépôt

légal). Ce centre est en cours de construction. Son architecte Dominique Perrault.



Jeudi 23 mars, devant l'ensemble de son personnel, l'architecte Dominique Perrault remettait les clès de la Biliothèque nationale de France - en réalité une carte magnétique - à son président Jean Favier. Une semaine plus

# Une aventure mouvementée en huit épisodes

Programme à géométrie variable, polémiques architecturales, conflits de personnes, problèmes techniques : en sept ans, le contenu du dernier chantier présidentiel a été considérablement modifié

300 000 mètres carrès dédiés aux livres. Le bâtiment est, certes, encore vide. Mais déjà, une page est tournée, une histoire s'achève en dépit du travail qui reste à faire avant que le pu-

tard, François Mitterrand inaugurera plus de blic n'occupe les arcanes de cette mémoire monde ». La griserie des jouets informa-300 000 mètres carrès dédiés aux livres. Le bâtueuse, en dépit du consensus qui accompagna, en juillet 1988, l'annonce de la construction de la « plus grande bibliothèque du

dernier des grands projets présidentiels, quelsses et des querelles de sérails brouillèrent pendant un temps l'image de cet

établissement qu'on annonçait futuriste. Il se révèle plus traditionnel. Mais ces polémiques ont finalement eu un résultat positif: les quatre tours se dressent, achevées, face à la

tions de Dominique Jamet : «Les

adultes, comme les étudiants ou les

odolescents, porcourront facile-

ment le niveau supérieur, où ils

pourront consulter des ouvrages qui

constituent le fands commun de

### 1. - « BN bis » ou nouveau bâtiment?

AU DÉBUT des années 80, la « Nationale » est en crise. La vénérable institution, installée rue Richelieu à Paris depuis 1720. manque de crédits. Ses structures sont inadaptées et vieillottes. 5on personnel, insuffisant, mal payé, est découragé. Les grèves se mul-

En 1987, l'administrateur de la Bibliothèque nationale (BN), André Miquel, arabisant courtois, amateur de grosses motos, démissionne avec fracas. En fonctions depuis deux ans, il est remplacé par l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, son collègue au Collège de France. Ce dernier a vite transformé son solennel bureau en un capharnaum ahurissant. Mais, au milieu de ce désordre, en dépit de son aspect lunaire et de sa chevelure en bataille, ce manœuvrier inégal veut faire bouger les choses. Son atoût: être en symbiose avec le monde des chercheurs. Le sien. Il connaît parfaitement le mécanisme des bibliothèques internationales (américaines en particulier), qu'il fréquente depuis longtemps.

En 1987 touiours, le ministre de la culture, François Léotard, prend connaissance d'un rapport alarmant d'un haut fonctionnaire. Francis Beck. Une confirmation: la BN se dégrade et s'engorge. Dix ou douze millions de volumes? Personne ne salt vraiment, puisqu'il n'y a pas eu de récollement général depuis 1947. Pour Emmanuel Le Roy Ladurie, le choix est simple : ou bien la BN déménage totalement - une « orération topis volont », dit l'historien -, ou bien il faut construire à Paris une « BN bis ». Cette solution est moins onéreuse. Elle est entérinée par un des derniers conseils des ministres de la première cohabitation, le 13 mars

### 4. - Tandem pour un texte fondateur

5. - La mauvaise humeur

des chercheurs

QUEL SERA le contenu du bâti-ment ? Des livres certes. Mais lesquels et combien ? Et quelle sera la place réservée à l'image et au son? Un rapport est confié à Patrice Cahart et Michel Melot. Le premier. mince, glabre, plutôt de droite, inspecteur des finances, préside le conseil d'administration de la Bibliothèque nationale et la Monnaie, un établissement de tout repos. Le second, rablé, barbu, chartiste, volubile, vraisemblablement de gauche, a longtemps dirigé la Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Pompidou, un poste assez « chaud », avant de s'intégrer au Conseil supérieur des bibliothèques. Au bout de trois mois de consultations menées tambour battant. les duettistes rédigent, en

DANS un premier temps, seule

une partie des collections de la

BN doit déménager. A quelle date

s'arrêter: 1900, 1914, 1945, 1960?

La querelle n'est pas réglée quand

est lancé le concours d'archi-

tectes: les concurrents doivent

caser 4 à 5 millions de volumes.

Mais le lauréat, Dominique Per-

rault, apprend, le 21 août 1989

(après avoir rendu son projet),

qu'il aura à construire la TGB...

avec le double d'ouvrages. Car, fi-

nalement, ce sont tous les livres

gul Iront qual d'Austerlitz. A l'ar-

Serge Goldberg, polytechnicien

rocailleux, ancien patron de La

Villette, est nommé directeur gé-

néral de l'Etablissement public

constructeur. Un universitaire,

ancien directeur du livre, Jean

Gattégno, angliciste élégant et

passionné de Lewis Carroll, est

nommé responsable du pro-

Son credo répond aux vœux du

gramme scientifique.

chitecte de se débrouiller I

1988, le texte fondateur de la TGB. La bibliothèque, indiquent les deux hommes, doit assumer les fonctions de l'ancienne BN, dépositaire du patrimoine intellectuel de la France. Elle doit donc collecter, cataloguer, conserver et communiquer son fonds. Ils évaluent la surface nécessaire à 130 000 mètres carrés. Mais que resterait-il rue de Richelieu? Certains sont partisans d'ouvrir le nouvel établissement avec des rayonnages vides - ou presque - et de les remplir au fur et à mesure de l'arrivée des nouveaux volumes. La rue de Richelieu étant « gelée », avec ses soutes pleines des livres reçus jusqu'eo 1995. Mais personne n'ose imaginer que François Mitterrand se contente

ment, complet ou non, provoque

des chercheurs - clientèle pre-

Pierre Nora, Le Débot, publie un

numéro critique sur les objectifs

avoués de la Bibliothèque et or-

ganisa une rencontre, le 11 sep-

tembre 1989, dans un amphi-

théâtre de l'Opéra-Bastille entre

le gratin de la recherche et la

double équipe Richelieu/Tolbiac,

dont les relations étaleot déjà

dinter, Pierre Nora et Krystof Po-

mian, entre autres, s'y montrent

pugnaces. Ils s'élèvent contre la

« mise en silos » des ouvrages

peu demandés, déplorent la « mé-

diothèque géonte », avec cinémas,

restaurants, garderies d'enfants et centres commerciaux qu'évo-

quait un préprogramme. Les au-

teurs du projet BDF avaient sur-

tout omis de consulter les

chercheurs. D'où leur mauvaise

Les intervenants, Elisabeth Ba-

#### notre potrimoine culturel. » Une bi-François Mitterrand, le 10 octobliothèque traditionnelle, en bre 1990, envoie une lettre à lack Lang pour recadrer les proposi-7. – Les tours en première ligne

nouveau conseiller du président

de la République, Laure Adler,

journaliste venue de la radio, est

sévère : « On se réfugie derrière les

propos du président de lo Répu-

blique pour faire n'importe quoi. 🛎

éclate. Elle est alimentée par le professeur Higoonet, de l'université américaine de Harvard (Massachusetts), dans le Times Litterary Supplement, relayée par le chercheur britannique Herbert Lotman dans The Librarion et le Français Marc Fumaroli, do Collège de France, dans Le Figaro. Cette fois, c'est la conceptioo architecturale du bâtiment qui est en cause. Dominique Jamet répond d'une plume assassine dans le bulletio des l'Association des amis de la Bibliothèque de France, Réseoux (janvier 1991). Il dénonce les « faux débats, bioisés, stériles, négatifs > et les chercheurs contestataires, «trois oigris et deux tor-

un grave accroc avec le monde En juin 1991, la polémique remière de la BN. La revue de bondit dans Le Débat: un autre Américain, spécialiste des bibliothèques, Philip Leighton, s'en prend au stockage des volumes dans les tours. La BDF contre-attaque en accusant le directeur du Débot de \* bouder cette bibliothèque républicaine » et de faire preuve d'élitisme. Pierre Nora rétorque «qu'il n'y o pas trente-six sortes de chercheurs. Un élève de terminole ou un généologiste du dimonche, à portir du moment où ils fant des recherches, appartiennent. à la même communauté et doivent être traités comme tels ». Cette communauté conviée à participer aux travaux des commissions scientifiques de la BDF boude. Ce

UNE NOUVELLE polémique o'empêche pas bulldozets et grues d'entrer en action, au début de l'été 1991. Pas pour longtemps: trente-sept familles, expulsées de leurs logements, occupent les terrains jouxtant le chantier du quai de la Gare. Les travaux sont interrompus pendant sept semaines.

Les fameuses tours restent au cœur de la polémique: stockage, climatisation, circulation des livres, « blues » du magasinier... Georges Le Rieder, ancien admioistrateur général de la BN, écrit à M. Mitterrand pour lui demander d'arrêter le chantier. De nombreux universitaires contresignent la requête. Une contre-pétition est lancée par Dominique Jamet. Jacques Chirac s'en mêle et demande à M. Mitterrand un «moratoire de deux mois ». Ce n'est pas tout. L'attribution du marché du gros œuvre à la société Bouygues provoque la plainte de CBC, un « bétonnenr » évincé. L'Elysée cherche à calmer le jeu. André Miquel, qui préside le Conseil supérieur des bibliothèques, est chargé d'un audit.

En janvier 1992, le chef de l'Etat accepte de légères modifications : les tours sont rognées de 8 mètres, les salles de conférences et de réunions sont encore amoindries, le stockage dans le socie du batiment est densifié. Jean Gattegno fait les frais de cette cascade de polémiques. Amer, il quitte la BDF pour être remplacé par Hélène Waysbord, chaudement requi désespère Jean Gattegno, mais commandée par l'Elysée.

# 2. – La plus grande bibliothèque du monde

APRÈS la seconde élection de de la République, amoureux des rancois Mitterrand, le projet d'un livres, soucieux de la trace qu'il lais-François Mitterrand, le projet d'un élargissement de la BN semble enterré. Erreur. Le 14 juillet 1988, le président annonce la création de «lo plus grande et de lo plus moderne bibliothèque du monde ». Deux jours plus tard, le premier ministre, Michel Rocard, recoit des précisions écrites de M. Mitterrand : « Je souhaiterais une très grande bibliothèque d'un type entièrement nouveau [qui] devra cou-vrir tous les champs de la connaissance, être à la disposition de tous, utiliser les technologies les plus modernes de transmission de données, pouvoir être consultée à distance et entrer en relotion ovec d'autres bibliothèques europėennes. »

Jacques Attall, conseiller à l'Elysée, est, dit-on, derrière ce programme, rencontre de la modernité et de la démocratie, immatérielle biblioformatique. Mais pour le président d'un public tous azimuts.

sera dans l'Histoire, ce temple de la mémoire est aussi un mausolée : le

Les dimensions du projet bouleversent le contenu de la vieille bibliothèque. Les termes flous autorisent toutes les interprétations. Et son ambition d'être « lo plus grande », tous les sarcasmes. Elle ménte donc les initiales de TGB (Très Grande Bibliothèque), blen que le projet « immatériel » de M. Attali (tous les documents, livres ou images seraient numérisés) est vite éliminé: Il faudrait, calcule Emmanuel Le Roy Ladurie, soixante-seize ans pour numériser les ouvrages de la BN, pour un coût de 20 milliards de francs... On revient donc à un bãtiment plus traditionnel: des livres, mais encore plus d'images, le tout thèque de Babel multipliée par l'in- assisté par ordinateur au service

#### pas refoire lo BN. » Le déménage- traces. 6. – Retour à un projet traditionnel

président Mitterrand : « Il ne faut humeur. Cette erreur laissera des

la transfiguration de la BN en TGB avançat vite. Mais dans quelle direction? La présence massive de médias qui étalent peu en bonneur rue de Ricbelieu (l'image et le son) et l'ouverture à un nouveau public devaient donner à la Bibliothèque de France un profil différent. D'autant que la TGB devait être aussi le cœur d'un réseau informatisé, numérisé et ramifié dans toute la France, puis en Europe. Les travaux vont commencer alors que les polémiques fleurissent. Le projet original va s'en

trouver modifié. Premier infléchissement, la place de l'audiovisuel : le dépôt légal des images ira finalement à l'INA, alors que Dominique Jamet n'aura à caser à Tolblac qu'un « département des images et du son ». Le centre de conférences,

LE CALENDRIER imposait que les salles de cinéma, les commerces sont à leur tour abandonnés, à la grande satisfaction de Dominique Perrault, pour qui ces espaces constituaient un cassetête. Le rez-de-jardin est attribué à la Bibliothèque patrimoniale, réservée aux chercheurs.

Restent, pour affirmer l'originalité du nouvel établissement, les niveaux supérieurs. Au début de l'été 1990, Dominique Jamet propose à l'Elysée de diviser l'espace en trois parties: une grande bibliothèque en libre accès, un centre de documentation ouvert à l'actualité et aux nouveaotés de l'édition, une salle de presse où le rôle de la télévision est important. Des salles d'expositions temporaires assurent la liaison d'un ensemble dont l'architecture intérieure doit être « conviviale ». Le projet ne plaît pas à l'Elysée. Le

# 8. – L'informatique dans la tourmente

n'échappe pas à la tourmente. Plusieurs rapports sont alarmants. « L'ouverture de la bibliothèque est dependente, outant que du bâtiment, du fanctionnement de son système informatique », écrit Michel Melot, dès la fin 1992. Jean-Ludovic Sllicani qui a remplacé Serge Goldberg, atteint par la limite d'âge, confirme cette inquiétude. Après les élections de mars 1993, le ministre de la culture et maire du 13 arrondissement, Jacques Toubon, constitue deux groupes de travail pour disséquer la TGB. En Juillet, Philippe Bélaval, énarque cultivé et de bon sens, remet à son tour un rapport. Jacques Toubon annonce que la BDF sera menée à son terme sans modification profonde. Les départements spécialisés restent à Richelieu.

Philippe Bélaval est chargé de faire fusionner BDF et BN - elle interviendra le 1ª janvier 1994. Emmanuel Le Roy Ladurie et Do-

L'INFORMATIQUE de la BDF minique Jamet doivent laisser la place à une personnalité œcuménique, Jean Favier, historien de la guerre de Cent Ans, Indéboulonnable directeur des Arcbives de 7

- - -

Q 24.

**⊅**:≥ ....

**3**-

20.00

4-3-5

--- 1<sub>--</sub>

7 m. 11

·

425

2.5

· A Secondary

and the second

وتهريها التناب الأراب

And V. (ASSESS)

Actor

سيداج بدر

10.00

the same and

بعريهم والمراجع

111 K 11 MT 388

-

---

1.25 m. 2.096m

المه - د

4-3 -

ing was

4,15 24 ...

Commence CAN

 $C_{i+1}=\{1,\dots,\frac{n}{2}\}$ 

-

3

Philippe Bélaval est nommé directeur général d'un établissemeot qui prend le nom symbolique de Bibliothèque nationale de France

L'historien André Zysberg pilote désormais la cellule informatique profondemment renouvelée. Les marchés informatiques sont enfin lancés.

Mais les retards accumulés dans ce domaine vont se répercuter sur l'ouverture de l'établissement au public. Elle devrait intervenir aux premiers mois de 1997. Le 30 mars 1995, le président de la République inaugure un somptueux décor qui n'attend plus que les acteurs : les livres et les lecteurs.

Emmanuel de Roux

# 3. – Jack Lang court-circuité

POUR ACCÉLÉRER la mise en tidien de Paris pour avoir appelé à œuvre d'un établissement incertain. l'Elysée s'appuie sur un nouveau secrétariat d'Etat aux grands travaux, dont le titulaire, Emile Biasini, a été l'efficace responsable de l'Etablissement public du Grand Louvre. Cet ancien collaborateur d'André Malraux, à la carrure de rugbyman un peu las, possède une obstination d'éléphant. Edouard Balladur a pu le mesurer à ses dépens quand, ministre des finances, il n'a pas voulu déménager de ses bureaux aux ors Napoléon-III installés au Louvre.

Officiellement, Emile Biasini est sous l'autorité du ministre de la culture : en fait, il est relié directement à l'Elysée, prend en charge le dossier de la Biblothèque nationale et court-circuite Jack Lang.

Dominique Jamet, brillant journaliste de droite débarqué du Quovoter François Mitterrand en 1988, est parachuté à la tête de la mission de préfiguration de la TGB qui recoit son nom officiel: Bibliothèque de France. Polémiste cultivé au tempérament sanguin, Dominique lamet abuse de l'imparfait du subjonctif et se coulera tant bien que mai dans l'uniforme d'un grand commis de

Emmanuel Le Roy Ladurie semble sur la touche: il est de droite et nommé par la droite. Et puis la vénérable BN semble trop « paléo » aux yeux des « inventeurs > de la TGB. Ces derniers ont trois problèmes à régler pour que le président de la République puisse inaugurer le bâtiment avant la fin de son second septennat : définir un programme, trouver une adresse, désigner un architecte.

saisies révolutionnaires. Il faudra un

coupoles.

photo fait néanmoins une entrée massive dans les collections de la

Phonothèque nationale 1943 : le dépôt iégal, à la BN, de tous les documents sonores et

mal à entrer dans les faits. • 1976 : la BN intègre la Phonothèque au sein d'un département spécialisé et lui adjoint le dépôt légal de la vidéo.

• 1981 : la BN, qui dépend du ministère de l'Education nationale, est rattachée au ministère de la culture.

vaste volume éclairé par d'élégantes • 1988: François Mitterrand propose la création d'une • 1925 : une loi, difficilement appliquée, entend donner au nouveau », qui implique la patrimoine audiovisuel la même place que le patrimoine imprimé. La

# Quel site pour quel architecte?

À CÔTÉ du programme à géométrie variable, d'autres questions étaient en suspens : où poser la TGB? En dépit de la demande de grandes métropoles régionales, le choix de Paris ou de la région panisienne s'impose d'emblée. Il faut un terrain suffisamment vaste pour prévoir l'extension des fonds, un terrain accessible par les transports en commun. Une douzaine de sites sont proposés (dont Saint-Quentin-en-Yvelines et Marne-la-Vallée). Trois ou quatre font l'objet d'études détaillées. L'ancienne caserne Dupleix (Paris, 15° arrondissement) est jugée trop exigue. Trop à l'ouest aussi. La TGB doit permettre un rééquilibrage de la capitale vers l'est.

L'architecte Roland Castro, à l'époque influent à l'Elysée avant de l'être dans les Hauts-de-Seine, milite pour la Plaine Saint-Denis, énorme friche industrielle. Le lugubre site du Cornillon est visité par Emmanuel Le Roy Ladurie, qui, chronomètre en main, mesure le temp de déplacement des chercheurs. La médiocre qualité de l'environnement fait reculer l'Elysée. C'est sur cette parcelle que le Grand Stade

Le ministère de la culture tient pour le fort de Vincennes, qui appartient au ministère de la défense. Mais les militaires, qui ont lâché Dupleix, ne céderont Vincennes qu'au prix fort. Après beaucoup d'hésitation, ce lieu est abandonné au profit de Tolbiac. Le terrain est celui de l'ancienne gare de la Sernam, derrière Austerlitz, en bordure de Seine, face au nouveau ministère des finances. Les 7 hectares appartiennent à la Ville de Pans, qui accepte de les donner à l'Etat.

Restalt à trouver l'architecte. Une douzaine de grands noms sont invités à concourir : le Britannique James Stirling, le Portugais Alvaro Siza, le Néerlandais Rem Koolhas, l'Américain Richard Meyer, les Français Jean Nouvel et Dominique Perrault... Ce dernier est désigné par François Mitterrand, à la suite d'un deuxième tour, avec un parti pris simple : un cloître rectanqulaire s'ouvrant sur un jardin, des tours en équerre aux quatre angles. Son coût : 5,2 milliards de francs, auxquels il faut ajouter 2 milliards d'équipements divers.

#### De Charles V à François Mitterrand

• 1368: le roi Charles V installe au Louvre, dans la tour dite de la libraine, 800 manuscrits. C'est là l'origine de la Bibliothèque nationale de France, même si la plupart de ces manuscrits ne nous sont pas parvenus. Pour symboliser cette filiation, une pierre provenant de cette tour, dont il reste queiques vestiges sous la cour carrée du Louvre, sera installée à Tolbiac.

• 1537 : François Iº oblige tout imprimeur à déposer un exemplaire de chaque nouvelle production à la Bibliothèque royale, installée alors à Fontainebleau. Cette mesure de surveillance est à l'origine du dépôt légal. Peu appliquée au départ, elle se révèlera exemplaire.

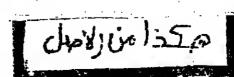
• 1692 : ouverture au public de la Bibliothèque royale qui va de pair avec l'enrichissement des

collections. En cinquante ans, elle passe de 70 000 à 300 000 volumes. 1938 : création de la

 1720 : installation de la Bibliothèque royale rue de Richelieu. • 1790 : pendant la Révolution, la audiovisuels est obligatoire. Bibliothèque royale devient L'application de ce texte aura du nationale et s'enrichit des énormes

siècle pour « digérer » cette manne. • 1866 : la Bibliothèque nationale s'agrandit. L'architecte Henri Labrouste construit la célèbre saile de lecture qui porte son nom. L'emploi révolutionnaire du fer et de la fonte lui permet de créer un

bibliothèque « d'un type entièrement construction d'un nouveau pôle. Le site de Tolbiac sera choisi.



CULTURE

# La lecture à l'heure de l'informatique

La BNF comptera lors de son ouverture plus de dix millions de volumes, trois cent cinquante mille publications périodiques et cent mille ouvrages numérisés

Pour devenir l'équivalent des très grandes bi-bliothèques, comme celle du Congrès américain ou la British Library, la Bibliothèque nationale de l'étre consulté à distance grâce aux réseaux queiques milliers d'ordinateurs plus ou moins intelligents de huit millions de notices et, de-projet de 240 millions de francs devrait se faire de France (BNF) a du se lancer dans un formidable programme d'informatisation. A la clé, la

main, de treize ou quatorze milions. Ce Cata-logue collectif de la BNF devrait également pou-

المرابع والمتراك والمرابع والمرابع والمرابع والمرابع والمرابع والمرابع والمرابع والمرابع والمرابع والمرابع

en quatre étapes et s'achever, après quarantecinq mois de travail, en avril 1998.

DIX À DOUZE MILLIONS de sortie sur papier ou disquette. » C'est cette alchimie que les respon-sables de l'informatisation de la Bivolumes en magasin, huit cent cinbliothèque nationale de France ont ensuite, de maîtriser. du projet certains s'y sont un peu

instruments de mesure. Mais ni la carrosserie ni le tableau de bord. Ce que nous voulons, c'est tester les la lourde charge de faire nature et, fonctionnalités de ce produit qui doit rester ouvert à des développements La tache est si vaste qu'an début futurs. Si cette phase, achevée en septembre-octobre, dorme satisfaction, alors nous passerons à l'étape suivante. » Celle qui, en mars 1997,

un moteur, un châssis et quelques

jectifs. « On s'est rendu compte qu'il permettra en principe au public de

taires de haut niveau, se met en place progressivement. « C'est en bonne voie », estime M. Moret, qui ne se cache pas l'ampleur de la tache, informatiser tout cela, unifier les protocoles d'accès, faire en sorte que l'usager puisse formuler sa demande à partir d'un écran convivial, relier la BNF à d'autres bibliothèques françaises et étrangères via les réseaux Renater. Transpac ou internet pour offrir

des possibilités accrues, n'est pas

« Les débits des réseaux disponibles actuellement ne sont pas suffisants », estime André Zysberg, qui ajoute que « l'idéal serait de disposer de liaisons à haut débit pour éviter qu'il faille une demi-heure et plus pour transmettre un houquin entre Paris et Morseille. » Bien sûr la numérisation des documents devrait aider à terme à simplifier les choses. Mais, « même si ce type d'opération ne pose pas vraiment de problèmes techniques, affirme André Zysberg, il est illusoire de tout vouloir numériser. Ce qu'il faut garder, c'est l'encyclapédique et le rare » Aussi, la BNF a-t-elle réduit ses ambitions et décidé de ne numériser que 100 000 documents sur les 300 000 qu'elle avait prévus. Un recui qui est surtout dicté par des motifs juridiques relatifs aux droits à payer aux auteurs et aux éditeurs. « Des négociations sont en cour sur ce point, précise un responsable de la BNF, mais, s'il n'y a pas d'accord rapide, ce ne sont pas 100 000 fiches que l'on pourra consulter, mais un

Jean-François Augereau sont compliqués du fait de l'exis-

peu moins de 70 000 1 »

et durera une bonne vingtaine d'années LE 13° ARRONDISSEMENT va et universitaires françaises ainsi que d'autres centres documengagner un quartier d'artistes et d'écrivains : la Bibliothèque nationale de France sera bordée par le quai François-Mauriac et la place lean-Vilar, les rues Raymond-Aron, Pablo-Casals, Jean-Arp et Emile-Durkheim... A Pombre des tours, le long de la Seine, on se promènera allée Arthur-Rimbaud. Autant de rues nées dans la foulée de la BNF.

Aujourd'hui, le bâtiment de Dominique Perrault est une machine célibataire plantée dans un environnement hostile. Au printemps 1997. quand les lecteurs gagneront leurs travées, les premiers immeubles des deux quartiers encadrant la TGB devraient être occupés. Les adresses de ces nouveaux babitants seront à l'unisson de la bibliothèque : rue Choderios-de-Laclos, rue Fernand-Braudel, rue Abel-Gance, place Jean-Vilar, rue Valery-Larbaud ou lean-Giopo.

A terme, vers 1999, ces deux ilots compterent 1 000 logements sociaux, une école et une crèche, 80 000 mètres carrés de bureaux et deux grands jardins. Le plan d'ensemble est dû à l'architecte Roland Schweitzer. Les bâtiments sont signés, entre autres, par Franck Hammoutene, Philippe Gazeau, Francis Soler, Eric Saunier ou Jean-Pierre

Mals ce programme, cœur de l'opération « Seine rive gauche », risque d'être longtemps isolé au sein de l'énorme opération d'urbanisme qui s'étend du boulevard Vincent-Auriol au boulevard Masséna et de la rue du Chevaleret à la Seine, environ 135 hectares soit 18 % du 13e arrondissement. Ces travaux dureront une bonne vingtaine d'années. Ils

pour un quartier neuf L'opération « Seine rive gauche » s'étend sur 135 hectares

Une locomotive

tence d'un faisceau de voies ferrées qui conduit à la gare d'Austerlitz. Ce faisceau devra être couvert par une dalle de 30 hectares, très coûteuse et qui pose des problèmes urbains difficiles à maîtriser puisqu'il constitue un mur de 8 mètres de hauteur que la déclivité du terrain ne pourra pas entièrement absorber.

#### L'aménagement dépendra du marché immobilier

Le futur quartier sera irrigué pa une grande avenue parallèle à la Seine - l'avenue de France, sur la dalle - qui devrait se diviser pour encadrer une gare d'Austerlitz en-tièrement modifiée. Vraisemblablement, seule l'immense verrière devrait être conservée (Le Monde du 16 mars). Et encore celle-ci sera-telle traversée à 4 mètres de hauteur par le débouché du nouveau pont Charles-de-Gaulle en cours de construction.

L'aménagement du quartier, qui selon les aménageurs devrait compter au bout du compte 5 000 appartements, 900 000 mètres carrés de bureaux et une université nouvelle, dépendra en réalité du marché immobilier, actuellement médiocre et de l'offre considérable des bureaux dans la capitale (environ 5 millions de m²) - sans parler de la concurrence des communes périphériques. La Bibliothèque nationale de France, on s'en doute. ioue là un rôle de locomotive.

E. de R.

#### quante mille en accès libre, trois ceut cinquante mille titres de périodiques, plus d'un million de microfiches et de microfilms, cent mille ouvrages numérisés représentant trente millions de pages, des images et des sons par centaines de milliers. Il y a des chiffres qui cassé les dents. Sans doute parce que trop ambitieux dans leurs obdonnent le vertige et que seul le monde informatique est capable d'absorber et de traiter sans indi-

Dans un monde qui change et vit à la vitesse des puces électroniques, l'image de la bibliothèque an confort feutré a vécu. « Les bibliothèques sont entrées dans un nouveau monde », constate André Zysberg, directeur de l'informa-

tique et des nouvelles technologies à la Bibliothèque uationale de Prance (BNF). « Il ne faut pas s'en affliger, ajoute-t-il, mais il ne faut pas non plus sombrer dans une béatitude technologique qui appelle à une rupture définitive avec le passé. » La réalité est autre. Ainsi la lecture d'un incunable, quel qu'il soit, est immédiate. Pas

· · · : :---

2,225

Contract Contract

- - -

1.1

1 to 1 to 1

James Congress Regard

٠.

besoin d'être un expert pour en déchiffrer les caractères, en apprécier les mises en pages ou les décors. Mais il est fragile, précieux et ne peut donc être laissé à la consultation de tous. En revanche, le document informatique est, du fait de sa virtualité permanente, accessible à tous via une station de travail et son écran. Il est donc manipulable à loisir sans risque de le détériorer. Il réclame cependant pour être lu « des autils sophistiqués et puissants ». C'est à partir de mini-ordinateurs plus ou moins intelligents branchés sur de puissants serveurs que le «bibliophile» pourra « consulter, obtenir des références, demander des documents papier, so-nores ou audiovisuels et même consulter des documents qu'il peut, à l'écran, faire défiler, feuilleter, annoter et même souligner de différentes couleurs avec des « Stabilo » électroniques. Mieux, quand son travail sera terminé, il pourra même faire une on leur a demandé de nous fournir

A achèvement, la BNF devrait, en avril 1998, permettre au lecteur de consulter les sept millions de notices du catalogue de la bibliothèque ou les treize à quatorze millions de notices inscrites au Catalogue collectif de France. Consultables depuis un des quelque 3 500 postes de travail dispo-nibles à Tolbiac, ces données seront disponibles progressivement. Environ huit millions d'estre elles le seront en principe dès mars 1997. Elles pro-Piennent des deux millions de documents stockés dans le serveur BN-Opale, auxquels doivent s'ajouter, après une opération de rétrocouversion. informatique en cours, quatre autres millions de notices, ainsi que des références relatives au catalogue des imprimés, à la phonothèque, aux thèses et autres documents. Doivent s'y adjoindre, à terroe, des fonds des catalogues des bibliothèques universitaires (5 millions de notices), ainsi que ceux (2,5 millions) d'une cinquantaine de bibliothèques municipales.

Un fonds de quatorze millions de notices

était absurde de vouloir tout faire d'un coup, reconnaît André Zvsberg. Ce qu'il nous fallait, c'était d'abord créer des fondations solides sur lesquelles on puisse installer ce qui sera la cœur informatique du système et permettra de jongler avec les millions de notices et de références du catalogue électronique et multimédia de la BNE.»

Pour ce projet de 240 millions de francs dont la réalisation s'étalera sur quarante-cinq mois, il avait été demandé à deux consortinms constitués, pour l'un, de Cap-Sesa Tertiaire, de Bull et d'Alcatel Tim Answare, et, pour l'autre, d'IBM et de CGI de faire des propositions. Ancune des offres n'ayant véritablement satisfait ann besoins, il fut décidé, en juillet 1994, trajuster les solutions déjà proposées et de confier le travail à Cap-Sesa Tertiaire qui travaillera en partenariat avec IBM. . En fait, pour cette première étape, explique M. Zysberg.

pouvoir enfin consulter à la BNF un catalogue de 8 millions de notices allant des incumables à nos

La pièce maîtresse de cet édifice informatique est bien entendo la réalisation du Catalogue collectif de France, ou CCF, un catalogue informatisé, « riche, larsqu'il sero acheve, explique Yves Moret, chareé de mission pour ce projet, de 13 à 14 millions de notices. » Ses buts : aider à localiser les ouvrages intéressant la recherche; favoriser les prêts entre bibliothèques et la fourniture à distance de documents sous forme de microformes, de photocopies, etc; informer l'usager sur la géographie des fonds disponibles par le biais d'interrogations thématiques -

Cet ensemble, qui devrait regrouper à la fois le catalogue de la Bibliothèque nationale et les catalogues raisonnés (fonds anciens ou intéressant la recherche) des grandes bibliothèques nunicipales

# Précarité et fragilité des supports

DEPUIS L'INVENTION de l'écri- presque pure, ceux produits à partir tion (CNEP), laboratoire associé au ture, voici six mille ans, Phonume a du XIX sont plus fragiles. fixé sa pensée sur les supports les plus divers : tablettes d'argile, pierres, soie, papyrus, écailles de tortue, cuir, parchemin et papier. Franchissant les siècles, bou nombre de ces écrits sont parvenus jusqu'à nous, comme en témoigne le « papyrus Prisse », vieux de quatre mille ans, que la Bibliothèque nationale de France (BNF) possède dans ses fonds. Une merveille de conservation qui est le ré-sultat d'une subtile alchimie où se mélangent tout à la fois, comme l'explique Daniel Renoult, directeur de la conservation à la BNF, «la qualité du support hui-même, le climat, les conditions de stockage et

d'utilisation ». Certains matérianx sont en effet mieux armés que d'autres pour lutter contre le temps. Le cuir, pourtant fragile, résiste bien. On connaît d'ailleurs des rouleaux égyptiens datant du deuxième millénaire avant lésus-Christ. Certains éthantillons de parchemin datent du IVe siècle avant Jésus-Christ. Un matériau de choix, puisque, juqu'au XV siècle, il fut le « support royal » par excellence, précisent les spécialistes du Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques (CRCDG), unité mixte CNRS - ministère de la culture - Muséum national d'histoire naturelle.

ÉTAT ÉPOUVANTABLE

C'est à cette époque que le parchemin a été supplanté par le papier en raison des formidables possibilités de diffusion que permirent alors les travaux de Gutenberg, inventé par les Chinois au II siècle avant & notre ère, répandu en Europe par les conquêtes arabes du VIII siècle, le papier est très vire devenu le support privilégié de l'écriture. Si les premiers papiers, fabriqués avec du chiffon, resistent bien an temps, car ils sont constitués de cellulose tional d'évaluation de photoprotec-

sés, extraite des fibres de bois, contient des impuretés. De plus, pour le rendre hydrophile, le papier est encollé au moyen d'une substance extraite du pin, la colophane, et d'un sulfate d'abuninium et de potassium, l'alun. Or, ce sei d'aluminium produit avec l'ean de l'acide sulfurique qui attaque le papier. Conséquence: 20 % des ouvrages encolles entre 1830 et 1980 « sont-ils aujourd'hui dans un état épouvantable ». Pour lutter contre cette détérioration, les spécialistes « désacidifient » donc les ouvrages en les trempant dans une solution alca-

Aucun support d'écriture u'est donc parfait. Beaucoup pensaient que l'informatique et ses formidables moyens de stockage de l'écrit et de l'image allaient tout résoudre grâce aux bandes magnétiques et disques optiques numériques (disques compacts [CD]), capables de stocker sans difficultés l'équivalent de 10 000 pages d'encyclopédie. Certains imaginaient que ces nouveaux supports allaient permettre d'archiver définitivement des documents fragiles ou en voie de dégradation.

Il n'en est rien. Ces supports ont ansst leurs défauts. Les bandes magnétiques doivent être conservées au sec, pour éviter que le liant qui maintient les particules magnétiques sur la bande ne s'altère. Elles sont alors relativement stables, mais à la condition qu'on ne s'en serve... pas trop souvent, car l'ustire est pour elles un facteur prépondérant

de dégradation. Les disques optiques nomériques seraient-ils alors la solution? Certes, ils permettent la conservation de volumes importants d'informations. Mais ces nouveaux moyens de stockage tiennent-ils au temps? Les experts du Centre na-

CNRS, près de Clemont-Ferrand (Puy-de-Dôme), qui étudient le comportement à long terme des matériaux polymères, estiment que les CD classiques ont une durée de vie limitée de quinze à vingt ans.

Les CD de fabrication plus récente pourraient aller jusqu'à cinquante ans. Et la nouvelle génération des CD, les CD-R (enregistrables), devrait dépasser ces limites et durer... cent ans. Mais qu'est-ce qu'un siècle dans le cours du temps comparé aux âges des plus vieux parchemins i d'autant que les supports informatiques souffrent d'un autre défaut. Contrairement au papier, que chacun peut lire facilement, ils réclament pour leur lecture des outils spécialisés. Or ces outils sont rapidement dépassés et disparaissent à jamais, rendant ainsi toute l'information enregistrée avec ces standards illisible.

RAPIDEMENT DÉPASSÉS

Faudra-t-il donc conserver des exemplaires de ces différents systèmes pour être capables de lire demain des documents informatiques d'hier? C'est la question que se pose Daniel Renoult. « Naus sommes encore dans l'inconnu, dit-il, car nous manquans de recul. Ces nouveaux supports posent des problèmes techniques qui ne pourront être résolus que par le biais d'une coopération scientifique internationale entre centres de recherche et grandes bibliothèques nationales. »

Pour répondre à ces nouveaux défis, la Bibliothèque nationale de France doit d'ailleurs se doter d'un nouveau laboratoire scientifique, qui sera installé dans sou futur centre technique de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), dont la mise en service est prévue pour début



# **Festival** Musicolor

A Montreuil-sous-Bois. spectacles et débats contre le racisme, pour les cultures multiples

LES ORGANISATEURS de ce festival qui allie musiques, basket et débats (sur l'Algérie, le 30 mars. à 18 heures, au Café de la Pêche) qualifient leurs invités d'« archéologues du quotidien ». La clientèle de Montreuil est jeune, exigeante. Elle aime les poètes de la rue, les sentimentaux révoltés. Ouverture avec Paul Personne (le 27 mars). Suivent : le Ouébécois Im Corcoran et le Zairois Lokua Kanza (le 28); quelques dignes représentants du ragga et du rap de Marseille et de la région parisienne (Ideal J. Rootsneg, II Idem, D. A.



Mayor, le 29); le Kabyle Ferhat et Rachid Taha (le 30), les Kabylo-Bretons Tayfa et Khaled (le 31); Bashung et des représentants hollandais et anglais de la nouvelle génération funk, B. Nelson, Mendoza Dance Parti, Jumping Jack et Frost (le 1ª avril).

\* Du 27 mars au 1" avril. Lleux des spectades: Café de la Pêche, 15, rue Pépin, 93 Montreuil et Salle des fêtes de l'hôtel de ville de Montreuil. M. Mairie-de-Montreuil. Tél.: 48-70-60-14. De 40 F à

#### **UNE SOIRÉE À PARIS**

Monajat Yultchieva Elle a grandi dans un kolkh oze, puis son pays, l'Ouzbékistan, est devenu indépendant. Cela n'a guère changé les positions de cette exceptionnelle chanteuse, dépositaire de quelques-uns des secrets musicaux et poétiques de l'Asie centrale. Elle est accompagnée du jeu subtil du rabāb, sa voix s'envole loin, sombre et chaude. Théatre de la Ville, place et MP Châtelet. 20 h 30, le 27. TEL: 42-74-22-77. 80 F. Quatuor Kocian à Grévin Danielle Laval, excellente pianiste, joue avec les Praguois du Quatuor

Kocian un répertoire peu fréquenté: Quintette pour piano et cordes de Mediner, Quatuor avec piano de Schulhoff, Mais aussi le Quintette op. 44 de Schumann. Theatre Grevin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9. Mº Rue-Montmartre, 20 h 30, le 27. Tel.: 48-24-16-97. De 90 F à 200 F. **ONJ Laurent Cugny** Caser une bonne quinzaine de solistes sur les soènes étroites

des clubs a régulièrement été l'un des paris de Laurent Cugny, Pactuel directeur de l'Orchestre national de jazz. On entend la musique se construire, l'orchestre apparaît plus libre, l'ensemble pense aux nuances et a une sonorité compacte. L'expérience est précieuse. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris Is. Me Châtelet. 22 heures, les 27, 28 et 29. TLL: 42-33-22-88. De 50 F à 70 F. Noa Noa est Israélienne, mais elle a grandi à New York. Son premier album (Noa, chez Geffen Records) a été co-produit par Pat Metheny. Elle chante en hébreu, parfois en anglais, un répertoire éclectique, de PAve Maria de Gounod à Car't Buy Me Love, en passant par la chanson israelienne. Elle est aussi une fervente partisane de la coexistence pacifique: « Pourquoi, dit-elle, faudrait-il aller en Italie pour jouer avec des musiciens palestiniens? ». Salle Pleyel, 252, rue du

#### CLASSIOUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 27 MARS

Comédies madrigalesques assus, Vecchi, Banchleri, Striggio, Croce: Comédies madrigalesques. Agnès Mellon (soprano), Dominique risse (haute-contre), Bruno Boterf (ténor), françois Fauche, Vincent Bouchet, Andrea Perugi (barytons), Compagnia Mario Gonzalez, Ensemble Clément Ja-neguin, Dominique Visse (direction), Mi-

recipir, bornische (mise en scène), Ana Yepes (chorégraphie). Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11º. Mª Bastille. 20 heures, les 27, 28 et 30. Tél.: 44-73-13-00. 120 F. Et le 1º avril. à 21 heures, au Théâtre Montansier de

Reneta Scotto (scorano) Haendel et Mozart : Airs d'opéres. Bellini : Mélodies et air d'opéra. Obradors : hansons. Liszt et Granados: Mélodi Charsons. Liszt et Gransdos: Melodies. Avec Vincenzo Scallera (plano). Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris & , Mª Miromesnii. 20 h 30, le 27. Rél.: 49-53-05-07. Location Prac. De 85 F à 350 F. Ensemble de l'itinéraire Nova, Pesson, Blondeau: Créations. Stockhausen: Zeitmasse. Pascal Rophé félloration:

Centre Georges-Pomoldou, rue Rambu teau, Paris 4. MF Rambuteau. 20 h 30, le 27. Tél.: 44-78-13-15. De 75 F à 90 F.

Sonia Wieder-Atherton (violoncelle) Bach, Schumann, Chopin, Bartok, Stra-vinsky, Chostakovitch, Dusapin, Gersh-win et Porter: ceuwes pour violoncelle. Bouffes du Nord. 37bis boulevard de la Chapelle, Parls 10° M\* La Chapelle. 21 heures, le 27. 781 : 45-07-34-50. Location Fasc, Virgin. 100 F.

MARDI 28 MARS Peter Grimes

de Britten. Thomas Moser (Peter de Britten. Inomas Moser (Peter Grimes), Nancy Gustafson (Ellen Orford), Gregory Yurisich (capitaine Baistrode), Stafford Dean (Swallow), Anne Collins (Auntie), Sarah Walker (Mrs Sedley), Philinamonia Orchestra, Jeffrey Tate (Gl-cotton), Adulf Death (Mise on color) rection). Adolf Dresen (mise en schne). Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1\*, Mª Châtelet. 19 h 30, les 28 et 30 mars et le 4 avril ; 17 heures, le 2 avril. Tél. : 40-28-28-40. De 70 Fà 530 F.

MERCREDI 29 MARS Un ballo in maschera de Verdi. Jane Eaglen (Amelia), Gegam Grigorian (Riccardo), Gaëtan Laperrière (Renato), Alexandrina Militcheva (Ulri-ca), Choeur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Antonello Allemandi (direction), Nicolas Joël (mise en scène).

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11º. Mº Bastille, 19 h 30, les 29 et 31 mars et le 4 avril, Tel.: 44-73-13-00. Location Fnac. De 60 F à 570 F. Orchestre national de France, Riccardo Mozart: Symphonie nº 41, « Jupiter ». Dvorak: Symphonie nº 8. Salle Pleyel, 252, rue du Feubourg-Saint-Honoré, Paris & Mr Ternes. 20 heures, les 29 et 30. Til.: 42-30-15-16. De 50 F à

Louis Thiry (orgue) Messiaen: Apparition de l'Eglise éter-nelle; Verset pour la fête de la dédicace; Line d'orgue. Eglise de la Trinité, 66, rue Saint-Lazare, Paris 9. Mr Trinité, 20 h 30, le 29, 14L :

48-74-12-77. Location Frac. 90 F. JEUDI 30 MARS

National Gallery Vocal Arts Ensemble Sweelinck: Pseume 96. Certon, Jane-quin, Williams, Foster: Charsons. Rorem: Quatre madrigator. Haydn: Qua-tuprs vocator Mendelssohn: Lieder: Auditorium du Louvre, accès par le pyramide, Paris 1". Mª Louvre, Palais Royal, 12 h 30, le 30. Tél. : 40-20-52-29. De 40 F à 50 E

de Gounod. Maryse Castets, Valérie Mil-lot (Mireille), Christian Papis, Jean-Luc Viale (Vincent), Rita Gorc, Nadine Chéry (Taven), Jean-Marc Ivaldi (Ourrias), Ro-(laven), Jean-Warc Main (Ourriag, Ro-ger Soyer (Ramon), Choeur de l'Opéra-comique, Orchestre du département de formation professionnelle du Conserva-toire supérieur de Paris, Cyril Diederich, David Heusel (direction), Robert Fortune

(mise en schne). Opéra-Comique, Salle Favart, S. rue Fa-vart, Paris Z. Mª Richelleu-Drouot. 19 h 30, les 30 et 31 mars et les 1º, 4, 5, 7, 8, 10, 11 et 13 avril ; 16 heures, le 2 avril . Tel.: 42-86-88-83, Location Frac. De 50 F

neviève thenez (piano) testevere americ (pario) Beethoven: Sonate op. 109. Chopin: dix demiers Préludes. Debussy: sept. Pré-ludes. Ravel: Alborada del Gradoso. Al-beniz: Triana. Granados: El Pelele. Grand Auditorium de l'Unesco, 125, avenue de Suffren Peris 7". Mª Ségui: Tél.: 45-67-03-74, 80 F et 120 F.

**VENDREDI 31 MARS** 

Janes Sartker (violencelle) Wagner: Tristan et Isolde, extraits. Schumann: Concerto pour violoncelle et or-chestre op. 129. Fauré: Pelléas et Mélisande. Scriabine: Poème de l'extate. Janos Starker (violoncelle), Orchestre philharmorique de Radio-France, Viadimir Fedosselev (direction). Salle Pleyel, 257, rue du Faubourg-Saint-

Honoré, Paris &. Mª Ternes. 20 heures, le 31. Tél. : 42-30-15-16. De 110 F à 220 F. Prance Bach: L'Offrande musicale, extrait.

Mahler: Lieder eines fahrenden Gesellen. Webern: Symphonie pour en-semble de chambre op. 21. Brahms: Sé-rénade op. 16. Hanna Schaer (mezzo-soprano), Orchestre philhermo-nique de Radio-France, Armin Jordan (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du

Président-Kennedy, Paris 16s, Mr. Pessy. 20 houres, le 31, 78L : 42-30-15-16, 120 f. D'aujourd'hai à demain de Schoenberg. Sophie Boulin (la femme), Lionel Peintre (le Mari), Sylvie Bertho (l'Amie), Eric Trémollères (le Chanteur), Mathilde et Arthur Michel, Louisa Boulin (l'Enfant), Ensemble 22°, Paul Méfano (direction), Mireille Larroche (mise en soène). Arrysur-Seine (94). Theatre, 1, rue Simon-Dereure. Mr. Mairie-d'hry. 20 h 30, le 31. Tel. : 46-70-21-55. De 50 f à 110 E Le Concert des Nations Purcell, Lully: Musiques de scène. Jordy

Savati (direction). Versailles (78), Chitteau. 21 heures, le 31. TEL: 39-02-30-00. De 70 F à 310 F. SAMEDI 1" AVRIL

Michel Beroff, Jean-François Heisser Beethoven: Quatuor à cordes op. 133

« Grande Fugue »; Debussy : Prélude à l'après-midi d'un faune, pour deux pianos. Messiaen : Visions de l'Amen, pour Conservatoire national d'art drama-

tique, 2 bis, rue du Conservatoire, Paris 9: Me Rue-Montmartre. 18 heures, le laus Harnoncourt, Wiener Sympho-

Haydn: Symphonie nº 104 « Londres ». Beethoven: Symphonie « Pastorale ». Nikolaus Harnoncourt (direction). Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1º Mº Châte-let. 20 heures, le 1º avril. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 230 F.

40. De 70 F à 230 F.
Dialogues des carmélites
de Poulenc. Sophie Fournier (Blanche de
La Force), Viorica Cortez (la Prieure), Fa-blenne Chanoyan (la Nouvelle Prieure), Fa-Jeva Saurova (Mère Marie), Mary Saint-Palais (Sœur Constance), Léonard Pezzi-no (le Chevalier de La Force), Christian
Toberlos (la Marquier de La Force). Tréguler (le Marquis de La Force), Chœur de chambre Accentus, Orchestre national d'île-de-France, Jacques Mer-cier (direction), Guy Coutance (mise en

scime). Colombes (92). Salle des fêtes et des spectacles, 88, rue Saint-Denis. 20 h 30, le 1" avril ; 15 h 30, le 2 avril. Tél. : 47-81-69-02. Location Frac. De 130 F à 150 F. DIMANCHE 2 AVRIL

Anner Bijskne (violonoslie), Bob Van As-peren (disvecin) Vivaldi: Trois sorates pour violonoslie et ciavecin. Bach: Sonate et partite pour violon seul, Concerto Italien BWV 971. Théâtre Grévin, 10, bouleverd Mont-mertre, Paris 9. M. Rue Montmartre. 11 heures le 2 aug. 781 - 48-24-5-7. De 11 heures, le 2 avril. 76l. : 48-24-16-97. De

Juan-Fiste Bampal (filite), Patrice Fon-tanerosa (violon)
CPE Bach: Douze petites pièces pour flote, violon, violoncelle et harpe. Tele-mann: Duo en sol pour flote et violonmain: Duo en soi pour rure et voion-celle, Quatuor pour filite, violon, violon-celle et harpe. Bach: Sonate pour filite et harpe. Welss: Deux pièces pour harpe. Halvorsen: Passacaille pour vio-lon et violoncelle « d'après Haendel ». Avec Marielle Nordmann (harpe) et Ro-land bibliour frielmonelle). land Pidoux (violoncelle). Théitre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris & Mª Alma-Marceau. 11 heures, le 2 aveil. TEL: 49-52-50-50.

Mozart: Quaturer à cordes KV 590. Schubert: Quaturer à cordes nº 15.

Opera Français, dolby, 9" (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); UGC Gobe-

lins, 13° (36-68-22-27); UGC Maillot, 17° (36-68-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18°

VF: UGC Opéra, 9" (36-68-21-24); Gau-

mont Parnasse, 14º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Mistral, 14º (36-

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris F. Mª Châte-let. 11 h 30, le 2 avril. 781 ; 40-29-29-40. Géned Poulet (violon), Pascal Devoyon (piano)

Saint-Saèns : Sonate pour violon et pla-Saint-Saèris: Sonate pour violon et pla-no op. 75. Fayté: Sonate pour violon et piano op. 12. Franck: Sonate pour violon et piano op. 12. Franck: Sonate pour violon et piano. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16. Mª Passy. 17 h 45, le 2 avril, 141.: 42-50: 5-16. De

DANSE Une sélection à Paris

et en lie-de-France lunior italiet du Conservatoire de Paris Junior Ballet du Conservatore de Paris Felix Blasica: Tam-tam et percussion. George Balanchine: Who Cares. Bart Cook: Septet pour cinq. Niels Kehlet: Bournonville, études choisies. Conservatoire national supérieur de musique, 209, avenue Jean-Jaurés, Paris 19. Mª Porte-de-Pantin. 20 h 30, les 27, 28 et 29, 781.: 40-40-46-39. Entrée libre. Ballete Philory Parison

28 et 29, 1et.: 40-41-40-25, criure aune. Ballets Ethéry Pagawa La Reine des neiges. Théâtre du Jardin, jard. d'Acclimatation-hois de Boulogne, Paris 10°. Mª Sablons. 14 h 30, le 28, jusqu'au 31 mai. Tél.: 46-

Compagnit Enzo Pezzella Barbara Manzetti : L'Arrivée de mon dé-

Centre Wallonie-Bruselles, 46, rue Quincampoix, Paris 4. M. Rambuteau. 20 h 30, les 28 et 29, Tel.: 42-71-26-16. De 70Fà 100 E Compagnie Contre jour Odlie Duboc: Brins d'histoire.

Centre Georges-Pornpiciou, rue Rambu-teau, Paris & M. Rambuteau. 20 h 30, le 31 mars et le 1º avril ; 16 heures, le 2 avril 181 : 4478-13-15. De 70 F à 90 E Compagnie Prefjocaj: Angelin Prefjocaj: Petit essai sur le temps qui passe, loël Borges: Colloque complexe, Jean-Vincent Boudic; Otard

Champigny-sur-Marne (94). Théâtre Gé-rard-Philipe, 54, rue du Château. 21 heures, le 31. TéL : 48-80-96-22. De 70 F à 90 F.

miri Yan der Pluiim Solo M. Noisiel (77). La Ferme du huisson, allée de la Ferme. 20 heures, le 31 mars et le 1" avril. Tél.: 64-62-77-77. De 70 F à

110 E Compagnie Hervé Robbe

nz. Noislei (77). La Ferme du buisson, affée de la Ferme. 21 heures, le 31 mars et le 1º avril. 161.: 64-62-77-77. De 70 F à Compagnie Ludoda Childs

Maisons-Alfort (94). Théâtre Chude-Debussy, 116, avenue du Général-de-Gaulle. 20 h 45, le 1º avril, Tél.: 43-96-77-67. De 100 F à 120 F.

Danse I, Rythm plus, Impromtu, Concer-

\$ 22° 1725\*\*\*

Sec. 2011

E WIL .

E I KE

-

Washing.

- m

4

7.12

sées Lincolo, dolby, 8: (48-59-36-14); Sept Parnassiens, dolby, 14 (43-20-**OUTZ. SHOW** de Robert Redford avec John Turturro, Rob Morrow, Ralph

Flennes, David Paymer, Paul Scoffeld. Américain (2 h 10). VO: 14-hiffet Odéon, dolby, 6' (43-25-59-83; 36-58-58-12); Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8' (43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolhy, 8" (36-68-49-56); La Bastille, 11" (43-07-48-60); UGC Gobelins, 13" (36-68-22-27); Gaumont Par-nasse, 14" (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle,

UNE FEMALE FRANÇAISE de Régis Wargnier, avec Emmanuelle Béart, Daniel Au-teuil, Gabriel Barylli, Jean-Claude Bria-ly, Geneviève Casile, Michel Etcheveny.

15" (45-75-79-79; 36-68-69-24).

Français (1 h 40). Gaumont les Halles, dolby, 1= (36-68-Gaumont les Halles, dolpy, 7º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Rex, dolby, 2º (36-68-70-23); USC Montparnasse, dolby, 6º (36-65-70-14); USC Danton, dolby, 6º (36-68-34-21); Salmt-Lazare-Pasquier, dolby, 8º (43-87-35-43; 36-65-71-88); USC Nor-(43-87-35-43; 36-65-71-88); UGC Normandie, dolby, 8\* (36-68-49-56); Paramount Opéra, dolby, 9\* (47-42-56-3; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12\* (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12\* (36-68-62-23); UGC Gobelins, dolby, 13\* (36-68-22-27); Mistral, dolby, 14\* (36-65-70-1); réservation: 40-30-20-10); Miramac, dolby, 14\* (36-65-70-39-10); Mir 10); Miramar, dolby, 14 (35-65-70-39; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15 (43-06-50-50; 36-68-75-15; réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 19-(36-68-29-31); Majestic Passy, dolby, 16- (36-68-48-56); UGC Maillot, dolby, 17- (36-68-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22); Le Gambetta, dolby, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; réserva-

REPRISES.

LA CORDE de Alfred Hitchcock, avec James Stewart, Farley Granger, John Dall, Joan Chandler, Américain, 1984 (1 h 20). VO: Le Chempo-Espace Jacques-Tati, 5 (\*) Films interdits aux moins de 12 ans.

(\*\*) Films intendts aux moins de 16 ans. CINÉMA



#### CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection des exclusivité et des reprises

**NOUVEAUX FILMS** L'ANNÉE JULIETTE

Film français de Philippe Le Guay, avec Fabrice Luchini, Valérie Stroh, Philip-pine Leroy-Beaulieu, Marine Delterme, Didier Flamand (1 h 25).
Gaumont les Halles, 1 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Julliet Hautefeuille, dolby, 6' (46-33-79-38; 36-68-68-12); Gaumont Ambassade, 8\* (43-59-19-08; 36-68-75-75; réservation: 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43; 36-65-71-88); Les Nation, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, 134 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, tori: 40-30-20-10/; Gaumont Parnasse, 14º (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); 14-juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathé Wepler, 18º (36-68-20-22).

Film canadlen d'Atom Egoyan, avec Ar-sinée Khanjian, Ashot Adamian, Atom Egoyan (1 h 12). VO: Action Christine, 6' (43-29-11-30;

36-65-70-62). LE CHEVAL ASSASSINÉ Film allemand d'Ulrich Rogalla, avec Mathias Fuchs, Rachel Thielbeer, Uwe

Hacker (1 h 35). Reflet Médicis I, 5° (43-54-42-34). CHUNGKING EXPRESS Film de Wong Kar-Wai, avec Brigitte Un Chin-Hsia, Takeshi Kaneshiro, Tony Leung Chiu-Wai, Faye Wang, Valérie

Chow (1 h 37)

VO: Forum Orient Express, dolby, 1" (36-65-70-67); UGC Darron, 6 (36-68-34-21); UGC Triomphe, 8 (36-68-45-47); Max Linder Panorama, THX, 9 (48-24-88-88; réservation: 40-30-20-10); La Bastille, 11º (43-07-48-60); Es-curial, 13º (47-07-28-04). LES MISÉRABLES

Film français de Claude Lelouch, avec Jean-Paul Belmondo, Michel Boujenah, Alessandra Martines, Annie Girardot, Clémentine Célarié, Philippe Léotard

Gaumont les Halles, dolby, 1= (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Rex (le Grand Rex), dolby, 2° (36-68-70-23); 14-Juillet Odéon, dolby, 6\* (43-25-59-83; 36-68-68-12); Bretagne, dolby, 6\* (36-65-70-37; réservation: 40-30-20-10); Biarritz-Majestic, dolby, 8° (36-68-48-56); Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8° (36-68-75-55; réservation; 40-30-20-10); Gaumont Opèra Français, dolby, 9° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12° (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12º (36-68-62-33); Gaumont Grand

Ecran Italie, dolby, 13" (36-68-75-13; reservation: 40-30-20-10).

Faubourg-Saint-Honoré, Paris & .

Mr Ternes. 20 h 30, le 27.

TA : 45-61-53-00, 120 F

LES RENDEZ-VOUS DE PARIS

(43-20-32-20).

SÉLECTION ANNA

avec Marie Gillain, Olivier Sitruk, Bruno Putzulu, Richard Berry, Philippe Duclos,

Marie Ravel.
Français († h 55).
Interdit-12 ans.
Rex. dolby, 2\* (36-68-70-23); 14-Juillet
Beaubourg, dolby, 3\* (36-68-69-23); 14Juillet Odéon, dolby, 6\* (43-25-59-83;
36-68-68-12); Les Trais Luxembourg, 6\*
(46-33-97-77; 36-65-70-14; 36-6870-14); Gaumont Marignan-Concorde,
dolby, 8\* (36-68-75-55; réservation:
40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 40-30-20-10); Saint-Cazare-Pasquier, dolby, 8\* (43-87-35-43; 36-65-71-88); UGC Opéra, dolby, 9\* (36-68-21-24); 14-Juillet Bastille, dolby, 11\* (43-57-90-81; 36-68-69-27); UGC Lyon Bastille, 12\* (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13\* (36-68-22-27); Mistral, 14\* (36-65-70-41; re-68-22-27); Mistral, 14° (36-65-70-41; re-servation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugreneile, 15° (45-75-79-79; 36-68-69-24); UGC Convention, dolby, 15° (36-68-29-31); UGC Maillot, 17° (36-68-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18° (36-68-20-22); Le Gambetta, dolby, 20° (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-20-20-10°

30-20-10). **BISHOP'S STORY** de Bob Quinn, avec Donald Mac Cann. blanc (1 h 22).

CASA DE LAVA

de Pedro Costa

servation: 40-30-20-10); Gaumont Alesia, dolby, 14 (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15- (45-75-79-79; 36-68-69-24): Gaumont Convention dolby, 15 (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16' (36-68-48-56); UGC Maillot, dolby, 17' (36-68-31-34); Pathé Wepler, dotby, 18' (36-68-20-22); Le Gambetta, THX, dolby, 20' (46-36-10-96; 36-65-71-44; re-

Film français d'Eric Rohmet, avec Clara Bellar, Antoine Basier, Mathias Megard, Aurore Rauscher, Serge Renko, Michael Kraft (1 h 40).

14-fuillet Beaubourg, 3º (36-68-69-23); Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6º (42-22-87-23); Le Balzac, 8º (45-61-10-60); UGC Opéra, 9º (36-68-21-24); 14-Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81; 36-68-69-27); Escurial, 13' (47-07-28-04); Sept Parnassiens, 14'

de Nikita Mikhalkov, avec Anna Mikhalkov

Franco-russe, couleur et noir et blanc VO: Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, 8' (43-59-19-08; 36-68-75-75; réservation: 40-30-20-10). L'APPAT

de Bertrand Tavernier,

40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier,

Irlandais-britannique-français, noir et VO: L'Entrepôt, 14º (45-43-41-63) · L'Entrepôt, 14º (45-43-41-63).

avec inès Medeiros, isaach de Bankolé.

Il y a combien de temps que vous n'êtes pas tombé amoureux d'un film?

un garçon CHUNGKING aime une fille



une fille

Labarthe, Louis Séguin.

La Pagode, 7º (36-68-75-07; réserva-

avec Sean Connery, Laurence Fish-burne, Kata Capshaw, Blair Under-

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1º (36-

68-75-55; reservation: 40-30-20-10); UGC Odéon, dolby, 6 (36-68-37-62);

Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8' (36-68-77-62); Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8' (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8' (36-68-43-47); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13' (36-68-75-55; réservation:

40-30-20-10); 14-Juillet Beaugnerelle, dolby, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24); Blenvenue Montparmasse, dolby, 15-(36-65-70-38; réservation: 40-30-20-

VF: Rex. dolby, 2\* (36-68-70-23): UGC

Montparnasse, dolby, 6' (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, dofby, 9' (47-42-56-31; 36-68-81-09; réserva-

tion: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12\* (36-68-62-33); UGC Gobelins, doi-

tr (39-68-62-33); UGC Gobelins, dol-by, 13° (36-68-22-27); Mistral, dolby, 14° (36-65-70-41; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18° (36-68-20-22); Le Gambetta, dolby, 20° (46-36-10-95; 36-65-71-44; réservation: 40-30-70-10)

de Bernard Rose, avec Gary Oldman, Jeroen Krabbe, Jo-

hanna Ter Steege, Valeria Golino, Isa-bella Rossellini, Marco Hofschneider.

VO: Forum Orient Express, 1º (36-65-70-67); UGC Montparnasse, 6\* (26-65-70-14; 36-68-70-14); UGC Danton, 6\* (36-68-34-21); Publicis Champs-Elysées,

dolby, 8 (47-20-76-23; 36-68-75-55;

réservation: 40-30-20-10); Gaumont

30-20-10).

LUDWIG VAN B

Américain (2 h 01).

wood, Ruby Dee, Ed Harris.

Français (1 h 20).

JUSTE CAUSE

tion: 40-30-20-10).

de Ame Glimcher,

Américaio (( h 45).

Interdit-12 ars.

Canto Brandao, Cristiano Andrade ais-français (1 h 50). VO: Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04). L'ÉMIGRÉ

Edith Scob, Pedro Hestnes, Sandra Do

de Youssef Chahine, avec Yousra, Michel Piccoli, Mahmoud hémida, Khaled el-Nabaoui, Safia el-Emary. Egyptien (2 h 08).

VO: Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Publicis Saint-Germain, 6\* (36-68-75-55); La Pagode, 7\* (36-68-75-07; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, 8\* (43-59-19-08; 36-68-75-75; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14' (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18" (36-68-20-22). EMMÉNIE-MOX

de Michel Spino avec Karin Viard, Antoine Basier, Inès de Medeiros, Eric Savin, Bruno Putzulu, Didier Bénureau Français (1 h 26).

Racine Odéon, 6 (43-26-19-68); Le Bal-zac, 8 (45-61-10-60); Sept Parnassions, EN MAI FAIS CE QU'IL TE PLAÎT de Pierre Grange, avec Eric Chaliler, Valérie Gabriel, Jean-Claude Dreyfus, Renaud Le Bas, Natha-

lie Ortega, Fred Saurel.
Français (1 h 22). Interdit-12 ans.
14-kuillet Beaubourg, dolby, 3° (36-68-69-23); 14-kuillet Odéon, dolby, 6° (43-25-59-83; 36-68-68-12). HIGH BOOT BENNY de Joe Comerford. avec Marc O'Shea, Frances Tometty. Irlandais (1 h 18). VO: L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63);

L'Entrepôt, 14' (45-43-41-63). RG/RG. de Jean-Luc Godard, avec Geneviève Pasquier, Denis Jadot, Brigitte Bastien, Elisabeth Kaza, André

65-70-41; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, delby, 15° (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; reservation: 40-30-20-10).

de Michael Apted, avec Jodie Foster, Liam Neeson, Natas-ha Richardson, Richard Libertini, Nick Searcy, Robin Mullins. Américain (1 h 55).

American (17 33).
VO: 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3\* (36-68-69-23); UGC Rotonde, 6\* (36-68-70-74); UGC Odéon, 6\* (36-68-37-62); UGC Champs-Elysées, dolby, 8\* (36-68-66-54); UGC Gobelint, 13\* (36-68-22-27).

13° (36-68-22-27).

VF: Rex, dolby, 2° (36-68-70-23); Bretagne, 6° (36-63-70-37; réservation; 40-30-20-10); Paramount Opéra, dolby, 9° (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation; 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12° (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13° (36-68-75-55; réservation; 40-30-20-10); Mistral, 14° (36-63-70-41; réservation; 40-30-20-10); UGC Convention, 15° (36-68-29-31); Le Gambetta, dolby, 20° (46-36-10-96; 36-63-71-44; réservation; 40-30-20-10) 71-44 : réservation : 40-30-20-10). PRETA PORTER

de Robert Altman, avec Marcello Mastroianni, Sophia Lo-ren, Jean-Pierre Cassel, Kim Basinger, Chiara Mastroianni, Stephen Rea. Américain (2 h 12).

VO: Gaumont les Halles, 1º (36-68-75-VD: Gaumont les Halles, 1º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Rotorde, dolby, 6º (36-65-70-73; 36-68-70-14); UGC Odéon, dolby, 6º (36-68-37-62); Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); George-V, dolby, 8º (36-68-43-47); 14-Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13º (36-68-75-13; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugranelle, dolby, 15º (45-75-79-79; 36-68-69-24); Majestic Passy, dolby, 16º (36-68-48-56). (36-68-48-56).

VF: Gaumont Opera Impérial, dolby, 2º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, dol-by, 13º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10) : Gaumont Alésia, dolby, 14\* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Miramar, 14° (36-65-70-39; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15' (35-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18" (36-68-20-22). PRINCIPIO Y FIN

de Arturo Ripstein, avec Ernesto Laguardia, Julietta Egur-rola, Bruno Bichir, Lucia Munoz, Alberto Estrella, Blanca Guerra. Mexicain (2 h 44): Interdit-12 ans.

VO: Latina, 4 (42-78-47-86); Saint-Andre des-Arts II, 6º (43-26-80-25); Ely-

# Denise Fayolle

### Une grande pionnière du style

DENISE FAYOLLE est morte, néral de l'époque, elle n'hésite vendredi 24 mars dans l'après-midi à l'hôpital américain, à Neuillysur-Seine, des suites d'une pneumonie. Elle dirigeait avec Maimé Amodin, sa complice de toujours, l'agence de publicité Nomad, qui s'était illustrée récemment avec les campagnes pour le magazine Elle, La Redoute, le parfum issey Miyaké, le Club des créateurs de beauté.

Née à Paris le 13 février 1923, peu connue du grand public, Denise Fayolle demeure, pour les professiannels de la mode et du design, une référence en matière de style : elle a largement coutribué à développer l'industrie du prêt-à-porter en France et bouleversé les codes de la grande distributiao, au nam d'un principe: « le beau au prix du laid ». Moderne au-delà des modes, elle savait trouver le langage pour unir des mandes sauvent incouciliables en France : celui des créations et celui de la distributico ou de l'industrie. « Le problème, c'est d'avoit le talent de choisir les talents. Sons jamois perdre de vue les exigences du chient», expliquaitelle dans un entretien paru dans Le Point en 1987.

Son itinéraire est atypique: championne de France de patinage artistique à l'âge de seize ans, et même étoile de « Hobday on ice », elle obtient une licence de psychologie, avant de travail-ler comme rédactrice du magazine Votre Beauté sons la houlette de François Dalle. Sa véritable carrière commence en 1953, alors qu'elle entre à la centrale d'achat de Prisunic, où elle applique d'une manière oovatrice la devise de l'entreprise : « style, qualité, prix ». Ainsl, soutenue par jacques Gueden, le directeur gé-

pas à proposer dans ce grand magasin populaire des lithographies de Bram Van Velde, Matta, Messager, des assiettes blanches d'Andrée Putman. Seule femme an comité de direction, elle mêne alors une équipe de soixante personnes, forte des leçons acquises lars de ses voyages aux Etats-Unis

en 1958 et ao Japon dès 1960. En 1964, elle lance avec Terence Conran - le fondateur d'Habitat le premier catalogue de vente de mobilier par correspondance. On y trouve des membles de Gae Aulenti, Olivier Mourgue... A l'époque où le prêt-à-porter se limite encore à la « blouse tablier améliorée », elle lance en grande série les blazers, le madras, le liberty, les tennis imprimés, les pantaloos, un vêtement encare tabou, officieusement interdit aux femmes dans les entreprises jusqu'en 1968. C'est en avril 1968 que dans une ancienne usine de cartes postales à Montmartre elle ouvre l'agence Mafia, avec Maîmé Arnodin. Ex-rédactrice en chef du lardin des modes jusqu'en 1959, cette dernière, à la tête d'un bureau de style, a lancé des créateurs comme Gérard Pipart, Christiane Bailly, Popy Moreni. Mafia (Maimé Arnodin Fayolle International Assoclés) va s'imposer comme l'exemple unique en France d'une agence de publicité et de style créée et gérée par des femmes. « L'ort de diriger, c'est l'art de s'entourer de talents », disait-elle.

Parmi les plus importants clients, Yves Saint Laurent - et potamment la fameuse campagne Opium -, Absorba, la collective de Por ou Les Trois Suisses, où Mafia introduit, en 1977, les créateurs de mode, puis de design, comme Philippe Starck.A Sonia Rykiel,

qui se plaint d'être trop copiée, Denise Payolle conseille : « Capietoi toi-même. » Une formule adaptée à Agnès B, à Azzedine Alala - qui, grâce à elle, vend 30 000 jupes la première saison et à bieo d'autres. Après avoir vendu leur prestigieuse agence au groupe Boulet-Dru, Denise

Fayalle et Maîmé Arnodin se lancent dans une nouvelle aveoture, Nomad (Nouvelle Organisa-tion Maimé and Denise). Cheveux gris coupés court, allure sportive sous ses costumes d'homme impeccablement caupés, elle se montrait toujours curieuse de son époque, maigré un naturel plutôt solitaire. Dès 1957, dans un article que lui consacrait Maimé Arnodin dans Le Jardin des modes, elle définissait son métier conciliant l'intuition et la rigueur : « Adapter les idées, les lignes, les formes saisies ici et là aux réalités exigeantes de l'industrie. »

Denise Fayolle avait été décorée de la Légion d'honneur par Jack Lang, le 5 mars 1990, eo même temps que Maimé Arnodin. Dans son discours, elle évoquait deux rencontres ayant changé sou destin : Jacques Gueden et Maîmé

Au risque de heurter les bonnes cousciences, cette scandaleuse, qui comptait Ciorau parmi ses écrivains préférés, concluait d'un air tranquille sous les lambris de la Rue de Valois: « Dans ce métier de publicitaire, les machos sont innombrables; cet état d'esprit n'a pas facilité nos débuts, croyez-le bien. Mais notre chance o été d'être choisies par des clients de caroctère, heureux de travailler avec des femmes de coractère et d'intuition. »

Laurence Benaïm

# Vladimir Maximov

#### Le censeur de l'émigration soviétique

VLADIMIR MAXIMOV, écrivain et ancien dissident soviétique, est mort, dimanche 26 mars, à Paris,

des suites d'un cancer, Arrivé en France en 1974, Vladimir Maximov, connaît quelques mois plus tard la même mésaventure que beaucoup de contestataires autorisés à voyager à l'étranger par les autorités soviétiques : il est déchu de sa nationalité et contraint à l'exil. L'écrivain ne se réfugie pas dans l'écriture. Il se met au service - faute de pouvoir se mettre à la tête - de l'émigration soviétique que grossit la répression brejnévienne. A peine installé en Occident, Il fande la revue Continent, d'abord en russe et en allemand, puis en français et en an-glais. « Revue littéraire, sociopoli-tique et religieuse », Comment attire les meilleures signatures de la dissidence, en Union soviétique et audehors, ainsi que des intellectuels occidentaux réfractaires à la fascination du totalitarisme.

Maximov veut que la publication se caractérise par « un idéalisme re-ligieux, un amitotalitarisme, un esprit démocratique absolus ». Cette profession de foi en faveur de la tolérance ne résiste pas aux dissensions au sein de l'émigration. Proche d'Alexandre Soljenitsyne, Maximov a tendance à soupçonner de collusion avec le régime soviétique tous ceux qui ne partagent pas sa conception de l'autoritarisme théocratique. Animé d'une profonde méfiance à l'égard de l'Occident -« Il y o deux décadences parallèles, déclare-t-il en 1977, celle de l'Est et celle de l'Ouest. Alors la question est : laquelle s'écroulera la première ?-, il condamne les libéraux derrière lesquels il cherche à débusquer les « ogents abjectifs » du KGB. En 1979, il livre ses obsessions dans la Saga des rhinocéros, un pamphlet

qu'un autre écrivain exilé en France juge «intolérant et grossier». «Ce qui est le plus triste dans cette histoire, ajoute André Smiavski, c'est d'avoir réussi à recréer un petit monde soviétique après avoir réussi à nous arracher à l'Union soviétique ».

Après la chute du communisme, Maximov retournera plusieurs fois en Russie. A l'automne 1993, il se récaucilie avec André Slniavski pour condamner l'attaque du Parlement russe décidée par Boris Elt-

Né en 1932 à Moscou, Vladimir Maximov avait connu l'errance des gosses des rues, vivant de menus larçins, parcourant l'URSS à la recherche d'un travail. Il a fait plusieurs métiers manuels tout en s'essavant à la poésie. En 1959, il est pour la première fois interné dans un hôpital psychiatrique pour « activités antisoviétiques aon les autorités l'enverront à plusieurs reprises. En 1962, il publie une nouvelle l'Homme est vivant, dans un recueil les Pages de Taroussa, qui obtient un grand succès. Rédacteur à la revue littéraire Octobre, il la quitte en 1968 pour protester contre l'interventiou en Tchécoslovaquie.

En 1973 il est exclu de l'Union des éctivains parce qu'il a laissé publier à l'Ouest deux livres refusés à Mos-cou, les Sept jours de la création et En Quarantaine. Ecrivain réaliste aux antipodes du réalisme socialiste, Maximov était habité pour un profond sentiment religieux qui l'amenait, dans ses œuvres comme dans sa vie, à distribuer les blames et les récompenses, à séparer les « bons » et les « méchants ».

Daniel Vernet

# **Robert Ricatte**

#### Un précurseur de la critique génétique

ROBERT RICATTE, universitaire, spécialiste de Jean Giono, est mort lundi 20 mars à l'âge de quatre-vingt-un ans. Grand spécialiste de la littérature française de la fin du dix-neuvième siècle et du vingtième siècle, Robert Ricatte a, pour des textes majeurs de chacuoe de ces deux époques, procuré des éditions critiques qui feront date.

C'était un homme qui inspirait le respect par sa droiture et par son courage. Il avait enseigné successivement à l'université de Clermout-Ferrand, puis à la Sorbonne. Ouvert à toutes les novations, il fut, après 1968, un des fondateurs du département d'études littéraires de l'université Paris-VII. Un intérêt jamais démeoti pour les processus de genèse d'une ceuvre fait de lui un précurseur de la cri-

tique génétique. Il avait commencé par une thèse sur La Création romanesque chez les Goncourt (Armand Colin, 1953), puis il donna l'édition eofio complète et définitive du Journal des Goncourt (quatre volumes, Pasquelle-Flammarion, 1956) et une étude de La Genèse de «La

Fille Elisa » (PUF, 1960). Par la

suite, il se cansacra à l'œuvre de Giono et fit beaucaup pour la mettre à sa vraie place en préparant et eu dirigeant l'édition de ses Œuvres romanesques complètes dans la « Bibliathèque de la Pléiade » (1971-1983). Par la préface qu'il donna à cette édition, par les nombreuses notices qu'il écrivit et par les articles dout il l'accompagna, il a été le maître des études gioniennes.

Henri Godard

■ FRANÇOISE RENET, organiste cotitulaire de la tribune de l'église Saint-Sulpice à Paris, est décédée jeudi 23 mars à Versailles. Elle était âgée de soixante-dix ans. Formée par l'organiste et compositeur Marcel Dupré, un des professeurs de la classe d'orgue du Conservataire national supérieur de musique de Paris, Françoise Renet était sortie de cet établissement avec un premier prix d'interprétation et un premier prix d'improvisation en 1949. Elle avait rejoint soo maître au Cavaillé-Coll de Saint-Sulpice en 1952 où elle resta jusqu'en 1985.

#### JOURNAL OFFICIEL

-==

1. 9. 1. 8.

7.

Au Journol officiel du samedi

25 mars est publié : • Indemnités journalières : un arrêté « portant revalorisation des in-demnités Journalières de plus de trois mois percues and titre de l'assurancemaladie et de la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ». La révision des indemnités iournalières servies aux bénéficiaires de l'assurance-maladie, ainsi qu'aux bénéficiaires de la légis-

lation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, au-delà du troisième mois consécutif d'interruption de travail, est effectuée par application d'un coefficient de majoration fixé à 1,012; avec effet aule ianvier 1995, ministrate

An Journal officiel du dimanche 26 mars est publié : • Financement de la vie politique : une circulaire relative à l'application de l'article 27 de la loi du

19 janvier 1995 relative au finance-

ment de la vie politique. Ce texte, adressé aux préfets, explicite l'un des principaux aspects du dispositif « anti-corruption » voté en décembre 1994, pulsqu'il s'agit d'encadrer les dépenses liées au paiement des collaborateurs des groupes d'élus dans les assemblées territoriales. L'application de la loi avait entraîné un certain nombre de licenciements, notamment dans le Nord-Pas-de-Calais, et d'autres collectivités, comme les Hauts-de-Seine, attendalent la cir-

culaire pour prendre de oouvelles dispositions (Le Mondedu 22 février). **AGENDA OFFICIEL** 

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE Mercredi 29 mars: - 10 heures : consell des mi-

- 18 heures: M. Mitterrand pro nonce un discours à la Mutualité à Poccasion du 50º anniversaire de la Mutualité de Paris.

Conférences

### Commune de MONTGENÈVRE Enquête publique de la révision du POS

Seconde publication

Par arrêté municipal en date du 7 mars 1995 la mise à l'enquête publique du projet de révision du Plan d'occupation des sols (POS) a été ordonnée. M. C. DEUSS, ingénieur D.T.A., domicilié Le Pré Renand, av. J. Gras, 05200 EMBRUN, été désigné comme commissaire enquêteur. L'enquête se déroule à la mairie du 27 mars au 5 mai 1995 inclus, aux jours et heures abituels d'ouverture. Le commissaire enquêteur reçoit en mairie les 11 et 24 avril et le 5 mai 1995 de 14 h à

17 h. Pendant la durée de l'enquête, les observations sur le projet de révision du POS peuvent être consignées sur le registre d'enquête déposé en mairie. Elles peuvent également être adressées en mairie au commissaire enquêteur.

# /I/S//E

La tradition de l'enseignement des langues

Oxford - Cambridge - Dublin - Francfort

OISE est une Ecole d'étude intensive de l'anglais et de l'allemand. La rigueux de son enseignement s'adresse à des jeunes et des adultes déterminés à effectuer de réels progrès. L'excellence des résultats de OISE repose sur un enseignement focalisé individuellement sur chaque élève, en fonction de ses objectifs spécifiques. En Angleterre, en raison de la qualité de ses stages. OISE est agréée depuis des années par le British Council.

21 rue Théophraste Renaudot 75015 PARIS Jeunes/Etndiants Tél. 44 19 66 66 - Adultes Tél. 44 19 66 60

#### AU CARNET DU MONDE **Naissance**

Brigitte GUERIN et Jean-Louis MARCHAND,

Éva, Clémence,

le 8 février 1995 à Vannes (Morbihan).

 Eclaireuses, éclaireurs de France, as-sociation laïque du scoutisme français. dit . Adieu . à

Paul-Émile VICTOR, responsable Éclaireurs de France. explorateur résistant,

il était le souffie de l'aventure généreuse. Sincères condoléances à sa famille.

**CARNET DU MONDE** 40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur: 45-66-77-13 Tarif : la ligne H.T. ·

Les fignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les fignes en blanc

Jeux de mots 36 15 LEMONDE

- May Jacques Dupin, on épouse, M. et M=' Amaury de Couëspel,

M. et M. Amany de Coue.
Philippe Dupin (†),
M. et M. François Dupin,
Bernard Dupin (†),
Denis Dupin (†),
M. et M. François Gayral,
M. et M. Jérôme Courtier,
M. et M. François Chuni M. et M- François Clavel,

ses enfants, Jean-Gonzalve et Pauline de Couëspel, Marie-Hélène et Patrick de Sèze, Guillemette, Séverine, Elizabeth et Jeanne-Marie de Couëspel, Emmanuelle Dupin et Thiony Boizet. Jean-Baptiste, Marie-Caroline (†) et

Jean-Guillaume Dupin,
Nicolas, Bruno, Nathelie, Fabrice,
Ctément et Blandine Gayral,
Céline, Christophe, Amélie, Stéphanie et Arnaud Dupin, Thomas, Étienne, Sophie et Anne

Courtier. Mathilde, Benoît, Noémie et Stéphane Clavel, ses petits-enfants, Raymond, Hubert et Marie-Laëtitis de

Clotilde de Couespel, ses arrière-petits-enfants, onr la tristesse de faire part du décès de

> M. Jacques-Marie DUPIN, chevalier de la Légion d'honneur, ingénieur civil de l'aéronautique, honane de lettres,

survenu le 24 mars 1995, dans sa quan

La cérémonie religieuse sera célébrée e mardi 28 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-Jenn-Baptiste, à Onesse-et-Labarie

94, rue de l'Assomption, 75016 Paris. 40110 Onesse-et-Labarie.

Messe anniversaire Une messe sem célébrée à la mé-moire du président

Georges POMPIDOU,

en l'église Saint-Louis en l'He, à Paris, le lundi 3 avril 1995, à 9 h 30.

- Maurice-Ruben HAYOUN débattra avec le docteur Jean-Bernard LÉVY du thème suivant: « Judaïsme et franc-ma-comerie face à l'éthique », le jeudi Gérard LOBIER riages, 17, rue Saint-Georges, 75009 Paris.

**Anniversaires** 

Il est toujours présent dans nos pensées,

De la part de son épouse et de ses en-

Le 27 mars 1993,

- If y a deux ans, le 28 mars 1993, nous quintait

Michel WIEBER,

Il est toujours avec nous.

Communications diverses - La Maison de l'hébreu : 47-97-30-22. Stages express individuels (a Sur place et à domicile.

 Dirigeants d'entreprise :
Rénastr sur les marchés publics
Journée d'info: Paris 30 mars.
Institut européen des marchés publics. Tel.: 88-57-27-57 - Pex: 88-57-27-60.

Nos abonnès et nos actionnaires, bénéficians d'une réduction sur les insertions sont priés de bien voulair naus cammuniquer leur numero de référence.

- Manrice-Ruben HAYOUN, le général Robert MUNNICH, Pierre-Antoine BERNHEM et Gilbert WERNDORFER présenteront le livre d'Edmond FLEG Pourquoi je suis juif Paris, 1928, réédition aux Belles Lettres, 1995), le mardi 4 avril 1995, à 20 h 30, au centre Edmond-Fleg, 8 bis, rue de l'Éperon, 75006 Paris, avec la participation de M. le grand rabbin de Paris, M. David MESSAS.

- « Syndies et copropriétés. Présent et avenir », amphithéarre n° 3, université As-sas-Paris-II, 92, rue d'Assas, de II heures à 13 heures. Date de la conférence, le avril 1995. Conférencier : Gilles ABIT-BOL, administrateur de biens et juriste. Entrée : 50 F. Tél. : 07-06-18-74.

Deux Français percent les derniers secrets de la nucléosynthèse Olivier Kahn, « bâtisseur de molécules »

Le Monde

Demain dans les pages « Aujourd'hui-Seiences »

# L'IMMOBILIER C'EST CHAQUE MERCREDI daté JEUDI

dans

Le Monde

Le monstre de Clintonstein

par Ronald Searle

# Le Monde

# La peur de Schengen

rendez-vons avec l'Histoire qui font peur. Et, à en juger par l'abmarquer l'événement, la suppression des contrôles aux frontières intra-européennes, qui a como dimanche 26 mars un début de mise en œuvre dans les sept pays qui ont ratifié les accords de Schengen, fait apparemment partie de ces événe-

Depuis deux ans, les marchandises et les capitaux peuvent circuler librement d'un bord à l'autre de l'Union européenne. Il a fallu pour cela des efforts considérables pour adapter les règlements et les législations en vigueur dans les Etats membres. Jacques Delors, alors président de la Commission de Bruxelles, le chancelier Helmut Kohl et François Mitterrand, qui ont porté sur leurs épaules cette œuvre de longue haleine, ont su tailler dans le vif pour imposer cette relance de la construction communantaire.

Il ne fallait pas s'arrêter aux seuls biens matériels. Dès 1987. l'Acte unique européen, qui refondait le traité de Rome, prévoyait la liberté de circulation aussi pour les citoyens de l'Eu-

Pour François Mitterrand et Helmut Kohi, qui avaient symbolisé la réconciliation en se tenant la main ao cimetière de Verdan, et pour tous les Européens coovaincus, l'Eorope a toujours été beaucoup plus que celle du libre échange.

l'autre, au sein d'une communauté qui appartient à tous, continue de gêner. Tous les arguments ont été invoqués: la peur de l'immigration, de la cri-minalité, de l'instabilité générale de l'après-guerre frolde. Comme si chaque Etat pouvait encore à lui tout seul affronter les malheurs de la Terre, défendre son pré carré face à l'internationalisation de la criminalité, aux moyeos des nouvelles mafias de l'Est, face aux réseaux de passeurs qui se donnent la main dans le monde entier pour organiser l'entrée filégale des volontaires à l'émi-

gration dans les pays riches ! Charles Pasqua, qui a tout fait pour retarder l'échéance de Schengeo, tronise à bon prix sur la volonté réelle des Allemands et des Néerlandais à lever eux aussi toos leurs contrôles. L'opération présente pour tous des difficultés, certes.

Mais, depuis les déchirements de Maastricht, les responsables français ont été trop souvent intimidés ou inhibés quand il s'est agi de concevoir une politique européenne offensive, voiontariste, à la hauteur d'une grande ambition. On a tendance à laisser l'Europe se construire en catimini, entre banquiers, pollciers et technocrates, en tenant les citoyens à l'écart.

Schengen aurait dû marquer, de ce point de vue, une nouveile ère, celle des citoyens de l'Europe, libres de voter où ils vivent, de circuler où ils veulent, de travailler où ll y a do travail.

L'effet de serre oppose

Suite de la première page

riches et pauvres

On sait que l'agriculture produit du méthane, notamment dans les rizières et les élevages bovins ; on sait que la consommation de carburant pour les transports, le chauffage ou l'électricité produit du gaz carbonique (CO<sub>2</sub>), dont les taux dans l'armosphère ne cessent d'augmenter. Mais on connaît mal la faculté d'absorption du CO2 par la végétation (photosynthèse) et surtout par

Une autre difficulté maieure est la disparité trialisés, qui consomment l'essentiel des carburants et de l'énergie produits dans le monde, font valoir qu'ils ont obtenu beaucoup de progrès dans l'efficacité énergétique depuis les années 80, et que tout effort nouveau demande de considérables investissements pour un résultat parfois minoe. Les pays dits de transition sont, parmi les pays industrialisés, ceux qui pourraient le plus spectaculairement réduire leurs émissions polluantes. Mais ils n'out plus d'argent et les seuls progrès à cet égard sont dus à la baisse de leur production et à la crise générale qui les étreint. Enfin, les pays pauvres, qui, globalement, contribuent pour très peu à l'effet de serre, ne sont pas prêts à entraver leur développement pour sauver une planète polluée par les riches.

Or ce sont eux qui, potentiellement, risquent aujourd'hui de participer le plus à l'augmentation de l'effet de serre. En déboisant l'Amazonie, le Brésil réduit les capacités de la forêt à absorber le gaz carboolque. La Chine, grande consommatrice de charboo, est considérée comme produisant à elle seule 10 % des émis-. sions de CO, dans l'atmosphère terrestre. Et comme tous les experts prévoient un triplement de sa consommation de charbon en vingt-cinq ans (plus de 3 milliards de topnes en l'an 2020), la Chine est aujourd'hui dans le collimateur. Sans oublier que, du jour où les Chinois abandonneront la bicyclette pour adopter l'automobile, leur contribution à l'effet de serre deviendra déterminante.

Parmi les pays riches, physieurs écoles subsistent. L'école anglo-sazonne prône ce qu'elle appelle une mise en œuvre conjointe (joint implementation) des programmes de lutte contre l'effet de serre. A l'exemple du rachat des droits à polluer pratiqués sur le marché de Chicago conformément au Clean Air Act américain, il est : proposé que les pays les plus avancés aident ceux qui le sont moins à dépolluer leurs cheminées, ce qui leur vaudrait des bons points et les dispenserait des mêmes performances chez eux; forcément plus difficiles à obtenir. En fait, cette pratique va bien au-delà du monde anglo-saxon puisque, aux termes de programmes financés par le Fonds pour le développement mondial (FEM), plusieurs opérations de ce type ont défà eu lieu. C'est ainsi que la Norvège a aidé le Mexique à s'équiper en lampes à basse consommation. Les Pays-Bas, pour leur part, aident la Pologne et l'inde à remplacer le charbon polhuant par du gaz naturel. En France même, l'antien président d'EDF, Pierre Delaporte, explique à qui veut l'entendre qu'il est bien plus efficace, en termes de résultat, d'investir dans la dépollution d'une centrale thermique chinoise à l'ancienne que dans celle d'une centrale allemande délà très avancée

Au sein même des pays industrialisés, les posi-tions à l'égard de la convention sont loin d'être unanimes. L'Allemagne, pays bôte de la conférence et considérée comme l'élève modèle de la classe européenne, s'est engagée à réduire de 30 % ses émissions de CO, entre 1987 et 2006. Même les industriels allemands, à l'exception notable des constructeurs automobiles, se sont individuellement engagés à réduire leurs émis sions de CO2 de 20 %, tout comme l'Autriche, le Danemark et le Luxembourg. Les Pays-Bas, phis modestes, envisagent une réduction de 5 %. Quant aux antres, ils se contentent de la stabilisation promise des 1990, voire, comme l'Espagne et l'Idande, de ne pouvoir faire mieux que de li-

PROJECTIONS

La France, comme le Japon, a pris un engagement qui consiste à stabiliser les émissions de gaz à effet de serre « par tête », ce qui l'autorise à une augmentation en valeur absolue, indexée sur la croissance démographique. « La Prance est l'un des pays industrialisés dont les émissions de CO2 par habitant sont les plus faibles », observe Michel Barnier, le ministre français de l'environnement. La « production » française est en effet de 1,8 tonne de carbone par habitant et par an; alors qu'elle est de 2,4 tounes dans l'Union européenne, de 3,1 tonnes en Allemagne... et de 5,6 tonnes aux Etats-Unis. En février, la Prance annonçait que son taux d'émission de CO, n'augmenterait « que » de 7 % d'ici à l'an 2000, ce qui maintiendrait la production par tête en dessous de 2 tonnes par habitant et par an.

Entre-temps, les experts français out affiné leurs projections et débouché sur une formule qui a permis à Michel Barnier, le 23 mars, de garantir que la France tiendrait scrupuleusement son engagement de stabilisation pris en 1990. Il se trouve que le protoxyde d'azote est un gaz dont l'action sur l'effet de serre est 320 fois plus forte que celle du CO. Le gouvernement a obtenu des industriels français de la chimie (fabrication d'engrais, de plastique et de nylon) l'engagement d'une baisse significative de leurs émissions de protoxyde d'azote d'ici à l'an 2000 qui permettrait de compenser l'augmentation inévitable des taux de CO, due aux transports

Le ministre français, qui préside la délégation de l'Union européenne, va aussi demander à Berlin une révision des objectifs de la convention pour après l'an 2000. «Stabiliser les émissions ne suffit pas, a indiqué Michel Barnier. Si l'on veut stabiliser la concentration dans l'atmosphère, il faut réduire les émissions. » Un discours volontariste digne de l'Europe, mais qui risque de rencontrer bien des résistances. Le jour même de l'annonce du ministre français, la Chambre de commerce internationale (CCI) publiait un communiqué demandant aux gouvernements « d'attendre pour prendre de nouvelles mesures que les résultats des programmes en cours alent été pleinement évalués (...) afin de ne pas entraver inutilement la croissance économique ». Avant même que la conférence ait commencé, on note une étrange coalition entre la Chine, les Etats pétroliers... et le chef de la délégation de la CCI, Clement B. Malin, vice-président chargé des relations internationales de Texaco.

Roger Cans 25 mars à 11 heures.

AU FIL DES PAGES/ÉCONOMIE

# L'union monétaire, clé de l'emploi

aupport justronal va

BETTE A STATUTE de MA

2000

\$1<del>--</del> - ---

....

≂, ...

Στ<sub>1..............</sub>

en leberther metters

Sent retained them

+7

quoi bon s'appeler Michel Ro-card ou Jocques Delors et avoir été si longtemps militant si c'est pour penser comme Valéry Giscard d'Estaing ou Edonard Balladur? », se demande André Gauron dans la Lettre ouverte qu'il vient d'écrire « aux politiques qui prétendent ré-duire le chômage ». Dans le jeu de massacre au-quel se livre avec une allègre férocité l'ancien conseiller économique de feu Bérégovoy, la tête de Lionel Jospin ne figure pas. C'est sans doute qu'il n'avait pas encore fait acte de candidature à la présidence de la République quand notre pamphiétaire a terminé son livre.

Garron fustige avec talent cette pensée nationale libérale de droite qui aurait, selon lui, contaminé les chefs de file de la gauche. « Vous ne changerez pas, dit-il avec une amertume rageuse. Ce que vous pensez, ce que vous ferez, nous le savons, car vous l'avez firit ou vous le faites. La seule chose que nous pouvons craindre, c'est que, demain, si vous êtes en situation de gouverner, vous en fassier

encore plus. Rien ne viendra de votre côté ». L'enteur de ce libéralisme de droite comme de ganche, c'est d'avoir cru et de croire encore que l'on peut lutter efficacement contre le chômage en diminuant le coût du travail, ou encore en refusant toute diminution de la durée du travail qui ne serait pas compensée par une réduction des salaires. Cette étrange et honteuse « préférence pour la régression sociale » ne peut qu'enfoncer davantage l'économie dans la stagnation et la déflation. Pourquoi? Parce que cette régression se traduit par une diminution générale du pouvoir d'achat, et que par conséquent l'accroissement des profits ainsi engendré ne peut déboucher, faute de marché suffisant, sur des investissements productifs.

Dès lors le surcroft de profits n'a plus d'autre issue que d'aller jouer à la Bourse. Etant donné les gains de productivité, une bausse des salaires de 5 à 6% est aujourd'hui non seulement possible, mais nécessaire, estime l'auteur. Faut-il craindre qu'une relance de l'économie par les salaires débouche comme en 1981-1982 sur un déficit de la balance des paiements? Non, répond l'auteur, si l'on fait tout de suite l'union monétaire européenne. Le raisonnement est simple, et même lim-

ರ್ಷ-ಚರ್ವ ಕಟ್ಟಡಿಕರಗಳಿಂದಲಿಗೆ ಕಲ್ಲಿಯು main mar su silier su de un si-

Une hausse des salaires de 5 à 6 % est non seulement possible, mais nécessaire

Aujourd'hui, chaque pays de la Communauté doit assurer l'équilibre de ses paiements. Du coup, les pays déficitaires sont contraints de mener des politiques restrictives qui freinent les échanges intracaropéens et tirent la croissance de l'ensemble enropéen vers le bas. L'union monétaire fera disparaître les déficits et les excédents que les pays de la Communanté out entre eux. Ne subsisteront que ceux avec les pays extérients à la communauté, qui sont faibles, les échanges de la Communauté avec le reste du monde étant globalement équili-

Or cette union monétaire, on peut la faire tout de suite à quinze, sans monnaie unique. Il suffit 👔 pour cela de déclarer in évocablement fixes les parités intra-européennes et de centraliser les réserves de change dans une banque centrale euro-

On passe ici sur les détaits du dispositif. L'auteur espère tuer dans l'œuf toute spéculation. Pari aventureux ! Mais, pour lui, la laborieuse fabrication de la monnaie unique an sein du « noyau dur » (Allemagne, France, Benefux), est encore plus risquée. Elle divise l'Europe, traumatise les opinions publiques et pourrait bien, de toute facon, être renvoyée aux calendes grecques. Maastricht, l'auteur montre que ses défenseurs justifient l'écu par toutes sortes d'arguments, sauf la lutte contre le chômage. Selon notre épistolier, l'emploi est « l'oublié de la monnaie unique ». Etounez-vous qu'elle soit si populaire !

Lancé au bon moment, le pavé d'André Gauron? Certes, mais sur quelle tête va-t-il retomber?

Philippe Simonnot

\* Aux politiques qui prétendent réduire le chômage, Lettre ouverte, André Geuron, Balland 155 pages, 70 francs.

JEAN-LUC BOUTTE Dans le courrier, publié dans nos éditions du 23 mars, consacré an souvenir de Jean-Luc

PSYCHIATRIE

RECTIFICATIFS

Emile Malet nous prie de préciser qu'il est cofondateur du Journal français de psychiatrie avec Charles Mehman et Marcel Czennak. Et c'est à ce titre qu'il interviendra dans l'émission « Grand Angle » sur France Culture, le samedi

Boutté, l'orthographe du nom du comédien et

metteur en scène récemment disparu était dé-



# Droit au logement

IONEL JOSPIN s'engage, s'il est élo, à « réaliser le droit ao logement ». L'occupation de l'immeuble du boulevard Malesherbes pose une fois de plus cette question. Après une opération du même genre, rue du Dragon, et l'éviction de sans-abri la semaine dernière à Toulouse, l'opinion est prise à à la «réquisitioo», selon une

procédure oubliée depuis 1945. En lançant soo appel eo février 1954, au cœur d'un biver particulièrement rude, l'abbé Pierre se plaçait encore sur le terrain de la charité. A la fin des années 80, c'était le ressort de la mauvaise conscience qui obligeait à des mesures d'urgence dès que survenalent des décès de clochards sur la voie publique. Des associations se mobilisalent pour offrir un hébergement provisolre. La RATP ouvrait ouitamment certaines de ses stations de métro désaffectées, et chaque offensive du froid eotrafoalt la mise eo

de secours. Désormais, le débat s'est insensiblement déplacé vers les principes, et la saisoo hivernale qui vient de s'achever que sert même plus de prétexte. Y-a-t-il on devrait-il y avoir un droit imprescriptible an logement, un peu à la manière d'un droit à la santé, quasiment atteint anjourd'hul, oo d'un droit au travail qui, pour être inscrit dans la Constitution, n'en est pas moins bafoué dans les faits? Les manifestants et les familles de la rue do Dragon, du houievard Malesherbes et de Tooloose

œuvre précipitée de dispositifs

l'exigent, sans autre considération de justice humaine ou sociale. Chacun dolt pouvoir disposer d'un toit.

Que la période électorale soit propice à de telles revendications, nui n'en doutera. On a d'ailleurs vu comment Edouard Balladur et Jacques Chirac ont été prompts à réagir sur un sujet aussi sensible. Si le débat polipersonnes, qu'au moins l'intrusion de l'activisme militant de Droit an logement sur la scène pobilque serve à faire avancer la

réflexion. Pour la bonne cause. Ce n'est pas un hasard, par exemple, si Paris se retrouve en première ligne, les mécapismes économiques ayant évince les catégories les plus modestes de la capitale. En France, la crise puis la récession ont mis à mal les politiques du logement, et particulièrement celles en faveur du logement social, le rythme des constructions neuves avant diminué.

Mais le chômage persistant et la montée de l'exclusion opt pesé plus encore. La solvabilité de trop nombreuses familles a fondu, aggravant le risque pris par les bailleurs. La précarité dans l'emploi a aussi ce coût. A tel point que le rêve d'un locement pour tous, symbolisé par les HLM et les bantieues dans les années 60, s'éloigne. Les locataires restent coincés dans leurs grands ensembles. Et l'on en vient à se demaoder si les oormes d'habitat oe devraient pas être revues à la baisse pour faciliter l'accès au logement des exclos. C'est pent-être la fin d'une certaine idée de la moder-

Réducteurs en chef : Thomas Ferencel, Edwy Pienel, Robert Solé, pits an direction de la réduction ; Branto de Camas, Laurent Greis Danièle Heymann, Bertrand Le Geudre, Luc Rosenzweig

Consell de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffand, vice-président Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1967), facques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1965), André Fontaine (1965-1991), facques Lesourne (1991-199 Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent aus à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 R Principeux actionnaires : Société civile a les rétereurs des Monde :

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 7590 PARIS CEDEX 15 TEL : (1) 40-45-25-25 TÉÉCOPICIE : (1) 40-65-25-99 Téles : 206,806F

### ENTREPRISES

DIRIGEANTS L'Institut de l'enpasser à l'économie de marché et de rapporteur général était Michel Pètème de direction et de contrôle des treprise, association patronale, a rendu public, lundi 27 mars, un rapport sur Le capitalisme français du XXI siècle. Il affirme la nécessité de

développer les mentalités d'entrepreneur tout en jugeant utile de

bereau, PDG de la BNP. ● Cette réflexion devait répondre aux mêmes construire un « modèle français ». interrogations que le rapport Cad-• Le président de la commission et bury en Grande-Bretagne sur le sys-

sociétés cotées. • Malheureusement, les auteurs se sont contentés d'un plaidoyer *pro domo.* Ils vantent le système actuel en ignorant les

dysfonctionnements apparus lors des « affaires » récentes et les critiques formulées par nombre de dirigeants en privé et par les associations de petits actionnaires

# Un rapport patronal vante les mérites du « capitalisme à la française »

Ignorant les critiques qui montent dans l'opinion publique contre le verrouillage et l'opacité des grandes sociétés, l'Institut de l'entreprise se contente d'un plaidoyer « pro domo »

cotées.

**DEUX DIRIGEANTS** d'entreprise Pierre Suard, président d'Alcatel-Alsthom, Edouard de Royère, son homologue de L'Air liquide viennent d'illustrer à une semaine d'intervalle, et chacun à sa manière, les faiblesses et les forces du sys-tème capitaliste français. Le premier, patron d'un groupe privatisé en 1987 par Edouard Balladur et sous le coup d'une triple mise en examen, s'est accroché désespérément à son fauteil, le 15 mars, devant les caméras d'Antenne 2 (Le Monde du 17 mars). En menaçant de transférer le siège d'Alcatel hors de l'Hexagone, il a pris en otage une société dans laquelle il n'a pas mis un sou et dont la capitalisation boursière a fondu de moitié en un an. Le second, encore loin, à soixante-deux ans, de l'âge de la retraite, et membre de la famille fondatrice de L'Air liquide, a choisi, le 22 mars, de se retirer et de laisser la place à un successeur entré depuis plus de trente ans dans l'entreprise (Le Monde du 24 mars). L'actionnariat de L'Air liquide, extrêmement dispersé dans le public, bénéficie

depuis des années d'une apprécia-

tion constante en Bourse.

L'institut de l'entreprise, association patronale présidée par Didier Pineau-Valencienne, patron du groupe Schneider, ne pouvait choisir meilleur moment pour rendre public, lundi 27 mars, son rapport sur « Le capitalisme français du XXIº siècle ». Michel Pébereau, PDG de la BNP, est le président et le rapporteur général du groupe de tra-

Lancé en janvier 1994, stimulé par

les exemples américain et britan-nique et par la multiplication des « affaires », ce groupe de travail voulait réfléchir au rôle et à la responsabilité des dirigeants vis-à-vis de leurs administrateurs, de leurs actionnaires et de leurs salariés. Ou, pour reprendre une formule désormais très en vogue, et importée des pays anglo-saxons, au gouvernement d'entreprise (corporate governance), c'est-à-dire au système de

Le rapport Pébereau vise à devenir en France, toutes proportions

pouvoir et de contrôle des sociétés

gardées, ce qu'a été le rapport Cadbury publié en 1992 en Grande-Bretagne : un ensemble de recommandatinos destinées aux sociétés cotées et constituant un code de boone conduite.

Ce rapport commence par s'attaquer aux pouvoirs publics. L'État, cible favorite, est dénoncé pour la complexité de son système juridique, pour ses prélèvements fiscaux et les déficits publics qui pompent l'épargne des Français et la détoument des entreprises. Les Français sont décriés parce qu'ils n'auraient pas encore compris le rôle de l'entrepreneur et du profit : « Il n'est pas sain que l'entrepreneur soit trop souvent assimilé à un aventurier ou à un héritier de grande famille et l'actionnaire à un rentier qui s'enrichit (...) ou à un spéculateur sans foi ni loi ou encore à un préda-

Les liens entre l'entreprise et ses actionnaires, fondement même du capitalisme, sont évoqués. Mais les patrons membres de commissions de travail de l'Institut de l'entreprise ont visiblement été gênés quand il s'est agi d'aborder le sujet des droits des actionnaires sous ses différentes facettes : droits financiers, droit à l'information, droit à la représentativité au sein du conseil d'administration, droit de contrôle des dirigeants. Une liste de principes vertueux où l'on reconnaît à l'actionnaire le droit d'exiger une valorisation de son investissement,

mais où le contrat reste « moral ». Le rapport, enfin, évoque l'efficacité de la direction et son contrôle. Comme la France traverse en ce domaine une zone de turbulences, l'Institut de l'entreprise n'y va pas par quatre chemins: « Les questions naissent de dysfonctionnements constatés dans certaines entreprises qui font l'objet d'analyses critiques des médias et suscitent l'émotion de l'opinion publique, mais relèvent, le plus souvent, de la pathologie, et ne sont donc pas forcément révélateurs d'une inadéquation du cadre juridique ni de la façon dont il est en général utilisé. »

Pour conclure, le rapport passe en revue les différents systèmes eo vigueur dans plusieurs pays occidentaux - conseil de surveillance et directoire, conseil d'administration unique avec distinction des fonctions de président et de directeur général - pour affirmer que nen ne permet de « conclure à l'inefficacité du système français ».

les actionnaires, contre les dirigeants piètres gestionnaires. Plusieurs participants aux travaux de l'institut de l'entreprise ne se genent d'ailleurs pas, en privé, pour faire connaître leur sentiment dé-

Une telle cécité inquiète. Comme le dénonce le sociologue Michel Crozier, les élites françaises, des administrations comme des entreprises, ont décidément du mal à sentir l'urgence de réformes. A la

#### Le rapport Cadbury en Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne, après plusieurs scandales financiers retentissants (Polly Peck, Maxwell, BCCL\_), le Financial Reporting Council et la Bourse de Londres ont créé, en mai 1991, une commission présidée par Sir Adrian Cadbury. Son Objectif: clarifier le rôle des acteurs d'une société - administrateurs, actionnaires, auditeurs - et édicter un certain nombre de recommandations pour améliorer le « corporate governance » (système de direction et de contrôle des sociétés).

Son travall a abouti à la rédaction d'un code de bonne conduite, qui prône une division des responsabilités au sein du conseil d'administration, avec distinction des postes de chairman et de chief executive officer; la présence d'administrateurs extérieurs « disposont d'une véritable indépendance »; l'existence de comités d'audit pour préparer comptes et rapports aux actionnaires et assurer leur diffusion.

« La liberté des actionnaires dans le choix des administrateurs est complète », poursuit le rapport, et, si « on s'inquiète aujourd'hui de la proportion des représentants des groupes d'actionnaires stables, en invoquant l'insuffisance de contrôle qui pourrait résulter de certaines réciprocités, du croisement d'administrateurs, c'est en général un problème plus théorique que réel ». L'exemple récent d'Alcatel, qui démolit cette certitude, n'a semble-t-il pas été

PLAEDOYER « PRO DOMO »

L'ensemble de ces affirmations apparaîtront frileuses et feront du rapport un étonnant plaidoyer pro domo pour le corporate governance à la française. Autosatisfaits, les auteurs ignorent superbement les critiques croissantes aul montent dans la société française contre le système français, considéré comme opaque et élitiste, mais aussi, parmi

AVIS FINANCIER GES ENTREPRISES

lecture du rapport, on ne voit pas comment le capitalisme français du XXI siècle cesserait d'être «un capitalisme sans capitaux et sans copitalistes », comme le déplorent les auteurs au début du texte. Le « verrouillage » de l'actionnariat des grands groupes, avec une multiplication des participations croisées ne peut, dans ces conditions, que perdurer.

Seuls quelques idéalistes rêvent d'une propagation du modèle de L'Air liquide, Michel Albert, ancien PDG des AGF et membre du conseil de politique monétaire de la Banque de France, vante « Pattentian apportée à l'actionnoire, la compétitivité internationale et la qualité technologique, tout autant que la qualité du management ». Toujours cité en exemple, L'Air liauide reste l'exception qui confirme la règle française.

Claire Blandin

#### idées précises sur le rôle des

Un outil « perfectible » Les dirigeants français ont des conseils d'administration. D'après une enquête réalisée auprès de 2 500 d'entre eux par le cabinet Vuchot Ward Howell entre mai et septembre 1994, les conseils devraient participer à la définition de la politique générale, contrôler la gestion de la société et l'action du président, apporter une contribution dans l'information

extérieure. Mais 78 % des dirigeants considèrent que, dans la réalité, le conseil d'administration est peu

dirigeants (66 % d'entre eux), la définition des procédures internes (99 %), la fixation de la rémunération des dirigeants (72 %). ● 70 % estiment ou m administrateur n'a pas les moyens de s'opposer individuellement à un président. 40 % estiment que, en cas de désaccord, l'administrateur ne peut que démissionner. Conclusion : pour 72 % des dirigeants interrogés, le mode de fonctionnement des conseils d'administration est « perfectible ».

influent sur la définition de la

stratégie, la nomination des

Intel affine la gravure de ses puces Pentium

PREMIÈRE MONDIALE: en annonçant, lundi 27 mars, sa maîtrise industrielle de la gravure du silicium à 0,35 micron (millième de millimètre), Intel marque un point dans la course folle à la miniaturisation de l'électronique. Intel réduit de 50 % la taille de son microprocesseur Pentium 120 par rapport à celle du Pentium 100 commercialisé l'an dernier. De quoi gagner 20 % en performance et intégrer de nouvelles fonctions dans la puce. Par rapport au premier Pentium, le 60, lancé en 1993, la puissance a doublé. Par rapport au Pentium le plus puissant du marché. le Pentium 100, l'écart de performance n'est que de 20 %. Mais il atteint 100 % par rapport au Pentium 60 lancé en 1993.

Intel reprend ainsi l'avantage sur son concurrent Motorola, qui utilise la gravure à 0,5 micron sur ses processeurs Power PC issus de son alliance avec IBM et Apple en 1992. Son passage au 0,35 micron n'est annoncé que pour 1997 et 1998. La percée technologique d'Intel

· .:=

**5** 

met l'accent sur l'importance de la gravure dans la course à la performance que se livrent les fabricants de microprocesseurs. Tous cherchent à diminuer la «largeur du trait » qu'ils gravent par micro-



Ilthographie. Il s'agit de réduire ainsi la taille des plus petits éléments sculptés dans le sificium du circuit intégré. Plus le trait est fin,

dIntel sont deux fois pius ....

pulssants

courir par les électrons. D'où un fonctionnement plus rapide, qui se traduit par une « fréquence d'horloge » supérieure et une vitesse de calcul qui ne cesse d'augmenter. En 1992, le processeur 486 DX2 traitait 54 millions d'instructions par seconde à 66 MHz. Le Pentium 120 en réalise presque quatre fois plus, soft 203 millions par seconde...

Outre ce gain en vitesse, la réduction de la taille des processeurs se traduit par une économie financière. Les puces sont taillées dans des tranches de siliciom d'environ 20 cm de diamètre. Si elles sont deux fois plus petites, on réalise plus de puces dans la même tranche, ce qui diminue le coût de production et, à terme, le priz de vente. Ainsi, le Pentium 120 est dis-ponible aujourd'hui pour 935 dollars (soit environ 4 600 francs) par lots de 1 000 pièces. An 19 mars dernier, le Pentium 100, beaucoup moins performant, était vendu 905 dollars. C'est dire si l'écart de prix est réduit entre deux générations. « Le gain de performance devient gratuit», peut ainsi affirmer André Bertrand, directeur architec-

ture chez intel France. La course à la puissance est relancée par les nouvelles applications. «Le multimédia pour les applications familiales et la communication dons le damaine professionnel sont beaucoup plus exigeants que les applications clas-siques de bureautique », explique André Bertrand, Paradoxalement, ce sont les jeux sur CD-ROM et autres applications vidéo qui réclament le plus de puissance. Il devient courant de s'amuser chez soi sur un ordinateur plus puissant que celui sur lequel on travaille au bureau... Intel mise également sur les futures générations d'applications bureautiques telles que la visioconférence et les autres systèmes de communication faisant appel à

Le processeur est pris en défaut par l'image vidéo animée, qu'il ne peut traiter que si on lui adjoint des cartes électroniques spécialisées. Avec le Pentium 120 et ses successeurs, les composants additionnels devraient être progressivement ab-sorbés par la puce. D'où un gain de place, de coût et de fiabilité. André Bertrand note aussi que l'utilisation par le grand public impose de perfectionner les interfaces. Il cite ainsi la commande vocale comme un subtitut intéressant du clavier. Il résime : « Pour que l'informatique soit de plus en plus simple à utiliser, les ordinateurs doivent être de plus en plus puissants et complexes. »

Michel Alberganti

#### Société Centrale du GAN

#### RENFORCEMENT DES FONDS PROPRES DU GAN

Conformément à ce qui avait été annoncé le 18 janvier dernier, l'Etat a décidé de procéder à un renforcement des fonds propres du groupe GAN. A cet effet, des actions Elf Aquitaine, préalablement transférées de l'ERAP à l'État, seront apportées au GAN pour un montant de 2 milliards de francs. Cette opération s'ajoute à l'apport du solde des titres CIC, soit 7,13 %, annoncé en décembre 1994. Les apports seront rémunérés par des actions GAN émises dans le cadre d'une augmentation de capital qui sera réalisée avant la fin du premier semestre.

Le GAN s'engagera dans l'actionnariat stable d'Elf

#### MESURES D'ASSAINISSEMENT DE L'UIC

actuellement disponibles.

Cette recapitalisation est destinée à permettre au GAN de consolider le plan d'assainissement de l'UIC ; elle intervient après que le GAN a pris un ensemble de mesures visant à restaurer la situation financière de

Après la mise en place par le GAN d'un plan de restructuration de 18,9 milliards de francs de créances ou d'actifs immobiliers sensibles. l'UIC a en effet procédé à un important effort de provisionnemen portant à la fois sur les créances immobilières et sur les autres activités de financement conservées à son bilan. Les actifs immobiliers ont été évalués par référence directe aux prix du marché. De ce fait, le résultat net de l'UIC devrait être déficitaire de l'ordre de 3 milliards de francs, au vu des informations

En sa qualité d'actionnaire majoritaire, le GAN procédera dans le courant du premier semestre à une recapitalisation de l'UIC à concurrence du montant

Les crédits sur les professionnels de l'immobilier (crédits court terme) maintenus au blian de l'UIC ent un montant net de 7,3 milliards de francs (10,1 milliards de francs en montant brut).

#### Union Industrielle de Crédit

Ils se décomposent en 2,4 milliards de francs d'encours douteux nets, après provisionnement à hauteur de 55 %, et en 4,9 milliards de francs d'encours sains. Ces derniers sont constitués par des crédits garantis par des signatures de premier rang, par des financements récents portant notamment sur des programmes de logements, et par d'autres crédits sans incident.

Pour l'ensemble UIC et structures créées en 1994 dans le cadre du plan de défaisance, le taux de cauverture des créances court terme sur les professionnels de l'immobilier - par provisions et affectation de plus-values latentes - est, à l'issue de ces opérations, de 42 % ; rapporté aux encours, soit classés en douteux à l'UIC, soit transférés à ces

structures, le taux de couverture s'établit à 50 %. Bien que les mesures prises en 1994 aient fortement réduit l'exposition de l'UIC aux risques de l'immobilier, le résultat net de l'UIC, quoiqu'en amélioration sensible, devrait rester déficitaire en 1995, en raison notamment du ralentissement de la production et des perspectives du marché immobilier qui demeurent médiocres.

#### PLAN DE REDRESSEMENT DU GROUPE CAN

Une profonde réforme des structures de l'activité d'assurance en France a été mise en œuvre en début d'année ; la nouvelle organisation qui repose sur des entités responsables de leurs résultats, instaure un meilleur équilibre entre les fonctions technique et commerciale.

Des mesures rigoureuses ont d'ores et déjà été engagées par le groupe GAN en assurance dommages, en ce qui concerne la souscription, la surveillance des risques et le règlement des sinistres. Elles sont complétées notamment par une réduction volontariste des coûts de gestion, et un programme de cessions de participations.



#### orientations Filières, débouchés, métiers: des écoles vous informent. M. Mme. Mile. Code Postal | 1 | 1 | 1 | Vitle désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles out forment aux secteurs suivants (cochez la ou les flières qui vous intéressent) Clesses Préparatoires Grandes Ecoles Scientifique Grandes Ecoles de Comme O Experies Comptable O Formation on Alternation O Gestion Financière O Gestion du Personnel Æ C Instanieur Abronautio (7) Art et Communi C Assistante de Direction/Bur O Assurances O STS par Come D Les Méders de l'Armée de Terre C Délégué Médical C Environnement Adressez ce coupon à Drisntstions Service, 28 rue de La Trémolite. 75008 Paris (réponse par courrisr uniquament) ou composez aur Minitai

3615 code ORIENTATIO

Un droit d'accès et de rectification peut être exercé sor les domnées vous concernant (Lei n° 751,7 du 8,1,78)

#### **LA SEMAINE ÉCONOMIQUE**

indices attendus

● Mardi 28 mars: aux Etats-Unis, statistique de confiance des consomma teurs (mars); en Italie, production industrielle (lanvier); en Espagne, production industrielle (janvier). de maisons neuves (février) ; au Japon. vente de détail des grands magasins (février) ; en Suède, prix à la produc-

tion (février). leudi 30: au Japon, production industrielle (février) : en Italie, chômage

Vendredi 31 : aux Etats-Unis, produit intérieur brut (quatrième trimestre), inflation (quatrième trimestre). commendes industrielles (février), li-vraisons industrielles (février); au Japon, chômage (février), inflation (mesurée à Tokyo pour mars et au niveau national pour février), balence cou-rante (février); en Grande-Bretagne, crédit à la consommetion (février).

• Lundi 3 avril : aux Etats-Unis, revenus des particuliers (février), dépenses de construction (février); en Allemagne, prix à l'importation (février); en Grande-Bretagne, masse monétaire

Indices attendus en France Mardi 28 mars : défaillances d'entreprises (jenvier), coût de le mein d'œuvre (janvier).

• Jeudi 30: rapport de l'Insee sur le commerce en 1994. • Vendredi 31: chômege et emploi (février), prix de venta industriels (fé-

Événements à l'étranger

● Mardi 28 mars: Open market committee de la Federal Reserve à

● Jeudi 30 : réunion du conseil central de le Bundesbank à Francfort ; réunion de conseil d'administration de la banque centrale de Suède.

● Vendredi 31 : publication des minutes de la réunion de le Fed des 31 janvier et 1º février; conseil de la

● Lundi 3 avril: début d'un conseil de deux jours de la commission euro-péenne sur la culture et l'audiovisuel.

INDICATEURS

# Allemagne: la faiblesse du dollar va freiner la reprise

La force du mark devrait entraîner une chute des exportations

de rendement des emprunts obliga-

taires (Bunds sur 10 ans), ayant déjà

reculé de 7,65 % à environ 7,20 %

depuis le début de l'année, on peut

s'attendre pour les mois à venir à

une stabilisation. Toutefois, en cas

de baisse accélérée des taux d'inté-

ret sur le marché obligataire améri-

cain, l'Allemagne pourrait elle aussi, dans un premier temps, euregistrer

de nouveau un léger recul des ren-

dements. Dans ce contexte, la baisse

constante prévisible de l'endette-

ment nouveau des pouvoirs publics

(revenant d'un peu pars de 130 mil-

liards de DM en 1994 à tout juste

100 miliards cette année) devrait

avoir des effets positifs sur le climat

La situation de l'économie allemande s'as-Mercredi 29: aux Etats-Unis, vente sombrit. La forte revalorisation du mark par rapport au dollar et aux autres monnaies européennes va handicaper les capacités d'exportation des entreprises allemandes. Les in-

L'OPTIMISME CONJONCTUREL

qui régnait au début de cette année

en Allemagne a été mis en veilleuse

par l'évolution des marchés des

changes observée depuis le début

février. L'inquiétude s'est même ma-

nifestée à la suite de la signature de

la nouvelle convention collective

pour la métallurgie qui prévoit des

hausses de salaires plus importantes

que prévu et qui, en tant que

convention pilote, pesera sans

doute sur les autres négociations sa-

lariales de cette année. Elle assombrit la situation bénéficiaire des en-

treprises, tout en compromettant la

reprise escomptée sur le marché de

Il pe faut tout de même pas dra-

maniser la situation. Les exporta-

tions, piller du redressement

conjoncturei, ont été affectées,

certes, mais elles ne devralent pas

subir une chute spectaculaire, du

moins pour l'année en cours. Les

carnets de commandes sont, en ef-

fet, encore bien garnis et, d'ici à la

fin de l'année, les taux de change

élevés du deutschemark devraient

se normaliser, ne serait-ce que par-

Les augmentations de salaires lé-

gèrement supérieures aux prévi-

sions, résultat des négociations sala-

riales de cette armée, devraient

avoir des retombées plutôt positives sur la demande des consomma-

teurs, car elles viennent compenser

la forte hausse des charges fiscales

et parafiscales enregistrées en début

Pemploi.

tiellement.

tour et, au bout du compte, la croissance. Il ne faut pas en dramatiser les conséquences puisque les carnets de commandes sont bien mplis. Mais, selon la Deutsche Bank Red'année. La nouvelle baisse du taux l'ensemble, cet environnement de-

d'épargne devrait également profi-

ter à la consommation des mé-

nages. An total, on peut continuer à

tabler sur une croissance écono-

mique réelle de 2,7 % en 1995 en Al-

lemagne occidentale (2,3 % en 1994).

Grace à la croissance plus vigou-

reuse en Allemagne orientale (envi-

ron 9 % après 9,2 % l'an demier), la croissance atteindra un pen plus de

3 % pour l'ensemble de l'Allemagne

A la différence de l'économie

réelle, qui sera freinée, du moins à

moyen terme, par la faiblesse de la

devise américaine, Phorizon moné-

taire continue à s'éclaireir. Plus la re-

valorisation du deutschemark per-

sistera, plus les tendances

inflationnistes s'estomperont. Pour

la moyenne de l'année 1995, on peut

prévoir un taux d'inflation de 2,2 %

(3 % en 1994), légèrement inférieur

aux estimations antérieures. Cette

année, l'expansion de la masse mo-

nétaire ne devrait pas non plus cau-

Il est donc probable que la

banque centrale maintienne encore

assez longtemps ses taux d'intérêt à

leur niveau actuel. Un abaissement

des taux, tel qu'il est envisagé sur les

marchés, ne serait possible qu'en

cas de faiblesse prolongée du dollar

et de quelques monnales euro-

péennes importantes, entraînées

dans le sillage du billet vert. Dans

ser de problème à la Bundesbank.

EFFETS POSITIFS SUR LES TAUX

(2,9 % en 1994).

vestissements pourraient être touchés à leur search, qui estime que le dollar restera faible jusqu'en 1996, la croissance des exportations ouest-allemandes est susceptible de tomber à environ 2,5 % en 1996. La croissance économique serait d'environ un point inférieure à

vrait être propice à l'évolution des La faiblesse persistante du dollar taux du marché financier. Les taux nous amène à nous préoccuper da-

vantage des risques pour l'Allemagne. Deutsche Bank Research part de l'hypothèse que le dollar continuera à s'affaiblir et qu'il plafonnera ensuite à un niveau d'environ 1,35 DM jusqu'à l'année pro-

Dans ce cas-tà, le taux de croissance des exportations ouest-allemandes est susceptible de tomber à environ 2,5 % en 1996. La croissance économique ouest-allemande serait d'environ un point inférieure à celle attendire jusqu'à présent (1,8 % au lieu de 2,8 %) et donc nette plus faible que cette année. Etant donné que les nouveaux Lander seraient également affectés par ce re-

celle attendue jusqu'à présent (1,8 % au lieu de 2.8 %) et donc nettement plus faible que cette année. L'Allemagne entière verrait la croissance du PIB tomber à quelque 2,5 % contre 3,3 % pronostiqués jusqu'à présent.

> cul, l'Allemagne tout entière verrait la croissance de son PIB tomber à quelque 2,5 % contre 3,3 % pronostiqués jasqu'à présent.

> Va les effets déflationnistes des cours de change, la Bundesbank pourrait profiter de la marge de manœuvre dont elle dispose pour continuer à abaisser prudemment les taux directeurs. Ceci entraînerait un recul des taux du marché finander, notamment aussi du fait des menaces d'inflation encore attémées telles qu'elles se présentent dans le scénario des risques.

> > Hans-Jürgen Meltzer

\* Hans-Jürgen Meltzer est économiste à la Deutsche Bank Re-



# Des nuages menaçants sur la croissance mondiale

IL Y A SEULEMENT quelques mois la perspective d'une croissance mondiale soutenue et générale dans presque toutes les régions du giobe semblait enfin retrouvée. Depuis le début de cette année, elle est quelque peu troublée.

Si la crise mexicaine est, sur le plan financler, d'une nature totalement différente de celle de 1982, ses conséquences sur l'économie réelle seront tristement semblables. Faute de pouvoir emprunter plus, le Mexique va devoir rééquilibrer brutalement ses échanges courants au prix la première fois depuis février 1994, la Réd'une forte récession.

que des conséquences marginales si, par contagion, d'autres pays « émergents » ne se trouvaient eux aussi confrontés à une contrainte financière plus dure (le Brésil et l'Argentine sont d'ores et déjà en train de réduire leur demande intérieure), tandis que, par prévention, d'autres, telle la Chine, semblent décidés à remettre leurs comptes extérieurs en ordre...

Ainsi amplifié. l'« effet terrula » va assez

rapidement se faire sentir sur l'économie américaine, partenaire commercial essentiel de beaucoup de pays concernés. La baisse du dollar face au mark et au yen, si elle ne se corrige pas, détournera ensuite une part de cette pression récessive sur l'Europe et le Japon.

En fort contraste avec ce qui prévalait au trimestre demier - et sans rapport encore avec la crise mexicaine - l'économie américaine a donné ces dernières semaines de nombreux signes de ralentissement. Pour serve fédérale se trouve confrontée vraiment à un arbitrage difficile. Car le taux lution n'aurait pour l'économie mondiale. d'utilisation des capacités comme le taux de chômage sont à des valeurs extrêmes.

Si l'on devait rester encore plusieurs mois dans cette zone de tensions, le risque de voir se développer des pressions inflationnistes cumulatives augmenterait significativement. Pour l'écarter, la Fed peut être tentée de monter encore une fois ses taux. Mais une décélération trop brutale de la demande intérieure, au moment même où les exportations américaines

marquent le pas, pourrait facilement dégénérer en récession...

Plus que jamais en ce printemps 1995, les membres de l'Open Market Commttee doivent avoir le sentiment que le métier de banquier central relève plus de l'art-que de 18 science | La baisse du dollar face aux grandes devises leur fournit, il faut en converir, une appréciable marge de sécuri-

PRÉVISIONS À LA BAISSE

En Europe, l'intérêt de cette baisse du dollar est moins évident. Depuis janvier, la lire, la peseta ont perdu plus de 10 % par rapport aux monnaies du « noyau dur ». Cette nouvelle crise monétaire amène certes à l'Allemagne une bouffée de désinflation. Mais elle peut paraître superflue tandis que l'appréciation du DM est clairement dangereuse pour la croissance. Outre-Rhin, comme partout en Europe, l'investissement des entreprises doit maintenant tirer franchement l'activité, mais la consommation est loin d'être dynamique. Une détérioration de la contribution des

échanges extérieurs à la croissance serait beaucoup d'effets vertueux. Tout au plus

donc lourde de menaces. Pour les autres pays européens, la situaplus favorable. Certes, ils gagnent en un supplément de demande. Or la fragilité compétitivité sinon par rapport aux Etats-... de cette dernière reste grande, comme le Unis, du moins par rapport à l'Allemagne et au Japon. Mais certains pays, notamment la Suède, ont une capacité exportatrice pratiquement saturée et le risque d'une accélération du rythme de hausse des prix s'y trouve accru. La remontée des taux longs réels - ils sont à plus de 8 % en Italie, en Suède et en Espagne, presque 7 % en France et an Danemark - creuse les écarts par rapport à des taux réels alle-

mands de « seulement » 5 %. Si l'on ajoute que la croissance anglaise semble avoir touché son plus haut, la conjoncture européenne apparaît moins « porteuse ». Avec un seul avantage : la probabilité de voir la Bundesbank monter ses taux avant la fin de l'été s'en trouve sérieusement diminuée.

Au Japon, la poursuite de l'inésistible appréciation du yen n'a pas non plus

augmente-t-elle là-bas les revenus réels. Encore faudrait-il que cet accroissement tion qui découle de cette crise n'est guère de revenu réel débonche effectivement sur montre la poursuite des baisses de prix dans de nombreux secteurs.

Maigré le supplément de dépenses publiques et privées provoqué par le tremblement de terre de Kobé, les prévisions de croissance sont actuellement révisées en baisse. La Banque du Japon est-elle prête à baisser son taux d'escompte (175 %)? Ou ne voudra-t-elle le faire que dans le cadre d'un mouvement concerté avec l'Allemagne et les Etats-Unis visant à enrayer des enchaînements monétaires et financlers qui font planer quelques gros nuages dans un ciel jusque-là assez serein?

Anton Brender

August Mar

Tiest &

-

11 100 200

\* Anton Brender est directeur des études économiques de la Compagnie parisienne de réescompte.

SECTEUR

### Transports publics: baisse du taux moyen d'utilisation

qui étalent sans désemparer leurs atouts dans la lutte contre la pollution et l'engorgement des villes, sont entrés dans une douloureuse phase de stagnation. « Partout, l'usage des transports urbains semble très lié au volume de l'offre. On assiste cependant depuis 1990 à un décrochement, puisque la fréquentation stagne alors que l'offre (mesurée en kilomètres par habitant) continue de progresser », estime la Commission des comptes des transports de la nation dans ses premiers résultats pour 1994 rendus publics le 17 mars.

Selon les estimations, pour un indice 100 en 1985 et 108 en 1989, le nombre de voyages par habitant dans les agglomérations de province de plus de 100 000 habitants n'a été que de 109 en 1994 (soit une progression de 9 %), après un recul à l'indice 106 en 1992.

Le nombre de kilomètres par habitant a progressé de façon un peu plus significative: de 26 à 30 kilomètres entre 1985 à 1994, soit une augmentation de 15 %, pour les mêmes agglomérations (toutefois, cet indicateur révèle une stagnation par rapport à 1993, selon la commission). L'écart par habitant entre le nombre de voyages et de kilomètres traduit l'allongement du trajet moyen, illustrant le développement d'un habitat de plus en plus éloigné des centres villes et des

LES TRANSPORTS PUBLICS, zones d'emploi et l'étalement des réseaux de transport qui s'en suit. L'Union des transports publics

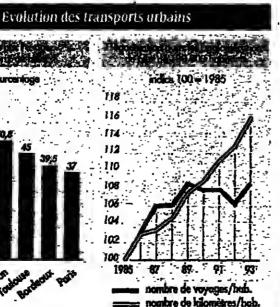
(UTP), qui regroupe les exploitants de réseaux, aboutit à un constat un peu moins morose dans son enquête auprès de 97 sociétés de transport (RATP exclue) réalisée début mars. La tendance est toutefois approchante: 56 % des direc-

70 69,

50

nombre de voyageurs a augmenté alors que 27 % jugent qu'il a diminué. En revanche, 68 % de ces mêmes directeurs affirment que l'offre de transport s'est développée, alors qu'elle a été réduite seulement dans 3 % des cas. Cette dernière estimation libistre, comme précédemment, l'allongement du

teurs de réseaux estiment que le kilomètre.



de transports de la nation

trajet moyen, mais aussi un taux d'utilisation moins élevé des transports publics et, par là, la difficulté d'améliorer la productivité exprimée en nombre de voyageurs par

L'année 1995 se présente dans la même ligne que 1994 et serait même un peu moins favorable. Se-Ion l'enquête de l'UTP, pour une population perçue en légère progression, seulement 48 % des directeurs de réseaux prévolent une augmentation du nombre de voyageurs (soit 6 % de moins que pour 1994) alors que 48 % (au lieu de 17 %) misent sur une stagnation. L'offre de transport serait stabilisée

dans plus de la moitié des cas. Les situations varient d'une agglomération à l'autre en fonction de l'équipement des réseaux. Selon la commission, « les villes ayant un système de transport en site propre (métro, tramway) ont un niveau de fréquentation qui passe de 131 voyages par an et par habitant en 1985 à 154 voyages en 1993 », alors que, dans le cas contraire, la fréquentation a baissé de 95 à 90 voyages par habitant sur la même

A la RATP, la tendance n'est pas favorable. A cause du recul du trafic, elle a accusé une baisse de 11 % de son excédent brut d'exploitation

#### ENTREPRISE

### CGEA: de l'autobus à la « micheline »

LE GROUPE CGEA (Compagnie générale d'entreprises antomobiles), filiale de la Compagnie générale des eaux, est le deuxième opérateur de transports publics en France après VIA-GIL Toutefois, cette activité est minoritaire dans le groupe plus orienté sur le traitement des décheta. En 1994, le chiffre d'affaires global de CGEA s'est élevé à 10,8 milliards de francs (en progression de 27%) dont 3.4 milliards pour les transports, soit 13,3 % de mieux que l'année précédente.

La société gère trente réseaux urbains en Prance par l'intermédiaire de sa filiale CGFTE. L'année 1994 a été marquée par Pachèvement des travaux et la mise en service du tramway de Rouen dans le cadre d'une concession de service public pour treute ans. En revanche, l'opérateur a vu s'écrouler la perspective d'obtenir la concession du métro automatique léger de Bordeaux (le traité de concession dn VAL a été rejeté par la communauté urbaine de Bordeaux le 22 juillet dernier).

Le développement dans le transport ferroviaire, par l'intermédiaire de la filiale CFIA (Compagnie française de transports auxiliaires) s'est heurté longtemps au monopole de la SNCF. Anjourd'hui, cette filiale exploite 1 150 kilomètres de lignes pour le compte de la société nationale

(entre Guingamo et Carhaix on Paimpol) ainsi que des collectivités locales et des sociétés industrielles.

Mais les deux entités n'ont rien de comparable (ni par la taille ni par le mode d'exploitation), et leurs rapports se modifient. Aujourd'hui, Jean Bergouguoux, PDG de la SNCF, réfléchit à la délégation de dessertes terminales sur des petites lienes lorsque la société nationale ne peut espérer les rentabiliser à cause de charges de structures que des sociétés comme la CFIA ne subissent pas. Cette dernière a obtenu un contrat pour la traction des trains de travaux sur le TVG-Nord-Europe et acquis la société Socorail, spécialisée dans l'exploitation des embranchements ferroviaires. Mais, an total, l'activité ferroviaire, y compris les trains touristiques, reste encore marginale avec un chiffre d'affaires de 220 millions de francs.

Pour l'avenir, la CGEA mise sur l'international, qui représente 700 millions de francs de chiffre d'affaires. Par exemple, au Portugal, elle est devenue le premier transporteur privé au travers do groupe Barraqueiro, qu'elle possède à 44 %. Dans le domaine ferroviaire, elle mise également sur l'Allemagne orientale et la Suède.

Martine Laronche

# Air Inter inaugure une semaine de grèves dans les transports publics

L'appel à l'arrêt du travail sera étendu jeudi 30 mars à la SNCF et la RATP

Air Inter s'apprête à connaître des arrêts de travail assurés. Les organisations syndicales s'opposent rope. Les syndicats de la SAICF et la RATP ont appour la troisième semaine consécutive. Pour le aux 600 suppressions d'emplois annoncées et redéfense des statuts et des salaires.

APRÈS QUATRE ANS de pertes, Air Inter a présenté des résultats bécomprennent difficilement les efforts qu'on leur demande. Le projet d'entreprise présenté au début du mois de février prévoit 600 suppressions d'emplois d'ici à la fin 1996 et des efforts de productivité de l'ordre de 10 %. La perte de monopole d'Air Inter s'accompagnera d'un recul de ses recettes sur les lignes intérieures et la compagnie doit se préparer, plaident ses diri-

geants. «Toutes les dispositions à caractère social seront mises en œuvre sur la base du volontariat et en concertation avec les organisations syndicales, sans licenciements secs ni mutation géographiques autoritaires », a rappelé vendredi 24 mars, la direction

En 1992, Bernard Attali, alors président d'Air France, avait passé un accord avec les organisations de pilotes de la compagnie nationale prévoyant en cas de transfert de lignes de celle-ci vers Air Inter que soit transféré les équipages corres-pondants. Il s'agissait notamment de préserver les évolutions de carrière qui se font en fonction du type d'avions. Air Inter, pour faire face à

la concurrence sur son marché intérieur s'est vu attribuer de nouvelles desertes en debors de l'hexaeone. Mais le passage des lignes province-Magreb et Orly-Lisbonne ne s'était pas accompagné de transferts de

C'est au titre de l'ouverture da la

ligne Orly-Amsterdam, intialement prévue le dimanche 26 mars, que quatre équipages devaient quitter Air France; les pilotes exigent que soit respectés les accords passés. Sur ce point, la situation est pour l'heure bloquée. Christian Blanc, le président du groupe Air France, menace de supprimer purement et simplement le transfert de la liaison Orly-Amsterdam à Air Inter si les pilotes ne se montrent pas plus raisonnables, explique-t-on de bonnes

Plus profondément, la création d'une compagnie européenne avec la partie ad hoc d'Air France suscite une opposition croissante de la part d'Air Inter. Le conflit entre pilotes d'Air France et d'Air Inter traduit les interrogations pour savoir qui, de l'une ou de l'autre, prendra le contrôle de la compagnie commune et quelles seront les conditions de

Les personnels d'Air Inter, mais

aussi certains cadres dirigeants, estiment ne pas avoir de leçons à recevoir d'Air France qui a encore perdu 2.7 milliards de francs en 1994 et ils ne veulent pas abandonner leurs conditions d'emplois. Les pilotes d'Air inter gagnent environ 20 % de plus que ceux d'Air France, ce qui s'explique par la briéveté des vois, avec des atterrissages et décollages nettement plus nombreux.

« RENIER NOTRE AME »

« Nous demandons à ce que la compagnie européenne se fasse sur une base solide qui est la nôtre et immédiatement, estime René Philippean, président de l'Union syndicale du personnel navigant technique (USPNT). Il n'est pas question de remettre en cause nos conditions d'emplais. Nous ne vaulons pas qu'Air Prance nous emmene dans le mur car Christian Blanc bi-même dit av'il n'est pas sûr de sortir la compagnie de l'ornière. » Ambiance...

Pour Pheure, les résultats économiques plaident en faveur d'Air Inter. Mais, en dépit d'un bénéfice de 22 millions de francs, l'entreprise qui a passé le cap des 17 millions de passagers l'an dernier, devra réagir avec vigueur à l'arrivée de la

concurrence. De leur côté, les activités européennes d'Air France, en-core déficitaires de l'ordre du milfiard de francs en 1994, ont toutefois vu leur pertes diviser par deux par rapport à l'année précédente.

En renvoyant dos à dos deux compagnies qui déjà ne s'aiment guère, M. Blanc risque, toutefois, d'artiser un confit à l'heure où les personnels doivent apprendre à travailler ensemble. «Il n'y a pas dans tous les esprits un grande clarté sur les évolutions économiques possibles, déclarait M. Blanc le 17 mars. Il serait temps que les catégories les mieux rémunérés d'Air Inter, codres et navigants, réfléchissent calmement. » Les grévistes d'Air Inter, qui ont déjà fait peníre de l'ordre de 60 millions de francs à leur entreprise, risqueraient en refusant tout effort de rater leur entrée dans la compétition.

« Nous ne voulons pas de la révision de nos accords collectifs, plaide PUSPNT. Ce n'est pas parce que les pilotes d'Air France ant accepté de faire 30 % de productivité pour payer les erreurs de gestion de leurs dirigeartis, que nous allons nous aussi renier notre âme. »

Martine Laronche

■ Air Prance: FO arrive en tête des élections professionnelles. - Le syndicat PO est arrivé en tête aux elections professionnelles- délégués du personnel (DP) et représentants au comité d'établissement (CE)-du 23 mars à Air France, marquées par une forte progression de la participation 72 % contre 69 % en 1993 pour les DP et 66 % pour le CE, a amnoncé, samedi 25 mars, la compagnie.

### Difficultés de mise au point du logiciel Windows 95 de Microsoft

MICROSOFT va-t-il être obligé de retarder, une nouvelle fois, la sortie de Windows 95, son nouveau système d'exploitation vedette, dont le lancement avait dernièrement été fixé au mois d'août prochain? Selon Infoworld, une revue spécialisée américaine, un « défaut » dans le logiciel bloque les ordinateurs lors de certaines commandes compliquées, ce qui provoqueralt un problème insurmontable en cas d'utilisation professionnelle. Microsoft aurait nonobstant décidé, pour le moment, de poursuivre le programme de lancement de son nouveau produit, dont 450 000 copies-tests ont commencé à être diffusées. Les défauts de jeunesse sont courants dans le monde de l'informatique. Mais les utilisateurs les tolèrent de moins en moins, comme les réactions très négatives du public l'ont démontré lorsque l'on a découvert en décembre 1994 que la superpuce d'intel Pentium faisait, dans certaines conditions, des erreurs de calcul.

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT : la société fera l'objet d'une rivatisation de gré à gré, selon un communiqué publié vendredi 24 mars. La SMC, qui table sur son réseau commercial, espère trouver « une complémentarité » par cette privatisation. La direction de la banque nationalisée en 1982 souligne qu'après une « période de catastrophes » entre 1990 et 1992, liée à des « engagements malheureux dans le secteur de la promotion immobilière », des « mesures drastiques » ont été prises : compression du personnel, blocage des salaires, fermeture des filiales. La SMC annonce un « recentrage vers les seuls métiers de banque commerciale dans la région Sud ». La banque compte 2 037 salariés et 230 000 clients.

■ CRÉDIT DU NORD: la banque filiale de Paribas a enregistré pour la troisième année consécutive une perte nette de 487 millions de francs, contre un déficit de 611 millions l'an dernier. La banque veut concentrer ses forces sur son activité bancaire de base, pour être dans l'avenir la banque de détail du groupe Paribas en France, a expliqué vendredi son président Bernard Auberger. Le résultat brut d'exploitation (RBE) recuie de 36.6 % à 838 millions de francs. Les provisions, qui augmentent de 24,6 % à 2,28 milliards de francs, portent essentiellement sur les activités

■ BANQUE HERVET: bénéfice net de 52 millions de francs en 1994 contre perte de 1,2 milliard en 1993. Le produit net bancaire est maintenu à 1 milliard de francs, mais le résultat brut d'exploitation recule de 8 % à 236 millions. En 1995, le RBE et le bénéfice net devraient progresser, indique la banque dans un communiqué publié vendredi 24 mars. La perte de 1993 avait amené l'Etat à différer la privatisation de la banque, qui devait se dérouler de gré à gré.

■ BRED: la Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED), groupe Banque populaire, a enregistré en 1994 un bénéfice net, part du groupe, de 86 millions de francs contre 67 millions lors de l'exercice précédent, en hausse de 28 %. Le produit net bancaire a régressé de 2,6 %, s'établissant à 2,529 milliards de francs contre 2,597 milliards en 1993. Le résultat brut d'exploitation a reculé de 4,3 % pour s'élever à 759 millions

■ ALCATEL-ALSTHOM: la dette du groupe français est mise sous surveillance avec implication négative par l'agence de notation financière Moody's. Dans un communiqué diffusé vendredi 24 mars, Moody's précise que sa surveillance va porter sur « l'offaiblissement potentiel de la position d'Alcatel vis-à-vis de ses grands clients, principalement dans un contexte d'occelération de la privatisation et de la libéralisation sur les marchés français et allemands, ainsi que sur d'autres marchés qui vont s'ouvrir à un nombre croissant de concurrents ».

# Antoine Gaudino met en cause les anciens dirigeants de la Banque Colbert

APRÈS AVOIR MIS EN CAUSE le cabinet d'expertise comptable Fiducial et la mairie de La Seyne-sur-Mer (Le Monde du 7 février 1995), l'ancien inspecteur de police Antoine Gaudino s'attaque aujourd'hui à la Banque Colbert, fillale du Crédit lyonnals. Il dénonce le rachar pour 475 millions de francs en octobre 1992 par Colbert des actifs d'International Bankers SA (IBSA), one banque spécialisée dans l'immobilier, fondée quelques années plus tôt par Jean-Maxime Lévêque, ancien président du Crédit lyonnais.

Selon Antoine Gaudino, «les apports d'International Bankers à lo Bonque Colbert ont été, de lués (...), dans l'intérêt de certains dirigeants d'IBSA pour leur permettre de se désengager d'opératians déficitaires dans lesquelles ils éloient persannellement impli-

L'imbrication entre les affaires nelles, de ses dirigeants était étonnante. Ainsi, Jean de La Porte des Vaux, directeur de l'immobilier chez IBSA, puis à la Banque Colbert, « avait bénéficié à titre personnel ou par l'entremise de sociétés essentiellement civiles, de nombreux prêts immobiliers (de la part d'IBSA) », indique Antoiae Gaudino, qui

chiffre leur montant à 131 millions de francs.

Explication: lorsque IBSA finançait un programme immobi-lier, via une société civile immobilière (SCI), en lui octoyant des prêts, elle prenait souvent une participation au capital de cette SCI, qui lui permettuit de récupérer une partie de la plusvalue dégagée sur le programme. Jean de La Porte, sur qui reposait plus de la moitié de l'activité immobilière d'IBSA, avait pour sa part obtenu de prendre une participation du même pourcentage que la banque pour laquelle il travaillait. « Tout cela est connu et inscrit dans mon contrat de travail », explique Jean de La Porte.

toute évidence, fortement suréva- Ce contrat était par essence très déséquilibré. Quand le marché immobilier montait, lean de La Porte touchait le «jack-pot» avec son employeur. Ouand il s'effondrait, c'était la banque qui devait éponger les pertes. « Une banque normale n'aurait pas side la banque et celles, person-. gné un tel contrat de travail », reconnaît un ancieu de Colbert.

Surtout, Jean de La Porte a eu, selon le rapport, la sagesse de faire reprendre certaines des SCI dont il était actionnaire aux côtés de sa banque, et donc indéfiniment responsable des dettes, par des SARL pour limiter son risque à sa mise de départ. C'est le cas notamment d'une opération à La Seyne-sur-Mer, baptisée Domaine de Fabrégas. Autre surprise, Jean de La

Porte dispose d'une myriade de sociétés civiles dont l'intérêt se conford avec cehri d'IBSA. «Ses sociétés nous servalent de faux nez, notamment pour reprendre des sociétés en faillites dant nous étions créonciers. Mois nous avions des cessions de parts en blanc », explique un ancien de Colbert. Au final, tous les programmes de Colbert ont été apportés à la structure de «defeasance - du Crédit lyonnais.

CROSADE PERSONNELLE Fort du rapport d'Antoine Gaudino, son commanditaire, un dénommé Franck Noël, défendn par l'ancien bâtonnier de Paris Guy Danet, devait déposer plainte lundi 27 mars ou mardi 28 mars en tant qu'actionnaire minoritaire de Colbert - il détient 25 actions Colbert - pour escroquerie, évaluation frauduleuse d'apports en nature, diffusion d'informations fausses, etc.

Pour étayer sa plainte, Franck Noël cite par exemple le cas de .créances apportées à Colbert sans être provisionnées alors qu'elles étaient impayées à la date de l'opération. Il estime que les apports n'étaient pas un actif de 475 millions de francs, mais

un passif de 3 milliards de francs. Franck Noël est un personnage étonnant qui mène une véritable croisade personnelle coutre la Banque Colbert. Président de Massena Finance, une société qui gère les intérêts de familles fortunées du Nord, il en est à sa troisième plainte, depuis qu'il a été, selon lui, escroqué en 1990 lors de l'achat d'un hôtel en Belgique auprès d'un promoteur, Georges Mignon Promotion, financé et contrôlé de fait par IB-SA. « Son préjudice est de l'ordre de 5 millions de francs », estime aujourd'hui un ancien dirigeant

de Colbert. irrités par la pugnacité de Franck Noël, certains cadres de Colbert n'ont pas hésité à lui envover en mai 1993 un émissaire pour le circouvenir. L'individu disposait d'un chèque de I million de francs en échange de l'abandon de toute action civile ou pénale contre Colbert. «L'idée était de donner I million de francs à Franck Noël pour ne pas avoir à en verser 5 à sa société », précise aujourd'hui uu cadre de Colbert, Franck Noël a déposé plainte en mai 1994 pour tentative d'extorsion de signature.

Arnaud Leparmentier

### Construire et développer en Arménie : un humanitaire d'un type nouveau

Alder c'est bien. Alder à développer et · Canalisation et réservoir d'eau Mouchgabadconstruire, c'est mieux.

l'Arménie, le Ponds Arménien s'est attelé à Beloutcha-Stépanakert (5 km) · Fournitures de une tâche prioritaire : donner aux hommes semences, d'engrais et de carburants aux et aux femmes d'une terre meurtrie par le agriculteurs. séisme de 1988 et le blocus imposé par 🗷 Zone sinistrée par le tremblement de l'Azerbaidjan et la Turquie, des moyens terre : • Gunri : construction de 22 immeubles vitaux de développement, pour que (262 appartements) d'une école et d'un institut pays assisté. Anjourd'hul, trois ans après sa construction de 7 immeubles (98 appartements) bilan de ses réalisations en Arménie et au · Stépanavan : construction d'un immeuble Karabagh, dont ses donateurs peuvent être (12 appartements).

· Approvisionnement en eau de la ville de Goris de prix littéraires et artistiques · Octroi de asphaitage de la route Meghri-Gatcharan (70 km) manuels d'histoire · Octroi de subventions à des Station de télécommunications de Goris pour le orchestres de musique classique. Karabagh et le Zanguézour (quasi schevée) # Projet hiver 93/94 : Un projet colossal, mené · Réaménagement de la route Halitzor-Datév à bien en quelques mois seulement, qui a permis · Ingénierie du Gazodoc Iran-Arménie (auditée à l'Arménie de surmonter avec succès le terrible

par Sofregaz). ■ Karabagh: • Ligne électrique Chouchi-Garmir production d'électricité, réfection de câbles et Chouga (25 km) pour la région Sud · Sous-station stations électriques, etc.

Mardouni (2x11,2 km) · Approvisionnement en Créé en 1992, peu après l'indépendance de cau de Hadrout (5,4 km) · Canalisation d'eau

l'Arménie ne sombre pas dans le rôle d'un pédagogique (400 étudiants) · Vanatzor : création, le Fonds Arménien présente un · Sbidag : construction de 13 maisons

Education - Sciences - Arts : • Connexion de l'Institut de Physique de Yérévan au réseau Région de Zanguézour : • Route du col de international Internet • Octrol de bourses Saravan avec mur de protection anti-neige d'études en Arménie et au Karabagh · Institution (pour 30 % de la population) • Reconstruction et subventions pour la préparation de nouveaux

blocus azéro-ture : chauffage de zones urbaines,

électrique Maghavouz-Mardakert (11,1 km) pour Depuis le 1er janvier 1995, au Karabagh, et le 1er la région Nord (grâce à Sentier pour l'Arménies) février 1995, en Arménie, le Fonds Arménien · Route Mardakert-Tallich (Nord) · Route verse une pension mensuelle aux enfants dont les Mardakert-Maghavouz (15 km) · Canalisation et parents ont été victimes de la guerre (morts ou réservoir d'eau Hovsépavan-Askéran (6,7 km) grands invalides).

D'immenses chantiers nous attendent encore. Construire et développer : des milliers de donateurs nous ont fait confiance dans cette action humanitaire d'un type nouveau. Aidez-nous à faire davantage encore au service d'un pays que vous aimez : l'Arménie.

Contribuez au Fonds Arménien de France.

JE REPONDS OUI 1

Nom Adresse

Fonds Arménien de France - B.P. 12, 75660 Paris Cedex 14 · Tél : 39 34 76 46 - Pax : 39 34 76 83

N.B.: Réunion d'information le mardi 28 mars à 20h45 à la Mairle de Clamart (92).

and the second of a second of the second

900 3614 0,37 F / Min.

MOINS CHER PLUS RAPIDE GESTION DE PORTEFEUILLE GRAPHES INTRADAY

EIFB, Société de Bourse

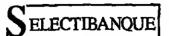
Le Conseil d'Administration de la société EIFB, rèuni le 15 mars 1995 sous la présidence de Monsieur Jean de La Chauvinière, a arrêté les comptes de l'exercice 1994.

Le chiffre d'affaires brut s'est élevé à 186 MF contre 193 MF en 1993. La société a bénéficié de la diversité des activités : les ordres de la clientèla particulière en provenance des banques du réseau CIC et des établissements de gestion privée ont fortement progressé compensant une moindre activité sur les blocs d'actions et d'obligations.

La Société a recueilli le fruit de la réorganisation engagée en 1993 puisque, par sa meilleure maîtrise des frais généraux, sa capacité bénéficiaire a de nouveau augmenté.

Le bénéfice net s'est ainsi établi à 36,2 MF contre 28,6 MF et cecl après 5 MF de provision pour impôt

Les perspactives plus contrastées de l'année 1995 ne remettent pas en cause les projets d'expansion d'EIFB : accroître sa contribution au service du GAN et des banques du groupe CIC, développer le fort courant d'affaires avec des Institutions financières extérieures au Groupe, accentuer la progression du parceneriat avec les sociétés de gestion, preparer activement l'Europe financière de 1996.



#### SELECTIBANQUE: DEVELOPPEMENT DES ENCOURS

Le Conseil d'Administration de SELECTIBANQUE (Groupe ISM SA) réuni sous la présidence de Christian SABBE a arrêté le résultat net social pour 1994 à F 103,3 millions, soit près de F 27 millions de moins par rapport à 1993, une diminution qui s'explique par des impayés et des provisions plus conséquents et surtout par la disparition progressive des encours TELECOM.

Forte de ses fonds propres importants, SELECTIBANQUE s'est engagée daos une politique de croissance interne et externe. En 1994, les engagements nouveaux directs se sont élevés à F 347,7 millions, ceux de sa filiale ICC se sont élevés à F 586,3 millions et elle a pris le contrôle de la Sicomi PRIMABAIL dont le total des engagements s'élève à F 432,7 millions. Début 1995, elle a pris le contrôle de la Sicomi SICORAIL dont le total des engagements s'élève à F 191,1 millions et elle vient de la ocer une OPA sur les titres de la Sicomi SICOMAX dont les engagements s'élèvent à F 138,8 millions.

En raison des premiers succès obtenus par cette politique, le Cooseil d'Administration a estimé possible de proposer à l'Assemblée Géoérale coovoquée à 9h30 le 24 mai 1995, 30 Plece d'Italie, de maintenir la distribution du dividende à F 13.42 par action, avoir fiscal compris.



#### **RÉSULTATS 1994**

Paris, le 21 mars 1995 - Le Conseil d'Administration de FINACOR, réuni sous la présidence de Monsieur Pierre LASSERRE le 17 mars 1995, a arrêté les comptes de l'exercice 1994.

Le Produit Net Bancaire coneciidé de FINACOR a progreseé de 3,32 %, passant de 772,1 MF en 1993 à 797,7 MF au 31 décembre 1994.

Le résultat net consolidé après impôt (part du Groupe) s'établit à 68,5 MF contre 72,1 MF pour l'exercice précédent, après utilisation de la dotation de 7 MF au Fonds pour Risques Bancaires Généraux constituée au premier semestre 1994.

En France, FINACOR PETER conforte sa place de premier Agent des Marchés interbancaires avec un chiffre d'affaires progressant de 18 % à 385,6 millions de francs; FINACOR VENDÔME conserve sa position de premier négociateur sur le Matif.

La contribution du pôte d'intermédiation boursière aux résultats consolidés est identique à celle de l'an dernier. EXANE a continué à accroître ses parts de marchés dans l'intermédiation secondaire.

A l'étranger, le Groupe a obtenu des résultats comparables à ceux de l'exercice précédent, tant dans l'intermédiation sur les marchés Interbancaire et obligataire que sur ceux des valeurs mobilières.

L'Assemblée Générale des actionnaires sera convoquée pour le 12 mai 1995. Le Conseil d'Administration proposera un dividende en numéraire net par action de FRF 12,50 (FRF 18,75 avoir fiscal inclus) contre FRF 10,00 (FRF 15,00 avoir fiscal inclus) l'année précèdente.

Avant distribution, les capitaux propres du Groupe s'élèvent à 490 MF.

# Intensys

Sicav obligations et autres titres de créances français

#### Dividende exercice 1994

Le conseil d'administration de la Sicav INTENSYS a arrêté les comptes de l'exercice 1994 et a proposé de fixer à 1,87 franc le dividende net versé par action.

#### Décomposition du dividende net (en francs) :

Obligations françaises non indexées
 Autres titres de créances négociables
 0,87

TOTAL 1

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 6 avril et mis en paiement le 11 avril 1995 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 11 juillet 1995).

Ce dividende sera assorti d'un acompte de 3,13 francs portant ainsi les revenus distribués à 5,00 francs par titre détenu.

#### Décomposition de l'acompte (en francs) :

Obligations françaises non indexées
 Autres titres de préances pérocriphies
 0.99

Autres titres de créances négociables

Valeur de l'action au 30.12.1994 : **107.16 francs** ~

Gestion : SOGEPOSTE S.A.

Filiale de La Poste
et de la Caisse des dépôts et consignations



### SOPRA.

CHIFFRE D'AFFAIRES 1994 : + 15,2% RÉSULTAT NET : 24,8 MF CONFORMÉMENT AUX PRÉVISIONS

En 1994, SOPRA a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 865,6 millions de francs en progression identique de + 15,2 % pour chacun des métiers de l'Ingénierie et du Progriciel qui représentent respectivement 51 % et 49 % de l'activité globale. La croissance s'établit à + 5 % à périmètre constant. Elle est de + 11 % à l'international.

Le résultat net (part du groupe) s'élève à 24,8 millions de francs à comparer à 4,5 millions de francs en 1993.

Calculé avant dotation aux amortissements des écarts d'acquisitions et des incorporelles, le résultat consolidé s'élève à 34,7 millions de francs.

Le résultat d'exploitation s'établit à 54,2 millions de francs et la marge brute d'autofinancement à 48,2 millions de francs.

Pendant cette période, l'effort de recherche et développement pour moderniser et étendre l'offre a représenté 6 % du chiffre d'affaires. L'endettement à plus d'un an a été réduit de 90 millions de francs à 29 millions de francs (hors financement immobilier pour 11 millions de francs) et la trésorerie nette reconstituée à 17 millions de francs. Compte tenu des crédits autorisés non utilisés, SOPRA disposait au 31/12/1994 d'une trésorerie mobilisable

Dans un marché en croissance, à partir d'une offre modernisée permettant l'évolution progressive des systèmes d'information, en France et à l'international, en direct ou au travers des partenariats et alliances, SOPRA prévoit pour 1995 un chiffre d'affaires compris entre 920 et 950 millions de francs avec une marge nette de l'ordre de 5 % dès 1996.

supérieure à 100 millions de francs.

Société Anonyme au capital de 81 288 000 Francs RCS Annecy B 326 820 065 Siège social : PAE Les Glaisins - 74 940 ANNECY-LE-VIEUX

### LVMH

#### MOËT HENNESSY , LOUIS VUITTON

#### RESULTAT NET 1994 EN PROGRESSION DE 23,4 %

Le résultat net 1994 de LVMH est de 6.421 MF, en progression de 79,7 % par rapport è 1993. Il intègre des profits exceptionnels, dus principalement à l'incidence de la restructuration des liens avec Guinness. Hors ces éléments exceptionnels, le résultat net - part du groupe

est de 3.667 MF, en augmentation de 23,4 % sur celui de 1993.

Le chiffre d'affaires 1994 s'élève à 27,967 MF, en progression de 17,4 % sur 1993. Le résultat opérationnel du groupe s'établit à 6.804 MF, en croissence de 21,2 %, résultant d'une emélioration des marges dans l'ensemble de nos activités.

Principales dannées consolidées

En millions de francs	1993	1994	
Chiffre d'offaires     Résultat-opérationnel     Résultat net - part du graupe	23.819 -5.614 -3.574-	27.967 4.804 6.421	
Résultat net - part du groupe, hars éléments inhabituels	2,972	3,667	

La reprise amorcée en 1993 sur la plupart des marchés du groupe s'est confirmée en 1994. Elle e entraîné une croissance des ventes de LVMH, qui réalise 85 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, dans tous les secteurs d'activités et sur l'ensemble des territoires, avec un quatrième trimestre particullèrement dynamique. La tendance porteuse observée en 1994 s'est maintenue en janvier et février 1995. Pour 1994, l'évolution par branche se traduit de la manière suivante :

Dannées cansolidées par branche

En millions de francs	Chiffre	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel	
	1993	1994	1993	1994	
Chompogne et Vins	5,444	5.712	776	837	
Cognoc et Spiritueux	5.846	5.987	1.910	1.969	
Bogoges et Maroquinerie	5.665	6 <i>7</i> 16	2.318	3.090	
Parfums et Produits de beauté	6,128	. 7.686	852	1.113	
<ul> <li>Divers (y campris frais centroux)</li> </ul>	736	1.B66	- 242	- 205	
LVMH	23.819	27.967	5.614	6.804	

Champagne et Vins : Moët & Chandon, Veuve Clicquot, Pommery, Ruinart, Mercier, Canard-Duchêne

La progression de 8 % du résultat opérationnel résulte de la croissance des ventes et de la baisse des prix de revient. L'environnement reste très compétitif, mais le marché est dans une phase globale d'emélioration.

Cognac et Spiritueux : Hennessy, Hine, F.O.V.

La légère emélioration de le merge opérationnelle est principalement due à le progression des volumes vendus. Cette progression est particulièrement sensible en Chine.

Bagages et Maroquineria: Louis Vuitton, Loewe, Berluti

La forte croissance des ventes et le poursuite des gains de productivité à tous les niveaux, ont permis d'enregistrer une croissance de 33 % du résultet opérationnel. Le succès des nouvelles lignes de produits se confirme.

Parfums et Produits de beauté : Christian Dior, Guerlain, Givenchy, Kenzo, Christian Lacroix

Le progression de 31 % du résultat opérationnel, obtenue malgré une augmentation significative des dépenses de publicité et de marketing, reflète le succès des produits récents et la réussite des lencements de nouveaux produits tels Tendre Poison et Dior Svelte de Parfums Christian Dior, Fleur d'Interdit et Insensé Ultramarine de Parfums Givenchy, Kashaya de Kenzo. L'intégration de Guerlain et de Kenzo contribue é l'évolution du chiffre d'affaires.

Le groupe Guinness, dont LVMH est le principal actionnaire avec 20 % du capital, enregistre une progression de son résultat net de 6 %.

De plus, suite eux différentes opérations intervenues eu cours de l'exercice, la structure financière du groupe est sensiblement amédiorée. Les capitaux propres eugmentent de 11,6 MdsF pour s'établir é 35,3 MdsF. L'endettement financier net est ramené de 15,8 MdsF à fin 1993 à 3,4 MdsF à fin 1994. Ainsi, le ratio dette financière nette sur total de bilan s'établit à 5 % à fin 1994. De ce fait, une réduction de 44 % des frais financiers a été réalisée en 1994 et, en 1995, une nouvelle baisse de moitié est anticipée.

En 1995, la croissanca économique devrait se poursuivre sur les principaux marchés du groupe LVMH et nous appliquerons avec détermination notre stratégie de développement é long terme, fondée sur la complémentarité et l'équilibre de nos marques et de nos métiers. Si la tendance observée depuis la fin 1993 se poursuit, la progression de nos activités devrait se maintenir à un rythme soutenu et permettre à LVMH d'atteindre l'objectif fixé d'une croissance trée significative du résultat en 1995.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires, qui se tiendre le 8 juin 1995, la distribution d'un dividende net de 17,50 francs par ection, mis en paiement le 19 juin 1995.

LVMH, PREMIER GROUPE MONDIAL DE PRODUITS DE PRESTIGE Minitel : 3615 LVMH

PUBLICITÉ FINANCIÈRE - TÉL: 44.43.76.26

وركذا من الاصل

ON DE 23,4 %

M. RUBIN, SECRÉTAIRE américain au Tresor, s'est dit convaincu que le dollar gardera son statut de monnaie de reserve, en dépit de sa récente chute.

le nouveau terme d'avril sur une

note ferme dans un marché assez actif. En hausse de 0,88 % à l'ouver-ture, l'indice CAC 40 affichait une

heure plus tard un gain de 1,38 %.

Aux alentours de 12 h 30, les valeurs

françaises s'inscrivaient en hausse

de 1,18 % à 1 838,73 points. Le mon-

tant des échanges atteignait 1,4 mil-

liard de francs sur le compartiment à règlement mensuel. Le Matif pro-gresse de 0,08 % à 112,84 , tandis que le contrat Pibor échéance juln

monte de 0,10 %. Le Bund allemand

est également bien orienté, progres-

sant de 0,13 %. Cette détente des

taux en Europe répond à un mouve-

ment similaire aux États-Unis vendredi soir. Le taux des bons du trésor

à 30 ans est revenu à 7,36 % contre 7,44 % jeudi soir à la suite de la pu-

blication d'une statistique. En fé-

vrier aux États-Unis les commandes

de biens durables ont diminué de

Mardi devrait se réunir l'Open

**ELA BANQUE DU JAPON a acheté** des dollars à plusieurs reprises lundi matin 27 mars, autour de 88,60 yens, puis de 88,90 yens, sur le marché des changes de Tokyo.

7

7

la clôture précédente.

**SBF 120** 

¥

■ L'OR a ouvert en baisse lundi sur le marché international de Hong-Kong à 382,10-382,40 dollars l'once, contre 383,10-383,40 dollars lors de par des opérations d'arbitrage sur par des opérations d'arbitrage sur l'indice Nikkei à terme.

■ LA RÉSERVE FÉDÉRALE, selon la banque Salomon Brothers, devrait laisser inchangés ses taux directeurs lors de son comité de politique monetaire, mardi 28 mars.

MILAN

×

FRANCFORT

¥

OK XAO

LONDRES

¥

FT 100

#### LES PLACES BOURSIÈRES



Banks of the second of the sec

Market de la Réserve fédérale, qui fixera la politique de crédit pour les six semaines à venir. La Bundesbank tient son conseil bimensuel jeudi et les opérateurs espèrent que les sages

BONNE SEANCE vendredi pour

LVMH, qui a terminé à un nou-

veau plus haut niveau depuis deux

ans à 905 francs, solt une progres-sion de 1,91 % dans un volume de

351 000 titres. La Société générale table désormais pour l'exercice en

cours sur un bénéfice net par ac-

tion de 55,10 fraocs contre

50,60 francs attendus. Pour Pexer-

cice 1996, le bénéfice a également été révisé à la hausse, passant de

56,60 francs à 62 francs. La confir-

LVMH, valeur du jour

CAC 40

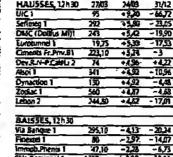
de Francfort assoupliront la politique monétaire allemande en raison notamment de la diminution au cours des deux premiers mois de l'année de la masse monétaire M3.

mation des bonnes perspectives

pour l'exercice 1995 devrait être

très attractive pour le titre.

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL Cours ay Yar. % Yar. %





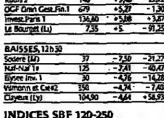


# PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

NEW YORK

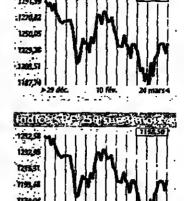
A

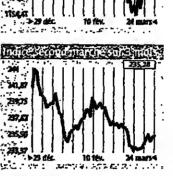
DOW JONES











#### Tokyo renoue avec la hausse

LA BOURSE OE TOKYO a mis fin à six séances consécutives de pertes, lundi 27 mars, pour clôtudes achats par petits lots liés aux indices et par des opérations de converture. Au terme des transactions, l'indice Nikkel a gagné 346,48 poiots, solt 2,2 %, à

16 096,25 points. La progression des contrats à terme sur l'indice Nikkei, vendredi à Chicago, et la relative stabilisation du yen après-sa récente flam-bée oot égalemeot contribué à cette reprise. Le volume de transactions a totalisé 302 millions de titres, contre 408 millions vendre-

Toutefois, les boursiers estiment que l'environnement oe s'est guère amélioré par rapport à la semaine dernière et que les opérateurs pourraient considérer que ce redressement est faible comparé à tout ce que le marché a perdu en six jours.

Toujours selon eux, le marché devrait encore connaître des moments difficiles dans les jours à venir en l'absence d'éléments favorer en forte hausse, favorisée par rables, à moins que le gouvernement ne prenne des mesures pour soutenir la Bourse.

#### INDICES MONDIAUX

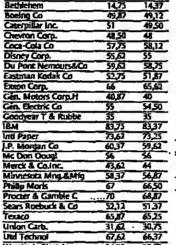
 $\rightarrow$ 

	COPILS SIT	Cont.2 3rd	Var.
	24/03	23/03	en %
Paris CAC 40		181798	-1,24
New-York/D) Indus	4087,83	4082.99	+0,12
Tokyo/Nadeci .	15873,40.	1599430	-0.58
Londres/FT100		3139,20	-0,11
Francion/Oax 30	1936,07	-1982,65	-2/1
Frankfort/Commer.	734,89	, 736,51	-0,26
Bruxelles/Bel 20	1449,33	7465,27	-1,10
8ruxelles/Ceneral	1285,24	1299,38	-1,10
Milan/MIB 30	13577	13735. *	-1,16
. Amsterdam/Ge. Cos	265,20	. 267,70	-0.94
Madrid/Ibex 35	264,06	n. 266,53	- 0,95
Stockholm/Aftarsal	1116,18	472734	-1
Londres FT30		2393,90	+0,23
Hong Kong/Hang S.	8467.67	8589,11	-0.49
Singapour/Straft t		451,09	-0,12

# American Express Allied Signal AT & T

**NEW YORK** 

Les valeurs du Dow-Jones

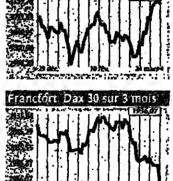


#### LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

		24/03	23/03
	Affied Lyons	5,28	5,19
	Barciays Bank	6,09	6,08
	B.A.T. industries	4,34	4,39
•	British Aerospace	4,94	4,52
•	British Airways	4,04	5,98
	British Gas	2,94	2,94
	British Petroleum	4,24	4,20
•	British Telecom	5,86	5,90
•	8.T.R.	3,23	3,16
	Cadbury Schweppes	4,46	4,52
•	Eurotunnel	2,33	2,40
	C 300	6,99	7,04
•	Grand Metropolitan	3,89	3,90
	Guinness	4,38	4,21
	Hanson Pk	2.35	2.35
•	Great Ic	5,65	5,67
	HSAC	6.99	6,97
	Imperial Chemical	. 7,16	7,10
	Lloyds Bank	5,94	5,96
•	Marks and Spencer	4,09	4,10
	National Westminst	5,15	5,22
	- Peninsular Orienta	5,89	5,82
	Reuters	4,70	4,70
	Saatchi and Saatch	0,91	0.90
	Shell Transport	7,21	7,23
	Smithidine Beecham	5,15	5,21

FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30				
	24/03	23,03		
Allianz Holding N	2375	2432		
Bast AC	285	292,20		
Bayer AG	340	345,80		
Bay hyp&Wechselbk	370	377		
Bayer Vereinsbank	410,50	418,50		
BMW	676	690		
Commerzbank	315,50	322		
Comminental AG	187,50	191		
Daimier-Benz AG	611,20	628,70		
Degussa	415	414,50		
Deutsche Babcock A	754	157,50		
Deutsche Bank AG	669,20	678		
Dresoner BK AG FR	387,50	391,30		
Henkel VZ	532	540		
Hoechst AG	286,50	295,50		
Karstadt AG	590	595		
Kaufnof Holding	495	499		
Unde AG	757	834,50		
DT. Lufthansa AG	165	178,60		
Man AG	335	347		
Mannesmann AG	368	381,50		
Mettaliges AG	109	115		
Preussag AG	406	410		
Rwe	451,30	461,50		
Schering AG	1026	1058		
Siemens AG	643	653,50		
Thyssen	247	258,30		
Veba AG	503,50	518,50		
Vlag	500	518,50		
Wellag AG	1005	1000		



### **LES TAUX**









# **LES MONNAIES**

#### US/F 7 4,9700



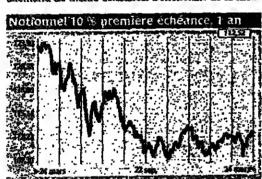




### 7 3,5911

# Légère hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à terme sur les obligacions d'Etat françaises - a ouvert lundi matin 27 mars en légère hausse, l'échéance juin gagnant 6 centièmes à 112,82. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait pour sa part à 7,86 %, soit un écart de 72 points de base (0,72 %) par rapport à l'emprunt d'Etat allemand de même échéance. Bénéficiant de la meil-



#### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 24/03	jour le jour	10 ars	30 305	des pr
France	7,80	7.98	8,50	1,60
Allemagne	4,90	7.13	7,78	-2,50
Grande-Bretagne	5,75	8.44	8,86	3,50
Italie	7,87	123	12,6	5,80
	2,19	4.51	5,75	0,20
japon États-Unis	5,73	7,30	7,68	- 2,00
				7.73

#### MARCHÉ OBLIGATAIRE

	Taux	Taux	· Indice (base 100 fin 94
TAUX DE RENDEMENT	au 24/03	au 23/03	
Fonds d'État 5 à 5 ans	7.74	7.75	100,32
Fonds d'État 5 à 7 ans	7.79	7,70	101,86 .
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,92	7,91	101,91
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,01	7.39	102,32
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	5.29	8,30	103,46
Obligations françaises	8,20	8,19	101,43
Fords d'Erat à TME	-0.52	P-0.52	99,36
Fonds d'État à TRE	-0,33	0.53	98,83
Object from a TME	-0,49	-0.63	99,64

leure tenue du franc, les taux d'intérêt à court terme français se détendaient légèrement, les taux à trois mois repassant en dessous de 8 % pour s'établir à 7,87%. Le contrat Pibor 3 mols du Matif échéance juin gagnait 13 centièmes à 92,70. La semaine sera marquée par la réunion, mardi, du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine et par celle, jeudi, du conseil de la Bundesbank.

	Actual	Vente	Achat	Venta
	24/03	24/03	23/03	29/03
Jour le jour	7,33			
1 mois	8,58	8,58	5,45	5,37
5 mals	6,17	8,11	- 5,40	5,32
6 mais	, 850	8,50	6,06	6,18
1 an	7,78	7,78	. 6,52	6,74
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	8,25			
Pibor Francs 3 mols	6,25			
Pibor Francs 6 mois				
Pibor Francs 9 mois	7,78		- 7	
Pibor Francs 12 mois	7,68		-	
PIBOR ECU				
Pibor Scu 3 mois	6,50		* i	
Pibor Ecu 6 mois	7.		-	****
Plbor Ecu 12 mois	7,19			

Échéances 24/03	volume	dernier prix	plus	plus bas	premier prtx
NOTIONNEL 10	*				
Juln 95	117081	11252	112,62	112.44	112,76
Sept. 95	378	11244	112,32	132,12	112,32
Dec. 95	2	-112,04-	112,04	112,04	112,22
Mars 96		- 44			
PIBOR 3 MOIS	17			100	
Juin 95	48313	92.40	92,58	92.JL	92,57
Sept. 95	12294	= .93,13	93,25	93.01	93,24
Déc. 95	4784	93,22	93,34	93,77	93,37
Mars 96	1789	3.55,74	93,18	98,10	93,19
<b>ECU LONG TERI</b>	ME .		-		
Julia 95	2757	81.95	87.58	81.90	82.52

		<u>., ,.</u>			
CONTRATS	A IERN	HE SUR	INOIC	CAL 4	W
Echéances 24/03	volume	demier prix	plus haut	pas	premie
Mars 95	22218	1819	1830	37%	1827
Arril 95	1873	1527.50.	1340,50	1871,50	1837,5
Mai 95	509	I824.50	1834,50	1811,50	1834,5
Jula 95	541	1113	1816	1791,50	1817,5

# Stabilité du dollar

Le dollar s'échangeait, luxdi matin 27 mars, à 1,4150 mark, 89 yens et 4,98 francs lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Les cambistes signalaient des interventions de la Banque du Japon sur le marché de Tokyo au niveau de 88,60 yens, puis à celui de 88,90 yens. Les opérateurs attendent la réunion, mardi 28 mars, du comité de la politique monétaire de la Réserve fédérale amé-

on pondique		
MARCHÉ DES	CHANGES	À PARIS
EVISES	COURS BOF 24/83	% 23/03
Hernance (100 den)	752 1100	-0.62. 34

DEVISES	COURS BOF 24/83	% 23/03	Achie	Verte
Aliemagne (100 dm)	353,1100	-0,52	343	367
Ecu	6,4510 ·	-0,04	-	
Etats-Unis (1 usd)	4,9700	+0,04	4,7000	5,3000
Beigique (100 F)	17,1200	-0,32	16,6000	17,7000
Pays-Bas (100 fl)	315,0200	-0,53		_
Halle (1000 lir.)	2,8850	+0,33	2,6500	3,2200
Danemark (100 kml)	88,7100	+0,12	83	93.
Irlande (1 icp)	7,9425	+0.30	7,5000	8.3500
Gde-Bretagne (1 L)	7,9330	40,35	7,5500	6,4000
Grece (100 drach.)	2,1580	-0,16	1,9500	≥A500
Suède (100 krs)	67,9000	+0.09	63	73_
Suisse (100 F)	426,0600	0.56	416	440
Norvège (100 k)	79,3100	-0.18	75	84
Autoriche (100 sch)	30,1670	0,57	48,9000	32
Espagne (100 pes.)	3,8320	-0,46	5,6000	4,2000
Portugal (100 esc.	5,3550	-0,45	5_	3,7000
Canada i dollar ca	5,5374	+0,25	3,3000	-3,9000
Japon (100 yens)	5,6209	-0,04	5,3500	. 5,7000
Finlande (mark)	115,0900	-0,27	108	119-

ricaine pour prendre de nouvelles positions. Dans leur majorité, les économistes oe croient pas à un resserrement de la politique monétaire américaine. Le franc s'inscrivait lundi matin à 3,52 pour un deutschemark. Certains professionnels n'excluaient pas que la Banque de France profite de cette embellie du franc pour abaisser le taux de ses prises en pension, qu'elle

PARITES DU DOL	LAR	27/03	24/03	Var. %
FRANCFORT: US	D/DM	1,4130	1,4187	- D,4D
TOKYO: USDYYen	5	89,4000	89,0200	+0,43
MARCHÉ INT	ERBANC	AIRE O	ES OEVISE	5
DEVISES comprant	: demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mo
Dollar Etats-Unis	4,9780	4,9900	4,8686	4,8703
Yen (100)	5,5612	5,5688	5,3385	5,3341
Deutschemark	3,5565	5,5627	5,5915	5,5933
Franc Suisse	4,2722	4,2798	4,3600	4,3652
Lire ital (1000)	2,8480	2,8570	5,3131	5,3154
Livre sterling	7,8960	7,9140	7,9766	7,9735
Peseta (100)	3,8804	3,8896	3,9922	4,0040
Franc Belge	17,221	17,249	17,035	17,145
TAUX D'INTÉ	RÊT DES	EURO	DEVISES	
DEVISES	1 mols		3 mois	6 тоі
Eurofranc	8	-	8,58	8,11

# L'OR Or fin (k barre)

Or fin (en lingot)	61400	61450
Once d'Or Londres	383,10	3(3,25
Pièce française(20f)	355	353
Pièce suisse (201)	352	355
Pièce Union Latt, 200)	355	556
Pièce 20 dollars us	2200	2305
Pièce 10 dollars us	1252,50	1252,50
Pièce 50 pesos mex.	2285	7295
		_
LE PÉTR	OLE	

Brent (Londres) WTI (New York) Crude Oil (New

cours 24/05 co.

222		
355	METAUX (Londres)	doll
556	Curvre comptant	2969
2305	Culvre à 3 mois	2938,50
1252,50	Aluminium comptant	1818
2295	Aluminium à 3 mois	
	Plomb comptant	
	Piomb à 5 mois	
	Etain comptant	5815
	Etain s 3 mois	5850
urs 23/03	Zinc comptant	1038
	Zinc à 3 mois	1065
16,67	Nickel comptant	7700
	Nickel & 3 mols	7700

#### LES MATIÈRES PREMIÈRES

KEWHEKE:	•	
METAUX (New-York)	)	селts/once
Argent à terme	4,65	4,61
Platine à terme	0,80	. 0,80
Palladium	172,10	167
GRAINES, DENREES		
Blé (Chicago)	1,24	1,24
Mais (Chicago)	2,41	2.41
Grain, soja (Chicago)		
Tourt soia (Chicago)		
GRAINES, OENREES		£/tonne
P. de terre (Londres)	335,10	-2\$1,80
Orge (Londres)	108	107
SOFTS		\$/тосите
Cacao (New-York)	1353	1371
Cafe (Londres)	5135	3240
Sucre blanc (Paris)		-
<b>OLEAGINEUX, AGRU</b>	MES	cents/tonne
Coton (New-York)	1,10	1,10

Sécuritic...

SEVEA\_

483 S.G. France opport. D... 948,77 S.G. Monde opport. D... 164,539 Sich Associations ... 5038,03 Sich Associations ... 5038,03 Sich Associations ...

Sival rance.

Sogenfrance C... Sogenfrance D... Sogepargne....

State Street Act. Eur. ......

Sogerar .... Solstice D.

S.G. France opport. C....

21454,62 13250,97 1882,26 -205,37 -123,01 9405,96 458 948,87

1291.50

1076,07 72061,72 1006,89

872,59 1855,35

2935,44 1968,43

3257,22 204,68 1627,20

1098 72061,72

1016,96 11556,01

290,84 1859,09

2979,47 1084,46

3359,87 207,75

91,20 4440,51 204,11 1395,92 9445,85 1167,29 1337,97 17815,72

266,56 468,43 472,13 107,95 1373,47 17995,95

1793,55 17121,13 1061,90 108,88 5432,83 500,24 160,50 334,96 2728,59

168,61 3428,54 459,45 155,83

390,01 2724,50

17780,16 Natio Instructions 266,03 Natio Instructions 266,03 Natio Instructions 268,38 Natio Opportunities Natio Opportunities 1333,47 Natio Parimoine 1333,47 Natio Parements 17121,13 Natio Revenus 1333,81 Natio Securitie 138,61 Natio Securitie 138,61 Natio Securitie 138,61 Natio Securities 13

Natio Valeurs \_\_ Nord Sud Dêvel

Oblicic Mondial . Oblicic Regions .

Oblig. thes cate.....

Asie 2000 ....

ALOUT Amérique...

Atout Futur C

Avenir Alizes

Axa Valeurs PER.

Aurecic.

Cadence I .

Cadence 2.

Cadence 3 ...

Cicamonde...

Consplayator...

Cred Mut. En. Cour T. Cred.Mut.Ep.Ind.Cap \_\_

Cred MucEping Co...

uel Capital....

Alout Futur D\_

35717,63 1085,80 100,97

86,42 512,72 498,59 1350,01 1802,50 143,82

1032,42

1010,85 7564,38 7473,65

1542,51 1109,73 1584,44 2144,91 1495,67

794.45 \$9.30

87.15

35117,63 1065,80

98,51 84,31 500,21 436,43

1310,69

1767.16

1032.20

1012,15

1000.84

7556,82

7399.65

1519,71

1077.41

1554,90 2141,26

1466,34

794,45 36,91

Epargne-Unie... Eufi Cash capi...

Euroo Solidarité

Eurocic Leaders.... Eurodyn.....

France Garantie ...... France Obligations ...

Francic\_

Indicia.

Japack \_\_

Francic Pierre

Francic-Regions...

HLM Monetaire

حوس بي

Ĵ.

- 194

1. - Jan 1991

Victor Market

مرقما المحاصا

· James 

\*\*\*

· Marianes

وجماحا

- 14- 14-14

 $(-1,-1), \forall j \in \mathcal{S}$ 

 $\omega^{k_1,p_2}(x)=\frac{1}{2(1+x)^{k_1}}x$ 

477 48

-- --

19 Miles

1000 A

100

T. 2.2. 

. . . . 450

· - - .

وفيت ورسه

ATERIA ALGER

3299,56 102,86 192,86 1363,42 1331,81 908,22 251,36 470,25 1166,22 739,08 417,73 480,32 1241,16 1160,17 300,00

255,79 11462,71

2237,36

1137,02 287,05 1048,46 1384,69 2250,16 11183,13

1971,15 1001,11 160567,52 5031,64 120,39 1185,47 573,33 1449,31 1256,05 1351,16 283,23 1477,67

1955,47 2295,20

32490,39

237,\$2

297,26

1156.56

1422.29

125459 132509

MAZ

1919,01 2292,91

37474.85

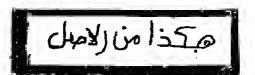
227,94

SYMBOLES

D cours du jour; + cours précédent.

TOUS LES COURS DE LA BOURSE 3615 code LEMONDE

Publicité financière Le Monde: (1) 44 43 76 26



### **AUJOURD'HUI**

AUTOMOBILISME La saison 1995 de formule 1 a débuté par un coup de théâtre avec la disqualification des deux premiers du Grand Prix du Brésil : le champion du

monde allemand Michael Schuma- vert. CARBURANT: L'essence Elf nouveau contrôle dans un laboracher (Benetton Renault) et l'Ecossais David Coulthard (Williams Renault). L'Autrichien Gerhard Berger (Ferrari) a été déclaré vainqueur sur le tapis

utilisée pour les moteurs Renault des Benetton et des Williams était différente de celle présentée aux contrôles préalables. Elf réclame un

toire européen. Benetton et Williams ont une semaine pour faire appel de leur disqualification. DÉMÊLÉS : La disqualification de

Michael Schumacher vient s'ajouter à une longue série de litiges apparus en 1994 entre l'écurie Benetton et la Fédération internationale de l'auto-

# Le championnat du monde de formule 1 redémarre dans la confusion

Michael Schumacher (Benetton - Renault) s'était imposé sur le circuit d'Interlagos pour la deuxième année consécutive. Il a été disqualifié pour une question de carburant, laissant la victoire à la Ferrari de Gerhard Berger

LE VISAGE TREMPÉ par le champagne, Michael Schumacher laisse transparaître sa joie. Pour quelques heures encore, le champion do monde 1994 croit avoir réussi un début de saison idéal. Sous la lourde chaleur brésilienne, il a vaincu. Encore. Tous ses rivaux à l'affût du moindre faux pas, de l'écart fatidique, ont dû s'incliner, tombant l'un après l'autre dans les pièges d'un circuit capricieux, ou sous la coupe d'une science du pilotage que le pilote allemand semble maîtriser mieux qu'aucun autre sur la piste. Et pourtant... Par le biais d'une décision des commissaires techniques, toute cette science est en quelques secondes devenue inotile. Cinq heures après l'autivée, la sanction tombe. Le carburant utilisé pour les moteurs Renault des Benetton et des Williams o'était pas conforme. Michael Schumacher et David Coulthard sont disqualifiés. Gerhard Berger et Ferrari sont déclarés vainqueurs sur tapis vert.

Dès la ligne d'arrivée franchie, « Schumi », comme l'a affectueusement surnommé la presse allemande, avait toutes les raisons de craindre le pire. Dans une sorte de réédition cauchemardesque de ses ennuis de l'an dernier (lire ci-contre), voilà que des cootrôleurs techniques de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) s'avisent de remettre en question la régularité du carburant Elf optane utilisé par les Benetton et les Williams pendant se les séances d'essais et pendant la course. Une antenne d'un laboratoire mobile a analysé l'essence, Les prélèvements effectués révéleraient une tricherie manifeste. Premièrement, le carburant utilisé est non conforme. Deuxièmement, il ne correspond pas aux échantillons expédiés par Elf avant le Grand Prix du Brésil qui avaient été jugés parfaitement réguliers.

Les officiels infligent d'abord une amende de 30 000 dollars aux deux écurles, laissant Michael Schumacher sabler le champagne de sa onzième victoire en Grand Prix, et son rival Damon Hill tout à sa tristesse de repartir de Sao Paulo sans avoir

marqué un seul point. Et puis, très vite, Benetton et Williams apprennent que ce résultat n'est que provisoire, puisque leurs deux pi-lotes sont disqualifiés. Dans les deux équipes, c'est la consternation. Flavio Briatore et Frank Williams décident aussitôt de faire appel. Bernard Dudot, le directeur technique de Renault sport, remet en question la validité des analyses, qui, selon lui, ne sont pas effectuées avec tout le matériel nécessaire. Elf réclame une contre-expertise dans un laboratoire européen. Chez Ferrari, Jean Todt, le directeur sportif, se félicite

« a fait son devoir ». Enorme gâchis. Intérêts du grand cirque de la formule 1 compromis. Les stands bruissent de commentaires. Avec le duel opposant

de la fermeté de la FIA, qui, dit-il,

Michael Schumacher à Damon Hill, la F1 espérait s'être trouvé une nouvelle raison de séduire les téléspectateurs du monde entier dépités par la mort d'Ayrton Senna et la retraite d'Alain Prost. Et voilà que ces milliards de « clients » potentiels se réveillent dans une atmosphère de tri-

ATMOSPHÈRE DE TRICHERIE Tout avait si bien démarré vendredi 24 mars. Dès les premiers rugissements du moteur Renault. Damon Hill donne le sentiment d'avoir pris le dessus sur Michael Schumacher, malgré les 3 600 kilomètres d'essais effectués par l'écurie Benetton, qui a été prête parmi les premières. Tandis que le pilote britannique accumule les meilleurs temps.

son adversaire se débat dans les dé-

bris d'une volture détruite par un spectaculaire accident. Il vient d'être la victime d'une rupture de pièce mécanique qui fait, un moment, envisager à Flavio Briatore, le directeur de l'écurie, de déclarer forfait.

Pénible contraste : tour après

tour le châssis de la Williams flamboie. La voiture semble avaler les virages, tourner décidément plus vite sur une piste rendue difficile par des bosses à répétition. La piste paraît confirmer l'analyse de Bernard Dudot. L'ingénieur motoriste de Renault, qui fournit les deux écuries, estimait dès avant le début de la saison qu'entre les deux favoris du championnat la supériorité du châssis ferait la différence. Et muis. quand vient la course, tout change, comme par miracle. La Benetton poussive des premier essais redevient un pur-sang. Damon Hill est en pole position. Il doit s'élancer en tête. Au premier virage, Michael Schumacher est déjà devant. Le champion du monde a réussi un formidable départ. Hill part à la chasse aux dixièmes qui lui permettront de le mettre en joue. Maleré la légère supériorité de sa formule 1, il lui faut attendre le premier ravitaillement pour s'emparer de la pre-

Et, là encore, mauvaise surprise pour le Britannique. Le stand Benetton n'a besoin que de sept secondes et demie pour changer les pneus de son pilote et lui remplir le réservoir d'essence. Les techniciens Williams mettent plus de trois secondes sunplémentaires pour un exercice que la configuration du circuit et des voitures oblige à répéter au moins deux fois. Au trente et unième tour, la bataille tourne court. Damon Hill abandonne après un brutal tête-àqueue provoqué par une panne de

Michael Schumacher se retrouve aux prises avec l'autre Williams de David Coulthard. Malgré un ravitaillement de plus que son nouvel adversaire, l'Allemand s'impose, vainqueur provisoire d'un duel qui ne fait que confirmer la supériorité des deux écuries sur toutes leurs concurrentes. Seules la Benetton de Schumacher et la Williams de Coulthard ont terminé dans le même tour. La Ferrari de Gerhard Berger est loin derrière. L'Autrichien ne sait pas encore qu'il est le premier vainqueur de la saison 1995.

Pascal Ceaux

#### COMMENTAIRE

#### SPECTACLÉ VIRTUEL

La formule 1 est-elle corrompue par essence ? Ce sport est-il définitivement un repaire de tricheurs et de manipulateurs qu'il faut placer sous surveillance étroite et constante ? Non seulement II faut dépêcher sur le paddock des escouades d'experts armés de pipettes et de détecteurs sophistiqués, véritable police scientifique des circuits, mais II faut ensuite attendre pendant des heures le verdict d'un tribunal malson pour connaître le valnqueur de la course. Et ce franchi la ligne d'afrivée le premier. De plus en plus rarement

Voilà le nouveau championnat du monde reparti sur les traces du précédent. Aujourd'hui, l'incertitude du sport tient plus aux jurys et aux commissions d'appel qu'aux prouesses techniques et humaines. Ce qui n'est pas glorieux. L'aura médiatique de la course automobile, déjà pâlie à la suite de la mort tragique de

Senna et des démêlés à répétition de la saison 1994, risque de souffrir gravement de cette guén'lla permanente entre les braconniers de la performance et

une réalementation tatilionne. Le téléspectateur a de plus en plus le sentiment d'assister à un spectacle virtuel. Une course idéale avec ses duels à grande vitesse, ses rebondissements, ses tête-à-queue, son vainqueur, sa bataille finale au champagne. Mais une course dont le résultat est invariablement mis en délibéré, puis démenti par la réalité de quelque article de réglement. Plusieurs fois déclassé l'an dernier, l'Allemand Schumacher est n'est; pas forcément celui qui a - en passe de devenir le champion "toutes catégories de ces compétitions pour rire qui ne font plus sourire personne.

Au Brésil, Gerhard Berger, le « vral » vainqueur, se trainalt à un tour de la Benetton - Renault. Sa victoire sur tapis vert ne réhaussera certes pas le prestige de Ferrari, mais l'épisode pourrait ternir encore un peu plus celul de la formule 1.

Jean-Jacques Bozonnet

#### Les démêlés de Schumacher et Benetton avec la FIA

La disqualification du champion du monde en titre est le dernier épisode d'un feuilleton qui avait

duré toute l'année : ● 1 mai 1994 : A l'issue du GP de Saint-Marin, la FIA saisit les « boîtes noires » de la Benetton de Schumacher, de la McLaren d'Hakkinen et de la Ferrari de Larini, Les écuries doivent fournir les codes d'accès à leurs logiciels. • 10 juillet : Lors du tour de formation du GP de

Grande-Bretagne, Schumacher dépasse Hill. Cette manœuvre vaut au pilote Benetton d'être sanctionné par un drapeau noir. A la demande de son stand, Schumacher refuse de s'arrêter. 26 juillet: Le conseil mondial

sanctionne le pilote et son écurie à la suite de l'affaire du GP de Grande-Bretagne. L'Allemand est déclassé et suspendu pour deux courses. En outre, Benetton doit paver une amende de 500 000 dollars pour non-respect du drapeau noir et de 100 000 dollars pour ne pas avoir fournir ses codes d'accès

informatiques après le GP de Saint-Marin. 29 inillet: Un rapport technique de la FIA soupconne

Benetton d'avoir utilisé un système de départ automatique lors du GP de Saint-Marin. 31 juillet : Lors d'un

ravitaillement au cours du GP d'Allemagne, la Benetton de Jos Verstappen s'embrase dans son stand. 10 août : les conclusions de

l'enquête sur l'incendie accusent Benetton d'avoir manipulé le système de ravitaillement. 28 août : Vainqueur du GP de Belgique, Schumacher est disqualifié, pour une plaque de « jabroc » trop usée sous le fond

plat de sa monoplace.

# Montpellier se découvre ténor du handball

En obtenant le match nul face à l'OM Vitrolles, le club héraultais a gagné son premier titre national

MONTPELLIER

de notre correspondant A Montpellier, tout se passe cette année comme si les valeurs voulaient s'inverser parmi les clobs d'élite. Des équipes jusqu'ici marginalisées dament le pion à celles qui tenaient le haut de l'affiche. Finaliste de la coupe de France l'an dernier, le club de football de Montpellier-Hérault se débat pour ne pas descendre en deuxième division. Les équipes de basket et de volley-ball terminent difficilement une saison movenne. A l'inverse, et pour la première fois de son histoire, l'équipe de rugby a accédé aux phases finales du championnat de France. Et l'équipe de handball du MHB a réalisé une saison exemplaire pour sa troisième année en Nationale 1 A.

C'est, sans conteste, elle qui aura le plus marqué le sport montpelliérain ces derniers mois. «Si on m'avait dit, en début de saison, que nous nous serions battus la dernière journée pour un titre de champion de France, et à guichets fermés, je ne l'aurais jamais cru », lance, ému, le président du club.

L'aventure a commencé en 1964. jean-Paul Lacombe est rapatrié d'Algérie. Il crée « pour s'amuser » sa première équipe de handball à Montpellier, dont il sera le joueur puis le dirigeant. Le chib se structure en 1982 en prenant l'appellation de « Cosmos ». Il gravira progressivement les échelons de la hiérarchie régionale, jusqu'à son accession en Nationale 3, en 1987. Cette année-là, jean-Paul La-

dirige à Montpellier un club omnisports fédérant le football, le bas-ket et l'athlétisme. Il acceptera d'y intégrer le handball, ce qui permet le recrutement de Philippe Médard. alors gardien titulaire de l'équipe de France.

L'effet est immédiat. Motivés par une star dont ils essayent de devenir l'égal, les joueurs se surpassent. La dynamique fonctionne au-delà de toute espérance. En une saison, le chub se hisse en deuxième division. Il s'ensuit un nouveau recrutement. Deux aotres internationaux viennent renforcer l'effectif. Et Montpellier, sur un nuage, décroche dans la foulée un titre de champion de France de Nationale 2. En 1989, sur ordre de la mairie, le chub omnisports de Louis Nicollin éclate. Le MHB voit le jour sous sa forme actuelle, avec le soutien du district.

COMMANDO

Le MHB doit sa réussite à une politique de recrutement qui se poursuit avec l'arrivée de joueurs étrangers, Bosmaques, Croates ou Roumains. Grâce aux conseils de Daniel Costantini, responsable de l'équipe de France, Jean-Paul La-combe recrute aussi des entraîneurs: Guy Petitgirard, aujourd'hui en charge des cadets, puis Patrice Canayer, l'actuel entraîneur dont le charisme et les qualités de communication avec les joueurs sont saluées. Et puis, il y a l'état d'esprit du club: un handball d'attaque, basé

combe rêve d'aller encore plus loin.
Il se tourne vers Louis Nicollin qui ball de « commando » comme les ball de « commando » comme les dirigeants aiment à le définir. Un jeu spectaculaire qui s'appuie sur des jeunes. La médaille a un revers : l'échec, lors du deuxième tour de la coupe d'Europe face aux Hongrois de Szeged ou à Strasbourg, après une série de vingtquatre matches sans défaite, té-

moigne d'un manque de maturité. Le MHB s'est aussi construit à l'image de soo président, un géologue de cinquante-quatre ans aux cheveux grisonnants et au chaleureux accent pied-noir. Jean-Paul Lacombe est un homme expansif. Lorsqu'il en ressent le besoin, il téléphone lui-même à ses joueurs. « Ses enfants », comme il les ap-

Il y a peu envieux de son voisin nimois, Montpellier Handball est aujourd'hui devenu une grosse machine, forte d'un budget de 7,3 MF, avec des sponsors qui se multiplient et de nouvelles obligations de résultats. Pour ne pas rompre l'harmonie actuelle de l'effectif. deux nouveaux joueurs seulement, doot Prédéric Volle de l'OM Vitrolles, devralent être recrutés. L'objectif avoué la saison prochaine sera de confirmer le niveau actuel. Si possible, de réaliser un meilleur parcours européen. Et, surtout, de rester « un club soudé », en phase avec un public naissant qui ne cesse de s'étoffer, et des bcenciés dont le nombre a doublé en trois ans.

Jacques Monin



# **Jalabert collectionne les bouquets de printemps**

Après Paris-Nice et Milan-San Remo, le cycliste français a réussi, en gagnant le Critérium international de la route, un triplé historique

Simplement catalogué comme sprinter courses à étapes et une classique. Dans le avant sa terrible chute dans le Tour de France 1994, Laurent Jalabert s'affirme à Mazamétain a même fait preuve de reels perts de la flèche walloane et de Paris-France 1994, Laurent Jalabert s'affirme à vingt-six ans comme un coureur complet progrès dans le cootre-la-montre, avant Roubaix. Son objectif est dés en remportant, en trois semaines, deux de s'imposer devaot les Russes Bobrik et paration du Tour de France.

suite à celle de Milan-San Re-

en ce mois que le calendrier ré-

un grand champion français...

mière trois semaines à pelue

après une terrible chute dans

un sprint du Tour de Frauce, le

3 juillet à Armentières. De la

culbute, le Mazamétaiu a gar-

dé, dans la clavicule gauche,

une pleque de métal avec sept

vis et, dans la bouche, le goût

d'une saison inachevée, gâchée

alors qu'elle s'aunonçait si

belle avec notamment sept vic-

toires d'étape dans le Tour

Parce qu'il est un incorrigible

d'Espagne.

Dimanche, entre Granlhet et

battant, parce qu'il croit plus en LE MOIS DE MARS 1995 restera mémoreble pour Lanrent lui que dans les diagnostics médicaux, le coureur va connaître Jalabert, sans doute le plus beau de ses vingt-six prluune convalescence fulgurante et, temps. La victoire, samedi 25 et dimanche 26, dans le Critérium deux mnis et demi après l'accident, remporter un sprint revanchard dans le Tour de Catainternational de la route fait logne. Mais l'automne est là. La saisou se finit déjà. Les autres mo, le 18, et à celle de Parisraccrochent, saturés de vélo, Nice, du 5 au 12. Une passe de écœurés de kilomètres. Lui n'a trois inédite dans le cyclisme pas eu sa dose. Il en redemande à Maunio Saiz, son directenr publicain avait, tempurairesportif, qui lui prescrit trois sorment et en partie, beptisé ties par semaine jusqu'en dé-« germinal ». De là à penser cembre. « Je n'ai pas fait beauqu'a éclos comme primevère coup plus de kilamètres mais je les ai fait plus sérieusement», ex-

Laveur, Laurent Jalebert a parles heures supplémentaires. couru les 18,5 kilomètres du contre-la-montre individuel fi-Lors de la préparation de nal en un peu plus de 23 mi-nutes. A l'été 1994, sur ces l'équipe Once aux Baléares en tout début de saison, l'athlète est mêmes routes de son Tarn naaffûté et l'homme terriblement motivé, avec une envie folle de tal, il lui avait fallu deux heures épuisantes pour faire 27 kilomètres avec un ami. C'était une Pascal Lance en embuscade sortie d'entraînement, sa pre-

plique le voloutaire pour

Pour une fois, il a eu de la chance. Spécialiste des contre-la-

montre, Pascal Lance s'est enfin offert une belle victoire dans la dis-

cipline, devançant, samedi 26 mars, le Russe Evgueni Berzin et

Laurent Jalabert. Car le Lorrain avait la guigne. Deux fois deuxième

du Grand Prix Eddy Merckx, en 1993 et en 1994, il était par deux fois

tombé de peu sur plus fort que lui et pas des moindres : Chris Board-

man et Tony Rominger, Pun des anciens et le nouveau recordman de

Pheure. En 1991, dans Paris-Nice, Pascal Lance avait le maillot de lea-

der quand Il chuta dans une descente, près de Marseille. Lieutenant de la formation GAN, il evait été réduit au rôle de coéquipier. Il es-

père mieux, désormais. Et surtout de cette épreuve contre-la-

montre, qui est ajoutée depuis 1994 au programme des champion-

Roubaix, Son objectif est désormais la pré-

rattraper le temps et le palmarès. perdus. « Je suis beaucoup plus agressif. Les années précédentes, je débutais plus décontracté. A Majorque, j'ai senti des sensations que je n'avais pas avant, l'envie d'attaquer. » Avec, comme dernière séquelle d'Armentières, le désir de ne plus attendre l'emballage final pour jouer la gagne sar un ultime coup de relu comme sur un dernier coup de dés, l'envie d'accoucher des victoires evant terme, le rage de bousculer ce peloton et ce destin qui avaient failli lui être funestes.

**VENDANGES PRÉCOCES** Attaquer, comme il l'avait fait pour arriver détaché lors du Grand Prix du Buffet de la gare de Mazamet, en 1983, qui hii valut, à quatorze ans, son premier bouquet. C'était avant que ses qualités de vitesse et les tactiques de course élaborées des équipes professionnelles ne l'engoncent dans un rôle de sprinter où il ne fut jamais totalement à son evantage. Sur la ligne, il perdit d'un boyau plus souvent ou'il ne gagna, cantonné aux places d'honneur.

Les dernières victoires, elles, ne se peuvent chipoter. Nettes, tactiquement construites et physiquement menées à bien, elles ont le sceeu de la maturité. Contestées jusqu'au bout par des tempéraments tels que le Russe Vladislav Bobrik on l'Italien Maurizio Fondriest, elles n'en sont que réhaussées. Le coureur français a pour lui l'assurance, cette morgue qui tout à la fois confère le succès et en procède. Mais il sait également que la haute montagne a toujours fait, pour lui, des grands tours autant d'inaccessibles olympes. Qu'un Tony Rominger, pour-

tant à cours de préparation, soit venu le taquiner le premier jour de course avant d'abandonner. faute de réelle motivation, incite à une raisonnable prudence. Quand les cadors du peloton verront arriver dans la saison les morceaux qu'ils se sont choisis, le Français pourra encore mieux étalonner ses progrès. Peut-être alors le Jalabert nouveau, surnominé « Jaja » par ses proches, pourra confirmer ses vendanges

Benoît Hopquin

# Voile : une voie d'eau entraîne l'abandon de « Stars and Stripes »

DENNIS CONNER, le quadruple vainqueur de la Coupe de l'America, a abandonné, dimanche 26 mars, une régate des demi-finales de la Coupe Citizen. Son équipage a dil colmater une voie d'eau à la jointure de la quille et de la coque qui menaçait de faire sombrer Stars and Stripes. Le navire auxiliaire du Class America a été appelé pour l'alléger et pomper l'eau. Un garde-côte américain a fourni un système de pompage plus adapté et le voilier a été remorqué jusqu'à sa base. Young America, qui a terminé la course en solitaire, a assuré sa qualification pour la finale des défenseurs. Pour la deuxième place, Sturs and Stripes conserve un point d'avance sur Péquipage d'America. Chez les challengers, Team New Zealand, toujours invaincu sur l'eau, est presque assuré de sa place en finale. One Australia, qui à battn Tag Heuer Challenge, est à égalité avec son adversaire à miparcours des demi-finales.

■ FOOTBALL: Claude Simonet a été réélu, pour cinq ans, à la présidence de la Fédération française de football à la quasi-unanimité. L'assemblée générale de la FFF réunie, samedi 25 mars à Paris, l'a maintenu avec 99 % des voix à la présidence et 98,6 % au conseil fédéral.

BORDEAUX: Eric Guerit remplacera Toni pour entraîner les Giron-dins de Bordeaux. Dimanche 26 mars, Alain Afficion, président du club, avait décidé de démettre l'entraîneur de ses fonctions ainsi que son adjoint Manuel Jésualdo, considérés comme responsables des mauvais résultats des Bordelais à luit journées de la fin du championnat.

E ÉQUIPE DE FRANCE : Paul Le Guen e été nommé capitaine pour la

rencontre Israël-France, mercredi 29 mars à Tel-Aviv. Le Parisien remplacera Eric Cantona. Agé de trente et un ans, il fut le capitaine du Paris Saint-Germain de 1992 à 1994. La composition de l'équipe, dévollée dimanche 26 mars, par le sélectionneur Aimé Jacquet, est la suivante : Gardien : Bernard Lama; Jocelyn Angloma, Alain Roche, Laurent Blanc, Eric Di Meco, Marcel Desailly, Corentin Martins, Paul Le Guen (cap.), Reynald Pedros, Patrice Loko, Nicolas Ouédec, Remplaçants: Fabien Barthez, Christian Ka-rembeu, Youri Djorkaeff, Jean-Michel Fenti, David Ginola.

■ NATATION : deux nonveaux records ont été battus aux championnats de France, dimanche 26 mars, à Mennecy. Hérène Ricardo a battu celui du 200 m dos en 2 min 15 sec 15 (contre 2 min 16 s). Sur 200 m brasse, le Niçois Stéphane Perrot a signé le seul record masculin de ces championnais, en 2 min 14 s 19, contre 2 min 14 s 56. Dix-imit nageurs out réussi les minima de qualification pour les championnats d'Europe qui auront lien à Vienne (Autriche) du 17 au 27 août.

ATHLÉTISME: Pancien sauteur en hauteur Ni Zhiqing condamné pour corruption. Actuellement vice-directeur du counité des sports de la province de Pujian, il a été condamné à buit ans de prison pour avoir accepté des dessous de table, a indiqué hundi 27 mars, le quotidien de Shanghai Wen Hui. Il a fait eppel du jugement. Ni Zhiqinq avait franchi 2,29 mètres en hauteur, en 1971 - mieux que le record du monde de l'époque. Mais la Chine n'avait pas été réadmise au sein du mouvement olympique.-(Reuter.)

DOPAGE: Lubov Kremlyova a été suspendue pour quatre ans à la suite d'un contrôle antidopage, a amoncé, dimanche 26 mars, la Fédération russe d'athlétisme. Agée de trente-quatre ans, cette spécialiste du demi-fond avait remporté une médaille de bronze sur 1 500 m lors des championnats du monde en salle de Barcelone. - (AEP)

# André Agassi prend sa revanche sur Pete Sampras

KEY BISCAYNE

La victoire d'André Agassi sur Pete Sampras (3-6, 6-2, 7-6) en fi-nale du tournol de Key Biscayne réactualise la futte pour la place de numéro un mondial en réduisant à 227 points le retard du joueur de Las Vegas sur son compatriote leader du classement. Battu il y a unze jours, en finale du tournoi d'Indian Wells, Agassi avait promis à sou père souffrant de « botter les fesses de Pete » à Key Biscayne. Il a donc tenu son engagement. En vérité, le numéro un mondial s'est un peu offert en sacrifice, campant loin derrière la ligne de fond de court. Comme s'il se préparait déjà mentalement pour les longs échanges sur terre battue à prévoir le week-end prochain à Palerme en quart de finale de la Coupe Davis contre l'Italie.

Après avoir disposé de trois balles de break à deux jeux partout au second set, Sampras a perdu dix-neuf points d'affilée. Lâché par son service, il s'est obs-

PORTE DE VERSAILLES AUTO

45.31.51.51

BMW 3201 - Automat. - 1988

AVIS CENTRE OCCASION

5, rue Bixio - 75007 PARIS

(1) 44.18.10.65

Possibilité finencement

Autres modèles disponibles

BMW 324 TD - 1991

son domaine de prédilection : les échanges de fond de court. Un pari audacieux qu'il avait gagné en finale du tournoi d'Indian Wells grâce à la précipitation et aux montées au filet désordonnées d'Agassi. Il se voyait déjà tenir tête aux attaquants de fond de court. Et pourquoi pas à Roland-Garros? Mais, meme s'il refuse depuis quelque temps d'appliquer systematiquement sa bonne vieille recette - « jouer mon jeu de service-volée jusqu'à temps que mes balles rentrent dans le court »-, Sampras ne peut nier l'évidence: « Je ne peux pas tenir tout un match en fond de court, et surtout pas contre lui », a-t-il reconnu avec une pointe de décep-

Plus préoccupant, le numéro un mondial n'affiche plus la même morgue face à la pression. il a perdu neuf tie-breaks sur dix disputés cette saison. Agassi ressasse à l'envi son « respect » pour le jeu de son rival, mais il n'a aucun in-

VDS FORD CAPRI 2000 GT

Mod. USA 1973

Bolte auto - Factures

Etat collection

PRIX: à débattre

AUTOMOBILE ......

tiné à défier son dauphin dans térêt à se montrer généreux sur le court. Depuis le début de l'année, il a remporté deux de leurs trois face-à-face en finale. Ces duels pourraient devenir une constante vu la supériorité des deux joueurs sur le circuit. Cependant, les rênes risquent de changer de mains. Chaque semaine, Agassi rogne copieusement et méthodiquement pras s'était taillée la saison pas-

> L'escapade sicilienne ne leur donnera l'illusion d'être alliés que le temps d'un week-end. Leurs engagements respectifs pour des tournées différentes ne les empêcheront pas de lutter de toutes leurs forces pour un seul objectif. Le même. Le seul titre du Grand Chelem qui leur manque. Agassi ne l'a pas caché: «Ce que nous voulons tous les deux, c'est Roland-Garros. » L'enfant terrible du tennis partira favori. Deux fois, il est allé presque au bout du chemin.

Oui vous lisez bien

j'achète votre voiture

comptant, immédiatement

(1) 46.54,44.77

Tél: 44.43.76.23

Fax: 44.43.77.31

Patricia Jolly

### RÉSULTATS

ATHLÉTISME CHAMPIONNATS DU MONDE DE CROSS-COUNTRY

Darnes \*
Epreuve individuelle : 1, D. Tulu (Ein.), les 6,450 km en 20 min 21 s ; 2. C. McKileman (Ri.), 88 s ; 3. S. Bistolo (Ken.), 8 18 s ; 4. M. Ngono (Ken.), 9 19 s ; 5. G. Whrni (Ein.), 9 28 s ... IR. A. Pallay (Fax.), 8 54 s ... Equipes : 1. Kenya ; 2. Ethiopie ; 3. Roumanie ; 4. Japon ; 5. Exts-Unis... 8. France.

President individuale: 1. P. Wirget (Ken.), les 12 km en 34 min 5 ; 2. L. Kinsi (Ken.) à 2 ; 3. S. Hissou (Mir.) à 9 s.; 4. h. Gebresiksie (Eth.) à 21 s.; 5. R. Lahlati (Mir.) à 29 s... 16. Mustapha Essaid (Fra.) à 58 s. Equipes : 1. Kenya ; 2. Maroc ; 3. Espagna ; 4. Portu-gal ; 5. Ethiopie... 10. France.

AUTOMOBILISME

CHAMPIONNAT DU MONDE DEFORMULE 1 Grand Prix du Brésil Classement : 1. Gerhard Berger (Aut., Ferrari) is 307,075 km - 70 tours effectules - en 1 h 38 min 44 s 151 (moyenne, 183,975 km/h). 2 Mi-ka Haldonen (Fin., McLaren) à S s 844; 3. L Alesi (Fra., Ferrari) à 50 s 517; 4. M. Blundell (GB, McLaren), à 1 min 00 s 209; 5. M. Salo (Fin., Forell) à 1 tour; 6. A.

Suzuki (Jap., Ligien), &1 zour. Chempalonnat: du monde des pilotes : 1, G. Berge; 10 pts; 2, M. Hakkinen, 6; 3, J. Alesi, 4; 4, M. Blun-dell, 3; 5, M. Salo, 2; 6, A. Suzuki. Championnat du monde des constructeurs ; 1. Forad, 14 pts ; 2. McLaren-Mercedes, 9 ; 3. Tyrrel-Yameha, 2; 4. Ligier Mugen, 1.

BASKET CHAMPIONNAITDE FRANCE Nationale Al Dames

Tarbes-Aix-en-Provence 71-65 Classement: 1. Bourges, 7 pts; 2. Challes-les-Escor, S; 3. Tarbes, S; 4. Aix-en-Provence, 5.

Stade Cleanontois, S; 4, Mirande, 4. GROUPEC umac-Strasbourg 75-71 ordenux 53-48 est: 1. Rouen, 7 pts; 2. Bordenux, 5; 3. Lu-

CYCLISME

CRITÉRIUM INTERNATIONAL Classement général final : 1. L. Jalabert (Fra.), 7 h 20 min 44 s ; 2. V. Bobrik (Rus.), 332 s ; 3. E. Berzin (Rus.), à 1 min 11 s; 4. E. Breukink (P-B), à 1 min 24 s; 5. S. Blanco (Esp.), à 2 min 9 s.

FOOTBALL CHAMPIONINAT DE FRANCE DZ 39º Journée Marselle-Guingamp Alts-Dubuse

Opportunité exceptionnelle pour Bac, Bac + 1 et + 2 richting, menagement avec stage entrepries incine. 12 mais (15, si angleis faible) poss. emploi rémunéré 1 an (Prix: 18.900 \$) IVERSITY STUDIES IN AMERICA CEPES (1) 45.51.23.23

Classement: 1. Guingamp, 66 pts; 2. Marselle, 62; 3. Chansuroux, 60; 41 Toutouse, 60; 5. Red Star, 59; 6. Guesgnon, 59; 7. Nancy, 53; 8. Durkero 9. Amiers, 47; 10. Charleville, 45; 11. Alès, Valence, 41; 13. Mulhouse, 39; 14. Peppign 1S. Le Maris, 37; 16. Nigrt, 35; 17. Land, 34; 18. Angers, 31; 19. Sedan, 31; 20. Beaucis, 28; 21. Saint-Brieve, 26: 22, Mones, 23,

COUPEDELAUGUE .

CHAMPIONNAT D'EUROPE 1996 Classement: 1. Crossie, 12 pts; 2. Italie, 7; 3. Litus rie, 6; 4. Ukraine, 4; 5. Slovénie, 2; 6. Estunie, 0.

CHAMPIONINATO'ALLEMAGNE 23º Journée Werder Brênze-Duisbourg Bayer Leverlausen-Fribourg Bayer Verdingen-Einbacht Francion Bevern Murách-Murách 1860 Dynamo Dresde-Hami

ent: 1. Borussia Contmund, 34 pts: 2. Wes der Britine, 34 ; 3. Borussia Moanchangladbach, 32 C. Kalsesslautern, 32 ; 5. Filbourg, 30 ; 6. Bayern Mu 4. Kalesskutern, 37; S. Fittourg, 30; G. Bayern Mu-nich, 30; 7. Kurlsruhe, 25; 8. Bayer Leveltusen, 22; 9. Hambourg, 22; 10. Skutigart, 22; 11. Cologne, 21; 12. Eintracht Franciort, 21; 13. Schalke 04, 20; 14. Bayer Llerdingen, 16; 15. Bochum, 14; 16. Munich 1860, 14; 17. Dulsbourg, 13; 18. Dynamo Dresde, 12.

HANDBALL CHAMPIONNAT DEFRANCE NATIONALET 13" et dernier tour retour Montpeller-OM-Vitrolles hry-Critiell Chambery-PSG-Asnières thery PSG-Asmitre

25-16 29-21 Sagny-Seissat 29-21 Duristque-Sarabourg 29-25 Classement final : 1. Montpeller, 48 pts ; 2. OM-Vi-rolles, 47 ; 3. kry, 39 ; 4. PSG-Asnibras, 38 ; 5. Crésel, 30 ; 6. Porthuit-Combauk, 27 ; 7. Strabourg, 27 ; 8. Bordeaux, 25; 9. Gagny, 24; 10. Sélestat, 24; 11. Chambery, 16; 12, Dunkerque, 12; 13. Livry-Gargan, 7; 14. Saint-Brice, 5.

HOCKEY SUR GLACE Rough pushful pour la finale par 3 victoires à 0 Chamonix-Brest Brest mêne 2 victoires à 1

MOTOCYCLISME MOTOCYCLISTME:
GRAND PROK D'ALISTRALIE
500 cc: 1, M. Doohan (Aus., Honda); 2, D. Beattie
(Aus., Suzuki); 3, A. Crisille (Esp., Honda); 4, L. Cadalora (Ru., Yamaha); 5, K. Schwentz (E.U., Suzuki),
250 cc: 1, R. Weldmann (All., Honda); 2, T. Harada
(Jap., Yamaha); 3, M. Biaggi (Ita., Apalia); 6, C. Checa (Esp., Honda); 5, N. Aoki (Jap., Honda).

NATATION DAMES 800 m nage libre ; 1. A. Asruc (Brest), 8 min 47 s 26 ; 2. N. Astruc (Brest), 9 min 45 63 ; 3. 5. Gosse (Musselle), 9 min 45 64.

1. C. Legler (RCF), 57 s 76; 2. S. Jacquier (Annecy). 58 s 39 ; 3. 5. Figures (109C), 58 s 54. 200 m dos :

Jeanson (Saint-Esthel), 2 min 18 s.42.

200 m brasse ; 1. K. Bremand (Street), 2 min 34 ; 87 ; 2. L. Henri (Cl-

200 monase: 1, 15, Perrot (Monace); 2, M. Amoux (Monace), 2 mm 16 s 34; 3, J. Bernard (Cannes), 2 mm 17 s 24; 4, C. Planicaud (Cannes), 2 nin 17 s 36 ; 5. S. Vossart (Péronne), 2 min 17 s 73 1,500 m nage libre ; 1, 1, Riqual Brest, 15 mm 36 s 40 ; 2, V, Hamelin (RCF), 5 min 50 s 32 ; 3, 1-Y. foure (Montpeller), 15 min 52 100 mage line !

1. M. Gruson (Carries), 50 ; 73 ; 2. C. Marchand ( syž. 51 ; 24 ; 3. L. Depictere (Waterelos), 51 ; 38. 200 m dos ; 1.D. Jancourt (Brasil, 2 min 3 s 60 ; 2. F. Esposto (Ant

RUGBY CHALLENGE DU MANOR. Quarts de finale Montierand-Bourgoin Bègles-Bordeaux-Narbonne Toulon-Dax

32-28 (a.p.) 22-17

# TUSES

 $\tilde{y}_{2,k}$ 

2 to ..

No to draw

SKI ALPIN CHAMPIONNATS DEFRANCE Statom fáminin ; 1. F. Masnida, 1 min 28 s 16 ; 2. V. Stations filterains: 11. F. Masonada, 1 min 28 s 16; 2. V. Videl, 1 min 28 s 78; 3. B. Filicol, 1 min 29 s 78; 4. Procard, 1 min 29 s 33; S. L. Pequegnot, 1 min 29 s 52. Slatem masoculin; 1. Y. Dimine; 1 min 47 s 25; 2. S. Amiez, 1 min 48 s 48; 3. M. Ancerey, 1 min 48 s 48; 51; 4. L. Chenal, 1 min 49 s 27; 5. K. Page, 1 min 49 s 28.

TENNIS TOURNOI DE KEY BISCAYNE (FLORIDE) Finale homenes: A. Agassi (E-U, nº 2) b. P. Samons (E-U, nº 1) 3-6, 6-2, 7-6 (7-3) mes : Stelli Graf (AR) b. Kamiko Date (lap.)

TIR À L'ARC

CHAMPIONINATOU MONDE EN SALLE Finale hommes: M. Petterson Guebla. S. Flure (Fra.) Finale ferromes: N. Valence (MoL)b. P. Michel (Fra.) 119-

COUPE DE L'AMERICA

COUPE DE L'AMERICA.

Coupe Louis-Nattoon

Samedi: One-Australia (Aus.) b. Nippon (tap.) de 1

min. 39 s.; Team-New-Bestend (NZ) b. Tap.-Neuer-Challenge (NZ) de 1 min. 44 s.; Dissanche: One-Australia b. Tap-Heuer-Challenge de 40 s.; Team-New-Zestand (NZ) b. Nippon (tap.) de 5 min. 54 s.

Classament: 1. Team-New-Zestand, 5 pts; 2. One-Neuer-Challenge de 40 s.; Zestand (NZ) b. Nippon (tap.) de 5 min. 54 s.

Classament: 1. Team-Neue-Zestand, 5 pts; 2. One-Neuer-Challenge de 4. Manuard.

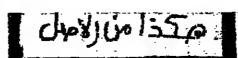


Tél: (1) 43.71.76.56 (Rép.) BMW 325 TD - Pack - 1994 HONDA CIVIC EX - clim. - 94 R 19 Cabriolet 16S Carnargue - 95 RANGE ROVER SEAT IBIZA - 1995 Turbo Diesel - 1986 SAFRANE RN - 1993 PROCHAINE **MERCEDES 500 SEC** PARUTION POLO 1,3 CL 3P. 10.000 km - rouge metal - 95 CORSA CITY 3P. 3.800 km - bleu Atlantique - 95 1988 **LUNDI 03/04** Tél: 45.31.51.51 2.800 km - bleu - 95
LAGUNA RT 2,2 D
5.300 km - bleu métal - 95
SAFRANE ALIZE 2,1 DT
12.000 km - bleu métal - 95 Pour paraître dans cette rubrique, contactez: ACCORD LS 131 Ch innova 10.000 km - bieu métai - 95 LE MONDE Publicité ESPACE RN 2,21 15.000 km - bley de Chine - 95 ESPACE RN 2,1 DT 17.000 km - bieu de Chine - 95 avant le Jeudi 30/3 (17 h.)

CALIBRA 16 S 4.000 km - rouge vif - 95

AVIS CENTRE OCCASIONS

(1) 44.18.10.65



IL Y A 50 ANS DANS

Le Monde

La mort

de Lloyd George

C'EST la dernière grande figure de

l'autre guerre qui disparaît avec

Lloyd George, premier ministre de

Grande-Bretagne de 1916 a 1922. De

naissance modeste, il entre au Parlement à l'âge de vingt-sept ans comme député libéral de Camarvon (pays de Galles). Il défend le nationa-

lisme gallois et l'Eglise non conformiste, prend le parti des Boers lors

Chancelier de l'Echiquier (1908-

1915), il introduit l'impôt sur le revenu et les lois d'assurance-maladie et

de retraite pour la vieillesse. Son rôle

de réformateur populaire anti-impérialiste ne faisait pas prévoir celui qu'il devait jouer en 1914-1918.

D'abord ministre des munitions, puis

de la guerre après la mort de Kitche-

ner, il succède à Asquith comme pre-

mier ministre au moment difficile de

la grande offensive des sous-marins.

Grand animateur de l'effort de

guerre, d'accord avec Clemenceau, il crée le commandement suprême in-

Après l'armistice, Lloyd George

devait cesser d'être pour la France

un ami et un allié. Au cours des négociations de paix, il lutte de toute

son énergie contre Clemenceau.

Dans les années qui suivent, craignant une hégémonie militaire fran-

çaise, il prendra trop souvent le parti

de l'Allemagne. Dans son pays, il

perdra aussi sa popularité. Il prend

encore une part active aux débats parlementaires, mais, à l'âge où Churchill devient chef du gouverne-

ment, Lloyd George est depuis long-

temps un ministre en retraite. Il ve-

nait sculement, à l'âge de

quatre-vingt-deux ans, de recevoir le

titre de lord. Mais le comte Lloyd George de Dwyfor n'avait pas encore siégé dans cette chambre aristocratique qu'il avait, dans sa jeunesse,

déponillée d'une partie de ses pou-

teralié en faveur de Foch.

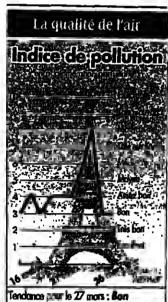
de la guerre sud-africaine.

# Pluie, neige et froid

UN COURANT de nord-ouest froid et instable s'est établi sur l'Europe. Dans ce courant circule une onde perturbée engendrant une dégradation pluvieuse à partir de la Manche et parfois neigeuse dans l'intérieur des terres. Mardi, sur les régions voisines de la Manche, du nord de la Bretagne au Pas-de-Calais, le temps couvert deviendra rapidement phivieux en matinée. Ces pluies persisteront toute la journée en prenant parfois un caractère modéré. Elles seront accompagnées d'un vent



Prévisions pour le 28 mars vers ! 2h00



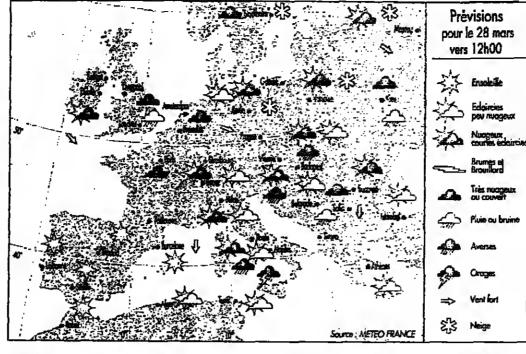
d'ouest souffiantà 70 km/h en rafales.

Des Pays de Loire à l'île-de-France et aux frontières belges, la grisaille matinale sera accompagnée par quelques précipitations intermittentes à la mi-journée, qui pourront donner quelques flocons au nord de la Seine. Les pluies se poursuivront l'après-midi en prenant un caractère plus souteun et plus continu.

Sur le oord-est du pays, de la Champagne à l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne et la Franche-Comté, le ciel déjà mageux en matinée se couvitix vers la mi-journée et des précipitations continues gagneront ces régions d'ouest en est dans l'après-midi et la soirée. Elles se feront souvent sous forme de neige jusqu'en plaine, neige qui tiendra parfois au sol en plaine. Sur les reliefs (Vosges, Jura et nord des Alpes en soirée), des quantités de 15 à 30 centimètres sont attendues.

Sur le Poitou-Charentes et le Centre, le voile nuageux se renforcera au fil des heures et les premières précipitations, sous forme de pinie uniquement, interviendront en fin d'après-midi et soirée. Du Sud-Ouest au Massif central et aux Alpes, quelques éclaircies perceront en matinée malgré des nuages accrochés sur les Pyrénées et le Massif central. Un volle muageux envahira ces régions en matinée et se renforcera dans l'après-midi, qui sera grise. Eofin, sur les régions méditerranéennes, le soleil s'imposera avec certaines nuances : le mann, quelques averses se produiront en Corse (neige audessus de 300 mètres). L'après-midi, le temps se couvrira à l'ouest du Rhône, mistral et tramontane atteindront 90 à 100 km/h en matinée puis faibliront.

Les températures matinales seront froides, souvent proches de 0 dans l'intérieur et jusqu'à – 3 dans le Nord-Est, comprises entre 2 et 5 degrés sur les côtes. L'après-midi, le mercure ne dépassera pas 2 à 5 degrés dans le Nord-Est, 6 à 9 sur les autre régions et 10 à 13 dans le Sud-Est. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)







Situation le 27 mars, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 29 mars, à 0 heure, temps universel

R. L. (28 mars 1945.)

#### **MOTS CROISÉS**

PROBLÈME Nº 6527

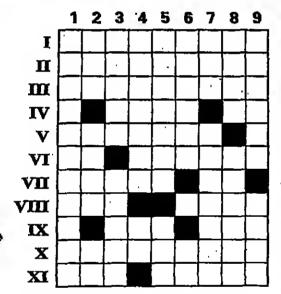
112

4.5

- ---

 $\sigma = \sigma_{\rm eff}$ 

THE WAY 1872.



HORIZONTALEMENT

1. Son retour est généralement inattendu et fait rarement plaisir. – II. Qui ne ressemblent à rien. –

7 8 9

Richard Republicaine, ne dura pas longtemps. Pour accrocher.

VERTICALEMENT

1: Qui est chargée de chaînes. – 2. Une marchandise pour l'oiselier. Bon, il a sa petite bête. 5ymbole. – 3. Le salpêtre d'autrefois. Peut qualifier le bon temps. – 4. Des reptiles à croquer. Un drame. – 5. Changions de direction. Trou dans un mur. – 6. N'est pas dans les premiers. Préposition. – 7. Pas en forme. Qui n'arrêtent pas de tourner. – 8. Bien bouché. Ne traverse pas les Pyrénées. – 9. Qui a de la pratique. Certaines sont réunles en 5ociété.

SOLUTION DU Nº 6526 HORIZONTALEMENT

1. Ruminants. — II. Education. — III. Piranhas. — IV. Un. Rai. Ac. — V. Déversé. — VI. Man. — VII. Arme. Dôme. — VIII. Toile. Nía. — IX. Intimidés. — X. Odieuse. — XI. Nef. Sosle. VERTICALEMENT

1. Répudiation. – 2. Udine. Ronde. – 3. Mur. Vomitif. – 4. Icare. Elie. – 5. Nanars. Emus. – 6. Athis. Iso. – 7. Nia. Emondés. – 8. Tosa. Amie. – 9. Sn. Cinéaste.

Guy Brouty

# EN VISITE

PARIS ....

Mercredi 29 mars

Whistler (55 F+prix d'entrée),
11 h 45, 1, rue de Bellechasse sous la
vertière d'entrée (Mathilde Hager).

MUSÉE DU LOUVRE (33 F+prix
d'entrée): la Vénus de Milo, 12 h 30;
les tapisseries de la Renaissance,
19 h 30 (Musées nationaux).

MMUSÉE DU MOYEN AGE (34 F+ prix d'entrée): les Thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 beures; l'Hôtel des abbés de Clury et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

nationaux).

M DE SAINT-PHILIPPE-DUROULE au quartier François 1°
(45 F), 14 h 30, sortie du métro
Saint-Philippe-du-Roule (Paris pit-

Saint-Philippe-du-Roule (Paris pittoresque et insolite).

\*\*\*ILE QUARTIER SAINT-GER-MAIN-DES-PRÉS (45 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Germaiudes-Prés (Découvrir Paris).

■ MUSÉE DU PETTI-PALAIS: Un autre regard sur la sculpture, la fonte (25 F+ prix d'entrée), 14 h 45 (Musées de la Ville de Paris).

■ LE CENTRE AMÉRICAIN

(55 F+prix d'entrée), 15 heures, 51 rue de Berty (Paris et son histoire). MHÔTELS ET JARDINS DU MA-

RAIS, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé). III MUSÉE CARNAVALET: exposition Paris grand écran, 1895-1945

(25 F + prix d'entrée), 15 heures (Musées de la VIIle de Paris). ■ LA SAINTE CHAPELLE (37 F), 15 heures, devant l'entrée dans la cour du Palais de justice (Monutrents historiques).

#### LE-CARNET DU VOYAGEUR

■ FRANCE. La compagnie aérienne Brit Air, basée à Morlaix (Finistère), dessert, depuis luodi 27 mars, en collaboration avec Air France, une liaison quotidienne Strasbourg-Dusseldorf. – (AFP.) Air Inter a décidé de reporter de quelques jours l'ouverture de sa liaison Orly-Amsterdam initialement prévue dimanche 26 mars. – (AFP.)

PAYS-BA5. KLM Royal Deutch Airlines va accroitre sa participation dans le capital de Air UK, compagnie britannique, et de Martinair, compagnie charter néerlandaise. - (AP)

■ GRANDE-BRETAGNE. Trentesept sociétés britanniques et étrangères se sont portées candidates
pour gérer l'un ou la totalité des
huit prémiers réseaux de lignes de
chemins de fer devant être privatisés par le gouvernement britannique. Ces réseaux sont le Gatwick
Express, qui relie Londres à l'aéroport de Gatwick, Great Western,
InterCity East Coast, London Tilbury and Southend Rail, Scot Rail
(Ecosse), South West Trains, Midland Main Line et Network
SouthCentrel — (AEP)

SouthCentral – (AFP.)

TTALIE. Une fausse alerte à la bombe a retardé, jeudi 23 mars à Rome, le départ de deux avions de British Airways à destination de

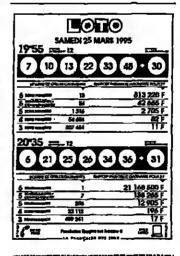
Londres. – (AFP.)

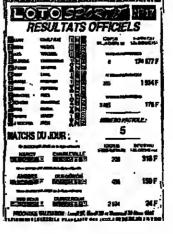
CHINE. A l'occasion d'un séminaire, le ministre chinois des ressources en eau a affirmé que dans son pays un tiers des cours d'eau sont pollués et que l'eau de plus de la moîtié des grandes villes du pays est impropre à la consommation. – (Reuter.)

■ AFRIQUE. L'épidémie de méningite qui sévit depuis décembre 1994 au Niger a fait près de 1 300 morts sur plus de 12 500 cas déclarés. Le précédent bilan, rendu public vendredi 17 mars, faisait état de 880 décès sur près de 9 000 cas. Le Niger o'est pas le seul pays africain touché par la maladie : 189 décès ont été enregistrés au Burkina-Faso, 75 au Mali, 72 au Togo et 29 en Côte-d'Ivoire. – (AFP.)

■ SUI55E. Le taux de chargement total des avions de 5wissair a augmenté de 66,4 % en février par rapport au même mols de l'année 1994. Durant cette même période, la compagnie aérienne helvétique a transporté 567 717 passagers, soit une progression de 4,8 %, et le taux d'occupation des sièges a atteint 55,1 % contre 52,3 %. — (AFP.)

#### **JEUX**





# ABONNEMENTS Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Mandé Service abousements 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 fray-our-Schne Cedez - Tél. : 33 (1) 49-40-32-90. Je choisis Suisse, Beigique, Autres pays

la diurée sulvante	France	Latenbeurg, Pays-Bas	de l'Union curopéenne
☐ 3 mois	536 F	572 F	790 F
□ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
□ 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
# SAN My sar-Scien, 7	Prince, record class posts R.: Send address change 	y far 5 872 per year « LE MGH276; ga paid at Champhia H.T. US, an s to EAS of M-Y BUX 1518, Champh MATJOHAL MEDIA SERVECE, Jac. 2963-2963 USA 761.: MOAGESRAS	ik Magnotia, waning outces. in JLY 1203-1539 3334 Pacific Avency Suite 414
Nom: Adresse:		Prénom :	
Dave ·		/ille :FF par chèq	501 MQ 001
postal; par Cart	e bleue nº 🗀	1 d d d d	
Renseignements: Pot	sse: vant votre départ. urs. (Merci d'indiq tage à domicile •	ver votre numéro d'abon Suspension vacances. It par prélèvements auto I 17 heures du lundi au ve	matiques mensuels.

# LES SERVICES DU Monde

DU 1	lllonde
Le Monde	40-65-25-25
Télématique :	615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-55
CD-ROM:	(1) 43-37-65-11
index et microfilm	5: (1) 40-65-29-33
Abonnements I	Minitel: 3515 LE accès ABO
Cours de la Bourse	2: 3515 LE MONDE
Films à Paris et en	province :

(1)36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)		
Le Monde	es, édaté par la SA Le Monde, so- césé aronyme avec directoire et consei de sumeillance.	
l'accord de l'adminis	lout article est intendite sans dration.	
Commission paritain nº 57 437.	des journaux et publications ISSN : 0395-2037	



Six enjeux pour la France La démocratie des juges et des médias

Demain dans les pages « France »

Le Monde

# La France opposée à la nouvelle directive « TSF »

CONSIDÉRÉ comme un compromis acceptable par la plupart des partenaires européens, le projet d'aménagement de la directive Télévision sans fontières adopté par la Commission européenne (Le Monde du 24 mars) suscite la colère des représentants du cinéma français. L'ensemble des organismes professionnels demande au conseil des ministres et au Pariement européen de revoir leur copie avant le

conseil des 3 et 4 avril. Tous se félicitent en effet du caractère désormals obligatoire des quotas de diffusion (au moins 50 % d'œuvres européennes), mais ils s'insurgent contre l'inclusion des « émissions de plateau » dans ces quotas et contre leur limitation à une durée de dix ans. Les professionnels continuent à réclamer l'inclusion des « nouveaux services », telle la vidéo à la demande. Enfin, ils jugent insuffisamment précises les obligations des chaînes thématiques. Jack Lang, ancien ministre de la culture et député eu-

ropéen, s'est associé à ces protestations. De leur côté, les deux ministres français directement concernés, MM. Toubon et Sarkozy, soulignent les avancées contenues dans le projet, mais « déplorent vivement » l'absence d'une «clause de rendez-vous» pour établir (avant l'expiration des dix ans prévus pour l'application des quotas) « une évaluation de leur efficacité en faveur de la production européenne ainsi que la possi-

# La presse s'engage prudemment sur les autoroutes de l'information

Parmi les quarante-neuf plates-formes d'expérimentation jugées prioritaires par le ministère de l'industrie, les éditeurs ne sont présents que dans quatre projets

AUTOROUTES de l'information, Internet, database, on line, fax, audiotexte, digital... Ces sigles et ces termes reviennent dans presque tous les discours, colloques, publications sur l'avenir de la presse dont le leitmotiv est « Il y a ceux qui auront accès aux nouveaux médias et ceux qui ne l'auront pas. »

En France, le climat économique morose place pourtant les éditeurs de presse devant un dilemme. Soit ils prennent le risque de perdre beaucoup d'argent en se lançant dans l'aventure, soit ils regardent ser le TGV de la modernisation en restant sur le quai. Face aux ma-nœuvres des grands groupes, des câblo-opérateurs et des entreprises de télécommunications, les journaux craignent de se faire exchire d'un marché qui véhiculera l'information et l'écrit du vingt et unième

« Les nouveaux réseaux électroniques constituent un atout pour la presse, écrit Gérard Théry dans son rapport sur les autoroutes de l'information (Le Monde du 24 octobre 1994). De nouveaux modes de diffusion seront en effet offerts à des professionnels bénéficiant d'une expérience et d'une campétence ancienne en la matière. » Les éditeurs en ont tous conscience mais

la plupart restent très prudents. «La presse écrite s'intéresse évidemment au multimédia, écrivent - dans leur rapport sur « L'évolution de la presse écrite dans la perspective des nouvelles technologies multimédias » - Jean-Marc Detailleur et Henri Pigeat. Elle souhaite en faire un instrument de diversification, mais celui-ci n'est pas

prête à y investir sans réflexion et même sans réserve. (...) Beaucoup d'entreprises de presse souffrent déjà de sous-capitalisation et présentent des résultats qui permettent peu d'autofinancement. Le défi du multi-média, en étant loin d'être gratuit, risque ainsi de se trouver hors de portée financière de certaines entre-

Dans ce contexte, les platesformes d'expérimentation retenues par le ministère de l'industrie ne font pas une place dominante anx entreprises de presse (Le Monde du 2 mars). Seulement quatre projets dans lesquels celles-ci sont impliquées ont été classés parmi les 49 projets de catégorie 1, « à retenir en priorité ».

Parmi ceux-ci, les entreprises de presse sont généralement partenaires d'autres sociétés (Desfossés international, Groupe Liaisons, AFP), un seul projet étant piloté par le groupe de presse informatique IDG. La plupart des projets de presse ont été classés avec les 218 de catégorie 2, « prioritaire, à forte innovation technologique nécessitant des aménagements ». C'est parmi ceux-ci que se range le proiet du Mande.

« FORTE INNOVATION »

La presse régionale est quant à elle représentée par quatre projets: Sud-Ouest, La Voix du Nord, L'Alsace, Le Républicain Lorrain.

« Nous sommes conscients de nos atouts et de nos handicaps, explique Bernard Lainé, du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR), nous avons une connais-

FRANCE 3

13.35 Magazine : Vincent à l'heure.

14.40 Série : La croisière s'amuse.

Une priche d'enfer

18.55 Le 19-20 de l'information.

A 19.09, Journal de la région.

Un après-guerre amoureux, de

Sueurs froides. ### Film américain d'Alfred Hitchcock

15.35 Série : Magnum.

16.30 Les Minikeums.

18.20 Questions or pour un champion.

18.50 Un livre, un jour.

20,05 Jeu: Fa si la chanter.

20,50 La Dernière Séance.

.35 Tout le sport.

20.55 1" film:

(1958).23.10 Météo et Journal.

23.45 Dessins animés:

De Tex Avery.

(1954, v.o.).

0.05 2° film :

Deputy Droopy; The Early Bird Dood it.

Fenétre sur cour.

2.00 Musique Graffiti. Jazz : September on my Mind, par le Trio Philippe Petit (15 min).

Film américain d'Alfred Hitchcock

LUNDI 27 MARS

une priorité absolue et elle n'est pas sance très précise de nos régions, une forte expérience télématique, une bonne numérisation de notre chaîne éditoriale, une marque régionale très forte. Parmi les handicaps, notre information a une trop faible valeur ajoutée, nous devans nous as-

socier pour aller chercher des conte-

multimédia. Emap développe ces secteurs d'activité. La plupart des groupes de presse magazine participent à des projets de chaînes thématiques diffusées sur le câble. La presse spécialisée a constitué des banques de données et développe la vente de CD-Rom. Elle s'adresse

Les expériences anglo-saxonnes

Une étude de la société Moody's sur la presse américaine soulignait récemment que « la compétition avec d'autres formes de média et les transferts vers les supports d'informations électroniques menaceront la capacité des éditeurs de journaux à maintenir leurs revenus sur

le long terme et la croissance de leurs profits ». Dans cette perspective le Wall Street journal expérimente actuellement un « Journal personnel ». Moyennant un abonnement mensuel de 12,95 dollars (65 francs), un lecteur peut charger une fois par jour sur son ordinateur personnel des informations le concernant plus particullèrement. Autre service offert par un journal anglo-sexon: le britannique *Electronic Telegraph*, version en ligne du *Daily Telegraph*, est disponible gratuitement sur Internet. Il pourrait prochainement intégrer de la publicité « pour tester sa rentabilité ». Le New York Times, disponible sur le réseau America On Line, avait lui dans un premier temps mis l'accent sur les arts. Il va consacrer un milliard de dollars pour fournir plus d'actualité, des mots croisés, des petites annonces et des photos.

nus techniques et professionnels. En- à un public très ciblé, souvent bien fin nous devons tenir compte du trop équipé en ordinateurs. La presse faible équipement en ordinateurs de quotidienne nationale est plus balnos lecteurs. Le lecteur moyen de la butiante. Le Mande développe ses

pas un "golden boy". » est mieux armée. Hachette a créé multimédia, avec Chargeurs. Les une filiale Multimédia et s'est asso- quotidiens économiques dévedé avec Pearson et Burda pour lan-loppent leurs services financiers. Le cer « Europe on line », tandis que Figuro reste discret dans ce do-Bertelsmann rejoignait le réseau maine, et Le Porisien se montre très «America on line». CEP réfléchit prudent, échaudé par son expéau regroupement de ses activités rience télématique; « Nous gyon

presse quotidienne régionale n'est CD-Rom et propose un projet de journal electronique. Libération a La presse magazine et spécialisée annoncé la création d'une filiale beaucoup cru ou Minitel, constate Philippe Amaury, et pour nous ca a scalate hi droe

été une opération blanche. » « Les services télématiques développés dans le passé ant parfois été des succès professionnels, explignent Jean-Marc Detailleur et Henri Pigeat, mais plus rarement des succès économiques.»

UN PARFAIT COMPLEMENT »

Les débats sur les autoroutes de Pinformation rappellent parfois ceux qui prévalaient au moment du lancement du Minitel. Si la télématique a prospéré, c'est grâce aux services et aux messagenes, pas à Pinformation. Même si le développement actuel et futur de l'informatique rend plus qu'aléatoire la comparaison entre un Minitel et un ordinateur, certains se demandent s'il y aura vraiment un marché pour l'information sur les autoroutes du même nom.

Pour l'Américain George Gilder ournaliste et professeur à Harvard, cela ne fait aucun doute. Dans son livre Y a-t-il une vie après la télé? (6d. Dagorno, 196 p., 110 F), il explique même «paurquoi la presse gagnera la course à l'information ». Dans sa forme même, écrit George Gilder, la presse est un média personnel, utilisé de façon très différente par chaque lecteur. Les journaux reposent sur l'intelligence de l'utilisateur. (...) L'ordinateur va bientit faire voler en éclats l'industrie de la télévision. Mais l'ordinateur ne menace pas la presse. Au contraire, c'en est un parfait

Alain Salles

" Care

CARRIED.

AFEL

JA THE ME

II am . finte a

Tibus A.

Licent by

II 🛬

wan 21

william by a se

is and the same

file and the .

-

TOWN S P.

27.30

# TF 1

13.40 Feuilleton: Les Feux de l'amour 14.30 Série : Médecia à Honolulu 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. 17.30 Série :

blité de leur maintien ».

Les Garçons de la plage. 18.00 Série : Premiers baisers. Le Mirade de l'amour

19.00 Magazine : Coucou ! (et 0.45). 19.50 Le Bébête Show (et 1.35). 20.00 Journal, La Minute hippique,

Météo.

20.45 Série : Navarro. Coup bas, de Marc Angelo, avec Roger Hanin, Christian Rauth. arro est accusé de proxénétisme et de corruption. Il est mis à pied.

22.25 Série : Columbo. Eaux troubles, de Ben Gazzara, avec Peter Falk, Poupee Bocar. Une chanteuse fait du chantage. Elle disparait. Colombo disculpe le suspect et confond le criminel.

0.10 F1 Magazine. Resumé, Grand Prix du Brésil à Sao Paulo.

1.40 Journal et Météo. 1.50 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et 5.05); 2.45, TF1 nuit (et 3.40, 4.20); 2.55, L'Equipe Cousteau en Amazonie; 3.50, L'Aventure des plantes; 4.55,

# FRANCE 2

13.50 Série : Inspecteur Derrick, 14.55 Série : Dans la chaleur de la nuit.

15.50 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.70). 16.40 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Seconde B. 17.45 Série : Code Lisa. 18.15 Série : La Fête à la maison. 18.45 Jeu : Que le meilleur gagne

19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel(et 2.10). 19.55 America's Cup. 19.59 Journal et Météo.

20.50 La 9º Nuit des Molières. Présidée par Maria Casarès et dédiée à Madeleine Renaud. En direct du Théâtre Marigny à Paris. Mise en scène de Jean Luc Moreau.

23.05 Magazine: Ça se discuta. Présenté par Jean-Luc Delarue Faut if bien manger pour bien vivre 7 (1/2), Le Plaisir à la carte.

0.20 Journal, Météo. Journal des courses. 0.50 Le Cercle de minuit. Spécial Mofières, Invités : Régis San-ton, Didier Bezace, Bernard Sobel, Jaël Dragutin, Armelle Héliot, Fabienne Pascaud, Jacques Nerson ;

Musique : Beethova Obas. 2.49 Programmes de mait.
J'ai un problème (rediff.); 4.00,
24 heures d'info; 4.25, D'un soleil
à l'autre (rediff.); 4.50, Pérou, his-

toire de Yolanda.

# M 6

13.25 Série : L'Homme de fer. 14.20 Série ; Jim Bergerac. 17,00 Variétés : Hit Machine.

17.30 Série : Guillaume Yell. 18.00 Série : Nick Mancuso. 18.545ix minutes's première 19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures

Métèc, szivi de Six minute élection présidentielle. 20.05 Série : Madame et sa filie.

20.50 Cinéma; Etrojte Surveillance. Film américain de John Badham

22.50 Téléfilm : Danger, doberman. De Frank De Felitta, avec James Brolin, Susan Clark. A la suite d'une agression, un hamme se retrouve enfermé dans un grand magasin. Toutes les issues

sont gardées par des dobermans dressés à l'attaque... 0.25 Magazine: Cuiture pub. 0.50 Magazine : Jazz 6. Présenté par Philippe Adler. Geny

Multigan. 1.45 Documentaire : Les Seychelles.

2.40 Rediffusions. Nature et civilisation (5); 3.35 Coup de griffes (Daniel Hechter) 5.20, Mode 6 (Special Thierry

### CANAL +

La Fernme dangereuse. De Gilles Béhat, avec Christine Bois-

15.20 Les Superstars du catch. (rediff), Public 12 2011 16-25 Cinéma : Forever Young, M Film américain de Stève Miner

(1992). 18.05 Canaille peluche. Crocs maters.

EN CLAIR JUSQU'A 20.35 18.30 Jeu : Pizzarollo. 18,40 Mulie part ailleurs

19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes, Invités : Maisa Berenson, E. Behr. 19.20 Magazine : Zérorama

19.55 Les Guignois. 20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cimérus : La Temps d'un week end. [] Film américain de Martin Brest :

23.05 Flash d'informations.

23.16 Le Journal du cinéma Le Journal des Oscars. 8.00 Cinèma : Belle Epoque. U III Film espagnol de Fernando Trueba (1992, v.o.).

1.45 Cinéma : Duens. II Film belge de Stijn Conninw (1991). 4.00 La 67º ofremonie des Oscars. Présentée par lsabelle Giordano et Patrick Tinsit. En direct de Los Angeles,

# LA CINQUIÈME

Une histoire d'amour, # # Film français de Guy Lefranc (1951).

16.00 Les Ecrans du sevoir. Au fi des jours; Inventer demain; Alto la Terre; Cogito; Cioq sur cioq; Au fil des jours; Cângues: Espagnol et anglas tredit;);

17.30 Les Enfants de John. 18.00 Vaisseau Terre. La planète sous surveillance. 18.30 Le Monde des animaux. Carnivores, portraits de tueurs; dents d'aciers, pattes de velours.

# ARTE

19.40 Mingazine : Confetti, Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach. A Munich : visite au chàteau de Nymphenbourg, le jardin de bière, et au Musée des pots de

chambre de la ville. 19.30 Documentaire: La Légende du sport.

Enzo Ferrari. 20.08 Magazine: Actuel. Paroles de citoyens.

L'Europe et la culture, un éclairage contrasté sur les thèmes de la campagne électorale. 20.30 8 1/2 Journal

20.40 Cinéma : L'Itistoire officielle. Film argentin de Luis Puenzo (1985,

22,35 Cinéma : Voyage vers l'espoir. III Film susse de Xavier Koller (1990.

0.20 Courts métrages : Court-circuit. Le Voyageur noir, de Pepe Danquart (1992, v.o.).

Dans un tramway, une dame âgée s'en prend à un jeune Noir. Il trouve is parade avec humour. Noir et blanc, de Lewis Payton Jr. (1993, KO.)

Un employé noir semble effrayer toutes les femmes blanches. 0.45 Téléfilm : L'Affaire Lucona

De Jack Gold, avec David Suchet (112 min, rediff.). Un cargo transportant une installa-tion de retraitement d'uranium et assuré pour 20 millions de dollars explose en pleine mer. D'après une



CÂBLE TV 5 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Thalassa. 21.00 Enjeux-Le Point. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.45 Les Enfants de la télé.Invités: Antoine de Caunes, Jacky Berroyer, Michèle Bernier.

Caures, racky cerroyer, microre bernier.

0.00 Ca colle et c'est piquant. 0.45 Journal
de France 3. Edition Soir 3 (30 min).

PLAMETE 11.55 ► Rugby: cent ans de
finales. De Jacques-Alain Raynaud. Voyage
dans la mémoire du rugby français. 19.35
L'Enfrance.De Geoff Haines-Stiles, Eugène Marner et Erna Akuginon (2/7). Une Marner et Erna Akugnon (277). Une manière de parier, 20,35 Les Hommes du pétrole. De Christopher Jeans [7/8]. La Boîte d'Amadou. 21.30 Escales: Los Angeles.De Pierre Brouwers. 22.25 Adieu, Barbiana.De Bernard Kleindienst. 23.30 Le Grec.De Jean Affen serief. 23.55 Balbo qui com De Lange. Afanassieff, 23.55 Pêche au gros.De James G. Bridge (2/7). Cabo Marzo. 0.50 Allegret to De Nancy Emanuelle et Valérie Gaudis-

sart (50 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.45). 19.15 Tout Paris (et 0.20) Invité: Guy Bedos. 19.45 Archives. 20.00 Buzz. 20.30 Tout Paris. 21.00 Splendor. 開催Film italien d'Ettore Scola (1988, v.o.). Avec Marcello Mastroianni, Massimo Troisi, Marina Vlady. 22.50 Buzz. 23.20 Concert: Suede, 1,00 Théâtre :On va faire la cocotte.De Georges Fevdeau. Avec Jacqueline

Maillan, Jacques Charon (40 min). CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi; 18.00, Les P'tits Lardons; 18.20, Tip top

dip; 18.25, Sébastien parmi les hommes; 18,55, A vos marque-pages; 19.00, Regarde le monde; 19.15, Les Animaux super stars; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro. CANAL JIMMY 20.00 Série : M.A.S.H. 20.25 Souvenir: Tilt. 21.35 Série : New York Palice Blues. 22.20 Chranique de la combine, 22.25 La Vie, l'Amour... les Vaches. [JFilm américain de Ron Underwood (1990). Avec Billy Crystal, Daniel Stern, Bruno Kirby. 0.15 Concert: The Temptations.Enregistré à Atlantic City (New Jersey), en 1989 (65 min).

SÉRIE CLUB 19.50 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.15 Série: Les deux font la loi. 20,40 Le Club. 20.45 Série : Les Cadav exquisde Patricia Highsmith (et 0.10). 21.40 Séne: Mission impossible, 22,30 Série: Code Quantum, 23.20 Série : Equalizer, 1.00 Série : La Comtesse de Charny

(45 min). MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Y'a débat (et 0,00). 22.00 MCM Rock Legends, 23,00 Autour du Groove, 1.00

MTV 20.00 Half of Fame Special. 22.00 Serie: The Real World 3. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.30 The Report. 23.45 Cine-Matic. 0.00 News at Night. 0.15 3 From 1. 0.30 The End 7 (90 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 20.00 Speedworld. 22.00 Eurogoals. 23.30 lGdk-boxing. 0.30 Eurogolf (60 min).

CINÉ CINÉFIL 19.10 Adrien. [Film francais de Fernandel (1943, N.). Avec Fernandel, Paulette Dubost, Jean Tissier. 20.30 L'Escale du bonheur. III Film américain de Roy Del Ruth (1938, N. v.o.). Avec Sonja Henie, Richard Green, Cesar Romero. 21.50 Au cœur de l'orage. **III Fi**lm français de Jean-Paul Le Chanois (1946, N.). Avec les voix de Jean Chevrier, Jean Daurand, Chris-tiane Sertilange. 23,15 Tarzan et la femme-léopard. Il Film américain de Kurt Neumann (1946, N. v.o.). Avec Johnny Weiss-muller, Brenda Joyce, Johnny Sheffield. 0.25 Sola. **III** Film Trançais d'Henri Diamant-Berger (1931, N., 75 min). Avec Damia, Nacine Picard, Marguerite Moreno.

CINÉ CINÉMAS 18.40 Le Dossier 51. ■■ Film français de Michel Deville (1978). Avec François Marthouret, Roger Planchon, Anna Prucnal. 20.30 Le Piège de Vénus. ■ Film allemand de Robert Van Ackeren (1987). Avec Myriam Roussel, Horst-Gonther Marx, Sonia Kirchberger. 22.15 Intervention Delta. III Film américain de Douglas Hickox (1976, v.o.). Avec James Coburn, Robert Culp, Susannah York. 23.45 El Lute. ■ Film espagnol de Vicente Aranda (1987, 120 min). Avec Imanol Arias, Victoria Abril, Antonio Valero.

#### **RADIO**

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Malek Chebel (Dictionnaire des symboles musul-mans), 19,30 Perspectives scientifiques. Utilisation massive de l'informatique. 1. Les rayons cosmiques d'énergie extrême. 20.00 Le Rythme et la Raison. Le scat dans tous ses états. 1. Le scat dans le jazz américain. 20.30 (e Grand Débat. Les francs-macons dans la société française (2). Débat en direct du studio 106 de la Maison de Radio-france. 21.30 Théatre privé/Théatre public. Débat animé par Jacques Ballon, directeur du théâtre et des spectacles, 22.40 Accès direct. Bernard Sobel, metteur en soène; Adonis, poètre; Pierre Legendre, psychan-lyste; Georges Banu et Olivier Schmitt, cri-tiques. 0.05 Du jour au fendemain. Paul Bourcier (histoire de le danse). 0.50 Coda. Linda Sharrok ou les exproismes de la chamane noire (1), 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Entretiens avec Italo Calvino (3); 1.25, Entretiens avec Pierre Tal-Coat; 4.24, Annie Emaux (Une femme); 4.54, Les maîtres du roman populaire fran-çais de 1918 à 1950 (1); 6.26, Olivier Rolin (L'Invention du monde).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. 20.00 Concert. Donné le 20 mars, au Théatre de l'Athénée, à Paris, par l'Ensemble baroque de Limoges, dir. Chris-tophe Coin: Les Eléments (le chaos), de

Rebel; La Tempète; de Locke; La Bataille de Biber; Pianto d'Ariana, de Locatelli; Concerto pour violoncelle et cordes Wo 172, de C.-P.-E. Bach, Christophe Coin, violoncelle. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. Zwolf Gedichte op. 35, de Schumann; Suferka, de Mendelssohn. 22.30 Musique pluriel. Eux aussi ont sobante-dix ans ou presque I Génération Boulez. Liturgie de la vie et de la mort (extrait), de Cas-térède, par l'Ensemble vocal et l'Abelier musique de Ville d'Avray, dic Jean-Louis Petit; Formazioni, de Beno, par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Riccardo Chaifly. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Hindemith, Chopin. 0.00 La Rose des vents. Concert donné le 20 janvier, au stu-dio 106 de Radio-France, par le Donald Kachamba's Kwela Band. 1.00 Les Nuits de France-Musique, Programme Hector. Guves de Bach, Telemann, Kuhlau, Bruck-ner, Bartok, Schoenberg, Poulenc, Saint-Sakrs, David, Leclair, Corell, Merula, De Grigny, L. Mozart, Stamitz, Liszt, Tcharkov-

Les interventions à la radio RTL, 18h 30; Robert Hue. RFF, 89 FM 13 heures 30 : Hassan II, roi du Maroc (« Carretour »).

#### PETTT-SAUT (Guyane) de notre envoyé spécial

Au coeur de la forêt amazonienne, juste en aval du « plus grand barrage d'Europe », comme EDF se plaît à le rappeter sans rire, plane une désagréable odeur d'œuf pourri. « C'est bon signe l'affirment les responsables de l'usine hydroélectrique de Petit-Sant, qui a été remise en service, jeudi 2 mars. Cela veut dire que le méthane se dégage, et que la réasygénation de l'eau fonctionne. » D'ici quelques semaines, on saura si le système de brassage de l'eau du Sinnamary, mis an point en orgence et à grands frais pour éviter que la rivière et ses hôtes ne meurent asphyxiés, est efficace, comme le laissent penser les premières mesures.

Le reportage diffusé, mardi 28 mars, par Arte dans « Transit », au cours d'une soirée thématique centrée sur la question « Peut-on se passer du nucléaire? », retrace la façon dont EDF, « pour rassurer les écologistes », avait financé une opération de sauvetage des animaux pris au piège par la montée des eaux du bar-

#### SATURÉ EN MÉTHANE

--- 1. Mr. 2 75 702

1000

. .

1. 11.7

1.0

7.672

. 124

24.7%

200

100000

O décrit aussi la manière dont l'entreprise publique a dil faire face à un problème « presque » inattendu, lorsque la putréfaction et la fermentation des quelque 300 km? de végétation submergés ont soudainement privé d'oxygène et saturé en méthane la zone de forêt transformée en lac par le barrage. En aval, ces réactions chimiques ont en pour effet de tuer quantité de poissons, et contraint les pêcheurs qui patrouillaient dans le



« Près de l'embouchure, la limite minimale de 2 milligrammes d'avygène par litre d'eau a été atteinte », reconnaît Gilles Authier, chef de l'aménagement du barrage. Pour pallier cet inconvé-nient, les ingénieurs d'EDF ont mis au point un diffuseur d'air, qui insuffie 12 000 m3 d'air par heure à la sortie des turbines et un double système de cascades qui évacue une partie du

Coût de l'opération : 20 millions de francs, auxquels s'ajoutent 15 millions de francs de manque à gagner en rai-son de l'arrêt de l'exploitation pour travaux. Il convient d'y ajouter la perte de puissance - temporaire - de en raison de la baisse de six mètres de hanteur de chute d'eau. Pour faire bonne mesure, EDF a accepté de fournir une machine à glace aux pêcheurs (d'une valeur de 200 000 francs), destinée à faciliter la conservation des poissons trouvés toujours

#### DEUX SITES POSSIBLES

Une partie des problèmes présentés par le reportage semblent donc avoir aujourd'hui trouvé leur solution, même si la qualité de l'eau devrait être durablement altérée : EDF n'envisage pas de démanteler la cascade artificielle avant trois ou huit ans. Mais la

question du coût, écologique et économique, de l'indépendance énergétique de la Guyane reste posée. En 1994, le département a consommé 460 GWh (millions de kilowatts par heure), et les projections prévoient une consommation de 720 GWh en 2005, avec une croissance moyenne de 5 % par an après cette date. « Les copacités de production du barrage de

Petit-Saut et de l'usine thermique diesel

de Degrad-de-Carmes seront alors sa-turées », prédit Cyril Baumgarten, directeur délégué d'EDF-Guyane.
D'ici à deux ans, il sera donc nécessaire d'envisager un troisième moyen de production, « hydraulique ou thermique », indique M. Baumgarten, qui écarte l'emploi du nucléaire. Actuellement, en incluant le transport et la distribution, le prix de revient du kWh produit à Petit-Saut est de 1,6 franc,

centimes pour les filières charbon et Les deux sites possibles pour de nouveaux barrages, qui ne manque-ront pas de soulever l'opposition des écologistes et des populations concernées, offrent deux fois moins de potentiel que celui de Petit-Saut en termes d'exploitation électrique. La Guyane se trouvera donc rapidement

environ 25 centimes, contre 29 à 35

\* Arte: « Transit », mardi 28 mars à 20 h 40

confrontée à des choix énergétiques

# Jospin, un sourire!

#### par Agathe Logeart

IL ARRIVE à Lionel Jospin de sourire. C'est rare, et c'est dommage, parce que cela lui va plutôt bien. Il perd alors son côté rugueux. On oublie les lunettes un peu dures, le costume croisé et la cravate stricte, le ton saccadé des phrases trop longues dans lesquelles on se perd un peu. C'est un moment fugace qui éclaire son visage et le rajeunit. Il donne alors le sentiment de s'abandonner comme par mégarde. Mais bien vite, il se reprend, comme s'il venait avec ce sourire, de lacher une incongruité. Comme si, quand on veut être président, il allait avant tout faire sérieux. Un bon prétendant ne récite pas des vers. Il met de la gomina et des gants beurre frais, quand il de-mande la main de la demoiselle.

Pas de rêve, surtout, bein... On sait bien qu'après cela fait trop mal. Pas de promesse qu'on ne serait pas sûr de tenir. Pas de slogan du genre « changer la vie ». On sait où cela mène. En plus, il se trouve toujours une paire d'électeurs pour y croire et venir vous reprocher des années plus loin de ne pas avoir été à la hau-teur de leurs illusions. Cette fois, il faut être rai-son-nable. On imagine volontiers le candidat socialiste s'entraînant le matin devant sa glace. Rai-son-nable: c'est-àdire honnète, propre, sensé, un peu chaleureux mais juste ce qu'il faut pour ne pas être accusé de lyrisme, surtout. Pudeur oblige. On essaiera d'éviter tout de même d'être trop terne, voire ennuyeux. L'exercice est difficile. Difficile aussi de se faufiler au milieu des scènes de ménage chiraco-balladuriennes. De trouver sa place et son style entre le mangeur de pommes et l'autostoppeur du dimanche. Jusqu'ici, tenir le rôle du modeste face aux empressés avait phutôt bien réussi à Lionel Jospin. 0 regardait monter les sondages sans trop mettre la main à la pâte. Il semble que cela ne suffise plus tout à fait.

Il y avait eu comme un frémissement pourtant au meeting de Rennes. On en attendait confirmation. Martine Aubry nous avait annoncé que son champion allait mettre le turbo. O n'est pas tout à fait sûr qu'il ait trouvé le mode d'emploi au cours de sa prestation de « L'Heure de vérité », sur France 2. Ce fut rai-son-nable, évidemment. On parla des privatisations, de la réduction du temps de travail, des retraites, des pensions de reversion des veuves, de la nécessaire démocratisation des institutions. On avait déjà entendu tout cela. On n'eut donc pas de surprise. Ni même d'émotion. La leçon était sue, bien rôdée. C'était le grand oral d'un bon élément. Mais il y manquait du souffle. On avait envie que Lionel Jospin déplie ses ailes. On sentait qu'il suffirait de pas grand-chose. D'un peu de flamme, d'une passion que l'on sentait enfouie, souterraine. Mais pas si lointaine. Un moment, on crut toucher au but avec l'évocation des 5DF, insupportable plaie. Lionel Jospin s'animait. O sortait enfin des questions de cours. Mais ce ne fut qu'un moment, éphémère comme un sourire...

#### TF 1

### 13,48 Feuilleton:

Les Feux de l'amour. 14.30 Série : Médecin à Honolulu. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée.

17.30 Série : Les Garçons de la plage. 18.00 Série : Prenders bassers. 18.30 Série : Le Mirade de l'amour 19.00 Magazine ; Coucou ! (et 1.30). Invite : Etienne Chico.

19.50 Le Bébûte Show (et 2.20). 20.00 Journal, Tiercá, La Minute hippique, Météo.

#### 20.45 Cinéma : La Fille de l'air. Film français de Maroum Bagdadi

(1992). Avec Béatrice Dalle. 22.35 Tiercé.

22,40 Les Films dans les salles. 22.56 Série : Perry Mason. L'Affaire des tableaux posthumes.

0.25 Magazine: Je suis venu vous dire.

Invités: Mathilda May, Nicolas Bazire, Alexandre Jardin. 2.25 Journal et Météo. 2.35 Programmes de nuit.

Reportages (rediff.); 3.00, TF1 nuit (et 3.40, 4.15); 3.10, Histoires naturelles (et 5.10); 3.50, L'Aventure des plantes: 4.25, intrigues;

# FRANCE 2

#### 13.45 Série :

Inspectour Derrick. 14.50 Série : Dans la chaleur de la nuit. 15.45 Variétés : La Chance

aux chansons (et 5.00). 16.40 bes chiffres et des lettres. 17.15 Série : Seconde B. 17.45 Série : Code Lisa, 18.15 Série : La Fête à la maison, 18.45 Jeu : Que le meilleur gagne.

19.10 Flash d'Informations. 19.15 Studio Gabriel (et 2.20). Invitée : Mathida May. 20.00 Journal et Météo.

#### 20.50 Cinéma : Abrays. II film américain de Steven Spielberg (1989).

23.05 Magazine: Ça se discute. Présente par Jean-Luc Delarue. Faut-Il bien manger pour bien vivre ? (2/2). La Fairn et les Moyens.

0.25 Journal, Météo, lournal des courses. 0.50 La Cercle de minuit.

Invités: Yves Courrière, Gilbert Colard et nos collaborateurs Thomas Ferenczi et Edwy Plenel. Musique : Fabien Chouraki et Christophe Grasser.

2.50 Programmes de ruit. Tueurs de l'autoroute; 4.20, 24 heures d'info; 4.45, L'ècurne des nuits; 5.50, Dessin anime.

# FRANCE 3

### 13.35 Magazine : Vincent à l'heure.

14.50 Serie : La croisière s'amuse. 15,35 Série : Magnum. 16.30 Les Minikeums.

17,40 Magazine : .... Une păcha d'enfer. 18.20 Questions pour un champion

18.50 Un fivre, un jour. Guide Voir : France. 18,55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal de la région. 20,05 Jeu: Fa si la chanter, 20.35 Tout le sport.

### 20.50 Jeu: Questions

22.25 Métio et Journal. 23.00 Mardi chez yous. Programme des treize télévisions régionales.



### M 6

13.25 Série : L'Homme de fer 14.20 Série : Jim Bergerac. 17.00 Variétés : Hit Machine. 17.30 Série : Guillaume Tell. 16.00 Série : Nick Mancuso.

18.54 Six minutes: première édition. 19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.

19.54 Six minutes d'informations, Météo, suivi de Six minutes élections présidentielles. 20.05 Série : Madame et sa fille.

29.35 Magazine ; E = M 6. Le Stress des babouins. 20.45 Magazine : Grandeur nature. Le laguar du Guatemala,

20,50 Téléfilm : Sarah et Julie n'en font qu'à leur têta. De Jeff Frankin, avec Ashley Oisen, Mary Kate Olsen.

### 22.35 Téléfilm :

Ascenseur pour le passé De Larry Elikann, avec Connie Sellecca, David Dukes. Une actrice tue son mari infidèle Elle est projetée un an en arrière dans le passé avec la possibilité de modifier le cours de l'histoire.

0.15 Série : Les Professionnels. Meurtre à longue portée. 2.30 Rediffusions. Culture pub; 2.55, L'Irlande

voyage au pays des Gaels; 3.50, Sports et découverte (3); 4.45, Mode 6 (Spécial Thieny Mugler); 5.10, Raid de l'amitié; 5.35,

### CANAL+

13.40 Cinéma : Daens. Film belge de Stijn Conninw (1991). 15.55 Cinéma : Lorenzo. 🛛 Film américain de George Miller (1992).

18,05 Canaille peluche. Crocs makins. · ·

EN CLAIR REQU'A 20.35 -18.30 Jeu : Pizzarollo.

18.40 Magazine : Nulle part allieux, Présenté par lérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoire de Caunes, invités : Pascal

Olmeta, Simple Minds. 19.20 Magazine : Zérorama. Présenté par Daisy d'Errata, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Algoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zero.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Gréma : Les Petits Champions. 
Film américain de Stephen Herek

(1992).

22.15 Flash d'informations. 22.20 La 67 cérémonie des Oscars (rediff.).

23.58 ➤ Cinéma: Jeanne la Pucelle, Les Batailles. **E** E Film français de Jacques Rivette (1994).

2.27 Documentaire: Les Allumés... Des Cités et des hommes Mayaime, de Jacques Bal. 2.50 Surprises (10 mm.).

#### LA CINQUIÈME

13.30 Magazine : Défi. SOS médecin.

14.00 Le Sens de l'Histoire.

La guerre d'Espagne (rediff.). 15.45 Les Ecrans du savoir,
Au fil des jours ; Inventer demain ;
Alfo I la Terre ; Eco et compagnie ;
Cinq sur onq ; Cogito ; Langues :
espagnol et anglais (rediff.).

17.30 Les Enfants de John. 18.00 Documentaire : Kistoire de la bande dessinée. Pas d'avenir.

18.30 Le Monde des animaux Carnivores, portraits de tueurs :

#### ARTE

cazine : Confetti. A Munich, Annette et Alex à la recherche du « Wolperunger », le dahu bavarois, et Alex en Lederho-

19.30 Les Routes de la lumière. Rouges, de Henry Colomer (3/3). Demier épisode de cette série avec, entre autres, une interprétation du sociologue Paul Virilio sur Le Jardin des Delices, de Jérôme Bosch.

20.20 Court metrage: La Princesse surgelée. D'Olivier Esmein.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Magazine : Transit (et 1.15). Peut-on se passer du nucleaire ? Invité : Jean-Pierre Souviron. 21.45 Soirée théâtre : Pirandello. 21.46 Préface : Pirandello ou l'Utopie du théâtre. De Nathalie Léger.

#### 22.00 Théátre :

Les Geants de la montagne. Pièce de Pyrandello, mise en scène de Giorgio Strehler (1994), avec Andrea Jonasson, Giancarlo Det-tori, Franco Graziosi. En italien. La demière pièce de Luigi Pirandello (Prix Nobel en 1934), que Giorgio Strehler monte pour la troisième

0.05 Postface : Lecture au Piccolo Teatro. De Nathalie Lèger. 0.20 Téléfilm :

Sous le signe de la violence. De Bran Tilley [1/3]. Sur les rais. Avec Vusi Kunene, Grace Mahlaba. La violence et les medités des différents groupes politiques, l'univers des Sud-Africains sur plusieurs dizaines d'années.

2,20 Rencontre. Avec Michael Denard et Hans-Peter Cloos (30 min).

> Commandez vos livres par Minitel 36 15 LEMONDE

19.00 Paris lumières. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Paul-Emile Victor : un rèveur dans le siècle. De Jean-Louis Comotti [1/3]. Les Années estimo (60 min). 21.00 Mediterranec. 21.30 Perfecto. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Bouillon de

dienst (65 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.15). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 23.45) 19.45 Archives. 20.00 Premières

loges (et 21.55). 21.00 Jean-Edem's Club. 22.25 Soigne ta droite. de Jean-Luc Godard (1987). 0.25 Paris

modes (55 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof.

17.55 Soirée Domino. C'est comme moi; 18.00, Les Phils Lardons; 18.20, Tip top clip; 18.25, Sébastien panni les hommes; 18.55, Cinéma; 19.00, Atomes crochus; 19.15, Cinéma; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro. 20.00 Caiou.

CANAL JUNEARY 21.00 Serie: Les monstres nouveaux sont arrivés. 21.25 Série : L'Hôtel en folle. 22.05 Série : Les Chevaliers du ciel. 22.30 Chronique bakélite. 22.35 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. 23.25 Tour de France auto 93. De Gilbert Loreaux. 0.15 Serie: Monty Python's Flying Circus.

0.15 Série: Monty Python's Plying Circus.

0.45 Country Box (30 min).

SÉRIE CLUB 19:00 Série: Super Jaimie.

19:50 Série: L'Odyssée imaginaire. 20:15

Série: Les deux font la loi. 20:45 Série: Supercopter (et 0:10). 21:35 Le Club. 21:40

Série: Mission impossible. 22:30 Série: Code Quantum. 23:20 Série: Equalizer.

1.00 Série: La Comtesse de Charny. (45 min). MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 0.00).

20.10 MCM mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 X Kulture. 21.30 MCM

Rock Legends, 23.00 Rolling Stones, 0.30 Blah-Blah Métal, 1.00 Vidéodips.

MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest

Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 Cine-Matic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End ? (120 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 20.00 Aérobic. 21.00 Body-building. Champion-nats du monde 1994. A Kupolen (Suède). Résumé. 22.00 Boxe. Championnat du monde WBO des poids super-cogs. Johnny Tapia (E-U)-Jose Sosa (Arg.). 23.00 Snooker. European League 95: 9 match. John Parrot-Alan McManus. 1.00 Eurosportnews (30 min).

CINÉ CINÉFIL 18.55 Le Couple invisible CINE CINETIA. 18.55 Le Couple Invisible.

II Film américain de Norman Z. McLeod
(1937, N.). 20.30 Au cœur de l'orage.

II Film français de Jean-Paul Le Chanois
(1946, N.). 21.50 L'Escale du bonheur.

II Film américain de Roy Del Ruth (1938, N., v.o.). 23.15 Sola.

II Film français d'Henri
Diamant-Berger (1931, N.). 0.35 Sea Fury.

II Film britannique de Cyril Raker Endfield
(1958, N. v.o. 90 min). (1958, N., xo., 90 min).

CINÉ CINÉMAS 18.20 Les Séducteurs. Film franco-italien de Brian Forbes, Edouard Molinaro, Dino Risi, Gene Wilder (1980). 20:30 Le Meilleur de la vie. III Film français de Renaud Victor (1984). 22.00 S.O.S. fantômes. I Film américain d'Ivan Reitman (1984, v.o.). 23.45 Faut pas en faire un drame. El Film américain de Howard Zieff

### **RADIO**

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Andre Gludsmann (De Gaulle, où es-tu?). 19.30 Perspectives scientifiques. L'Utilisation massive de l'informatique. 2. Le réseau infor-matique mondial. 20.00 Le Rythme et la matique mondial. 20.00 Le Rythme et la Raison. Le scat dans tous ses états. 2. Le scat dans le jazz américain. 20.30 Archipel médecine. La médecine générale est-elle devenue une spécialité médicale à part entière ? 21.30 Le Bon Choix. Avec Mgr Lustiger, archevêque cardinal de Paris. 3. Quelles valeurs pour quelle société ? 22.40 Les Nuits magnétiques. La question du double. 1. L'Epiphanie du visage. 0.05 Du jour au lendeman. Daniel Siborry (Le Corps et sa danse). 0.50 Coda. Linda Sharrok ou les exonsismes de la chamane noire rok ou les exorcismes de la chamane noire (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). La Banquette arrière, de Cécile Weisbrot: 1.57, Écire, se disart-il: à propos d'Antoine Vitez; 3.30, Henry Montaigu (Traité de la foudre et du vent); 3.57, Le Banquet : l'étranger ; 4.56, Benjamin Stora: 6.06, Conversation sur Le Premier

Homme, d'Albert Camus. FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. 20.00 Concert. Donné le 17 décembre 1993 à la salle de musique de Hambourg, par le Chœur de la NDR et l'Orchestre sympho-

nique de la NDR, dir. Neville Marriner, Hei-mut Lohner, récitant, Solveig Kringelborn, soprano: Peer Gynt, de Grieg ; Epilogue to Peer Gynt, de Schnittke. 22 00 Soliste. Mar-garet Price, soprano. Liederalbum für die Jugend op. 79 Jestraits), de Schumann; Ein deutsches Requiem op. 45, de Brahms, par de Arbeitsen Singer, dir. André Brain. les Ambrosian Singers, dir. André Provin. 22.30 Musique pluriel. Eux aussi ont soixante-dox ans ou presque! Génération Soulez. 2. Etudes d'après Piranèse, de Bou-courechiley. Claude Heiffer, piano ; Quatuor à cordes nº 3, de Ballif, par le quatuor Kro-nos. 23.07 Ainsi la nuit. Cuvres de Brahms, Charles de Brahms. Chooin, 0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Satie, Escoudé, Sor, Bolling. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

#### Les interventions à la radio

RTL, 7 h 50 : Pierre Moscovici (« L'Invité de Richard Arzt »).

RMC. 8 h 15 : Simone Veil (\* Crible \*). Radio Classique 101 FM, 19 h 30 : Jean-Marie Le Pen.

# **CÂBLE**

culture. 0.00 Viva. 0.45 Journal de France. 3. Edition de 20 heures (30 min).

PLANÈTE 11.55 > Rugby: cent ans de finale. 19.15 Les Veilleurs de la nuit. De Ken Oake. 19.40 Les Kennedy: destin tragique d'une dynastie. De Philipp Whitehead et Marylin H. Mellowes [V3]. Otages du destin. 20.30 L'Ouest, le vrai. De Donna E. Lusitana [59/65]. Le Filon du comstock : Vir-Lusitana [59/65]. Le Filon du comstock: Virginia City. 21.20 BD: Spécial X. De Christophe Heili. 21.50 L'Enfance. De Geoff Haines-Stiles, Eugène Mamer et Erna Akuginon [2/7]. Une manière de parier. 22.50 Les Hommes du pétrole. De Christopher Jeans [7/8]. La Bolte d'Amadou. 23.45 Ferales: Les Anneles: The Pierre Brouwser. Escales: Los Angeles. De Pierre Brouwers. 0.40 Adieu, Barbiana. De Bernard Klein-

# Mangepomme et l'Espiègle

feuilleton à gros budgets, Jacques Mangepomme et Doudou PEspiègle battaient la campagne. Le septième jour, Jacques se reposa. Il avait tant et tant promis, plus de salaires, plus de bonheur, plus d'avenir, plus de dépenses de santé, plus de moins et moins de plus, qu'il lui faliait souffler un peu. Comme dirait une expression un peu cavalière, il laissait l'effet se faire.

Jacques Mangepomme, tout ébaubi de se voir tant aimé, croquait la vie politique à belles dents. Mais il n'osait ni trop bouger, ni parler. Sauf pour, sous son arbre, prononcer des sentences définitives, des maximes de campagne que Libération se fit devoir d'inscrire dans le marbre: « Dans une compagne, quond vous voyez un buffet, il faut manger. Quand vous voyez des toilettes il faut y oller. »

Quand il faut, il faut en effet. Et quand if ne faut plus, il faut faire comme si. Jacques Mangepomme faisait comme si. A la fois en mouvement et à l'arrêt. Ce qui, on en conviendra, représente un réél exploit dans le parler pour ne plus dire. L'œil fixé sur la ligne bleue des sondages, il craignait de rompre le charme par quelque mot intempestif, quelque initiative malencontreuse. Il avait, en somme, cette crainte ordinaire, chez les pilotes de formule présidentielle, de se voir priver de la victoire pour carburant non conforme. Ah, comme il est dur de faire la course en tête!

Doudou l'Espiègle n'avait plus de ces soucis. Víctime d'un désamour qu'il eut pu être tenté de considérer comme vulgaire, le longtemps favori avait décidé de

DANS L'INÉNARRABLE série céder aux suppliques de ses « Les Compagnons ennemis », conseillers. Faites moins prince. notre prince, et un peu plus peuple i On n'attrape pas l'électeur avec des sentences. Le longtemps favori, rien moins que résigné, adhera, presque d'enthousiasme, à cette stratégie en communication.

Il s'en fut donc par les airs et les routes montrer qu'il était somme toute aussi humain qu'un autre, que l'autre. Il multiplia les exploits, fit du stop en basse Provence, brava deux molosses et raconta l'exploit avec la modestie qui sied aux héros ordinaires: « Il faut toujours savoir prendre des risques. »

Samedi était jour de stop. Dimanche fut jour de fête, la fête à Edouard, la France avec Edouard, avec comes de brûme, choucroute pour tout le monde et moules pour les autres, Doudous et roudoudous pour les enfants de la République. Ce fut, racontèrent les témoins, une fort jolie fête pour pas cher, entre foire du Trône et foire du sacre. Certains affirment même que Doudou l'Espiègle grimpa, une fois encore, sur les tables, ce qui lui devient une seconde nature.

Vrai, faux ? Ce qui est sûr, en revanche, reste qu'en cet exercice de tréteaux qui lui va comme chapeau de paille à un cardinal, Edouard fut fachent pour le frère ennemi « homme du passé », des jugements cruels sur la « démagogie » et « les nouveaux marchands d'illusions ». Jacques Mangepomme s'en dit fort peiné. Ne pouvant répliquer, il fit donner le fidèle chevalier Alain qui, nonobstant sa règle des bons usages et bonne conduite, ne put s'empêcher de lancer: « Amateur! » La majorité était, d'évidence, en pleine et passionnante bataille de communication.

INTERNATIONAL

SOMMAIRE

Burundi : des dizaines de milliers de Hutus fuient le pays Japon: la secte Aum a bien produit du gaz toxique Europe : contrôle renforcé aux fron-

tières de l'« espace Schengen » Turquie : la classe politique soutient l'intervention militaire dans le Kurdistan irakien

FRANCE

Election présidentielle: M. Jospin prépare le rassemblement des électeurs de gauche Enjeux pour la France

Le meeting d'Edouard Balladur au Bourget Régions : le Fonds d'aménagement

du territoire a été affecté SOCIÉTÉ

Justice : les magistrats doivent répondre de leur éthique Droit d'asile : manifestation à Nantes contre la diminution du nombre de visas accordés aux Algé-Logement: DAL « réquisitionne » un nouvel immeuble à Paris 14

HORIZONS

Enquête: ce bon docteur Hue 15 Débats : Chômage, équité ou solida-rité, par Pierre-Alain Muet ; Au courrier du Monde Éditoriaux: La peur de Schengen; Le droit au logement

#### CULTURE

Bibliothèque nationale de France: un dossier de cinq pages sur la nouvelle BN, dont le bâtiment, dans le 13 arrondissement de Paris, sera inauguré, jeudi 30 mars, par M. Mitterrand.

**ENTREPRISES** France: un rapport patronal vante les mérites du « capitalisme à la fran-

Conjoncture : la faiblesse du dollar va freiner la reprise en Allemagne 26 Transports: une semaine sociale à

**AUJOURD'HUI** Grand Prix du Brésil : Schumacher et Coulthard disqualifiés Cyclisme : Jalabert remporte le Critérium international

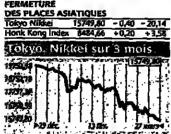
COMMUNICATION Autoroutes de l'information : la

presse s'engage prudemment

Guide culture Carnet Finances et marchés Abonnements Météorologie Mors croisés Loto Radio-Télévision

#### BOURSE

Cours relevés le lundi 27 mars, à 10 h 15 (Paris)



	24/03	Var. eq % 23/03	Var. en %
Paris CAC 40	1817,29	+1,21	- 3,39
Londres FT 100	3153,40	+0,54	+2,56
Zurich	1201,75	+1,24	-3,10
Milan MIR 30	934	+0,54	-8,87
Francior: Dax 30	1925,42	-0,55	-8,59
Bruxelles	1267,99	+0,21	-7,31
Suisse SB5	97Q,41	+0,36	-6,52
Madrid Ibex 35	265,20	+0,43	-6,95
Amsterdam CSS	266.40	+0.45	-417

### **DEMAIN** dans « Le Monde »

L'ARTISTE ET LE GABELOU: la protection du patrimoine et la circulation des œuvres d'art en Europe représentent un cassetête pour les conservateurs de musée, les collectionneurs, les marchands et les douaniers.

Tirago du *Monde daté* dimanche 26-kundi 27 mars : 543 241 exemplaires

# Eduardo Malone est chargé à « Libération » d'une « opération d'assistance ponctuelle »

Le groupe Chargeurs entend limiter les pertes du quotidien en 1995

« AUGMENTER le prix de Libération ? » Resté longtemps silencieux, Eduardo Malone, administrateur-directeur général du groupe Chargeurs, n'en était pas partisan fin février. Nommé par Jérôme Seydoux, patron de Chargeurs, administrateur du journal, il a pour mission de mener à bien son redressement. Le groupe détient 12 % du capital du quotidien depuis 1982 et vient de dégager une enveloppe de 75 millions de francs pour lui permettre de faire face à ses difficultés. A propos du prix du journal, le nouveau venu tenait à démontrer aux autres administrateurs qu'une entreprise en butte à une forte concurrence doit au contraire baisser ses prix. La chaleur du propos aidant, ils furent à peu près convaincus par cet Argentin de quarante-cinq ans et par son expérience des affaires.

ASSAMIR LES COMPTES

Hormis la vente de la compagnie aérienne UTA, filiale de Chargeurs, à Air France (Jérôme Seydoux usa de ses liens personnels avec la présidence de la République et avec Michel Rocard, alors premier ministre), Eduardo Malone fut de tous les autres défis du groupe. Entré dans celui-ci en 1981, lors du rachat de la société qui l'employait, directeur général en 1985, il fit sortir l'ex-Chargeurs réunis de la marine marchande pour l'aventure du textile, où Jérôme Seydoux l'avait engagé. Il le hissa au premier rang mondial de ses spécialités. Il préserva aussi les croisières Paquet en les mariant à leur homologue italien Costa.

Ce palmarès de manager valait bien que le conseil d'administration de Libération adhère à ses thèses sur le prix du journal... jusqu'à ce que lui-même en doute et fasse volteface. Car Eduardo Malone est avant tout un pragmatique: « Pas d'emocion, c'est le business. » Découvrant la situation du journal, l'homme de marketing était redevenu analyste financier. La démonstration changeait : avant de trouver de nouveaux lecteurs, il faut assainir les comptes. Entre autres mesures (réduction

**E** SECTES: trois membres de la secte luciférienne Wicca sont morts, à la suite d'un suicide dans un pavillon du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne). Le 15 mars, une dirigeante du mouvement, Dominique Letellier, agée de quarantesix ans et surnommée Diane Luciferia, est décédée d'une décharge de fusil à pompe dans la tête. Le 23 mars, son compagnon, Jacques Coutela, soixante-dix ans, a été retrouvé pendu, dans ce même pavillon abritant la section française de Wicca qui, selon les enquêteurs, n'avait plus d'activités réelles. A côté de son corps se trouvait celui d'une amie du couple, Dominique Dessaux, vingt-sept ans, également morte par pendaison.

des effectifs et de la pagination), le prix devra augmenter. Quitte à le baisser plus tard, pour élargir l'audoté d'un porroin industriel ». Et lorsque « les Américains se seront catapultés dans la communication, dans l'écrit comme dans l'image ». Inattendu: lors de la renégociation du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), l'avenir de l'écrit fut à peine abordé, alors que la France et les États-Unis s'affrontaient à propos des images.

C'est dans le textile qu'Eduardo Malone s'est frotté à la compétition industrielle internationale, un secteur dans lequel, venant de France, il

veloppement se fera autour de Finage. Avec les meilleurs professionnels, à commencer dans la production dience du journal, quand il « se sera française, pour occuper une position de leader ». Et Libération? « Pour Chargeurs, il s'agit d'une opération d'assistance ponctuelle. Mais l'écrit subsistera. Dans le cas de Libération, seule la qualité permettra de résister à l'image. Car seule la perfection permet de gagner de l'argent dans un marché en surcapacités. » Il s'empresse toutefois d'ajouter: « Sans création, la gestion n'existe pas. Mais,

sans gestion, la création meurt. » Aux frontières du paradoxe, Eduardo Malone oscille toujours entre le matérialisme et un mysti-

#### Cent salariés en moins

Lancée le 26 septembre, la nouvelle formule de Libération a été retravallée par l'agence Editorial de Claude Maggiori. Cette formule réaménagée, qui a paru lundi 27 mars, améliore surtout la typographie et la titraille. Le logo et le découpage en sept colonnes, comme le déroulement des séquences et les suppléments hebdomadaires ont été conservés (le sort du magazine de fin de semaine restant en suspens). La maquette tente de rendre les pages moins touffues et la pagination, prévue sur 30 pages en moyenne, en compteta doréna-

Ces retouches coincident avec la mise en œuvre du plan de rigueur décidé en février pour freiner les pertes financières du journai, estimées à plus de 14 millions de francs mensuels. Le prix de vente de Libération augmentera de 1 franc, lundi 3 avril (de 6 à 7 francs). Un plan social destiné à diminuer le nombre de salariés de cinq cents à quatre cents, toutes catégories confondues, a été mis en place après avoir été remanié, à la demande de l'inspection du travall (Le Monde du 18 mars). Les mesures prévues pour éviter des licenciements « secs » (départ volontaires indemnisés, travail à mitemps, arrêt des contrats temporaires) sont prévues. Libération, qui a perdu 70 millions de francs en 1994, et devrait en perdre 67 millions en 1995 contre TiO millions prévus avant la restructuration.

partait avec de forts handicaps face à la concurrence. Les choix de sérôme Seydoux l'ont fait bifurquer vers la communication - 6% du chiffre d'affaires du groupe -, à laquelle il consacre « au moins 30 % »

Après La Cinq, dans le capital de laquelle Jérôme Seydoux entra en 1985, il s'implique dans la production cinématographique (Germinal et La Reine Margot figurent au catalogue des réalisations de la société Renn Productions), la distribution de films (AMLF), l'exploitation des salles Pathé-Cinéma, la télévision par satellite (18 % de la société britarmique BSkyB) et par câble (10 % du capital de la Lyonnaise Communications), ainsi que dans le multimédia. Il a ses entrées à Canal Plus. dont Chargeurs vient d'acquérir « au moirs 2 % » chi capital.

Eduardo Malone a vécu, de l'intérieur, dix ans d'explosion et de mutation du secteur multimédia. Son jugement n'est pas neutre, Jérôme Seydoux ayant clairement défini le développement du groupe dans le secteur de la communication: l'image. Fidèle à cette ligne, Eduardo Malone estime donc que « le dé-

Le discours de Jacques Chirac

est encore assez vague pour four-nir à ses deux adversaires le pré-

texte à l'accuser de démagogie. Il

faudra donc, d'ici au 23 avril, que

le maire de Paris se découvre et.

du coop, il sera plus valnérable. (...) Nous ne tarderons guère à savoir si « Édouard la matraque »

plaît davantage aux Français qu'un

premier ministre indolore, accusé d'endomir le pauvre peuple. Le cas Jospin semble plus épineux.

Philippe Alexandre

tisme passé au tamis des affaires. «Le profit, c'est religieux. Il faut le mériter. Et, pour cela, être très bon . » Mais pas de profits à tout prix: « Lorsqu'une activité est trop rentable, elle attire des concurrents non professionnels qui font de gros dégâts. » Très cartésien, cette fois. A la mode argentine pour cet homme qui, en 1975, choisit une camère internationale tout en restant profondément attaché à son pays, préparant sur le terrain les séjours du président Carlos Menem à Paris.

En pleine restructuration du pôle

textile de Chargeurs, à la fin des aunées 80, il projetait de créer un pont aérien entre les plaines argentines et les usines françaises de Chargeurs, pour approvisionner le groupe en laine et contribuer à l'essor économique de son pays d'origine. Aujourd'hui, Chargeurs achète en Argentine pour 30 millions de dollars (150 millions de francs) de laine peignée, et y crée des emplois. Ainsi. avec son attachement très prononcé à ses racines, Eduardo Malone déroute-t-il celui qui croyait percevoir, au-delà du ton charmeur, une froide mécanique capable de gérer sans \_Gilles Bridler états d'âme.

# Maurizio Gucci a été tué à Milan

MAURIZIO GUCCI, quarantesix ans, dernier béritier à avoir dirigé la célèbre maison de luxe italienne avant sa cession à des intérêts arabes, a été tué, lundi 27 mars, dans un attentat à l'entrée d'un immeuble du centre de Milan. Le gardien de l'immeuble, Guiseppe Onarato, a été blessé au cours de l'attentat dont les circonstances et les mobiles ne sont pas encore commis.

Confronté à son arrivée à la tête de la maison de maroquinerie et de parfums en 1989 à des querelles d'héritage, Maurizlo Gucci s'est d'abord associé à 50-50 avec Invescorp (Arabian Investment Banking Corp.), banque d'affaires fon-dée en 1982 par un Irakien en exil, Nemir A. Kirdan. Quatre ans plus tard, il hii cédait les 50 % restants et abandonnait toute responsabilité au sem de l'entreprise familiale. Maurizio Gucci n'en avait pas été quitte pour autant, les querelles d'héritage lui valant même des démêlés avec la justice italienne. Il résidait depuis à Saint-Moritz, en Suisse, mais avait conservé un appartement à Milan.

2

\*\*\*\*\*

1.0

77.

Same

Ciamornia.

# Les « fariboles » de Jacques Chirac, selon Nicolas Sarkozy

APRÈS les attaques portées, samedi 25 mars, par le premier ministre contre le maire de Paris, la polémique s'est poursuivie, lundi matin 27 mars, entre balladuriens et chiraquiens. Nicolas Sarkozy (RPR), porte-parole d'Edouard Balladur, a estimé, sur RMC, que Jacques Chirac raconte « des furi-boles en promettant d'augmenter toutes les dépenses et de baisser tous les impôts ». « Quand on va devant les médecins pour leur expliquer qu'ils pourront dépenser n'importe quoi, n'importe comment et que, malgré cela, les cotisations sociales pourront baisser et que la sécurité ler cela, si ce n'est de la démago-

gle? », s'est interrogé M. Sarkozy. Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, a répliqué en assurant que «Nicolas Sarkozy et Edouard Balladur montrent qu'à l'épreuve ils perdent leur sang-froid et leur colme ». « Plus on s'approche du jour du scrutin, moins il faut être polémique » et « moins il faut se tromper d'adversaires », a poursuivi M. Debré, proche de M. Chirac. « On a eu Edouard Balladur qui ne parlait de rien et qui évitait toute polémique. Aujourd'hui, il ne parle toujours de rien sauf qu'il fait des polémiques ».

### Un nouveau Dalloz



Le droit européen des affaires s'applique tous les jours avec vos plus proches clients

DANS LA PRESSE

# La « nouvelle image » de M. Balladur

FINANCIAL TIMES

Il reste peu de temps à M. Balladur pour promouvoir une nouvelle image. Au Bourget, (...) comme il jouait des coudes au milieu de la foule à la recherche d'un second souffle électoral, on vit beaucoup d'images de rebond [dues à] Lio-nel Pioline, le champion du monde de trampoline.

Mais, à l'instar du timide sourire sur le visage de M. Balladur, ces images ne semblalent guère

John Ridding

LIBÉRATION Édouard Balladur, à l'instar de Jacques Chirac voici quelques semaines, réagit en affichant sa détermination dans l'adversité comme gage de sa sincérité. Cela peut plaire à nouveau. Les frémissements sondologiques enregistrés en fin de semaine dernière demandent quand même à être confirmés. Chirac fléchit peut-être mais il a creusé l'écart. Reste qu'il u'a pas comblé son déficit de crédibilité présidentielle.

Jean-Michel Helvig

Le Serveur Judiciaire Inventaire intégral des liquidations et saisies judiciaires minitel 3617 VAE Sorveillance des ventes judiciaires par abomement. Activité et dépt. de votre choix. Demandez donier par fax 78 22 53 46